

Musée départemental de la Résistance
et de la Déportation

Liberté, Liberté Chérie

Résister en Haute-Garonne :
Engagements, Parcours et Souvenirs



LIBERTÉ, LIBERTÉ CHÉRIE

Résister en Haute-Garonne :
Engagements, Parcours, et Souvenirs

Volume 2.

S'engager pour la Liberté et ses idées
Collection « Dans les réserves du Musée »

À la limite de l'Aude et de la Haute-Garonne, une jeune fille sourit au photographe. En réalité, elle est agent de liaison d'un mouvement de résistance.

Image différente, celle d'une femme, loin des clichés du jeune homme armé de sa mitraillette qui part au combat. La Résistance fut diverse, plurielle. Féminine aussi. Mais pour toutes et tous, quels que soient les moyens d'action, les formes de lutte, les risques étaient les mêmes.

Raymonde Boix, arrêtée, a été déportée au camp de concentration nazi de Ravensbrück. Après son retour de déportation, son témoignage va marquer pendant des années les générations d'élèves qui auront eu la chance de l'entendre.

Avec « Liberté, liberté chérie », le Conseil départemental de la Haute-Garonne poursuit le travail de mémoire qu'il a engagé voici vingt-deux ans en créant son Musée départemental de la Résistance et de la Déportation. L'objectif était alors de préserver l'histoire et la mémoire de la Résistance, de transmettre la parole et le témoignage de nos aînés, de maintenir vivante cette part de notre histoire. Il fallait pour cela trouver les moyens de la rendre accessible à tous, mais surtout de la rendre audible et intelligible pour les nouvelles générations afin qu'elle puisse prendre tout son sens et leur servir de phare dans leur parcours d'individus et de citoyens.

En ces temps troublés par la résurgence de l'obscurantisme, le devoir de mémoire et la transmission des valeurs de résistance et de courage deviennent une urgence, une nécessité. Pourquoi des femmes et des hommes se sont-ils engagés jusqu'à tout risquer pour que nos vies soient de nouveau libres et que la France retrouve un printemps ? Parce qu'il est des moments où le combat pour la liberté l'emporte sur les destins individuels et où le sacrifice devient un devoir moral pour chacune et chacun d'entre nous. Nous devons aujourd'hui porter haut et fort cette mémoire de l'engagement et du sacrifice qui fut celle de la Résistance pour retrouver collectivement l'espoir et la force de croire et d'œuvrer à des lendemains meilleurs.

Pour servir au mieux ce message, cet ouvrage s'appuie sur la richesse documentaire et patrimoniale du fonds d'archives du Musée, constitué en grande partie par des dons de particuliers. Qu'ils trouvent ici les remerciements appuyés du Conseil départemental pour leur généreuse participation à la transmission d'une histoire commune. C'est grâce à la somme de ces gestes désintéressés que des souvenirs pluriels deviennent la genèse d'une identité collective. En 1942, Pierre Brossolette, entré dans la mémoire nationale depuis le transfert de sa dépouille au Panthéon, écrivait : « *Ce que nos morts attendent de nous, ce n'est pas un regret, mais un serment. Ce n'est pas un sanglot, mais un élan* ». C'est à cet élan porteur d'une société de paix, de tolérance, de fraternité qu'il nous faut travailler en conscience. La mémoire du combat de nos aînés doit être le guide et le moteur de notre engagement. Elle constitue pour nous toutes et tous une source à laquelle notre citoyenneté doit savoir puiser pour relever les défis du temps présent.

Georges Méric

Président du Conseil départemental de la Haute-Garonne

Avant-propos

Hésitante ou farouchement engagée, exaltée ou pragmatique, de tous bords politiques, de toutes nationalités ou religions, mais humaine avant tout, l'histoire de la Résistance en Haute-Garonne nous dévoile aujourd'hui de multiples visages. Cette « aventure incertaine » a laissé une empreinte profonde dans l'histoire du département au point que les historiens mais aussi les familles de résistants comme les lecteurs anonymes, nous tous en somme, éprouvons le besoin de nous y replonger 70 ans après la Libération.

Depuis cette date, de nombreux ouvrages de qualité ont établi ce que fut cette histoire de la Résistance en Haute-Garonne. Ce livre s'appuie largement sur ces travaux scientifiques, sans pour autant prétendre être une nouvelle étude historique. Son but n'est pas de recenser toutes les actions, tous les événements et tous les participants. Album documentaire avant tout, voici un recueil de traces, celles que rassemble et conserve le Conseil départemental de la Haute-Garonne dans son Musée départemental de la Résistance et de la Déportation. Ses objectifs ? Redonner d'abord la parole aux acteurs de cette période à travers leurs témoignages, les archives et les objets qu'ils ont confiés au Musée. Valoriser ensuite ce fonds documentaire riche, varié, et pourtant parfois lacunaire. Proposer une approche différente de la Résistance haut-garonnaise en soulignant la complexité des individus et de leurs trajectoires. Sortir aussi de la vision longtemps idéalisée de la Résistance, des mythes, des fantasmes et représentations habituelles mais aussi des oublis inconscients ou volontaires. Contribuer enfin au travail de mémoire toujours à l'œuvre en fournissant des nouvelles sources, indispensables au devoir d'histoire.

Point de départ de la compréhension de l'histoire et de la construction de la mémoire, les archives sont des biens précieux pour comprendre les résistants, au-delà des clichés emblématiques du maquisard héroïque, ou d'une Résistance unanimement française. Ces archives, ces documents sont d'autant plus précieux que la Résistance n'en a que peu produits en raison de son fonctionnement même, et des risques liés à la clandestinité. En parcourant ce livre, vous allez découvrir le résultat de plusieurs décennies d'une collecte toujours active, initiée par l'Association du Musée, poursuivie aujourd'hui par le Conseil départemental de la Haute-Garonne. En feuilletant ses pages, le lecteur pourra entrevoir le quotidien des résistant(e)s en Haute-Garonne et trouver des éléments de réponse à des questions que nous nous posons tous : qui étaient ces femmes et ces hommes ? Pourquoi se sont-ils engagés ? Comment se battaient-ils ? Que risquaient-ils ? Que ressentaient-ils ? Que sont-ils devenus après la Résistance, au lendemain de la guerre ?

Au fond, toutes ces questions nous amènent à nous interroger sur le sens même de l'engagement des résistants dont l'histoire peut sembler parfois lointaine, alors même que leur idéal reste intemporel. Pouvoir les connaître peut aussi nous aider, en des temps troublés où ressurgissent des mots et des actes de haine, de défiance et de peur envers l'Autre, à comprendre qu'elle est l'histoire de notre propre Liberté. Celle pour laquelle les résistants se sont engagés, qu'ils ont payée au prix du sacrifice souvent de leur jeunesse et parfois de leur vie, qu'ils nous ont léguée, confiée.

SOMMAIRE

RÉSISTER, DE L'ESPOIR À LA VICTOIRE	1
<i>Mémoires. Pourquoi entrer en résistance ?</i>	
1940 : refuser la défaite	5
Le réseau « Bertaux »	
1941 - novembre 1942 : construire la lutte	11
11 novembre 1942 : une étape pour la Résistance	
Fin 1942-1944 : passer à l'action	17
Printemps et été 1944 : libérer	21
Les notes clandestines de l'État-major F.F.I.	
Août 1944-1945 : rétablir la République	27
Les Comités Locaux de Libération	
<i>Découvrir l'histoire d'un document du Musée : L'affiche « Vive les F.F.I. de la région de Toulouse (R.4) »</i>	
AGIR ET S'ORGANISER	35
<i>Mémoires. Comment montrer son désaccord ?</i>	
Désobéir	39
Les rapports de police de Maurice Espitalier	
Informé, dénoncer, expliquer, recruter	45
L'imprimerie des frères Lion	
Réinventer l'avenir	51
L'héritage de la Révolution Française	
Noier des contacts avec la France Libre	57
Les publications aéroportées de la France Libre et des Alliés	
S'entraider	63
<i>Découvrir l'histoire d'un objet du Musée : La plaque d'impression du journal Le Franc-Tireur</i>	
S'UNIR ET COMBATTRE	69
<i>Mémoires. Choisir ses armes</i>	
Renseigner et espionner	73
Rejoindre les Alliés	77
Lydia Garcia, jeune passeuse dénoncée	
Robert Carrière, de Luchon à Buchenwald	
Lutter ensemble	85
Le mouvement « Allemagne Libre »	
Saboter	91
Marcel Langer et la 35 ^e brigade F.T.P.-M.O.I.	
S'armer	97
<i>Découvrir l'histoire d'un objet du Musée : La mitraillette Sten</i>	

RÉSISTER AU QUOTIDIEN..... 103

Mémoires. Vivre en résistance

Vivre dans la clandestinité 107

Être discrédité et traqué 111

Résistants contre collaborateurs

Subir la torture et l'emprisonnement 117

Les messages secrets de Jeanine Messerli

Mourir en France..... 123

Le calvaire de François Verdier

Être déporté..... 129

Sylvain Dauriac : lettres d'Auschwitz

Découvrir l'histoire d'un objet du Musée : La tenue d'une résistante déportée

TOURNER LA PAGE DE LA RÉSISTANCE ?.....139

Mémoires. Comment gérer l'après-Résistance ?

Sortir de l'ombre 143

L'image du résistant à la Libération : héros et martyr

Revenir des camps 149

Les adieux de Jean Saint-Arroman

Où est Marcel Jalade ?

Recommencer une vie normale 157

Être reconnu, décoré, honoré 161

Francisco Ponzán « Vidal », honoré à titre posthume

Témoigner..... 167

Découvrir l'histoire d'un document du Musée : Le journal L'Espoir et la mort de Raymond Naves

Conclusion 173

Bilan de la déportation politique depuis la France..... 175

Géographie des maquis haut-garonnais 177

Sigles..... 179

Lexique 180

RÉSISTER, DE L'ESPOIR À LA VICTOIRE

« Je ne crois en rien, sinon en un avenir meilleur que les hommes feront eux-mêmes, de leurs propres mains, pour tous et sans distinction. Je meurs pour la France et pour une humanité meilleure. »

Déclaration de Mendel Langer (1903-1943), résistant polonais, avant d'être guillotiné à la prison Saint-Michel de Toulouse.



ont ceux du ma-quis, ceux de la ré-sis-tan-ce, ce
jeu-nesse du pa-ys

MUS

Pourquoi entrer en résistance ?

Quelles sont les motivations des résistants ? Quel a été le déclenchement ? Quels événements les ont poussés à se battre ? Souvenirs de résistants sur leur engagement initial pour la Résistance...

JEANINE MESSERLI

Née en 1921.

Résistante toulousaine déportée au camp de Ravensbrück en 1943.

« Des gens me demandent comment j'ai choisi de résister, comment je suis allée du bon côté. Mais je ne suis pas allée du bon côté. J'ai fait ce qu'il fallait faire, c'est tout. On était en guerre. Ce n'est pas parce qu'il y avait un groupe de gens qui trahissait qu'on était obligés de suivre quand même ! »



ALBERT MAURAN

Né en 1923.

Français Libre engagé dans les Forces Navales Françaises Libres en 1942.

«~~La~~ poignée de main entre Pétain et Hitler à Montoire, ça a été le déclic pour moi. Ce n'était pas possible. C'était un acte de soumission qui ne pouvait pas être admis. Qu'un maréchal de France serre la main à Hitler à Montoire et rentre dans la collaboration, c'était impensable ! Et ça, j'e l'ai eu sur le cœur. Dès ce jour, j'ai décidé de rejoindre l'Angleterre et la France Libre. »



1940

REFUSER LA DÉFAITE

Un choc insurmontable ?

Au fond du gouffre. Pour saisir l'engagement des premiers résistants, il faut comprendre le traumatisme des Français lors de la défaite de juin 1940. Une poignée de femmes et d'hommes réagit dès ce moment, mais l'immense majorité de la population reste tétanisée par ce traumatisme. La rapidité et la violence de la défaite provoquent une désillusion générale. Comment comprendre que l'armée française, victorieuse 20 ans plus tôt, puisse être écrasée si vite par l'Allemagne nazie ? Le 17 juin 1940, le maréchal Philippe Pétain, nouveau chef du gouvernement, annonce la fin des combats et signe l'armistice le 22 juin. La France est vaincue, humiliée.

Un désastre total et national. Au-delà de la faillite militaire, tout un pays s'effondre. Plusieurs millions de gens fuient vers le sud pour échapper à l'arrivée des troupes d'Hitler. La population jetée sur les routes se trouve livrée à elle-même, alors que le gouvernement se replie sur Bordeaux. Le sentiment d'abandon est grand pour les Français face à leurs dirigeants, incapables de redresser la situation. Ce désastre brutal, sans précédent, laisse le pays hagard, meurtri et sans réaction. Celles et ceux qui, comme le général De Gaulle, fondent leur engagement dans ces journées sont réellement une poignée.

L'humiliation de l'occupation. La honte est complète pour les Français au lendemain de l'armistice. La moitié Nord du pays et la côte atlantique doivent apprendre à vivre sous l'occupation nazie. La France, amputée d'une part de son territoire, reste administrée par un gouvernement français. Au sud, pas de présence, d'occupation allemande dans un premier temps. De nouveaux mots apparaissent dans le quotidien des Français : zone occupée, zone non occupée, ligne de démarcation.

La mise en place d'une dictature

La République renversée. Le nouveau pouvoir s'installe en zone non occupée, à Vichy. Le Parlement français s'y réunit le 10 juillet 1940 pour voter l'attribution de tous les pouvoirs au maréchal Pétain. Par une écrasante majorité des députés et sénateurs (569 pour, 80 contre), la III^e République est sabordée au profit d'un nouveau régime, l'État français.

Une « zone libre » ? C'est ainsi que la zone non occupée est alors désignée. « Libre » d'occupation allemande, cette zone bascule pourtant dès l'été 1940 dans une dictature ordinaire. Le régime de Vichy supprime toutes les libertés et droits fondamentaux (liberté d'opinion, d'expression, droit de vote, de grève, de manifestation, etc.), surveille et contrôle la population. Il impose son programme idéologique, la « Révolution Nationale ». Ce régime s'engage dans la collaboration avec les nazis après l'entrevue entre Pétain et Hitler à Montoire le 24 octobre 1940.

L'adhésion au maréchal. Malgré les multiples interdictions, la censure, la propagande omniprésente, la grande majorité de la population soutient ces changements. Les Français déboussolés s'en remettent totalement au chef, le maréchal Pétain. Héros de la première guerre mondiale, son aura est immense et sa popularité lui permet d'imposer sa vision de la France. Personne n'envisage sérieusement alors de le contester. On le croit seul capable de sauver le pays.

Un quotidien sans perspective. La capacité de s'opposer à la situation est très faible. Nombreux sont

La politique n'est que le fait de pousser au monde que l'Europe...

LA GARONNE

PROFANE... nous prouvons la force, noble de lui et trouble son langage.

ABONNEMENTS - FRANCE COLONIES... DIRECTION : 25 RUE REPUBLICAINE TOULOUSE... 0.50... AGENCE TELEGRAPHIQUE... PUBLICITE :

L'ARMISTICE FRANCO-ALLEMAND EST SIGNE

A Compiègne Les négociations avec l'Allemagne AUTOUR de l'armistice NOS PLENIPOTENTIAIRES Adresse du Conseil Municipal de Marseille au Maréchal Pétain

LE GÉNÉRAL WUNDTZEN

Paris, 22 juin. — Le général Wundtzen, chef de la mission allemande à Compiègne, a été reçu par le général de Gaulle, chef de la mission française, à la fin de la nuit du 22 au 23 juin. Les deux généraux ont eu une longue conversation au cours de laquelle ils ont échangé leurs impressions sur les événements de ces dernières heures. Le général Wundtzen a exprimé sa satisfaction de la conclusion de l'armistice et a souligné la coopération étroite qui a existé entre les deux missions pendant toute la durée des négociations.

LE GÉNÉRAL BERESKEY

Paris, 22 juin. — Le général Bereskey, chef de la mission allemande à Compiègne, a été reçu par le général de Gaulle, chef de la mission française, à la fin de la nuit du 22 au 23 juin. Les deux généraux ont eu une longue conversation au cours de laquelle ils ont échangé leurs impressions sur les événements de ces dernières heures. Le général Bereskey a exprimé sa satisfaction de la conclusion de l'armistice et a souligné la coopération étroite qui a existé entre les deux missions pendant toute la durée des négociations.

LE GÉNÉRAL PARIZY

Paris, 22 juin. — Le général Parizy, chef de la mission allemande à Compiègne, a été reçu par le général de Gaulle, chef de la mission française, à la fin de la nuit du 22 au 23 juin. Les deux généraux ont eu une longue conversation au cours de laquelle ils ont échangé leurs impressions sur les événements de ces dernières heures. Le général Parizy a exprimé sa satisfaction de la conclusion de l'armistice et a souligné la coopération étroite qui a existé entre les deux missions pendant toute la durée des négociations.

LE GÉNÉRAL BERTHELOT

Paris, 22 juin. — Le général Berthelot, chef de la mission allemande à Compiègne, a été reçu par le général de Gaulle, chef de la mission française, à la fin de la nuit du 22 au 23 juin. Les deux généraux ont eu une longue conversation au cours de laquelle ils ont échangé leurs impressions sur les événements de ces dernières heures. Le général Berthelot a exprimé sa satisfaction de la conclusion de l'armistice et a souligné la coopération étroite qui a existé entre les deux missions pendant toute la durée des négociations.

2.



18948 BIRBET EMILE 14-8-40 St. Toulouse

nom	BIRBET	prénoms	EMILE
naissance	14-8-1909	lieu	St. Toulouse
profession	ouvrier	service militaire	1916
état civil	célibataire	parents	M. Birbet, O. Birbet
adresse	14, rue de la République, Toulouse		

3.

Marques particulières et cicatrices

N° 1916

Nom: **BIRBET**
Prénoms: **Emile Germain**

Profession: **ouvrier**

Service militaire: **1916**

Adresse: **14, rue de la République, Toulouse**

2277

3bis.

2. La Garonne du 23 juin 1940.

3 - 3bis. La liberté d'expression n'existe plus, les médias sont censurés et contrôlés. S'exprimer publiquement contre le maréchal peut conduire en prison. Fiche d'arrestation d'Émile Birbet par la police de Vichy à Toulouse en août 1941 pour « propos outrageants à l'adresse du chef de l'État et du gouvernement ».

4. Entrefilet publié dans le magazine L'Alerte du 31 janvier 1942.



4.

les freins, conscients ou inconscients. D'autres obstacles s'ajoutent : en 1940 et bien au-delà, la victoire de l'Allemagne en Europe ne fait aucun doute. Par résignation et fatalisme, beaucoup acceptent le sort de la France. Le Royaume-Uni est alors seul face à la puissance nazie qui l'affaiblit chaque jour davantage. Les difficultés quotidiennes (ravitaillement, problèmes de circulation et de communication), l'absence de nombreux prisonniers de guerre (près de 2 millions) paralysent les familles. Ces multiples soucis rendent les gens passifs et amorphes, laissant peu de place à l'idée de désaccord ou de révolte.

Les pionniers

La révolte instinctive. Dans ces conditions, ceux qui s'opposent, principe même de la Résistance, sont extrêmement minoritaires. Leur insoumission relève d'abord d'un refus moral, d'une réaction de conscience (personnelle, politique, intellectuelle, philosophique). Au fond de soi, on n'accepte pas. Le rejet de la défaite et de l'occupation est une motivation très présente dans les premiers engagements, comme l'abandon de la République et la mise en place du régime autoritaire de Vichy. Au fil des mois, d'autres raisons amènent de nouveaux engagés : francs-maçons, syndicalistes, étrangers, juifs sont persécutés par Vichy. Résister devient alors une question de survie, un acte de défense.

Le profil des pionniers. Qui sont ces gens « déraisonnables » qui décident de ne pas suivre la masse, contre toute logique apparente ? Issus de toutes les catégories de la population, ils sont de nationalités, de convictions religieuses ou politiques diverses. Cependant, on note en Haute-Garonne une part importante d'intellectuels (professeurs, enseignants, antifascistes et antinazis réfugiés avant-guerre dans notre région). Des personnes avec un engagement syndical, associatif ou humanitaire pour qui la Résistance est une continuité. Certains se retrouvent dans la librairie toulousaine de Silvio Trentin dès juillet 1940. Le milieu universitaire est également actif. Camille Soula, Pierre Bertaux, Paul Debauges, André Hauriou, Achille Auban, Paul Descours en sont quelques exemples. Enfin, la présence de réfugiés républicains espagnols arrivés en février 1939 est un élément déterminant dans la mobilisation initiale.

L'apport des réfugiés en Haute-Garonne. En mai-juin 1940, des milliers de personnes fuyant l'armée allemande, arrivent dans le département lors de l'exode. Certains s'installent durablement dans notre département. Parmi eux, des personnalités qui vont constituer le premier noyau de résistance à Toulouse : le conservateur de musée Jean Cassou, le philosophe Vladimir Jankélévitch, le médecin général belge Albert Guérissé, le sociologue Georges Friedman, le juriste Léo Hamon.

Quelle concrétisation pour ces premiers engagés ? Aux premiers instants de la Résistance, les contestataires, seuls et isolés, se demandent quoi faire. À Toulouse, en Haute-Garonne, des rencontres ont lieu entre personnes de confiance, en toute discrétion. On prend des contacts, on noue des liens mais les initiatives sont limitées et dispersées. Ces gens ordinaires cherchent leur voie. La volonté d'être efficaces les pousse à créer les premiers groupes : pour Toulouse, on connaît « Liberté Égalité Fraternité » (septembre 1940) formé autour du colonel Bonneau et d'Augustin Caillebat ; le mouvement « Liberté » diffuse ses journaux clandestins grâce à Léo Hamon, un autre groupe se constitue dans le milieu syndical autour de Julien Forgues (secrétaire de la C.G.T. de Haute-Garonne) à la Bourse du Travail ; en août 1940, Jean Chaubet réunit dans un café rue du Taur des amis francs-maçons dont Sylvain Dauriac. Des initiatives personnelles sont à l'origine des débuts de la Résistance dans le reste du département, au sud (Saint-Gaudens, Aspet, Boulogne-sur-Gesse, Montréjeau, L'Isle-en-Dodon), à l'est (Revel) et au nord (Grenade). Fin 1940, il est cependant difficile de parler des groupes réellement coordonnés et organisés. Il y eut sûrement bien d'autres initiatives de cet ordre : celles-ci ne nous sont connues que parce qu'elles n'ont pas eu une suite.



5.



6.



7.

5. Jean Chaubet (1900-1944) est un instituteur révoqué par le régime de Vichy car franc-maçon. Il participe au groupe Chaubet-Froment qu'il crée, au réseau « Nana » puis devient un des responsables de « Franc-Tireur » en Haute-Garonne et du maquis de Saint-Lys où il meurt lors de l'attaque par les nazis le 12 juin 1944.

6. Sylvain Dauriac (1894-1969), ancien militaire de carrière, est franc-maçon. Il entre en résistance aux côtés de Jean Chaubet. Membre du C.A.S., de « Franc-Tireur », des réseaux « Nana », « Brutus » et de la C.G.T. clandestine, il est arrêté par la Gestapo en février 1944 et déporté à Auschwitz-Birkenau puis Buchenwald. Il rentre à Toulouse en mai 1945. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

7. Jean Cassou (1897-1986) est conservateur au Musée de l'Homme à Paris. Son entrée en résistance est immédiate : il est membre du réseau du « Musée de l'Homme ». Il se replie sur Toulouse au printemps 1941 et s'associe aux premiers groupes résistants de ses amis réfugiés. Membre du réseau « Bertaux », il est arrêté en décembre 1941, emprisonné puis relâché en février 1942. Il reprend ses activités résistantes. Désigné pour être commissaire de la République, il ne peut assumer ses fonctions à la Libération de Toulouse car il est grièvement blessé. Photographie extraite du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* d'octobre 1944. Photographie Enrique Tapia.

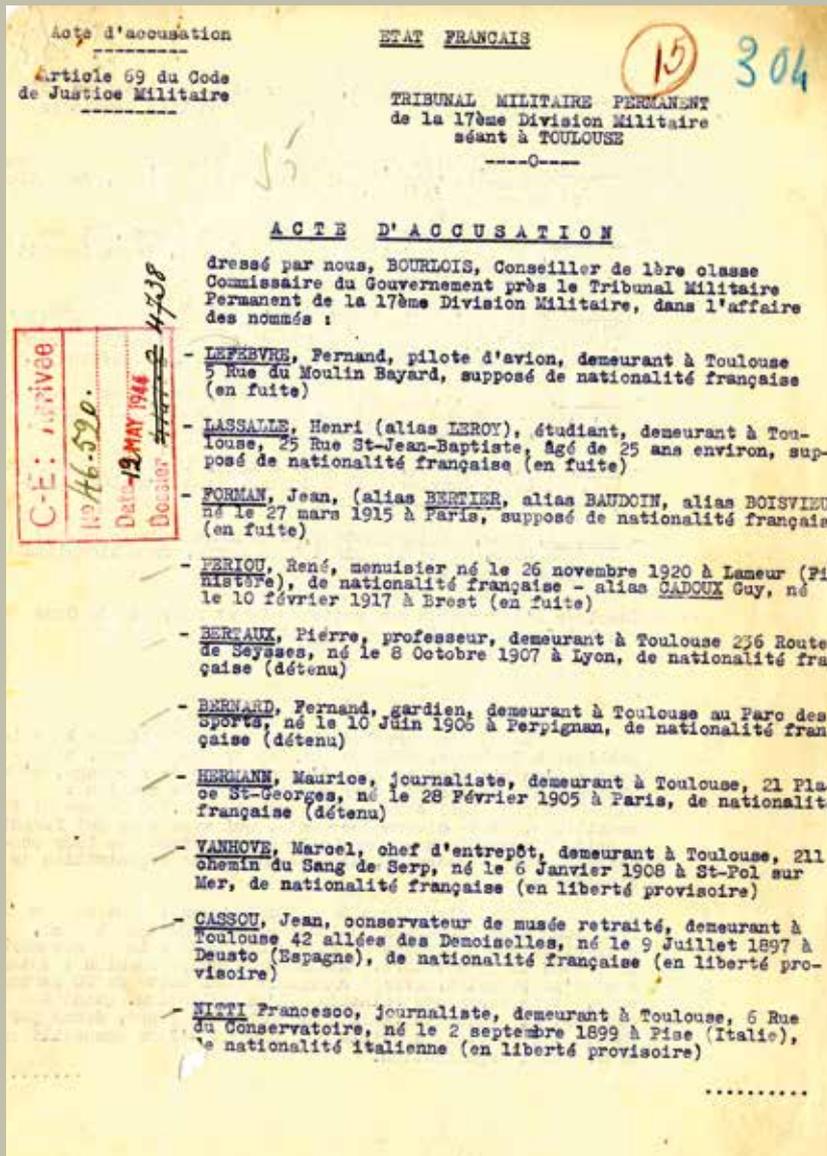


9.



10.

10bis.



11.

8. Fiche d'arrestation de Pierre Bertaux (1907-1986) établie par la police d'état de Toulouse. Arrêté en 1941, il est remis en liberté en décembre 1943. À la Libération, il remplace Jean Cassou comme commissaire de la République.

9. Poste-radio récepteur miniature modèle anglais MCR1, communément appelé « Biscuit ». Ce poste a été parachuté en 1942 en Haute-Garonne. Il symbolise les premières tentatives de communication entre les Alliés et la Résistance balbutiante, dont le réseau « Bertaux ». Don de l'amicale des anciens S.A.S. (Special Action Services), les services secrets de la France Libre équipés par les Britanniques.

10 et 10 bis. Fiche d'arrestation de Jean Cassou établie par la police d'état de Toulouse.

11. Acte d'accusation des membres du groupe « Bertaux », Toulouse, 24 juillet 1942. Page 1.

1941 - NOVEMBRE 1942

CONSTRUIRE LA LUTTE

Premiers groupes et actions organisés

Une progression lente. Les débuts de la Résistance en Haute-Garonne, comme ailleurs en France, sont difficiles. Manque d'effectifs, de moyens, d'appuis, de liens... Début 1941, les initiatives, réunions et prises de contact se multiplient. Par exemple, Boris Vildé du réseau (parisien) du « Musée de l'Homme », l'un des premiers réseaux structurés en France, rencontre plusieurs résistants à Toulouse. Des groupes toulousains, aux effectifs réduits, se forment aussi comme les groupes « Bertaux » et « Vive la Liberté ». Leur action est surtout basée sur la propagande (journaux clandestins, tracts et « papillons »). Le premier objectif est de réveiller une population anesthésiée. Le Lycée de Garçons à Toulouse se révèle à ce niveau un vivier important. « Vérités », autour d'André Hauriou, publie le premier numéro de son journal en juillet 1941. Cette année voit aussi la création de réseaux de renseignements et de passages par les Pyrénées. En fin d'année, une multitude d'organismes a finalement vu le jour. Leurs membres participent d'ailleurs souvent à plusieurs groupes à la fois. Mais il ne faut pas s'y tromper, les résistants demeurent peu nombreux.

Le groupe « Vive la Liberté ». Une dizaine d'étudiants toulousains se rassemble spontanément début 1941 en réaction à la politique du régime de Vichy, sans pour autant avoir d'engagement politique. Ils rédigent un journal : *Vive la Liberté*. Grâce à un imprimeur toulousain, le premier numéro (tapé à la machine) est publié en mars 1941 et distribué dans le milieu étudiant et intellectuel. L'impact est toutefois limité. En novembre 1941, le groupe est arrêté et condamné à de lourdes peines de prison et de travaux forcés.

Mouvements de résistance et partis politiques

L'implantation des mouvements nationaux en Haute-Garonne. Les années 1941 et 1942 sont marquées par la mise sur pied des mouvements de résistance avec un travail de propagande et de recrutement. Leur activité est surtout politique même si beaucoup s'occupent aussi de passages clandestins et de la formation de groupes paramilitaires. Les trois principaux mouvements en France sont « Combat », « Franc-Tireur » et « Libération ». En 1942, ils sont tous implantés en Haute-Garonne. Cette implantation relève presque toujours du même schéma : les responsables nationaux établissent des contacts avec des personnalités locales pour installer leur mouvement en zone sud. La création de ces mouvements résulte souvent de la fusion de plusieurs groupes toulousains. À la base, « Libération » rassemble trois groupes différents (celui de Julien Forgues, celui de Jean-Pierre Vernant, professeur au Lycée de Garçons, et certains membres de « Liberté Égalité Fraternité »). Les groupes « Froment » et « Chaubet » sont en partie à l'origine de « Franc-Tireur ».

« Libérer et Fédérer ». Des mouvements locaux sans rayonnement national sont aussi créés. C'est le cas de « Libérer et Fédérer », né à Toulouse en 1942 après le démantèlement du groupe « Bertaux ». Il se développe dans toute la Haute-Garonne et dans les départements limitrophes. Fondé par Achille Auban, Paul Descours et Clément Laurent, composés essentiellement d'intellectuels, « Libérer et Fédérer » est un mouvement original. Il se veut à la fois un groupe d'action et une formation politique. Son idéologie est basée sur un socialisme rénové qui prône la justice sociale, le développement de la culture et de l'éducation gratuite, ou encore l'entente entre tous les peuples d'Europe, Allemands inclus. Silvio Trentin en est le maître à penser.

Les partis politiques. À Toulouse, en juin 1941, le Parti socialiste se refonde sous le nom de C.A.S. (Comité d'Action Socialiste). Daniel Mayer, Pierre Bourthoumieux, Léon Achiary et Raymond Naves sont les artisans de cette reconstruction difficile. En effet, un bon nombre de députés socialistes ont voté les pleins pouvoirs à Pétain,

12.



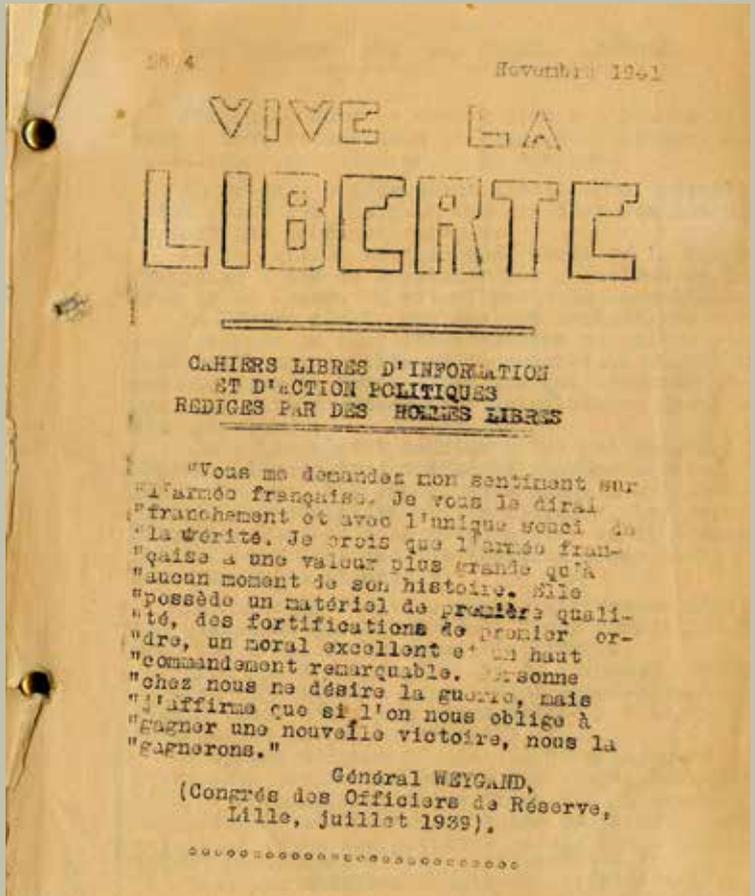
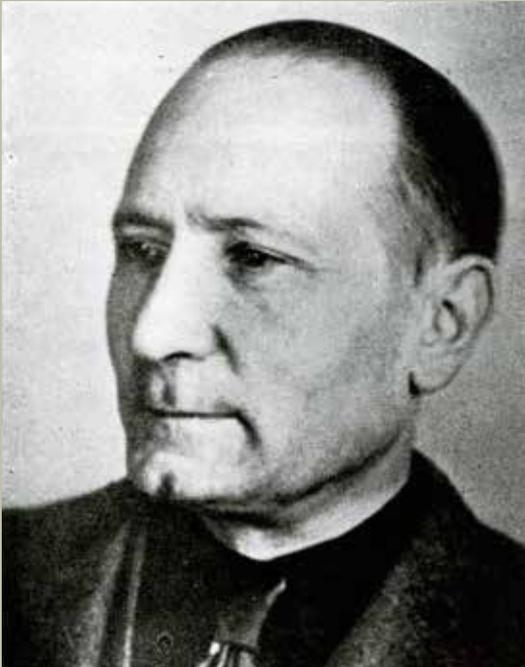
12. André Hauriou (1897-1973), professeur de droit, entre en résistance dans le mouvement « Vérités » en 1941 puis participe à la mise en place du mouvement « Combat » à Toulouse. Recherché par la Gestapo, il se réfugie à Alger en 1943 et siège à l'Assemblée consultative. Il rentre à Toulouse après la Libération. Photographie extraite du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* d'octobre 1944.

13. Le premier numéro du journal *Vive la Liberté* de novembre 1941 publié par le groupe du même nom.

14. Le premier numéro du journal *Libérer et Fédérer* du 14 juillet 1942 publié par le mouvement du même nom.

15. Silvio Trentin (1885-1944) arrive d'Italie en 1926 pour fuir le fascisme. Installé dans le Gers puis à Toulouse, il tient une librairie rue du Languedoc. Elle devient un point central de la vie culturelle et intellectuelle de Toulouse, un lieu de débats où se croisent Toulousains, réfugiés politiques et émigrés antifascistes. Proche du réseau « Bertaux » et du mouvement « Libérer et Fédérer », il meurt en mars 1944. Photographie extraite du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* d'octobre 1944.

15.



13.



14.

à l'exception de Vincent Auriol. Le Parti communiste, dissout et interdit en septembre 1939, se reconstruit aussi dans la clandestinité. Mais son engagement est ambigu : si certains communistes entrent individuellement dans la Résistance, le pacte germano-soviétique, signé en septembre 1939, empêche un engagement total du parti. Ils agissent par le biais de tracts, journaux et graffiti. Ils sont d'ailleurs les premières cibles de la répression vichyste. D'autres attendent car l'U.R.S.S. reste alliée des nazis jusqu'en juin 1941. Quand Hitler lance son offensive à l'Est, l'appareil du Parti communiste bascule alors dans la Résistance. Son action est importante avec la création d'un mouvement, le « Front National », et de groupes paramilitaires, les Francs-Tireurs-Partisans.

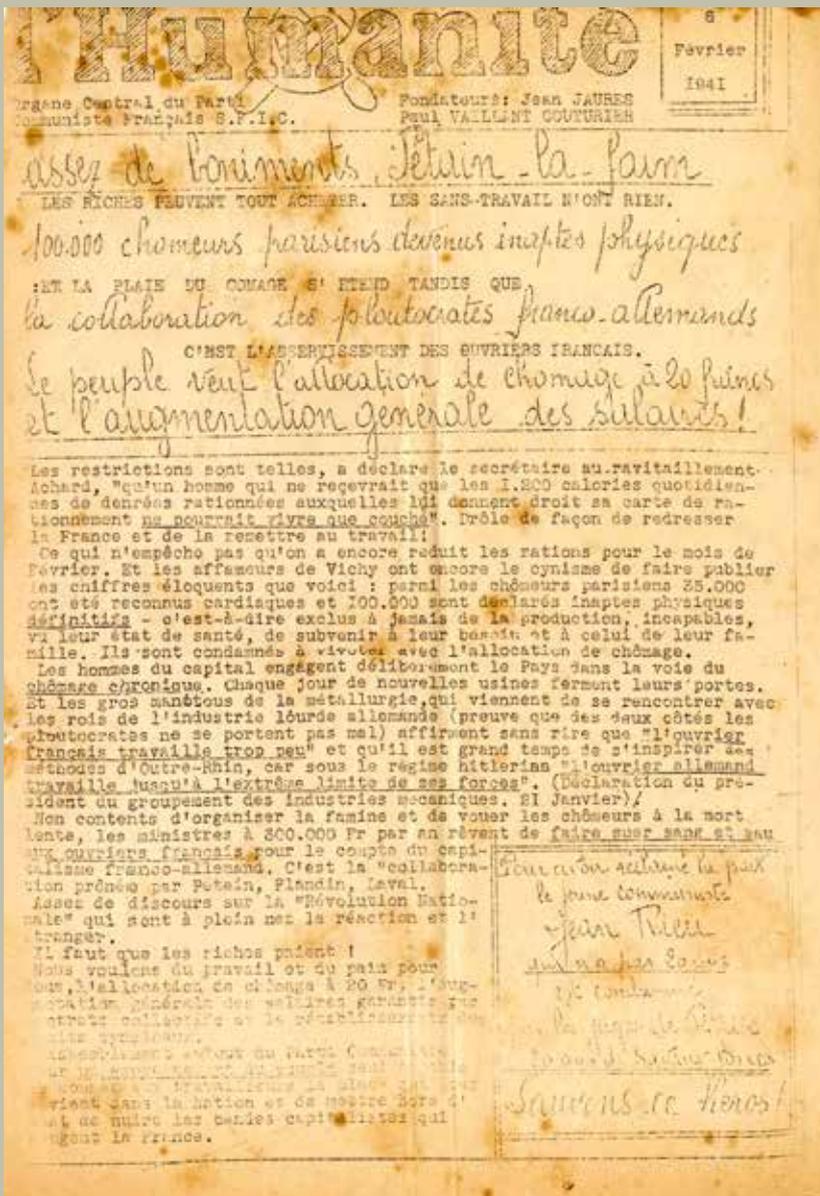
L'évolution de l'opinion

Faire connaître la Résistance. En 1942, la Résistance a une certaine visibilité. Jusqu'alors, les Haut-Garonnais ont surtout entendu parler du général Charles De Gaulle. Replié sur Londres depuis le 17 juin 1940, il lance un premier appel à la résistance dès le lendemain (d'autres suivent ensuite). D'abord peu entendus, ces appels se diffusent grâce au bouche à oreille. Sa popularité grandit. Il crée la France Libre, qui incarne officiellement la France qui se bat. Au contraire, le Français moyen identifie mal la Résistance intérieure et ses actions. Dans les rapports d'opinion du préfet régional, on constate que les autorités de Vichy sont, elles aussi, mal informées, même si elles apprennent l'existence du groupe « Bertaux » et de « Libérer et Fédérer ». Si les tracts et journaux circulent, leur diffusion est limitée, surtout en milieu rural. Bref, la Résistance n'est pas encore sortie de l'ombre, et reste un monde abstrait pour les Français. Le verbe « résister » n'est pas utilisé dans le langage courant. Le premier combat de la Résistance est celui de se faire connaître et de convaincre de son indispensable utilité.

L'échec de la « Révolution Nationale ». La connaissance de la Résistance au sein de l'opinion publique progresse en parallèle de la baisse de popularité du pouvoir. Fin 1941 et surtout en 1942, l'image du régime de Vichy se détériore, la confiance des Français s'étiolle. La ligne de démarcation n'est pas supprimée, les prisonniers de guerre ne sont pas rentrés, la pénurie s'accroît, le ravitaillement manque. Vichy est de plus en plus critiqué par les Français, et notamment sa politique de collaboration. Malgré cette défiance grandissante face aux autorités, la population reste, dans son ensemble, inactive. Enfin, le contexte international explique aussi cet état d'esprit : la victoire de l'Allemagne n'est plus inéluctable car l'invasion de l'Angleterre a échoué. Fin 1942, les nazis reculent sur le front de l'Est. La guerre n'est plus jouée, un espoir renaît.

Les déportations de l'été 1942. Le régime de Vichy organise des arrestations massives de juifs étrangers de juin à septembre 1942 en zone non occupée. Ces arrestations sont la suite logique de la politique antisémite du gouvernement. Toutes les personnes rafles par les autorités françaises sont entassées dans des wagons à bestiaux et livrées en zone occupée aux nazis. Ces événements choquent la population qui comprend que le régime du maréchal ne protège pas les femmes et les enfants. L'été 1942 est un tournant qui pousse de nouvelles personnes à ne plus accepter la situation et à agir.

16.



16. Journal clandestin *L'Humanité* du 6 février 1941 publié par le Parti communiste clandestin. Cet exemplaire a été saisi à Toulouse par la police de Vichy.

17. Pierre Bourthoumieux (1908-1945) est pharmacien à Toulouse. Membre du réseau « Froment », il participe à l'élaboration du C.A.S. Sa pharmacie sert de lieu de réunion. Menacé d'arrestation, il se réfugie dans le Lot. Il est arrêté à Lyon par la *Gestapo*. Il meurt en déportation au camp de concentration de Neuengamme, en Allemagne. Photographie extraite du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* d'octobre 1944.

18. Raymond Naves (1902-1944) est professeur de lettres à la Faculté de Toulouse. Membre du mouvement « Combat », du Parti socialiste clandestin et de « France Au Combat », il est désigné pour être le maire de Toulouse à la Libération. Il est arrêté en février 1944 et meurt au camp d'Auschwitz, en Pologne. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

17.



18.



11 NOVEMBRE 1942 : UNE ÉTAPE POUR LA RÉSISTANCE

Ce jour-là, les nazis franchissent la ligne de démarcation et investissent la zone non occupée. Les Alliés ont débarqué trois jours plus tôt en Algérie et au Maroc. Hitler utilise donc ce prétexte pour envahir le sud de la France. L'occupation allemande commence pour les Haut-Garonnais plus de deux ans après la défaite. C'est un choc pour la population. Beaucoup de Français se croyaient protégés par le maréchal ; ils réalisent qu'il n'en est rien. Pour les résistants, les conséquences sont immédiates. L'ennemi n'est maintenant plus seulement la police de Vichy, mais aussi les nazis avec la *Wehrmacht* (l'armée d'occupation), la Gestapo (la police chargée de la traque des résistants), et la S.S. (bras armé de *la Gestapo*). L'ennemi est doté d'une force de frappe supérieure à la police de Vichy. L'étau se resserre, la répression s'amplifie. *La Gestapo* arrête des résistants dès décembre 1942. Si jusqu'en mars 1943, ces arrestations sont peu nombreuses (malgré quelques actions spectaculaires), elles prennent de l'ampleur par la suite. La police de Vichy est aussi mieux informée début 1943. Sa connaissance des groupes de résistants est moins limitée qu'avant novembre 1942. Elle collabore bien sûr activement avec les nazis dans cette traque contre la Résistance.

19.



19. Défilé des troupes allemandes dans Toulouse le 11 novembre 1942, ici au niveau de la place Jeanne d'Arc. Photographie reproduite dans l'ouvrage de Michel Goubet, *La Résistance et les années noires à Toulouse et en Haute-Garonne 1940-1944*. Délégation à l'Information Historique pour la Paix (DIHP) - Secrétariat d'État chargé des Anciens combattants.

20.

Une le soir et le lendemain attaque sur
attaque et luit à midi, elle ne parlait
plus et mardi à 13^h elle mourait. N'
écrit plus à Henri, attends au contraire
qu'eux t'écrivent. Tu sais bien qu'ils
sont en gresse eux en ce moment. Cean
sera obligée de se rendre, comme la ville
d'Alger. Hier les Allemands étaient ici
à Seysses même, à Cugnaux, à Muret.
Eugène en a vu plus de 2.000. Derrière
le parc s'est occupé par eux. Prends
patience, peut être, n'aurons nous pas
du mal de leur part. Quand ton père
sera levé il me donnera l'argent pour
mettre dans la lettre. Nnette n'a pas
fini le mois à Carbonne, où' son mari
est encore ici. Tout le monde va bien
et t'embrasse bien affectueusement.
amni que moi. Mille baisers.
Maria

20. La population face à l'arrivée des Allemands. À Seysses, près de Muret, une mère écrit à sa fille, étudiante à Toulouse, et lui raconte cet événement le 12 novembre 1942. Don de David Massat.

« Hier, les Allemands étaient ici à Seysses même, à Cugnaux, à Muret. Eugène en a vu plus de 2000. Derrière le parc, c'est occupé par eux. Prenons patience peut être n'aurons nous pas de mal de leur part. »

21. Journal Officiel du 20 février 1943 annonçant la création de la zone réservée des Pyrénées et énonçant les restrictions de circulation. La surveillance policière y est renforcée ce qui complique les actions résistantes. C'est une zone de passage pour les filières d'évasion mais les arrestations y sont nombreuses.

22 et 23. Les Allemands occupent la Haute-Garonne et installent leurs services jusqu'à la frontière franco-espagnole. À Luchon, la Gestapo est gérée par Charles Dethlefs. Hans Hyner est le lieutenant-chef au service des douanes.



22.



23.

21.

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Circulation dans une zone comprenant plusieurs communes des départements des Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège et Pyrénées-Orientales.

Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu la loi du 20 janvier 1943 instituant une zone réservée le long de la frontière pyrénéenne,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La circulation est interdite dans une zone comprenant les communes de :

PYRÉNÉES (BASSES-)

Arrondissement d'Oloron.

Ainville, Carro, Estérençuby, Saint-Michel, Ahaxe, Lecumberry, Mendive, Behorleguy, Larrau, Saintengrace, Arrete (partie Sud du lieu-dit « La Mouline », agglomération non comprise), Lourdiós, Osse, Lessathas, Lescun, Cette-Eygun, Borce, Estan, Urdos, Laruns, (partie Sud du pont de Langere, agglomération non comprise à Eaux-Bonnes) . .

PYRÉNÉES (HAUTES-)

Arrondissement d'Argelès.

Arrens, Estaing, Cauterets, Gavarnie, Cédre.

Arrondissement de Bagnères.

Hameau de Sia, Aragnouet, Tramezaigues, Ens, Saint-Lary, Cadeilhan, Trachères, Vignes, Vielle-Aure, Soulair, Aulon, Guchan, Guhen, Aneizan, Grezian, Gouaux, Bezus-Aure, Graillen, Camparan, Bourisq, Sallhan, Estenzan, Azet, Ilhan, Bordères, Louron, Avajan, Vielle-Louron, Pouchergues, Adervièlle, Armenteule,

FIN 1942-1944

PASSER À L'ACTION

L'essor de la Résistance

De nouveaux engagements. L'arrivée des troupes allemandes suscite un fort sentiment d'humiliation au sein de la population. Pour certaines personnes, c'est un déclic : l'occupation est insupportable. La Résistance bénéficie donc de nouvelles recrues qui s'engagent sur la base de nouvelles motivations. Le contexte militaire est également favorable à la Résistance : les Alliés reprennent progressivement le dessus, la France Libre avec ses Forces Françaises Libres (F.F.L.) participe à la campagne en Afrique du Nord et se comporte brillamment dans les combats comme à Bir-Hakeim en juin 1942. L'U.R.S.S. use et fait plier l'Allemagne sur le front de l'Est lors de la capitulation de Stalingrad en février 1943. À l'été, les Alliés obtiennent la reddition de l'Italie de Mussolini. La Libération devient possible.

Réactions de la Résistance haut-garonnaise. Pour les engagés d'avant novembre 1942, la présence allemande les contraint à faire évoluer leur organisation quotidienne. La mise en place de règles de sécurité et surtout leur respect absolu sont indispensables face à la répression grandissante. Ceux qui avaient pu échapper à celle de Vichy sont plus que jamais en danger. Beaucoup d'entre eux choisissent la clandestinité ou décident de rejoindre l'Angleterre, De Gaulle et la France Libre. Pour ceux qui restent, la pression est toujours plus forte : une structuration des groupes est maintenant indispensable pour que la Résistance se batte en armée face à un ennemi efficace et très organisé.

L'évolution de l'action résistante. Avant novembre 1942, la Résistance haut-garonnaise s'exprime essentiellement par le biais de manifestations, de tracts, de papillons et de journaux clandestins. Plusieurs filières d'évasion par les Pyrénées ont été créées et certains réseaux se sont aussi spécialisés dans le renseignement militaire. Les liens avec la France Libre et les Alliés restent cependant peu développés. Enfin, les déportations de juifs à l'été 1942 ont apporté une nouvelle forme de résistance, celle de la solidarité pour les persécutés. Des réseaux de sauvetage se développent alors. Ils poursuivent plus que jamais leur action à la suite de la présence nazie. Mais l'occupation change la donne pour les résistants : ce nouvel ennemi les oblige désormais à entrer véritablement dans une lutte frontale. Leurs actions évoluent vers une lutte militaire à deux niveaux : frapper et harceler des troupes d'occupation au quotidien, préparer la bataille finale pour la libération du territoire. Ce qui ne veut pas dire que les conditions matérielles soient encore réunies pour la mettre en pratique. Si les premiers maquis apparaissent en 1943, ils ne sont pas encore opérationnels. Le passage à l'action militaire se concrétise également avec la résistance espagnole et les guérilleros, plus précoces en termes d'organisation militaire car plus expérimentés.

L'apparition de nouvelles forces. Les mouvements existants continuent à se développer et à diversifier leurs actions. De nouveaux groupes se mettent en place aussi. Des réseaux spécialisés apparaissent : certains sont d'origine locale ou existent à l'échelle nationale, enfin d'autres sont créés par les Alliés et la France Libre puis déployés en métropole. Les groupes francs de combat se développent aussi, notamment après la dissolution de l'armée d'armistice (27 novembre 1942). La Résistance bénéficie alors d'un apport de militaires de carrière expérimentés. C'est le cas avec l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.) et du Corps-Franc Pommiès. De plus, les communistes mettent en place des organisations annexes, spécialement dédiées à la guérilla urbaine (attentats, sabotages, explosions) avec les Franc-Tireurs et Partisans Français (F.T.P.F.). Enfin, les maquis se forment en 1943, conséquence de la mise en œuvre de la loi du Service du Travail Obligatoire (S.T.O.). Le gouvernement de Vichy instaure cette loi en février, obligeant les hommes entre 20 et 23 ans à aller travailler en Allemagne

24.

TRAVAILLEURS

sabotez la production de guerre allemande

Hitler après avoir fait travailler le peuple allemand depuis 8 ans, à un rythme épuisant pour sa guerre, n'a pu former assez d'armes pour la victoire.

Il compte maintenant sur le travail de l'Europe asservie pour soulager son peuple, reculer la défaite.

Chaque pièce sabotée, chaque minute de travail perdue sauvera une vie humaine

Suivez l'exemple de la zone occupée, de la Belgique, de la Hollande, des hommes au cœur libre. La production de votre usine que Vichy laisse partir pour l'Allemagne, SABOTEZ-LA, RALENTISSEZ-LA.

UN DÉFAUT DANS LA MACHINE-OUTIL, UN ÉCROU DESSÉRÉ, UN TROU D'ÉPINGLE DANS LA BOITE DE CONSERVE, HATERA LA DÉFAITE ALLEMANDE.



25.

24. Tract appelant au sabotage dans les usines. La Résistance compte sur la contribution de chaque Français et incite à passer à l'action, chacun à son niveau. Archives départementales de la Haute-Garonne.

25. André Pommiès, capitaine dans l'armée française, dirige le Corps-Franc qui porte son nom début 1943.

26. La guérilla urbaine se développe à Toulouse au lendemain de l'arrivée des nazis en Haute-Garonne. La 35^e brigade F.T.P.-M.O.I. de Mendel Langer en est la spécialiste multipliant les actions en centre-ville comme contre le tramway du côté de Purpan.

26.



pour le compte de l'industrie militaire allemande. Cette mesure de collaboration est très impopulaire auprès des Français. De nombreux jeunes, refusant de s'y soumettre, deviennent des réfractaires et se cachent pour échapper à l'enrôlement de force. Certains rejoignent alors les maquis. Pour la Résistance, c'est un tournant psychologique fort : elle s'affirme pour la première fois comme protectrice de la population à la place du régime de Vichy. La prise en charge des réfractaires n'est pas évidente cependant pour les chefs résistants face à l'inexpérience de ses nouvelles recrues. Les faire passer à la Résistance armée se révèle parfois compliqué voire source de danger. Pourtant, les effets de cette nouvelle mobilisation se font sentir : en Haute-Garonne, l'un des premiers maquis est celui de Cazères : fin 1942, il réalise plusieurs sabotages entre Salies-du-Salat, Bousens et Carbonne. En effet, les maquis les plus actifs, surtout s'ils ont reçu des armes, mènent des actions de guérilla, des sabotages et des attentats contre l'occupant et les collaborateurs.

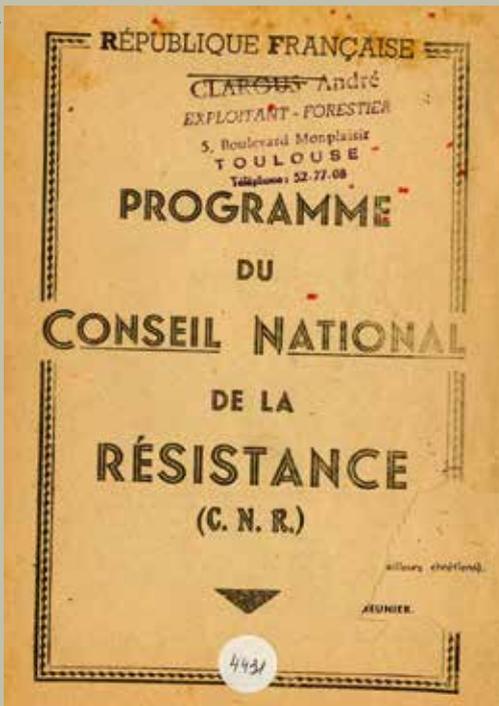
L'évolution de l'opinion

Le rôle unificateur de la France Libre. La Libération du territoire n'est réalisable que si toutes les forces de la Résistance sont regroupées. Or, elles sont très dispersées jusqu'en 1943. Charles De Gaulle a bien conscience de la nécessité de rallier toutes les tendances de la Résistance, et de regrouper France Libre et Résistance intérieure (celle en métropole). Il crée la France Combattante le 14 juillet 1942 dans ce but : même si c'est sous des formes différentes, il s'agit d'un seul et même combat.

Le Conseil National de la Résistance (C.N.R.). De Gaulle charge ainsi Jean Moulin de mener le projet d'unification sur le terrain. Moulin crée en janvier 1943 les Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.) qui deviennent ensuite le Mouvement de Libération Nationale (M.L.N.). Il regroupe les trois principaux mouvements nationaux (« Libération », « Franc-Tireur » et « Combat »). Après un an d'efforts, son action aboutit à la mise en place d'une institution politique : le Conseil National de la Résistance. Pour la première fois, le 27 mai 1943 à Paris, les représentants de toutes les organisations de résistance, syndicats et partis politiques se réunissent dans la clandestinité. C'est une étape décisive. Il faut maintenant appliquer ces dispositions partout en France.

L'unification en Haute-Garonne. La multiplication des nouvelles formations rend indispensable l'union dans notre département. Mais ce foisonnement de groupes et leur diversité suscitent aussi un sentiment de désordre et de dispersion qui perdure jusqu'en 1944. En mai-juin 1943, François Verdier est désigné comme le chef de la Résistance en R4 (région de commandement équivalent au Sud-Ouest de la France) en remplacement de Jacques Dhont. Il est donc le représentant des M.U.R. et doit appliquer les mesures prises par le C.N.R. En Haute-Garonne, l'unification se réalise très progressivement. C'est une œuvre de longue haleine compromise parfois par des rivalités politiques et personnelles qui ne font qu'augmenter les risques déjà immenses.

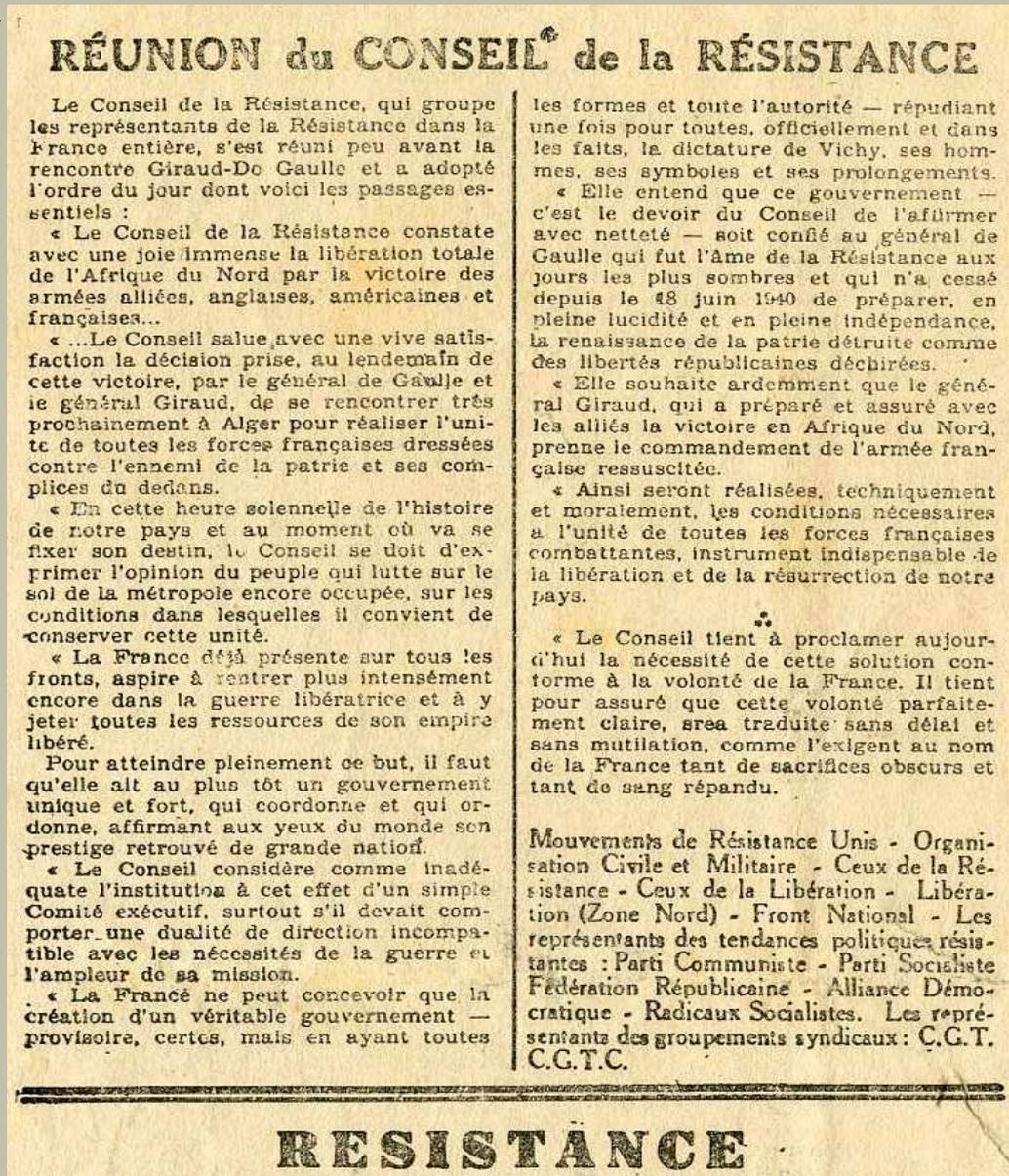
27.



27. L'une des missions du C.N.R. est d'élaborer un programme économique, politique et social pour la France après la Libération.

28. Extrait du journal clandestin *Combat* du 15 juin 1943. La presse clandestine relaie l'événement que constitue la première réunion du C.N.R. À travers les signatures, on constate que toutes les tendances politiques sont représentées.

28.



PRINTEMPS-ÉTÉ 1944

LIBÉRER

En marche vers la Liberté

L'unification militaire. En vue de la Libération, les groupes armés doivent se mettre en ordre de marche commune. Après avoir appliqué des ordres locaux, ils doivent obéir désormais à un commandement national et aux représentants désignés par la France Combattante. L'enjeu est donc de créer une véritable armée de la Résistance.

Les Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.). Au printemps 1942, une première structure militaire est instaurée avec le soutien du C.N.R. : c'est l'Armée Secrète (A.S.). Des commandements régionaux et départementaux sont mis en place. En Haute-Garonne, c'est Jean-Pierre Vernant, professeur au Lycée de Garçons, qui en prend la tête. Puis l'A.S. se transforme en Corps-Francis de la Libération : Vernant est toujours le responsable départemental et Serge Ravanel devient le chef régional en R4. Enfin, l'unification des forces militaires de la Résistance est achevée avec la création des F.F.I. le 1er juin 1944. Elles regroupent toutes les formations militaires des divers groupes et mouvements. Les maquis y sont, par exemple, incorporés. Vernant et Ravanel conservent respectivement leurs responsabilités.

La mobilisation grandissante des résistants. La Résistance est devenue une force militaire sur laquelle il faut compter en ce début d'année 1944 ; la multiplication des actions violentes depuis 1943 l'atteste. Les attentats et les sabotages se durcissent, créant un climat d'insécurité et de harcèlement au quotidien pour les troupes d'occupation. Au printemps 1944, la plupart des maquis combattants sont mis en place à l'approche de la Libération et pris en charge par les responsables de la Résistance. Parmi eux, le maquis « Roger » est sans doute le plus organisé. Dépendant du secteur 1 de l'A.S. au Nord du département (Grenade) et dirigé par Albert Carovis, le maquis est très actif avant la Libération lors d'actions de guérilla sur la ligne de chemin de fer entre Toulouse et Auch.

L'occupant nazi riposte. Face à la mobilisation de la Résistance, la fureur nazie se déchaîne : la répression contre les résistants explose. Impuissants à rétablir la situation, à maintenir l'ordre, les nazis déversent leur fureur. Une période particulièrement sanglante s'ouvre pour les résistants : les arrestations et exactions s'accroissent grâce à l'aide des collaborateurs français (miliciens, dénonciateurs et agents français de la *Gestapo*). La violence devient quotidienne et les coups de filet sont nombreux sur les six premiers mois de 1944. Les premières opérations contre les maquis commencent aussi au printemps 1944. Les civils sont fréquemment ciblés lors de crimes arbitraires. Les nazis suivent une double stratégie : ils font régner la terreur et croient pouvoir monter la population contre la Résistance avec leur propagande. C'est un échec.

29.



30.

Le Maquis à l'action

Les opérations du maquis sont trop nombreuses pour qu'on puisse en donner un compte rendu complet. Les maquis ne se contentent pas de se défendre. Ils attaquent et participent chaque jour à la guerre que mène le peuple français pour sa libération.

Le 2 mars, dix-neuf gars du maquis détenus à la prison ont été libérés par leurs camarades. Le coup de main a réussi d'une façon parfaite et sans aucun incident. Les routes étaient surveillées, les gardiens gardés à vue et deux gendarmes avaient été désarmés.

Le 8 mars, trente G. M. R. ont été faits prisonniers en Haute-Savoie par un groupe du maquis.

Le 12 mars, opération contre le dépôt régional de l'intendance de police de Montpellier. Cette opération fut particulièrement réussie. Le bilan s'établit de la façon suivante :

Trois camions, 500 revolvers, 480 mousquetons, 1.500.000 cartouches, 80 pistolets mitrailleurs, 2.000 paires de chaussures, 500 fusils de chasse.

Le 14 mars, l'A. S. et le maquis ont entrepris une opération d'envergure, consistant à couper l'électricité du Massif Central, alimentant Paris et la Région parisienne. Cette opération a parfaitement réussi. Toutes les coupures prévues ont été effectuées, quoique dépiquées par la police ils aient été contraints d'avancer l'opération de vingt-quatre heures.

31.

LA VICTOIRE DE MURET

Le 20 août, le maquis du lieutenant Lacroux, composé de camarades de la région de Muret, faisait route vers Toulouse lorsqu'il rencontra un détachement d'une centaine d'Allemands qui, n'ayant pu passer la Garonne, à Saint-Cyprien, refluaient vers l'Ouest. Le détachement comprenait plusieurs camions et voitures et était armé d'un canon antichar et de mitrailleuses.

Le combat dura plus d'une heure. Les Allemands se battirent en désespérés, mais les nôtres étaient bien décidés à vaincre et ils eurent raison de l'énorme supériorité en armement de l'ennemi.

La colonne allemande, après avoir perdu 15 morts et 20 blessés, se rendit avec armes et bagages.

Chez les nôtres, un seul homme blessé d'une balle à l'oreille !

29. Les maquisards se préparent au combat à l'été 1944 comme ici les guérilleros dans les environs de Decazeville (Aveyron).

30. La presse clandestine évoque le passage à l'action des maquis au printemps 1944. Journal *Combat* (n°57, mai 1944).

31. Le maquis de Rieumes libère la ville de Muret. Cet événement est relaté dans cet article publié dans le journal *L'Espoir* du 23 août 1944.

La Haute-Garonne libérée

L'heure de l'insurrection. Le débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie déclenche véritablement les combats de la Libération. Les résistants sont prévenus la veille par la radio anglaise et des messages codés. Pour la Haute-Garonne, les messages étaient : « *Véronèse était un peintre* », « *Le Père la Cerise est toujours verni* ». Seuls Ravel, Vernant et trois membres de leur État-major en connaissaient le sens, pour la sécurité. Les responsables des maquis doivent alors passer à l'action. L'annonce du débarquement provoque un afflux massif de volontaires à tel point que les chefs sont dépassés. L'action résistante s'accroît en divers points du département notamment à Nailloux, Rieumes, Saint-Lys, Saint-Gaudens, Boulogne-sur-Gesse, Cazères et Salies-du-Salat où sont présents les principaux maquis. Cette « levée en masse » désorganise les transports, bloque les routes secondaires et voies ferrées ; les lignes téléphoniques et électriques sont aussi coupées. Le repli des troupes nazies vers le Nord est ainsi freiné.

Les drames de la Libération. Mieux équipés, plus nombreux, les nazis attaquent les maquis. En juillet, c'est le cas des maquis d'Aspet et de Labaderque « Bidon V ». Le maquis de Rieumes est aussi bombardé par l'aviation allemande. Les combats entre les maquisards et les troupes d'occupation sont souvent inégaux. Le bilan est presque à chaque fois terrible : à Saint-Lys, le 12 juin 1944, 9 résistants sont tués dont le chef Jean Chaubet. Lors de ces actions, la population est aussi touchée : à Marsoulas, le 10 juin 1944, 27 habitants (dont plusieurs enfants) sont massacrés par des éléments de la division *Das Reich*. Enfin, certains résistants détenus à la prison Saint-Michel sont sortis de leur cellule pour être exécutés hors de Toulouse dans la forêt de Buzet ou dans le bois de la Reule à Castelmaurou.

Toulouse libre. Le 15 août 1944, les Alliés débarquent en Provence. Les nazis reçoivent l'ordre d'évacuer. Serge Ravel appelle les maquis haut-garonnais à converger vers Toulouse. Le maquis « Roger » entre le premier dans la ville. Les groupes se placent en des points stratégiques. Le groupe « Matabiau » combat pour contrôler le pont Raynal. Les maquis de Rieumes et Muret s'occupent du quartier Saint-Cyprien et du Sud de Toulouse ; ils contrôlent rapidement l'aéroport de Franczal. En centre-ville, la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I., aidée des maquisards du Lot commandés par Zeff Gottesman, se battent sur le pont Saint-Michel. Enfin, le maquis « Roger » tient la zone de l'aéroport de Blagnac et le nord de Toulouse. Les dernières unités nazies quittent la ville au matin du 19 août 1944. Dans la ville, les combats ont en fait commencé la veille et continuent après le départ des Allemands. Ce sont alors contre des miliciens que les résistants se battent. Des barricades sont montées rue Roquelaine et au faubourg Bonnefoy. L'ambiance est survoltée dans la ville. La prison Saint-Michel est abandonnée par les gardiens français : les familles des prisonniers libèrent alors les résistants encore détenus. Au final, Toulouse est vraiment libérée le 20 août 1944 : 35 maquisards sont morts, 12 000 soldats allemands sont faits prisonniers dans le midi toulousain.

La Libération dans le reste du département. Le départ des troupes allemandes précipite la Libération. Près de Luchon, plusieurs accrochages ont cependant lieu entre soldats ennemis et F.F.I. Dans le Comminges, le climat est tendu. À Saint-Gaudens, des affrontements émaillent la journée de libération à laquelle participe le maquis d'Aspet. À Boulogne-sur-Gesse, l'armée allemande se retire en traversant la ville sans s'arrêter. Le 20 août 1944, le maquis de Rieumes sort victorieux d'un combat contre une colonne allemande dans Muret. Dans le Nord du département, le retrait de la *Wehrmacht* provoque de nombreux drames dont sont victimes les civils. Le calme revient définitivement à partir du 25 août dans toute la Haute-Garonne.



32.



34.



35.



32. Michel Francisco est un jeune résistant, membre du groupe « Monteil ». Originaire de Narbonne, il participe à la libération de Toulouse à l'âge de 17 ans.

33. Journal *La Victoire* du 20 août 1945 publié pour le premier anniversaire de la Libération de Toulouse.

34 et 35. Le 18 août 1944, un appel à l'insurrection est lancé par le chef F.F.I., Henri Rol-Tanguy, pour la libération de Paris. Le 22, le général Leclerc et sa deuxième division blindée commencent les combats. La reddition nazie est obtenue le 25 août 1944. Photographies inédites données par Franck Calbet.

LES NOTES CLANDESTINES DE L'ÉTAT-MAJOR F.F.I.

L'État-major F.F.I. organise les préparatifs de la Libération en distribuant les consignes aux différents secteurs, maquis et groupes de résistants du département de la Haute-Garonne. Le premier document (n°36) date du 17 août 1944, quelques jours avant la Libération de Toulouse. Les résistants espèrent des parachutages d'armes venant des Alliés. Si certains maquis bénéficient effectivement de ces parachutages, les résistants estiment qu'ils sont insuffisants et sont souvent déçus de ce manque de moyens. Les armes et munitions arrivent dans des containers, jetés par des avions alliés partis d'Angleterre. Ces avions sont essentiellement des bombardiers, dont les Alliés ont un grand besoin pour les missions militaires en Allemagne. Malgré tout, armes, nourriture, équipements et argent arrivent tant bien que mal pour soutenir et équiper les groupes de résistants et les maquis de Haute-Garonne. Dans le deuxième document (n°37), l'État-major donne des instructions sur les renseignements et informations à récolter en vue de la Libération : mouvements des troupes de l'armée allemande, effectifs, moyens, armes. L'objectif est de connaître le mieux possible les forces en présence et l'ennemi avant le début des combats. Récoltés en France par la Résistance intérieure puis transmis en Angleterre, ces renseignements sont vitaux pour la France Libre et les Alliés. Le Service de renseignements de l'État-major (S.R.) cherche également à recenser les différentes actions de résistance (sabotages, combats, accrochages, barrages).

36.

E.M Départemental F.F.I à tous secteurs. *Lettem 3* 17/8/44

Voici le texte d'une note de la région de Toulouse en date du 10/8/44 adressée à l'Etat-Major départemental de la Haute-Garonne:

En raison des circonstances actuelles il n'est pas douteux que des parachutages massifs et nombreux vont avoir lieu dans notre région.

En conséquence, je vous serais reconnaissant :

- 1°.- De nous tenir rigoureusement au courant de toutes les opérations qui aurent dans votre département.
- 2°.- D'alerter le responsable SAP et toutes les équipes de réceptions affectées au divers terrains.

Not e à communiquer à tous les S/ Secteurs .

E.M Départemental F.F.I

S.R. A TOUS LES SECTEURS

Nous priens les chefs de Secteur de bien vouloir nous faire parvenir chaque jour un rapport concernant:

1°) Mouvements des troupes d'occupation:

- a/ Sens de marche: Provenance, Destination.
- b/ Importance du convoi.
- c/ Dispositif de sécurité de marche.
- d/ Composition du convoi: Matériel, Armement.
- e/ Unité.
- f/ Impression générale sur tenue et moral de la troupe.

2°) Indices de volonté de résistance et d'accrochage dans les centres urbains, points d'appuis encerclés, barrages et obstacles anti-chars.

3°) Circulation ferroviaire. Coupures effectuées par nous. Retard des trains. (Indiquer dans quelle direction).

4°) Circulation routière. Barrages effectués par nous. Coupures des routes. Ponts coupés.

S.R. DEPARTEMENTAL F.F.I.
Haute-Garonne

Le 16/8/44.

Cher Camarade, VERDUN,

Nous avons pris connaissance de la missive concernant l'insurrection de Toulouse, et je te remercie pour la confiance que tu témoignes à mon groupe.

Nous ferons le nécessaire pour amener le maximum, mais nous ne pourrons pas malheureusement avoir deux mille hommes sur Toulouse, car il nous faut continuer d'assurer le barrage des Pyrénées et aussi tenir compte de ce que nous ne disposons pas de l'armement nécessaire.

Et il y a toujours nos milices à armer.

J'insiste une fois de plus pour que tu intervienne énergiquement pour un parachutage dans la région.

Les ordres sont donnés et nos hommes se rapprochent de Toulouse avec mission de guériller, de déblayer le terrain dans la mesure du possible et de se tenir à une étape de Toulouse.

Reçois, cher Camarade, mes salutations fraternelles.

signé: le MINEUR.

AOÛT 1944-1945

RÉTABLIR LA RÉPUBLIQUE

Une légalité républicaine à retrouver

De la dictature à la République. Le régime de Vichy s'effondre à la Libération. Pétain fuit avec les nazis. Les nouvelles autorités prévues par la France Libre et la Résistance doivent se mettre en place rapidement. Paris est libéré le 25 août 1944 ; le général De Gaulle défile sur les Champs-Élysées le lendemain dans une immense liesse populaire. Il instaure le 31 août 1944 le Gouvernement Provisoire de la République Française qui gouverne la France jusqu'au vote d'une nouvelle Constitution. Le G.P.R.F. existe en fait depuis le 3 juin 1944 (en remplacement du Comité Français de Libération Nationale). Son Assemblée siège à Alger avant la Libération et De Gaulle en est le président. De retour à Paris, il assume le pouvoir et déclare nulles et non avenues les lois et décisions du régime de Vichy. Le général De Gaulle considère ce régime comme une parenthèse illégale dans le fonctionnement de l'État. Le G.P.R.F. est reconnu par les grandes puissances (Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique, U.R.S.S., Canada) le 23 octobre 1944.

Le rétablissement de l'ordre. Il est essentiel de ne pas laisser le désordre s'installer dans le pays et de reprendre au plus vite les rênes du pouvoir. Dans les heures et les jours qui suivent la Libération, la tâche est grande. Les rancœurs se déchaînent et la population exige que justice soit faite. Un climat de violence s'installe : on assiste à de nombreuses exécutions sommaires et à des scènes d'humiliation publique où des femmes sont accusées d'avoir eu des relations avec des soldats allemands. Miliciens et collaborateurs sont arrêtés. Les procès expéditifs se succèdent. Les nouvelles autorités doivent donc canaliser cette population en deuil, traumatisée et revancharde.

Les nouvelles structures du pouvoir local. La transition entre le régime de Vichy, l'occupant et le pouvoir résistant s'organise à Toulouse alors que les combats font rage dans les rues. Comme partout en France, le commissaire de la République incarne l'autorité de l'État et rétablit les libertés. Il fait aussi le lien entre le gouvernement à Paris et les autorités locales que sont les Comités Départementaux de Libération. Ils gèrent le ravitaillement, le retour des prisonniers/déportés, la relance de l'économie locale, l'épuration des administrations, etc. Au niveau des communes, la gestion des problèmes quotidiens revient aux Comités Locaux de Libération (aidés des Milices patriotiques ou gardes civiques pour le maintien de l'ordre). À la tête de ces nouvelles structures, on trouve des résistants désignés dans la clandestinité pour exercer leurs fonctions à la Libération. Jean Cassou est commissaire de la République mais, grièvement blessé le 19 août 1944, il est remplacé par Pierre Bertaux. Albert Carovis est le responsable du Comité Départemental de Libération. Le Comité Local de Libération, quant à lui, s'installe au Capitole sous la présidence de Raymond Badiou.

De Gaulle à Toulouse. Le 16 septembre 1944, le général apparaît au balcon du Capitole devant une foule massive. Il passe en revue les troupes, rencontre les responsables de la Résistance locale. Cette visite officielle achève l'installation des pouvoirs républicains et affirme l'autorité du général. Mais les résistants sont déçus face à lui, estimant que leurs mérites ne sont pas suffisamment reconnus. L'objectif du général d'asseoir les représentants du pouvoir républicain est, quant à lui, atteint.

Vers la IV^e République

Les nouvelles élections. Les résistants sont sortis de l'ombre et de la clandestinité pour endosser leurs responsabilités politiques. Les nouvelles institutions sont en place mais elles sont provisoires. La IV^e République doit être instaurée, la vie démocratique doit reprendre ses droits. Tout est à reconstruire : il faut choisir de nouveaux élus dans les communes, dans les cantons, à l'Assemblée, etc. Les élections ne se déroulent pas avant le printemps 1945 : les prisonniers de guerre, les requis au S.T.O. et surtout les déportés ne sont pas tous rentrés en France. Sans l'ensemble des électeurs, la tenue des élections est retardée.

Les cahiers de revendications. Avant de retourner aux urnes, les Français sont sollicités pour participer à l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Les Comités Locaux de Libération organisent des réunions pour donner la parole aux habitants afin qu'ils expriment leurs souhaits et espérances pour la nouvelle République. Des cahiers de revendications, sortes de cahiers de « doléances », sont rédigés à l'occasion de la tenue des États Généraux de la Renaissance Française en juillet 1945.

Les mesures républicaines mises en place. La période de la Libération a vu la mise en place de mesures fondatrices : planification économique, grandes nationalisations, instauration de la Sécurité Sociale et du régime des retraites par exemple avaient été prévus par la Résistance dans le programme du C.N.R. Toutes les réformes proposées sont appliquées au lendemain de la Libération. Ce nouvel élan est une étape décisive avant la rédaction de la nouvelle Constitution et l'instauration de la IV^e République.

Du G.P.R.F. à la IV^e République. Les élections municipales ont lieu en avril 1945, les cantonales en septembre 1945 et les législatives en novembre 1945. L'Assemblée Constituante est élue en octobre 1945. Le G.P.R.F. s'efface progressivement. Mais c'est une étape délicate : les divergences politiques s'accroissent entre De Gaulle et l'Assemblée. Le général s'oppose au projet de la future Constitution. Il souhaite un régime exécutif fort alors que l'Assemblée veut privilégier le pouvoir législatif sur le chef de l'État et le gouvernement. De Gaulle démissionne finalement en janvier 1946.

Les fondements de la IV^e République. En octobre 1946, après avoir rejeté par référendum à 96% le retour de la III^e République, les Français approuvent la nouvelle Constitution. Elle réaffirme la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et les premières mesures du G.P.R.F.

Plus de deux ans après la Libération, le combat des résistants et leurs sacrifices ont permis à la France non seulement de reconquérir sa liberté, mais aussi d'ancrer dans la durée la paix et les valeurs de la République.



42 et 43. Des femmes, accusées d'avoir eu des relations avec des soldats allemands, sont tondues et exhibées à Muret à la Libération en août 1944 (Don de David Massat). La violence extrême, souvent pratiquée arbitrairement, dont certaines femmes sont alors victimes, contraste avec l'avancée historique que représente le droit de vote. Après cinq ans de vide démocratique, les Français retournent aux urnes. Le droit de vote est accordée aux femmes françaises qui participent à un scrutin pour la première fois en 1945. Elles obtiennent aussi le droit d'être élues.

44. Élection des élus départementaux de Haute-Garonne en novembre 1946. Cette liste, composée de résistants, est éligible dans le canton de Saint-Martory.

Département de la HAUTE-GARONNE Canton de SAINT-MARTORY

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Election du Collège Départemental - 24 Novembre 1946

Liste d'Union Républicaine et Résistante

présentée par le Parti Communiste Français

Sous le patronage de
Jacques GREBA, Marcelle RUMEAU
 Députés de la Haute-Garonne
Henri DUPONT, Camille TAUBER
 Conseillers généraux de la Haute-Garonne

CHOURREAU Pierre
 agriculteur
 président de la Coopérative agricole cantonale

SANS Célestin étapier, adjoint au maire de Saint-Martory	FLOUS Louis agriculteur Arnaud-Castellan
PUYSEGUR Jean agriculteur adjoint au maire de Lasserre	DUPIN Roger agriculteur, Saint-Médard
FERRAN Elie chauffeur de Laffite	AUBLANC Louis entrepreneur, Marciac
DAMBRUN Elise entraîneur, Auzan	EYCHENNE Elie ouvrier, Lasserre

APPEL AUX FEMMES

FEMMES, vous allez voter.

Vous n'avez plus le droit de dire : Je ne fais pas de politique.
 Vous n'avez pas le droit de vous désintéresser de l'avenir de votre pays et de confier votre choix au hasard.
 Nous vous appelons à nous.

Ouvrières et intellectuelles, paysannes et employées de bureau, commerçantes et ménagères, **VENEZ TOUTES AU SOCIALISME.**

LE SOCIALISME veut pour tous l'abolition des trusts, la mise en commun des moyens de production, une plus juste répartition des biens de la terre, le droit au travail et aux loisirs. Il respecte la petite propriété privée, la liberté individuelle et la liberté de conscience de chacun.

POUR VOUS, FEMMES, et POUR VOS ENFANTS, à la campagne comme à la ville, il veut des logements sains et gais, des maternités, des crèches, des écoles, des bibliothèques, des parcs de jeux, des maisons de repos, des dispensaires et des cliniques.

Il veut que l'hygiène, la beauté, la culture et la joie cessent d'être l'appanage de quelques privilégiés.

FEMMES, VENEZ AU SOCIALISME,
 c'est par lui que vous serez vraiment LIBRES, dans votre travail et dans votre vie ;
 c'est par lui que vous réaliserez pleinement toute la DIGNITÉ de la condition humaine.

VENEZ AU SOCIALISME,
 parce qu'il répond à votre instinct naturel et profond de JUSTICE et de FRATERNITÉ.

Bulletin d'adhésion

Je, soussignée : _____
(nom et prénom)

Demeurant : _____
(adresse)

Profession : _____

demande mon adhésion au PARTI SOCIALISTE.

LES COMITÉS LOCAUX DE LIBÉRATION

Le Comité Départemental de Libération est surchargé de travail. Assailli de demandes et de réclamations, accaparé par les problèmes quotidiens liés à la mise en place de nouvelles mesures, il délègue donc ses pouvoirs aux Comités Locaux de Libération. Ces derniers gèrent les communes avec des municipalités provisoires. Ces documents permettent de découvrir les difficultés rencontrées par les C.L.L. quelques jours seulement après la Libération : pénurie et ravitaillement, épuration des municipalités, réception de lettres dénonçant des collaborateurs obligeant à ouvrir une enquête, surveillance de certains groupes de F.F.I. qui réquisitionnent abusivement voitures et nourritures, etc. Les membres des C.L.L. sont confrontés à une population très exigeante et doivent signaler tous les excès au C.D.L.

45.

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
RÉGION DE TOULOUSE
COMITÉ DE LIBÉRATION DÉPARTEMENTAL
du _____

Bon de Réquisition

Objet de la réquisition (description détaillée, état d'usage) :
4 Pliers 165.400

Propriétaire (adresse) : *Citroën 3 bis
Taubourg Bonnefoy.*

SIGNATURES
Requis, *[Signature]*
Autorité réquérante, *[Signature]*

CDL Calvados

N° 12120

45. À Toulouse, le Comité Départemental de Libération répartit les responsabilités entre les différents quartiers de la ville. Ce bon de réquisition a été utilisé par le Comité Local de Libération du quartier Lalande.

46.

Canton
Comité de Libération Nationale de Saint-Béat

Nous Président du Comité de Libération Nationale du Canton
de St-Béat

Vu la Loi du 11 Juillet 1938
Et l'article V du 1er Septembre 1939

En raison de la nécessité de pourvoir de façon urgente au ravitaillement de la population, et dans un but d'ordre général et d'intérêt public
Donnons mandat à M^{ieurs} Nougues et
de procéder à toutes recherches utiles chez M
commerçant à à l'effet de découvrir tous stocks de
marchandises qui peuvent être entreposées en leur possession
et leur ordonnons si besoin est de perquisitionner

A St-Béat le 31 Aout 1944
Le Président

47.

Toulouse, le 16. 9. 44

C.L.L.
Quartier Lalande

73/44

Les bons de réquisition sont parfois manuscrits, traduisant les difficultés matérielles de l'époque (pénurie) et l'urgence à laquelle sont confrontés les représentants du C.L.L.

46. Pour répondre aux besoins de la population et pallier à la pénurie, le C.L.L. de Saint-Béat (comme les autres) est contraint de réquisitionner les commerçants. Il saisit également des stocks et équipements abandonnés par l'occupant nazi. Don de Yvon Nougues.

47. Les bons de réquisition sont parfois manuscrits, traduisant les difficultés matérielles de l'époque (pénurie) et l'urgence à laquelle sont confrontés les représentants du C.L.L.

48. Le C.L.L. du quartier Lalande (Toulouse) demande aux commerçants de recenser et inventorier leurs stocks en vu d'éventuelles réquisitions pour gérer les problèmes de ravitaillement de la population.

48.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
COMITE DEPARTAMENTAL DE LIBERATION
DE LA Haute GARONNE

Toulouse, le 23 Aout 44

C.L.L. LALANDE
à 2ème Nord

**DECLARATION DES STOCKS A EN NOMER DE
LE DONT L'ARCHIVE**

(A faire parvenir à la demande de C.L. LALANDE
37, Route de Paris, le 10^{ème} Aout dernier délai)

NOMER D'INSCRITS : Suivant cours de 100 à 1/10^e intcrit

DESIGNATION	QUANTITE ou POIDS	DESIGNATION	QUANTITE ou POIDS	DESIGNATION	QUANTITE ou POIDS
Fromage.	80 ^{kg}	Légumes déshydratés	20 ^{kg}	VIN ordinaire	38 ^l
Beurre.	50 ^{kg}	Sel	600 ^g	VIN 1938	10 ^l
Margarine d'origine	10 ^{kg}	bonbons Ligeur	150 ^g		
Huile	112 ^{kg}	bonbons à la pêche	60 ^{kg}		
Café grillé	8 ^{kg}	Pâtisseries	230 ^g		
Café mélange N°1	185 ^{kg}	farines	50 ^{kg}		
Sucre	735 ^{kg}				
Confitures	10 ^{kg}				
Chocolat	80 ^{kg}				
Sels de cuisine	10 ^{kg}				

L'affiche « Vive les F.F.I. de la région de Toulouse (R.4) »

FICHE D'IDENTITÉ DU DOCUMENT

Date : 1944.

Dimensions : 75,2 x 51,7 cm.

Numéro d'inventaire : 4272.

Auteur : JP Le Verrier et R. Pagès.

Destinataire : La population française et surtout toulousaine.

Présentation

Le personnage est un maquisard. On le reconnaît grâce aux symboles qui lui sont systématiquement attribués. Il tient la mitraillette Sten, arme parachutée par les Alliés pour équiper les maquis. Il porte à son bras le brassard avec le drapeau français et la croix de Lorraine, symbole de Charles De Gaulle et de la Résistance française. Les maquisards ne sont pas des soldats, des militaires de carrière. Ces civils engagés sont sans uniforme. Le brassard leur sert donc à s'identifier entre résistants, à se différencier de leurs ennemis (lors des combats de la Libération notamment) et à revendiquer leur appartenance à la Résistance. On retrouve aussi dans l'ombre du maquisard la croix de Lorraine, associée à la lettre « V », signifiant « victoire ». On note également une très forte présence des couleurs bleu-blanc-rouge rappelant la France à travers le personnage, son brassard et le texte. Enfin, certains mots sont particulièrement mis en valeur : « Vive les F.F.I. ».

Contexte

Cette affiche est réalisée à la Libération. Après des années de propagande officielle contre la Résistance, le temps est à présent à la glorification de ses membres et de leurs combats. Érigés en véritables héros, les résistants sont alors représentés (et pour longtemps) en hommes forts (jamais de femmes) et fiers. Une image mythique se construit dans l'immédiat d'après-guerre qui va marquer durablement notre mémoire collective. Le résistant est un maquisard dans l'imaginaire français. L'utilisation des symboles de la Sten et du brassard contribuent à la construction de cette icône. De plus, cette affiche est produite dans un contexte où les enjeux politiques sont tendus : les gaullistes veulent asseoir l'autorité du général en valorisant son statut de chef incontesté face aux communistes. La présence des symboles de la France Libre doit rappeler que la Résistance s'incarne à travers lui. Enfin, l'affiche veut galvaniser aussi les F.F.I. pour recruter de nouveaux membres et inciter les Français à rejoindre leurs rangs pour la Libération de la France et de l'Europe.

Pour aller plus loin

La lettre « V » est un symbole utilisé depuis longtemps par les résistants. Sur les ondes de la B.B.C., la radio anglaise, des Français animent des émissions en français et pour le peuple français. Ils appellent la population dès 1941 à tracer des « V » sur les murs en signe de protestation. La « campagne des V », véritable succès, prouve l'impact grandissant de *Radio Londres* auprès de l'opinion française. Par la suite, on retrouve le « V » sur des graffiti, sur des tracts et des journaux clandestins réalisés par des résistants.



AGIR ET S'ORGANISER

« Au départ, ce sont toujours des gens qui se connaissent et qui, n'en pouvant plus d'indignation, se concertent pour faire "quelque chose". »

Germaine Tillion (1907-2008), résistante française déportée au camp de Ravensbrück.

La Libération nationale ne peut être séparée
de l'insurrection nationale (Charles de Gaulle)



LE JEUNE COMBATTANT

JOURNAL DES FORCES UNIES DE LA JEUNESSE PATRIOTIQUE

MAI 1944
Edition zone sud

Se battre...
Se battre...
Se battre...

Jeunes Catholiques Combattants. Jeunes Protestants Patriotes. Jeunes des Mouvements Unis de Résistance. Jeunes Laïcs Combattants. Front Patriotique de la Jeunesse. Fédération des Jeunesses Communistes de France. Union des Etudiants Patriotes. Jeunes Paysans Patriotes. Sport Libre. Jeunes des Francs-Tireurs et Partisans Français.

1er Mai 1944 Victoire française

Ce premier mai, le peuple de France vient de remporter une magistrale victoire qui doit être le signal de l'intensification de l'Action prélude de la Libération nationale par l'insurrection nationale.

L'an dernier le premier mai fut marqué par d'importantes manifestations, grèves, actions armées, au cours desquelles la jeunesse de France fut à la pointe du combat.

Cette année, les Boches et les traîtres de plus en plus féroces, à mesure que l'Union dans le combat quotidien de tous les Français croît irrésistiblement viennent de capituler en déclarant le premier mai journée chômée et payée.

Ainsi des millions et des millions d'heures, des milliards de francs ont été perdus par la canaille boche de toute langue.

Cette victoire est un encouragement pour le peuple et sa jeunesse en lutte. C'est la démonstration éclatante que seule l'Union de tous dans le combat est l'arme efficace contre l'opresseur.

D'ailleurs ce recul des terroristes nazis n'a pas empêché, bien au contraire, les travailleurs de déposer leurs cahiers de revendications, et pour faire aboutir ces dernières, de mener la lutte sous toutes ses formes.

A l'appel de la puissante C. G. T., par centaines de mille les travailleurs jeunes et adultes ont rejoint, ou rejoignent leurs syndicats au sein desquels les jeunes ont mis ou mettent sur pied leurs "Commissions de Jeunes".

Lire la suite au verso

PLUS UN JEUNE EN DEHORS DU SYNDICAT

Formez vos commissions légales de Jeunes au sein de la direction syndicale. Elaborez, popularisez, déposez vos cahiers de revendications.

Ainsi que l'on fait vos jeunes camarades de Toulon, Marseille, de la Loire, du Gard, de la Tarentaise, déclanchez la grève revendicative et patriotique, soutenue par l'action des Milices patriotiques d'entreprises ou de quartiers.

Vous remporterez de magnifiques victoires qui meneront les Boches et les traîtres de l'autre côté du Rhin.

Avertissement

Les Boches, aidés par Pétain-Laval-Darnand et les autres Waffen SS de Vichy, préparent l'internement ou l'incorporation dans des unités de travail forcé de tous les Français de 16 à 50 ans. Ils pensent ainsi empêcher le soulèvement général que ne manquera pas de produire le débarquement allié ou tout autre événement important qui porterait un coup décisif à l'Allemagne nazie.

Français de tous âges, de toutes conditions, répondre aux appels de l'ennemi, vous livrer à lui, ce serait aller volontairement au suicide. Les Boches vous feraient mourir de faim derrière des barbelés, ils vous fusilleraient en masse comme otages, ils vous obligeraient à édifier des fortifications en première ligne, tandis qu'à l'arrière, ils extermineraient vos familles, pilleraient vos demeures, détruiraient des villes entières comme ils l'ont fait dans d'autres pays.

Il ne faudra pas non plus songer à rester tranquillement chez vous à opposer la résistance passive aux ordres de l'ennemi, car il viendra vous y chercher.

LIRE LA SUITE AU VERSO



LE CALME EST RETABLI EN HAUTE-SAVOIE, LES POPULATIONS SONT APAISEES, LA CONFIANCE RENAIT.

(Communiqué du Secrétariat général au maintien de l'ordre)

Les Jeunes veulent voter

La Jeunesse française, la Jeunesse qui combat, qui souffre, qui saigne, a appris avec surprise, et pourquoi ne pas le dire, avec inquiétude, que l'Assemblée d'Alger avait repoussé une proposition d'accorder le droit de vote aux Jeunes à partir de 18 ans.

Croit-on pouvoir reconstruire une France jeune et entièrement renouvelée en écartant des urnes la grande majorité de ceux, qui, aujourd'hui, se battent dans les rangs de notre héroïque armée sans uniforme.

Nous osons croire que ce n'est pas là la pensée des membres de l'Assemblée consultative.

Les Français, tous les Français qui participent aujourd'hui à la bataille pour libérer la Patrie enchaînée, veulent pouvoir demain dire leur mot sur les conditions de son relèvement et sur sa nouvelle constitution.

C'est pourquoi l'Assemblée d'Alger et le C. F. L. N. se doivent de réparer au plus tôt une telle iniquité en accordant le droit de vote à tous les Jeunes Français et Françaises à partir de 18 ans, y compris aux militaires, car nul ne comprendrait que les libérateurs et les détenus de la Patrie soient les citoyens démunés de la République jeune et populaire que nous forçons au feu des combats contre les Boches et leurs valets.

Vers l'insurrection nationale

Résolution du secrétariat central à tous les militants des forces Unies de la Jeunesse Patriotique.

Chers camarades ; Dans sa séance du 22 mars 1944, le Secrétariat National des F. U. J. P. a voté la résolution suivante :

Le développement de la guerre mondiale, caractérisé par l'offensive continue et victorieuse des armées russes à l'Est et par l'imminence du second front à l'Ouest, créé par toutes les forces Alliées disponibles, les mesures

Lire la suite au verso

NOTRE COMBAT FERA LA FRANCE LIBRE ET FIERE....

Pourquoi entrer en résistance ?

Que faire pour montrer que l'on est contre ? Quels moyens sont utilisés ? Comment agir quand on ne veut plus subir ? Deux résistants toulousains reviennent sur les premiers actes de résistance qu'ils ont entrepris...

RAYMONDE LAMOUILLE

Née en 1925.

Résistante toulousaine et fille de Camille Vié, résistant.

« On pensait faire des choses extraordinaires. On se mettait à trois : deux cachaient le troisième qui traçait des « V » ou des croix de Lorraine à la craie sur les murs. C'était rien mais on a commencé comme ça et cela nous semblait beaucoup. Puis on se réunissait souvent entre amis. Les réunions se faisaient chez mes parents car nous étions bien placés. Nous habitions un immeuble, boulevard Matabiau, qui n'avait pas de vis-à-vis à l'époque. On pouvait entrer et sortir sans être vus. »



GUY MARTY

Né en 1926.

Résistant toulousain déporté aux camps de Buchenwald, Dora, Ellrich et Bergen-Belsen en 1943.

« On faisait ce que l'on pouvait. Nous étions trois ou quatre et le samedi, on partait au cinéma. En revenant par le tramway, on récupérait des tracts qui étaient cachés sous les banquettes. Puis, on les mettait dans les boîtes aux lettres la nuit, on les dispersait. Une fois, on est allé au siège de la Milice à Toulouse et on en a mis dans le soupirail ! [...] ».



DÉSObÉIR

Les formes de désobéissance

Refuser de se résigner. La désobéissance est à la base de tout engagement résistant. Résister, c'est transgresser, refuser, être contre. Ce sentiment est à l'origine des premiers actes de résistance. Ces actes sont souvent limités à des réactions individuelles et anonymes. Ce sont des gestes simples, de contestation qui ont surtout une valeur symbolique. Ils restent évidemment très minoritaires face à la masse de la population, favorable au maréchal Pétain. Ces initiatives isolées et ponctuelles ne débouchent d'ailleurs pas toujours sur un engagement définitif dans la Résistance.

Quels actes ? Ces premières actions sont spontanées et jamais réellement organisées. Les procédés sont souvent « artisanaux » : on essaie de faire quelque chose avec les moyens du bord. Les premiers « désobéissants » écrivent sur les murs, manifestent, chantent *La Marseillaise*, lacèrent des affiches de propagande, sifflent les actualités projetées dans les cinémas, brisent des portraits du maréchal. L'objectif est d'alerter les esprits, de faire réagir, d'interpeller la population. Pour le résistant, l'essentiel est d'abord d'exprimer son refus, sa révolte.

Les manifestations. Elles apparaissent de manière spontanée, en réaction à la situation. Dès le 11 novembre 1940, des manifestations publiques s'organisent dans toute la France devant les monuments aux morts. Manifester est interdit, se réunir en de telles occasions est donc un message fort. Cependant, les menaces sont réelles et ces manifestations restent rares.

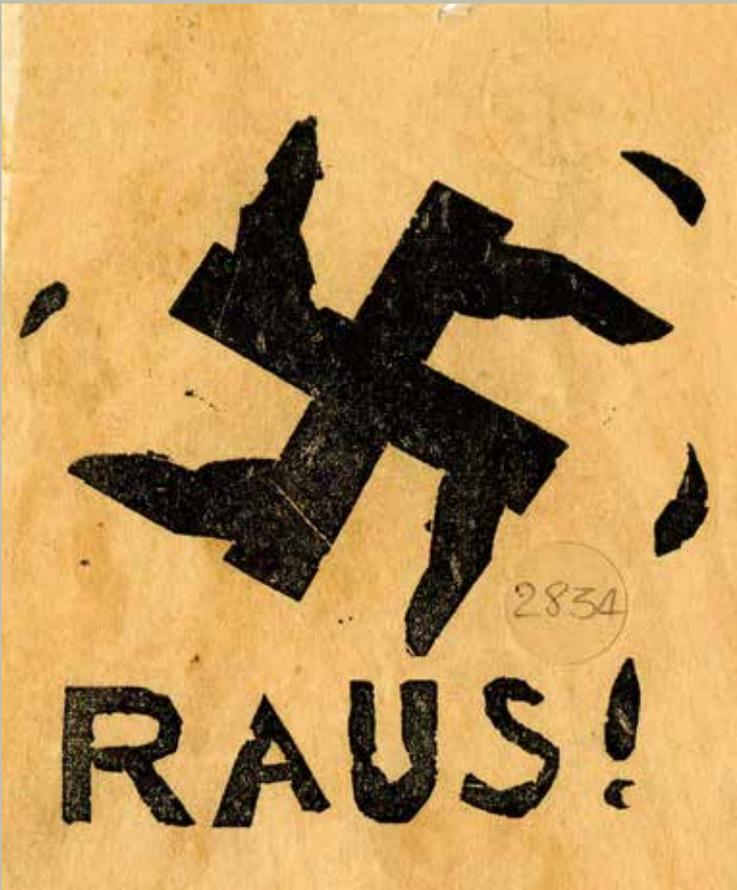
Les graffiti. À la craie ou à la peinture, des résistants s'expriment, défient la censure, disent ce qu'ils pensent. Ils veulent à la fois être vus et lus par les autorités mais surtout par le peuple. Des croix de Lorraine (symbole du général De Gaulle), des « V » (comme victoire) et autres slogans contestataires sont inscrits ou dessinés çà et là, sur des murs, sur des affiches. Ils deviennent autant de premiers signes visibles d'une France qui refuse.

Les tracts et papillons. Confrontés à d'immenses difficultés matérielles, la Résistance mobilise des moyens souvent limités et inadaptés dans un premier temps. Les tracts, papillons (feuilles de cigarettes collées sur les murs) et des petits bouts de papier, en sont l'expression. Maladroitement écrits à la main et découpés, les tracts prennent des formes surprenantes ou utilisent des supports originaux, de qualité parfois inégale, comme des étiquettes d'écoliers pour contourner la pénurie de papier. Certains sont dessinés pour frapper l'imaginaire. Par la suite, ils sont tapés à la machine puis imprimés sur des stencils (pochoirs) ou des ronéotypes qui permettent d'augmenter le tirage.

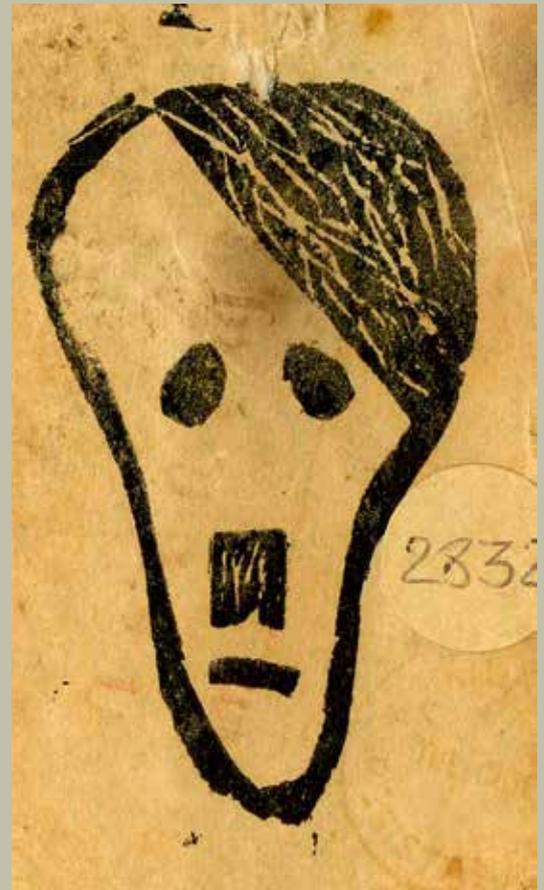
Actes de désobéissance en Haute-Garonne

5 novembre 1940. Le maréchal Pétain est en visite officielle à Toulouse pour la première fois depuis la défaite. Les cérémonies sont nombreuses, l'effervescence importante. Un groupe de résistants communistes réalise un coup d'éclat : ils dispersent des tracts dans la rue, au passage du maréchal et de son cortège officiel. Ils installent une catapulte sur le toit d'un immeuble à l'angle des rues de Metz et Alsace-Lorraine, en face du Musée des Augustins. Cette catapulte est lestée par une boîte de conserve remplie d'eau qui se vide progressivement, leur laissant le temps de s'échapper. Une fois vide, le contrepoids n'agit plus, et les tracts sont expulsés dans les airs. L'acte est important dans l'histoire de la Résistance à Toulouse parce qu'il est symbolique et fondateur. Pourtant, aucun journal ne s'en fait l'écho, censure oblige. Le petit groupe est retrouvé et arrêté par la police de

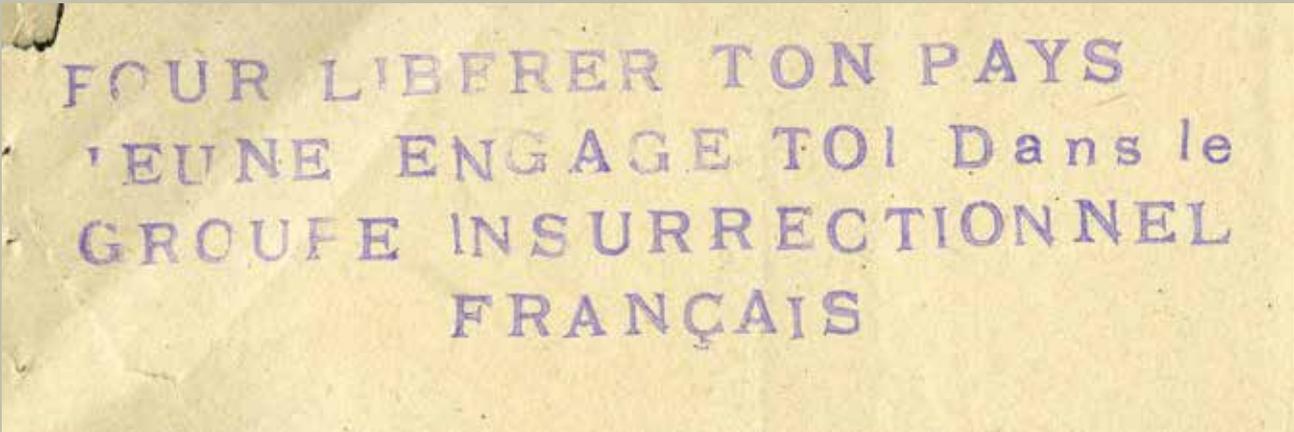
50.



51.



52.



50 et 51. Papillons dessinés représentant la croix gammée et une caricature d'Adolf Hitler sous la forme d'une tête de mort. Date et auteur inconnus. *Raus!* est un mot allemand qui signifie « Dehors ! ».

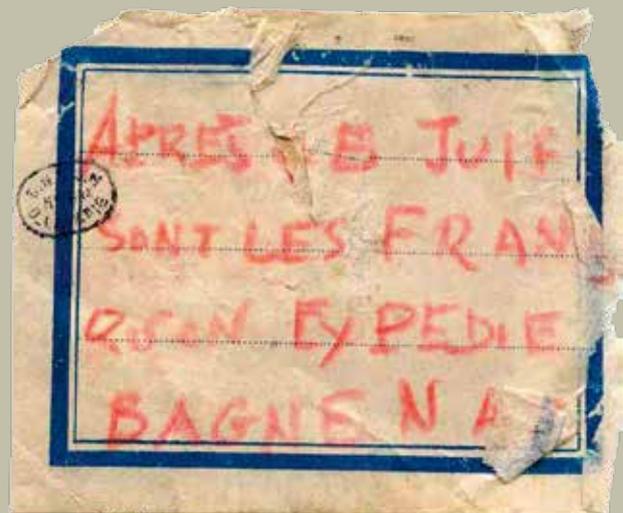
52. Tract tapé à la machine réalisé par le Groupe Insurrectionnel Français. Toulouse, 1942. Archives départementales de la Haute-Garonne.

53. Papillon réalisé sur une étiquette d'écolier

« Après les Juifs [...] sont les Français [...] qu'on expédie bagne nazi ».

Ces étiquettes sont collées sur les murs ou sur les boîtes à lettres pour être lues des passants.

53.



Vichy fin novembre : Jean Bertrand, Marcel Clouet, Robert Caussat, Angèle Del Rio, Pierre Bettini et son fils Yves, Armand Buisson, Pierre Lacraberie, Marcel Gainza sont condamnés à des peines de prison exemplaires.

Les manifestations de l'année 1942. À partir de mai 1942 à Toulouse, des manifestations donnent un nouvel essor au mouvement de contestation. La première se déroule le 1er mai 1942 : suite à l'appel de groupes clandestins, on entend des chants patriotiques et des « *Vive De Gaulle* », « *Conspuez Laval* » sur la place du Capitole. Le 16 juin 1942, des étudiants perturbent la conférence du professeur Grimm, fervent défenseur de la politique de collaboration du régime de Vichy, au théâtre du Capitole. D'autres appels à manifester sont lancés pour le 14 juillet et le 11 novembre 1942, puis renouvelés en 1943. Ces manifestations ont un impact cependant limité, même si celle du 14 juillet 1942 rassemble davantage. Une foule importante répond aux exhortations des tracts, des journaux clandestins et surtout de *Radio Londres*. La police, secondée par les pompiers, disperse difficilement les manifestants.

Actes de jeunesse. Manifestations et actions spontanées de désobéissance sont le fait de jeunes gens, auteurs d'actes parfois maladroits, souvent imprudents, mais révélateurs d'un état d'esprit frondeur. Un exemple : à Saint-Gaudens, en juin 1941, sept adolescents écrivent sur des murs le slogan suivant : « *Victoire, Honneur, Espérance. La France n'est plus vaincue, résistons* ».

Le Groupe Insurrectionnel Français (G.I.F.). Une douzaine d'étudiants du Lycée de Garçons de Toulouse forme le G.I.F. à la rentrée de septembre 1942. Les membres, au sein de leur établissement, distribuent des tracts qu'ils ont rédigés, brisent des portraits du maréchal, déchirent des affiches et font des graffiti. Dans la nuit du 10 décembre 1942, la police de Vichy les arrête rue des Arts à Toulouse alors qu'ils peignent des croix de Lorraine et des « V ». Enfermés à la prison Saint-Michel, et renvoyés définitivement du lycée, ils s'en sortent finalement bien. Ils sont condamnés à des amendes et à quelques jours de prison par le tribunal pour enfants. Parmi ces jeunes, on retrouve les fils de grands noms de la Résistance à Toulouse, comme Silvio Trentin, Raymond Naves et Eugène Viguié.

Le Lycée de Garçons. Au-delà de l'exemple précédent, le lycée de Garçons (aujourd'hui lycée Pierre-de-Fermat) peut être considéré comme un vivier de la Résistance. Des professeurs (Jean-Pierre Vernant, Paul Debauges, Raymond Badiou, Raymond Naves, René Figarol et Roger Plandé), des surveillants et des élèves s'engagent. L'environnement au sein du lycée ne leur est pourtant pas favorable : l'administration de l'établissement est clairement maréchaliste. Ce qui n'empêche pas le développement d'actes de contestations ponctuels. Debauges décroche en signe de protestation le portrait du maréchal présent dans sa classe. Un matin, sur le tableau noir, on peut lire : « *Vive l'Angleterre. Vive De Gaulle* ». C'est Espagno, le petit-fils du professeur (chirurgien) Ducuing et élève au Lycée qui a osé ! Autre signe fort : le 3 mars 1944, la *Gestapo* arrête dans le lycée l'élève Jean Bloch parce qu'il est juif. Jusqu'à la fin de l'année, malgré les demandes de l'administration qui n'ose pas aller plus loin, personne ne touche ni ne déplace ses affaires, pas même son manteau resté accroché à sa place. Enfin, le Lycée de jeunes filles (actuellement lycée Saint-Sernin) n'est pas en reste : certaines élèves comme les sœurs Braun (Françoise, Colette et Jacqueline) entrent en résistance durant leurs études.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT FRANÇAIS

LOI n° 181 du 21 janvier 1942 réprimant la lacération des affiches apposées au nom du Gouvernement ou sous son contrôle, ainsi que les manifestations anti-nationales ou antigouvernementales.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré des affiches apposées, soit par ordre du Gouvernement ou de l'administration, soit au nom d'organismes agissant en accord avec le Gouvernement dans un intérêt national, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 10.000 fr.

La même peine sera encourue par quiconque aura sciemment accompli un acte constituant, sous une forme individuelle ou collective, une manifestation contre le peuple français ou son Gouvernement.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 21 janvier 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

L'amiral de la flotte,
vice-président du conseil,
A. DARLAN.

Le ministre
secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE PUCHEU.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

Ouvriers Français

Des mois de misère, de difficultés, de tristesse morale, commandent à tous les travailleurs de manifester leur volonté de résistance.

A la passivité, au silence, au désespoir doit faire place votre volonté d'action.

Témoignez votre fidélité à la mémoire des victimes des barbares. Criez votre espoir de voir bientôt la France libérée.

Le 1er Mai, à partir de 18 h. 30
Vous passerez avec votre famille
devant la statue de la République
ou à défaut,
devant la Mairie, symbole des premières libertés
obtenues par la Nation Française

Pour une classe ouvrière libre :

VIVE LA FRANCE !

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.

1231

TOULOUSE, le 16 Novembre 1940

Commissariat Spécial

TOULOUSE

N° 6.780

Le Commissaire Divisionnaire de Police Spéciale

A Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne

M. TORRETTIN

Novembre, et il a été possible de remarquer que ces papillons avaient été notamment apposés sur certaines affiches signalant à la population de Toulouse la venue du Maréchal de France, chef de l'Etat.

Le présent rapport a été rédigé à la suite de la constatation de la lacération de certaines affiches apposées dans la ville de Toulouse, le 5 et le 6 novembre 1940. Les affiches lacérées ont été recueillies et les auteurs de la propagande occulte d'inspiration communiste ont été recherchés. Les recherches effectuées ont permis de constater que les auteurs de ces actes de sabotage sont des individus appartenant au parti communiste, et qu'ils ont été aidés par divers autres individus. Les recherches effectuées ont permis de constater que les auteurs de ces actes de sabotage sont des individus appartenant au parti communiste, et qu'ils ont été aidés par divers autres individus.

Le présent rapport a été rédigé à la suite de la constatation de la lacération de certaines affiches apposées dans la ville de Toulouse, le 5 et le 6 novembre 1940. Les affiches lacérées ont été recueillies et les auteurs de la propagande occulte d'inspiration communiste ont été recherchés. Les recherches effectuées ont permis de constater que les auteurs de ces actes de sabotage sont des individus appartenant au parti communiste, et qu'ils ont été aidés par divers autres individus.

54. Journal Officiel de l'Etat français du 14 février 1942 sur la répression par le régime de Vichy de la lacération d'affiches.

55. Rapport du Commissaire Divisionnaire de la Police Spéciale de Toulouse, adressé au Préfet de la Haute-Garonne le 16 novembre 1940.

56. Tract ronéotypé du Mouvement Ouvrier Français appelant à la manifestation pour le 1^{er} mai.

57. Tract tapé à la machine appelant à manifester le 14 juillet 1943.

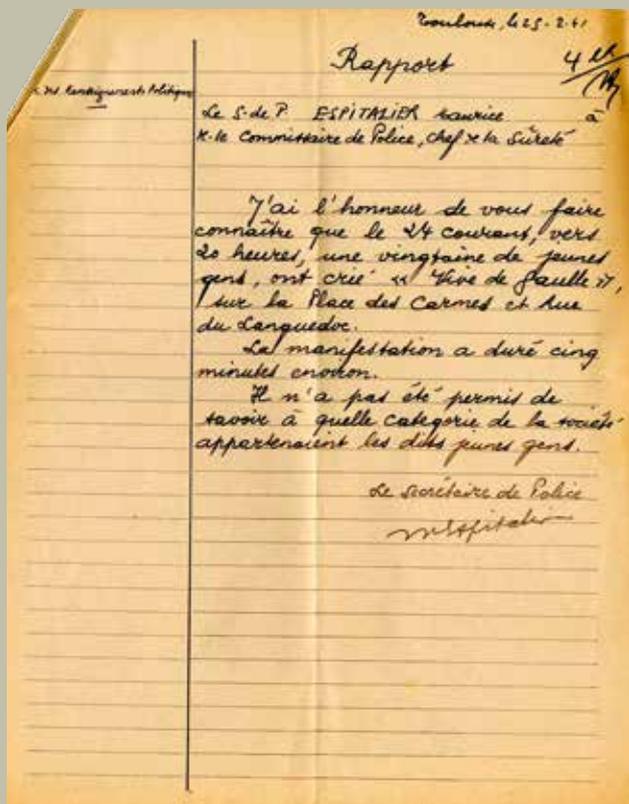
14 JUILLET 1943.

L'ACTION OUVRIERE CONTRE
LES DEPUTATIONS DANS LES BAGNES
HITLÉIENS.

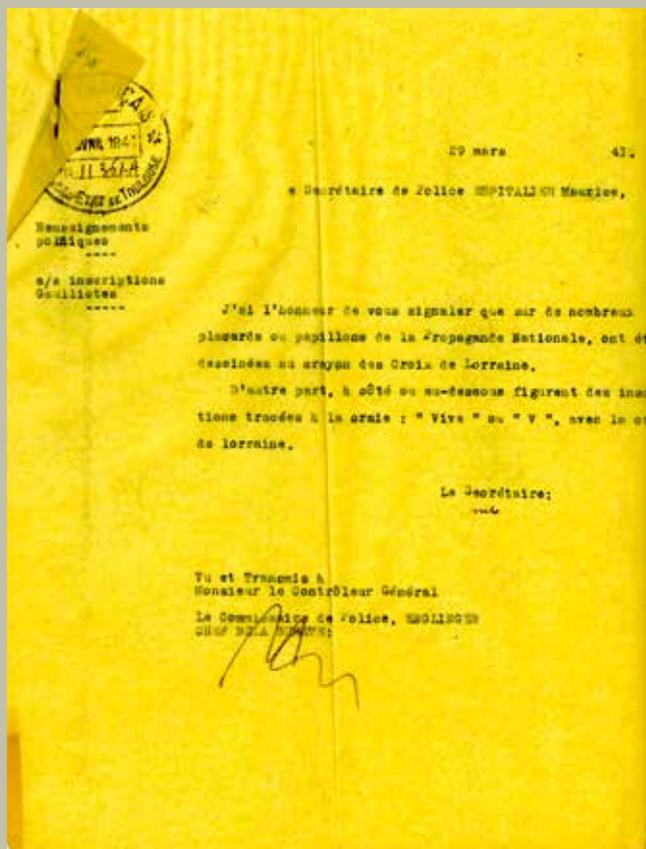
LES RAPPORTS DE POLICE DE MAURICE ESPITALIER

Ces quatre rapports de police témoignent du développement des actes de contestation et de « résistance » en 1940 et 1941 à Toulouse. On retrouve bien des actes spontanés et isolés telle cette manifestation, place des Carmes, regroupant une vingtaine de jeunes qui crient « Vive De Gaulle » (n°58). On note que la connaissance de Charles De Gaulle au sein de la population est bien acquise à l'hiver 1941. Des détériorations d'affiches ou de tracts issus de la propagande du gouvernement de Vichy sont recensées dans le deuxième document (n°59). Des croix de Lorraine ont été dessinées dessus à la craie. On recense aussi de nombreuses distributions de tracts qualifiés de « communistes ». À ce moment, les autorités considèrent tous les résistants, sans distinction, comme des communistes. Le troisième document (n°60) prouve le travail d'enquête et de répression contre la Résistance de la police, qui a identifié une « planque » cachant du matériel d'impression. La Résistance s'équipe, s'organise. Dans ces rapports, il n'est pas indiqué d'arrestations ni de résultats concrets (n°61). On se demande alors quelle est l'efficacité de la police. Ces documents sont rédigés par Maurice Espitalier, inspecteur à Toulouse. En fait, Espitalier est résistant. Il sert d'indicateur pour plusieurs réseaux de renseignement (« Maurice », « Ajax », « Brutus », « Morhange ») dont il est membre. C'est une sorte d'agent infiltré qui permet de récolter des informations précieuses. Après guerre, Maurice Espitalier confie ses archives à un autre résistant, Paul Bouchou. Le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation les conserve aujourd'hui grâce au don de Nicole Bouchou et Andrée Marty, filles de Paul Bouchou.

58.



59.



60.

RA/4

**POLICE D'ÉTAT
DE TOULOUSE**
Commissariat Central de Police
SERVICE DE LA SURETE
N° 2564

**RENSEIGNEMENTS
POLITIQUES.**

RAPPORT

Toulouse, le 15 JUILLET 1941

Le Secrétaire de Police ESPITALIER Maurice,
L

A MONSIEUR LE COMMISSAIRE DE POLICE,
CHEF DE LA SURETE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que des renseignements qui me sont parvenus j'ai appris que du matériel appartenant au Parti Communiste - ronéo notamment - pourrait être entreposé dans la cave d'un local situé 3, rue Cujas.

L'enquête n'a pu permettre de vérifier l'exactitude de ces renseignements.

Néanmoins je vous transmets le présent rapport à toute fin que vous jugerez utiles.

Le Secrétaire :
-mb

Vu et Transmis à
Monsieur LE COMMISSAIRE CENTRAL
Le Commissaire de Police, GALLET
SOUS CHEF DE LA SURETE :

[Signature]

61.

Le Secrétaire de Police ESPITALIER, Maurice
à
Monsieur le Commissaire de Police, chef de la Sûreté

**BRIGADE
DES
RENSEIGNEMENTS POLITIQUES**

Référence à vos instructions, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Brigade a exercé une surveillance, dans la nuit du 24 au 25 courant, en vue de découvrir le ou les distributeurs de tracts communistes

Le 21 à 23 heures : quartiers de la Croix-de-Pierre et Fontaine-Lestang.

Le 23 à 24 heures, une ronde a été effectuée quartier Guilhemery, par deux inspecteurs.

La surveillance a pris fin à 2 heures.
Aucun résultat.

Le S. de P.
ESPITALIER

INFORMER, DÉNONCER, EXPLIQUER, RECRUTER

La guerre des mots

Un contexte de communication défavorable. Communiquer il y a soixante-dix ans n'est pas aussi simple, rapide et évident qu'aujourd'hui. Les outils de communication sont limités : lettres, radio, presse écrite, télégrammes, affiches sont les seuls moyens à la portée des Français (le téléphone est très rare à l'époque). À cela, il faut ajouter le contexte général fait de censure, de propagande et de désinformation dans lequel vit la population. Les autorités allemandes et vichystes dénigrent la Résistance, donnent de fausses informations, mentent, manipulent. *Radio Londres* et les journaux résistants servent donc à informer, dire et rétablir la vérité en donnant des informations non accessibles à la population (avancées militaires et victoires des troupes alliées, bilans véritables des pertes humaines dans les rangs nazis, etc.)

Convaincre la population. Avant de pouvoir libérer le pays et combattre ouvertement contre l'ennemi, les résistants doivent convaincre les Français que résister est indispensable. Il faut faire prendre conscience qu'il existe des personnes engagées dans cette lutte et qu'une autre voie est possible que celle de la soumission. Les résistants doivent exposer leurs motivations, et présenter les raisons de leur engagement. Ils essaient de montrer en quoi leur cause est juste, dans le but aussi d'acquérir une certaine crédibilité.

Mobiliser. Après avoir convaincu, l'objectif pour la Résistance est d'attirer à elle de nouvelles recrues, d'inciter la population à agir, voire à entrer en résistance. Dans les tracts, à la radio, dans les journaux clandestins, des consignes, des mots d'ordres et des encouragements sont diffusés : « *Manifestez !* », « *sabotez !* », « *ralentissez la production !* ». Ils ont pour but de faire réaliser à la population que l'attitude morale du refus ne suffit pas et qu'il faut agir pour que les choses changent.

Dénoncer. Les résistants veulent aussi révéler aux Français la répression des autorités dont ils sont les victimes. Dans les journaux clandestins, les hommages aux résistants fusillés se multiplient. Les mesures du régime de Vichy, cible permanente de critiques et d'accusations, y sont aussi montrées du doigt. Là encore, l'objectif est de susciter l'indignation, de faire comprendre la réalité aux Français, afin de les amener sur le chemin de l'action.

Les écrits clandestins

Les journaux clandestins. Dans cette guerre des mots, les résistants se tournent naturellement vers les journaux pour s'adresser à la population. La presse est à l'époque le principal mode d'information et son impact est considérable sur l'opinion publique. Mais les journaux résistants sont nécessairement clandestins, interdits et illégaux puisque Vichy n'autorise à paraître que les journaux contrôlés et soumis à la censure. Malgré tout, la presse clandestine est l'une des premières formes organisées de résistance. Elle se développe très vite et joue un rôle fondamental. En France, elle devient une singularité importante de la Résistance. Un très grand nombre de journaux clandestins paraît (souvent pour deux ou trois numéros seulement) dans un remarquable foisonnement. Les principaux mouvements de résistance ont leur titre et certains ont pu être publiés à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

En Haute-Garonne. On retrouve les publications nationales des grands mouvements (« *Combat* », « *Franc-Tireur* », « *Libération* », « *Défense de la France* », « *Témoignage Chrétien* », « *Résistance* ») mais il existe aussi des publications issues de la Résistance locale telles que *Libérer et Fédérer* (16 numéros au total), *Vive la Liberté* (4 à 5 numéros), *Combat du Languedoc* et *Le Patriote*.

62.

combat AVRIL 1942 N° 1

Dans la guerre comme dans la paix le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais. Clemenceau

ORGANE DU MOUVEMENT DE LIBÉRATION FRANÇAISE

ALERTE !

A la date où il nous faut donner et rendre à l'ennemi une grave menace demeure inopérante sur les Français.

Avant de se lancer dans l'offensive du printemps qui est leur dernière carte, les Allemands veulent tirer le maximum des avantages qu'ils détiennent à notre égard.

Ils ont donc adressé au gouvernement de Vichy un ultimatum de paix qui donne lieu à des commentaires. Mais le vainqueur n'a vu dans cette tentative qu'un encouragement à l'ennemi. La Cavalaire n'a guère compris, semble-t-il, à multiplier les collaborations de Vichy par les collaborations de Paris ?

L'Allemagne veut son vaincu. Elle trouve que les hommes de Vichy qui se sont dévoués pour elle sont des collaborateurs trop tardifs. Pour se tenir à son tranquille de côté de la France, pour éviter de la France sans cesse dévastée, elle estime que la France doit venir aux mains d'hommes absolument sûrs, et les hommes qui jouent leur tête sur la victoire allemande.

C'est à la suite de cette pression, exercée avec toute la délicatesse d'un soldat qui s'adresse à un vaincu, que nous nous sommes mis au travail de rédaction, que deux éditions ont eu lieu, à quelques jours de distance, entre le maréchal Pétain et Pierre Laval.

Les deux lettres ont eu le temps d'échanger des souvenirs sur le 13 Décembre, par exemple ? Le dernier est qu'il n'est pas à l'entendre du moins pour le moment.

Laval réclamait un gouvernement à Paris, car, la place du domestique étant son côté de son maître, le place du collaborateur est son côté de l'occupant.

Les ministères de la défense nationale et le chef de l'Etat avaient seuls tenté à Vichy, à l'écart de tout sans moyen d'expression, une existence dans un coin de placard.

Cette existence n'a pas duré. Il n'est pas sûr que le Maréchal Pétain, lui-même très inquiet, n'ait jamais été rassuré par lui.

Ne nous rassurons pas trop vite, nous sommes prêts pour avoir ce qu'il est advenu de la liberté de Vichy en d'autres circonstances.

L'Allemagne veut le salut, à l'approche des jours décisifs, il est certain qu'elle renouvellera ses exigences, qu'elle accentuera sa pression.

En tout cas, Laval continue à se recuser. L'effort n'est pas épuisé ? Nous sommes de nous éveiller un de ces matins, un gouvernement linéairement sûr, installé par l'occupant, avec sa main armée de Vichy.

Ce n'est pas en vain que nous nous sommes mis à l'élaboration d'un journal clandestin, à quelques jours de distance, entre le maréchal Pétain et Pierre Laval.

Le Pain

Les tickets-lettres se multiplient sur les cartes de pain. Pour le mois d'avril les rations sont inchangées. Mais nous avons été prévenus : gare le 15 prochain !

Non seulement il faut désormais être de 100 kg de lés, 25 kg de lés, non seulement on ajoute à cette lettre tout

DOUX RÉGIME . . .

Loi N° 131 du 21 Janvier 1942 (Journal Officiel du 14 Février)

Art. 1 — Ceux qui auront volé de l'argent, recouvert ou abrité des officiers ennemis, ou qui auront été gouverneurs ou de l'administration, ou qui auront agi en accord avec le gouvernement d'un territoire national, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 200 à 10.000 francs.

La même peine sera édictée par quiconque aura sciemment accompagné un fonctionnaire ou une femme individuelle ou collective une manifestation contre le peuple français ou son gouvernement.

Estimons la Terreur libérée.

63.



64.



65.

N° 1 S'il y a une presse clandestine et libre, c'est au prix de notre sang. 15 Mai 1944

QUARANTE-QUATRE

ORGANE DU CONSEIL DES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION DE LA RÉGION DE TOULOUSE

QUARANTE-QUATRE

A l'est, les territoires de l'U.R.S.S. presque entièrement libérés, la frontière roumaine déjà franchie, l'Armée Rouge victorieuse ; sur le front d'Italie, péniblement sur un terrain difficile, longue pause exploitée par la propagande ennemie. Mais voici qu'à son tour le commandement interallié met en mouvement la 5^e et la 8^e armées : et déjà la ligne Gustave est franchie, la ligne Adolphe Hitler hautement déshonorée, cède, les Allemands dégoûtés et invoquent à nouveau la « défense d'Alsace ».

Les Alliés rivalisent de courage. Mais c'est à la pointe du combat, le corps du général Juin, c'est la « Patria Française » qui remporte les succès décisifs ; et la venue du Général de Gaulle, parait cette jeune armée dont Vichy s'efforce de égarer les exploits, donne à ces batailles libératrices leur pleine signification française.

Le drame décisif de l'été quarante-quatre commence ; cette marche sur Rome en est le prologue.

Pendant un grand silence, interrompu seulement par la reconnaissance de la Grèce et la chute retentissante de Sébastopol, règne sur l'immense front de l'Est. Et ces semaines de pause où l'Armée Rouge prépare impalpablement ses assauts formidables n'impressionnent pas moins l'Allemagne que la longue série de ses revers.

Elle ne suit pas avec moins d'attention les signes précurseurs des opérations qui se préparent outre-Manche, les raids incessants et massifs sur sa machine de guerre et sur les nœuds ferroviaires de France.

Elle sait avec certitude qu'à l'heure où la guerre totale s'est retournée contre elle, et où ses effectifs, fondus dans les plaines de Russie, doivent être dispersés à l'infini, il lui va falloir faire front partout à la fois, à l'Est, à l'Ouest, en Italie, en Yougoslavie où le Maréchal Tito, par la guérilla et par la guerre, a déjà reconquis plus de la moitié du territoire national ; dans toute cette Europe agitée, rebelle à la servitude et fratricide.

Ils n'est plus redoutable aux Allemands que cette conjonction des armées de l'insurrection libératrice et des forces de l'intérieur. Et c'est un vain que pour en finir avec la résistance du peuple et faire leur angoisse de honte, les faire tomber en terre sans cesse plus barbare ; elle a pour seul effet de resserrer, contre eux, l'unité française et d'animer plus furieusement le combat des Corps Français de la Libération, ces Forces Thiers et Partisans, ces officiers patriotes de l'Armée d'Armistice, toutes ces Forces Françaises de l'intérieur, héros du maquis et de la guérilla, demain héros de la guerre qui harcèlent sans cesse l'ennemi et, le jour venu, précipiteront sa débâcle.

Derrière l'armée de la Résistance avant-garde du pays aux prises avec l'opresseur, il y a la Nation. Elle marche avec Charles de Gaulle. Elle reconnaît pour sien, parce qu'elle se reconnaît en lui, le Gouvernement de la République, qui rassemble en son sein les représentants de toutes les forces de la démocratie. Elle attend impatiemment l'heure de l'insurrection sacrée.

Comme elle a raison d'avoir peur, la trahison qui pose en vain sur son visage abject le masque de fausse dignité du Maréchal de l'antifrance ; comme ils ont raison d'avoir peur, les champions de l'ordre hitlérien, ces miliciens et ces waffers S.S. de Dismard qui font couler le meilleur

du sang français et n'en font pas moins un regard d'envie sur les victorieux d'un double jeu perfide, lâchement empressés à tourner caquette.

L'heure est proche où le peuple de France, se soulevant contre le boche et contre Vichy, châtiera les traitres punit ses oppresseurs, vengera ses martyrs. L'heure est proche où les nations opprimées vont reconquérir leurs chaînes. L'année quarante-quatre sera celle de la victoire. Elle sera aussi l'An I de l'humanité libérée.

La terreur allemande à Figeac

A mesure que l'heure du débarquement approche, la terreur allemande s'accroît, celle qu'ils éprouvent et, parlant, celle qu'ils font peser sur la France : assassinats, arrestations, déportations, se multiplient. Tantôt ils arrêtent les officiers supérieurs ; tantôt douze préfets qu'ils ont fait ou laissé nommer et, parmi eux, les préfets régionaux de Lyon, de Marseille, de Montpellier ; tantôt ils exigent et obtiennent de Vichy, pour le 25 mai, la livraison massive de tous les Juifs de France, aux fins de déportation en Allemagne ; tantôt ils organisent des expéditions punitives.

Pour en finir avec le maquis du Lot, après l'affaire de Cojarc et de tant d'audacieux exploits, les allemands avaient envoyé dans le département une division de S.S. et 150 engins blindés. Seulement, ils n'ont entrepris contre le maquis qu'une opération qui s'est, à Gramat, achevée en déroute. Alors, renonçant au moins pour un temps à de vaines et coûteuses bagarres, c'est contre la population civile qu'ils ont

62. Journal clandestin *Combat* publié par le mouvement du même nom (n°1, avril 1942).

63. Ronéotype manuelle. À partir de l'automne 1940, les appareils duplicateurs ne peuvent être vendus qu'avec une autorisation et seulement pour des besoins professionnels. Très répandus avant guerre dans les bureaux et les écoles, ils sont à l'origine de nombreuses arrestations. Les résistants sont souvent trahis par leurs outils et l'achat de fournitures indispensables à leur utilisation.

64. Les premières publications clandestines sont écrites à la main ou tapées à la machine. Le manque de moyen est un frein important à leur développement.

65. Journal clandestin *Quarante-Quatre* (n°1, 15 mai 1944).

« S'il y a une presse clandestine et libre, c'est au prix de notre sang ».

Autres publications de l'ombre. Les journaux ne sont pas les seules productions clandestines. Des tracts plus élaborés, des revues (littéraires, politiques, philosophiques), des recueils de poèmes et des romans parfois, sont aussi imprimés et diffusés sous le manteau. Poète russe et juif, David Knout se réfugie à Toulouse avec sa femme Ariane Fixman-Knout en 1940. Avant de créer « l'Armée Juive » (A.J.), il diffuse une mince brochure dactylographiée intitulée *Que faire ?*, ayant pour devise « *Partout présents* » et « *Faire face* ». Plus tardivement, en 1943, Vladimir Jankélévitch, accompagné de Daniel Faucher et d'Étienne Borne, publie la brochure *Le Mensonge raciste*, contre la propagande antisémite. Il est particulièrement exceptionnel, au vu du contexte de censure et de surveillance, que de telles éditions puissent être produites pendant la guerre. Elles démontrent la farouche volonté des résistants et la force de cette Résistance de l'esprit.

Difficultés et contraintes. La détermination des résistants est mise à rude épreuve par le manque de moyens financiers et matériels. Imprimer un journal coûte cher, à un moment où l'encre et le papier sont rares et contrôlés. Les résistants utilisent leurs fonds personnels, comptent sur la générosité d'autres personnes (la France Libre et les Alliés subventionnent certains titres) et surtout sur l'aide d'imprimeurs professionnels. Alors que les premières publications sont réalisées avec des petites ronéotypes personnelles, dont la qualité est très relative, l'intervention d'imprimeurs permet à la Résistance de multiplier considérablement ses tirages. Mais les risques augmentent alors et se portent sur ces imprimeurs. À Toulouse, Henri Lion et son frère Raoul, ainsi que Raymond Castellvi et Suc sont les imprimeurs des résistants. Suc imprime occasionnellement, mais il produit quand même 30 000 exemplaires d'un tract de « Combat ». Lion et Castellvi sont plus régulièrement sollicités par les différents réseaux et mouvements, sans distinction.

La diffusion au grand public. Imprimer ces journaux interdits est un exercice fastidieux et surtout dangereux, peu compatible avec les exigences strictes de la clandestinité. Pour ne pas se faire repérer, l'imprimeur laisse ses presses tourner la nuit mais le bruit est suspect pour les voisins. Le risque de dénonciation est important. Le transport des numéros imprimés, parfois sur de longues distances, est aussi périlleux. L'acheminement se fait en train dans une valise à double fond. Les cheminots sont souvent complices. Les convoyeurs prennent généralement beaucoup de risques car les contrôles sont très fréquents à bord des trains et dans les gares. Une fois arrivés à destination et laissés en consigne, une autre personne récupère les exemplaires et les cache pour leur stockage dans une cave, un grenier, une dépendance. Il faut alors les distribuer, ce qui amplifie encore les risques. Tout doit se faire en cachette. Certains tracts et journaux sont abandonnés dans des lieux publics (restaurants, cafés, cabines téléphoniques) ou glissés dans les boîtes aux lettres. La Résistance compte beaucoup sur le bouche à oreille et la transmission de ces journaux de la main à la main. Des postiers les intercalent aussi avec du courrier, dans des liasses de journaux, dans des revues.

« Comme je faisais beaucoup de vélo, il [son chef] me donnait des paquets de tracts et moi, en vélo, je les balançais. J'en mettais dans les boîtes aux lettres aussi. [...] »

Robert Carrière, résistant toulousain

L'IMPRIMERIE DES FRÈRES LION

Henri Lion est imprimeur à Toulouse, rue Croix-Baragon, près de la cathédrale Saint-Étienne. Son frère, Raoul, a son atelier rue Romiguières. Henri est franc-maçon et de sensibilité anarchiste. Les deux frères entrent en résistance en 1941 en imprimant des faux papiers, et surtout des tracts et des journaux clandestins (*Combat, Libérer et Fédérer, Le Patriote*). Leur implication est totale. Le 4 février 1944, ils sont dénoncés par un Français. La *Gestapo* de Toulouse perquisitionne dans l'atelier. Tous les employés d'Henri Lion, qu'ils soient résistants ou pas, sont arrêtés en même temps que leur patron. C'est le cas de Marcelle Fontes, la « margeuse », entrée en Résistance dans le sillage de son employeur, et de Georges Séguy (futur secrétaire général de la C.G.T.), l'apprenti typographe. Pendant trois jours, la *Gestapo* reste en planque dans l'atelier. Le piège est simple et efficace. Quiconque entre est arrêté, soit 53 personnes au total. Parmi elles, un bon nombre de résistants comme Adolphe Coll et Maurice Fonvieille du mouvement « Libérer et Fédérer ». Internés à la prison Saint-Michel, tous sont déportés : Marcelle Fontes à Ravensbrück (d'où elle revient) ; les frères Lion, Adolphe Coll et Maurice Fonvieille aux camps de Mauthausen et Gusen. Ils ne rentrent pas sauf Séguy. À l'image des frères Lion, la presse clandestine paye un lourd tribut. Cibles des premières mesures de répression, les imprimeurs subissent des pertes précoces et nombreuses.

70.

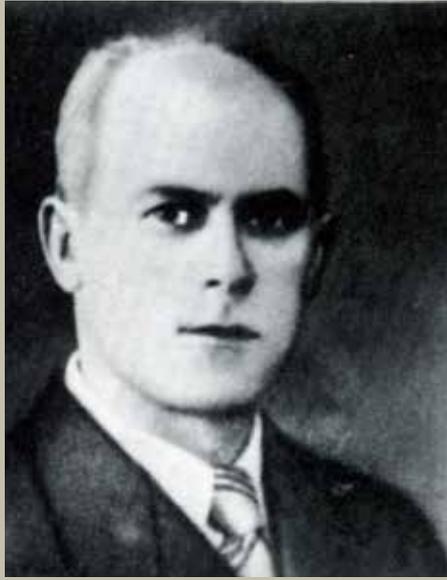


70. L'une des presses d'imprimerie ayant appartenu à Henri Lion. Elle est aujourd'hui présentée dans le hall d'accueil du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

71.



72.



73.



74.

C/ les membres du K.S.D de TOULOUSE, inculpées de crimes de Guerre.

les membres du K.S.D de TOULOUSE

Mme FONTES, née BRUNIQUEL, Crimes de guerre
 Marcelle, 32 ans, employée à la Manufacture de Tabacs, 7 Rue des Champs Elysées à TOULOUSE.

Le 4 février 1944, à 16h, la Gestapo est venue m'arrêter dans l'imprimerie de M. LYON, Rue St Etienne, où j'étais employée. Il y avait environ une vingtaine de membres de la Gestapo, tous en civil, mais j'en connais aucun. En même temps que moi, les patrons de l'imprimerie, les frères LYON et leur femme Genevieve, GARCIA, Yvonne, JOFFRE, M. Louise, Marty, Mathilde et GEORGE, Georges, subirent le même sort. Une demi-heure après, nous étions tous conduits à la Trison St Etienne et placés en cellule, hommes et femmes séparés. Le lendemain commencèrent les interrogatoires séparément. En ce qui concerne mon interrogatoire, je ne rappelle qu'il était mené par trois civils dont j'ignore leur nom. L'interrogatoire a duré très peu et au cours de celui-ci, j'ai été giflée par ces trois civils, mais je n'ai subi aucune torture. Le 15 février on nous a dirigés par convoi dont je puis préciser le nombre, sur ROMANVILLE, près de PARIS.

Un mois après nous étions transférés en Allemagne au Camp de Ravensbruck, où le séjour a duré jusqu'au 28 février 1945, puis on a été dirigées sur le Camp de MAUTHAUSEN. C'est là que nous fûmes libérées par la Croix Rouge internationale, le 22 avril 1945.

En ce qui concerne mon cas, aucun jugement n'a eu lieu par un Tribunal Allemand, soit en France, soit en Allemagne.

Lecture faite, pérorée et signée
 L'Inspecteur Ppal de P.J

71. Henri Lion (1895-1944). Photographie extraite du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* publié en octobre 1944.

72. Maurice Fonvieille (1896-1945) est instituteur. Franc-maçon, il est aussi secrétaire fédéral des Jeunesses Socialistes avant-guerre. Au sein du mouvement « Libérer et Fédérer », il s'occupe de la propagande mais intervient aussi au niveau militaire pour la création des maquis et groupes francs du mouvement. Arrêté à l'imprimerie Lion, il est déporté en Autriche au camp de Mauthausen. Il meurt au camp de Gusen en mai 1945. Photographie extraite du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* publié en octobre 1944.

73. Adolphe Coll (1912-1945) est artisan-peintre. Engagé pour les républicains espagnols dès 1936, secrétaire fédéral des Jeunesses Socialistes en 1937, il rencontre Séverin Trentin en 1941. Coll devient membre du réseau « Bertaux » puis participe à la fondation de « Libérer et Fédérer ». Déporté, il meurt en février 1945 au camp de Flossenbürg. Photographie extraite du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* publié en octobre 1944.

74 et 74 bis. Audition de Marcelle Fontes le 10 janvier 1950. Elle raconte son arrestation à l'atelier d'imprimerie d'Henri Lion. Les enquêteurs cherchent à identifier les membres de la Gestapo ayant participé à l'opération. Archives de la Commission d'enquête des Crimes de Guerre Ennemis.

74 bis.

RÉINVENTER L'AVENIR

La Résistance pour une nouvelle société

Se battre aujourd'hui et pour demain. La libération militaire et territoriale est envisagée dès le début par la Résistance en France, mais sa mise en œuvre est rendue impossible par les circonstances. Pour autant, les résistants ont lancé très tôt une réflexion sur l'avenir du pays pour l'après-guerre. Cet aspect est fondamental car il contredit l'image longtemps entretenue d'une Résistance uniquement axée sur la lutte armée. En réalité, la Résistance communique dès qu'elle le peut sur ses idées afin de les présenter aux Français et crédibiliser leur action. Penser le monde d'après est un des moyens d'engager le combat présent.

Refonder une nouvelle République. Parmi les idées défendues, la refondation de la République après la Libération est centrale. À partir de 1942, les résistants multiplient les articles publiés dans les journaux clandestins sur ce thème. Par exemple, le mouvement « Défense de la France » titre *Pourquoi la IV^e République ?* au printemps 1943. En effet, si les résistants s'opposent à la dictature de Vichy, ils n'envisagent pas non plus le retour à la III^e République. Ils ont bien conscience que la défaite de 1940 et la mise en place du régime autoritaire de Pétain s'expliquent en partie par les erreurs et les errements de la III^e République. Ils cherchent à comprendre les circonstances qui ont jeté le pays et l'Europe dans la guerre et le chaos pour en éviter le retour. Puisque la société d'avant s'est révélée inefficace, il est indispensable de comprendre en quoi pour pouvoir la changer radicalement.

Les autres programmes politiques. Le retour à la République n'est pas la seule exigence. Plus largement, et selon les sensibilités et convictions, des projets politiques généraux de société sont rédigés. Ils se caractérisent par des idées souvent révolutionnaires. En juin 1943, le journal *Le Populaire* titre « Le parti socialiste propose un programme commun à la Résistance ». La C.G.T. présente aussi son « programme d'action » en août 1943 ; le Front National (nom d'un mouvement de résistance à l'époque) publie fin novembre un « Projet de charte de la Résistance ».

Les Jours Heureux. Ces « jours heureux » seront ceux de la Libération et de l'après-guerre. C'est l'espoir des résistants pour la France, et celui de la population. C'est avec ces mots que le C.N.R. a choisi d'intituler le programme d'action qu'il adopte à l'unanimité en mars 1944. Résultat d'une profonde réflexion, il s'inscrit dans la logique des autres programmes rédigés dans la clandestinité et s'en inspire profondément. Les conceptions exposées sont aussi bien politiques qu'économiques et sociales. Elles reposent sur des valeurs universelles telles que la solidarité, la laïcité, la justice, le civisme, l'égalité, l'intérêt général, etc. Valeurs qui sont traduites avec une série de réformes très précises proposées pour l'après-guerre et qui devront permettre aux Français d'accéder à des nouveaux droits fondamentaux (suffrage universel réel incluant enfin les femmes, liberté et indépendance de la presse, sécurité de l'emploi, sécurité sociale, régime de retraite, accès à l'instruction et l'éducation pour tous). C'est un véritable nouveau modèle de société que les résistants inventent alors. Un modèle qui sera et qui reste la base de notre démocratie actuelle. Le programme *Les Jours Heureux* est imprimé dans la clandestinité sous forme de brochures, diffusées partout en France. Au final, il devient une sorte de socle commun qui conclut le processus d'unification. En Haute-Garonne, l'accueil est très positif car il répond aux attentes dans un département où les débats sur la question de l'avenir sont déjà intenses.

75.

75 bis.

L'ESPOIR POLITIQUE de la FRANCE

par Robert Tenaille.

L'ESPOIR de la France est la Résistance.
 Il faut qu'on le sache à l'intérieur et à l'extérieur. A l'extérieur, où l'on semble parfois encore contester ou regretter la valeur représentative de la Résistance et de son chef, le Général de Gaulle. A l'intérieur où trop de Français, quoique hostiles à Vichy, hésitent par indifférence, scepticisme ou lâcheté, à s'engager et se contentent de se laisser vivre ou de s'abriter derrière le paravent pudique des "études objectives".

Il faut qu'on le sache hors des frontières et à l'intérieur des frontières : *une France nouvelle est née, une France dure, jeune, fière, la France de la Résistance.* Ou plutôt, cette France est en train de naître. Et les erreurs ou les excès qu'on peut voir parfois aujourd'hui, qu'on pressent pour demain, sont comme les douleurs de l'enfantement ; elles sont le signe de la vie, elles ne doivent pas cacher la seule réalité importante : que quelque chose de profond s'est éveillé dans les entrailles de la France.

D'autres ont dit la signification morale de la Résistance : elle a été le refus du déshonneur et la lutte pour le rétablissement de nos libertés.

D'autres ont expliqué sa signification militaire. Que ceux qui affectent de voir, dans l'armée nouvelle que forgent de Gaulle et Giraud, une cohorte de mercenaires au service de l'étranger comprennent, s'ils ne peuvent le sentir, qu'ils assistent à la résurrection de l'Armée Française.

Mais la Résistance a aussi une signification politique. Quand on voit au Bureau du Conseil National de la Résistance le délégué de la C. G. T. accepter de représenter les intérêts d'un parti opposé, quand on voit au Comité parisien de la Libé-

ration, coopérer étroitement, des hommes qui naguère, auraient hésité à se serrer la main, on comprend que quelque chose a changé dans la vie politique française. Ce qui s'est passé est très simple : La Résistance a fait éclater les cadres politiques d'avant-guerre.

C'est là un moment unique dans l'histoire de notre pays, une occasion que la France doit saisir, si elle ne veut pas retomber dans le chaos des factions et la poussière des partis. Car il n'y a que deux méthodes pour éviter la désagrégation de la vie politique : la dictature et le parti unique ou bien l'élimination des rivalités mesquines et l'unification des grandes tendances politiques en deux ou trois grands partis. La France est entrée en guerre et se bat depuis quatre ans pour rejeter du monde la première conception. Elle semble mûre pour la seconde. Sachons comprendre la grandeur du moment et ayons le courage de ne pas nous dérober à ce qu'il exige de nous.

Ceux qui n'ont pas trouvé dans leur parti un instrument assez fort, assez pur et assez neuf et qui ont dû, pour lutter contre l'ennemi de l'intérieur et de l'extérieur, créer de toutes pièces des organisations nouvelles, doivent aujourd'hui dépasser ces horizons étroits et constituer un Rassemblement unique de la Résistance Française. Ces hommes qui se sentent spontanément frères pour défendre la France, doivent volontairement s'allier pour la reconstruire. Il faut, si la Résistance veut porter tous ses fruits, que les hommes qui ont appris dans un combat commun à avoir des réactions communes, apprennent maintenant à avoir des idées communes. Il

à suivre en page 2. Le colonel.

77.

sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Ainsi se constituera dans la lutte une armée expérimentée, rompue au combat, dirigée par des cadres éprouvés devant le danger, une armée capable de jouer son rôle lorsque les conditions de l'insurrection nationale seront réalisées, armée qui élargira progressivement ses objectifs et son armement.

Ainsi par l'effort et les sacrifices de tous sera avancée l'heure de la libération du territoire national ; ainsi la vie de milliers de Français pourra être sauvée et d'immenses richesses pourront être préservées.

Ainsi dans le combat se forgera une France plus pure et plus capable d'entreprendre au lendemain de la libération la plus grande œuvre de reconstruction et de rénovation de la patrie.

II. — MESURES A APPLIQUER DES LA LIBERATION DU TERRITOIRE

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du C. N. R., proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

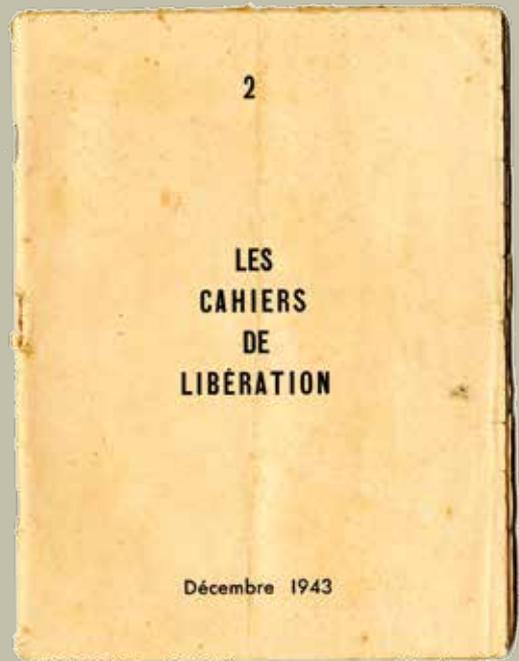
- 1° Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;
- 2° Afin de veiller au châtiement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;
- 3° Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation, ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'Axe et par leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable ;
- 4° Afin d'assurer :
 - l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;

- la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;
- la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ;
- la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
- l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;
- le respect de la personne humaine ;
- l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

5° Afin de promouvoir les réformes indispensables :

- a) Sur le plan économique :
 - l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
 - une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ;
 - l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
 - le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
 - le développement et le soutien de coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;
 - le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.
- b) Sur le plan social :
 - le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;
 - un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
 - la garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à la stabilité de la monnaie ;

76.



75 et 75 bis. *Défense de la France* (n°42, 15 décembre 1943). Dans l'article « L'espoir politique de la France », « Robert Tenaille » rejette lui aussi l'ancien modèle républicain et exhorte à réduire les divergences politiques.

76. Le mouvement « Libération » publie *Les Cahiers de Libération* (revue politique) en décembre 1943.

77. Extrait du programme d'action du C.N.R.

L'exemple de « Libérer et Fédérer »

« Ce que nous sommes, ce que nous voulons ». Le premier numéro du journal clandestin du mouvement « Libérer et Fédérer » s'ouvre par une profession de foi intitulée « Ce que nous sommes, Ce que nous voulons ». L'objectif est d'exposer aux premiers lecteurs les idées du mouvement, de montrer que son action repose aussi sur une réflexion forte, construite et aboutie. « Libérer et Fédérer » jette ainsi les fondements de son engagement. Il revendique immédiatement sa volonté de placer la Résistance au-delà d'un combat purement militaire et libérateur. Préparer l'avenir est essentiel et compte autant que de retrouver la liberté. Le nom du mouvement et celui de son journal, prend alors tout son sens : l'après-guerre doit être l'occasion de réunir (fédérer) les peuples européens pour une paix durable, et la liberté retrouvée ne pourra se maintenir qu'à cette condition.

La notion de fédéralisme. Fédérer les nations européennes, les établir en « États-Unis d'Europe » avait déjà été évoqué, en France et en Allemagne, et ce dès la fin de la première guerre mondiale. Mais les tensions nationalistes encore très fortes avaient étouffé cette idée. En 1942, la donne est différente. Chacun sait alors, ou commence à comprendre, que la guerre en cours n'est pas une guerre entre nations, mais un conflit total entre deux conceptions radicalement opposées de l'Humanité. Dans les faits, les nazis imposent « leur » vision d'une Europe de haine, de violence, de totalitarisme, secondée par les collaborateurs français. À cela s'oppose l'autre vision, celle de la paix, partagée par les résistants quelle que soit leur nationalité. Établir les États-Unis d'Europe, c'est d'abord permettre d'endiguer la guerre et de protéger la paix. Pour « Libérer et Fédérer », ce fédéralisme doit être aussi interne : garantir l'autonomie politique et financière des régions et des départements est indispensable pour pouvoir supprimer les tendances autoritaires ou les effets abusifs de l'État centralisé.

Rejet du présent et refus du passé. Le fédéralisme n'est pas la seule notion développée dans cette profession de foi. Une réflexion sur l'avenir politique et institutionnel de la France est aussi proposée. Comme dans beaucoup d'autres journaux clandestins, « Libérer et Fédérer » refuse un retour au passé (« *Les anciens partis sont morts. Leurs formules vieilles ont fait faillite.* ») et condamne « *l'exploitation capitaliste* ». Mais c'est surtout son programme politique, économique et social qui est original. Pour le mouvement, le pouvoir central doit être limité, car il est mécaniquement la source de dérives autoritaires ou autres. Le pouvoir doit être réparti aux niveaux régional, départemental et communal. Le fédéralisme doit aussi s'appliquer en économie : un regroupement des producteurs en communautés est préconisé tout comme l'élection de conseils d'entreprises ou de paysans par les travailleurs. Avant même le texte du Conseil National de la Résistance, le « programme d'action » du mouvement toulousain se révèle particulièrement cohérent et réaliste.

• Notre programme d'action •



1. « Libérer et Fédérer » est un mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction, au sein d'une Europe unifiée, d'une France prospère, juste et démocratique.

2. Le premier obstacle à vaincre pour la réalisation de ce but est constitué par l'Allemagne hitlérienne et ses alliés totalitaires.

C'est pourquoi « Libérer et Fédérer » se range résolument aux côtés de tous ceux qui, dans les cinq parties du globe, se battent contre les puissances de l'Axe.

Tous les moyens et toutes les armes qui sont à la disposition d'un peuple opprimé seront utilisés par nous pour combattre l'ennemi jusqu'à la victoire complète des peuples démocratiques. A ce titre, tous ceux qui ont pactisé, pactisent ou pactiseront avec l'envahisseur sont placés sur le même plan que l'ennemi et seront combattus comme lui, quel que soit le masque derrière lequel ils se cachent et les manœuvres auxquelles ils se livrent.

3. Après la victoire, « Libérer et Fédérer » engagera la lutte pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire chargé de la mise en œuvre de notre programme.

4. Ce gouvernement, qu'il soit le représentant direct de ce mouvement, ou l'émanation d'une coalition de groupes démocratiques, devra assurer la mise en œuvre de notre programme de libération et de fédération. Les conséquences de la guerre et de la défaite, ce qui devra se traduire par les actes suivants :

a) Jugement et châtiement rapide des traîtres, des spéculateurs et des profiteurs des malheurs de la patrie.

b) Rétablissement de la souveraineté de la France sur tous les territoires qui lui appartenaient avant 1939 et retour à la France de tous les biens qui ont quitté le sol français depuis l'armistice du 24 juin 1940.

c) Rétablissement, dans la mesure compatible avec les principes du nouveau régime, de tous les droits et libertés violés depuis la pénétration en France des armées allemandes,

d) Reconstruction, dans le cadre de la France nouvelle, de ce qui a été détruit du fait de la guerre.

5. Le gouvernement révolutionnaire devra en même temps donner à la France une nouvelle armature économique, politique et sociale qui supprime l'exploitation de l'homme par l'homme, assure la gestion de l'économie dans l'intérêt du peuple et garantit à chaque individu le plein épanouissement de sa personne par la participation effective aux différentes activités et responsabilités sociales et, aux diverses familles spirituelles et professionnelles de la nation, la coordination de leur activité et le développement de leur solidarité dans le maximum de respect de leur autonomie.

Pour atteindre ce but, les mesures suivantes devront être prises :

a) Respect de la propriété privée dans la mesure où elle constitue une garantie de la liberté, suppression de cette pro-

priété toutes les fois qu'elle devient un instrument de puissance, d'oppression et d'exploitation. En conséquence, seront remises aux communautés de producteurs organisés en Fédérations de services, toutes les entreprises qui ont acquis les caractères d'un service public : les mines, les forces motrices (charbon, énergie hydraulique, pétrole), les moyens de transport (chemins de fer, compagnies de navigation, transports aériens), les banques et les assurances ; seront libérées de l'emprise capitaliste et remises aux communautés de travail toutes les grandes entreprises industrielles commerciales et agricoles ; la propriété privée sera respectée pour les petites et moyennes entreprises dans la mesure où cette propriété ne risque pas de faire pression sur la société politique.

b) Mise en œuvre rapide des programmes ouvrier et paysan élaborés par « Libérer et Fédérer ». (Voir page 1).

c) Contrôle du commerce extérieur.

d) Organisation de l'économie française en économie planifiée et adaptation de son fonctionnement à son rôle européen, de sorte que son insertion au sein de l'économie continentale puisse se réaliser sans crise grave et sans préjudice pour le peuple français. Ceci en liaison avec la solution des problèmes que poseront le retour des prisonniers et la rentrée des réfugiés.

e) Instauration d'un régime de la presse, du cinéma et de la radio qui en réalise l'épuration et en garantit la liberté.

f) Etablissement d'un régime de la famille garantissant la continuité, sa continuité et sa mission d'éducation.

g) Organisation de l'ordre fédéraliste :

Election directe par les travailleurs des deux sexes (ouvriers, employés, techniciens, personnel de maîtrise et de direction) des conseils d'entreprise. Election par les agriculteurs de chaque circonscription rurale des conseils de paysans. Election sur les mêmes bases des conseils de toutes les entreprises, œuvres, institutions, établissements exprimant les différentes autres activités et fonctions collectives (éducatives, culturelles, spirituelles, morales, d'entraide, etc...).

Fédération de ces conseils par branche d'activité et fédération des différents conseils sur le plan communal, départemental, régional et national, en liaison avec une représentation du peuple établie sur la base du suffrage local.

h) Sous le contrôle des agents du gouvernement révolutionnaire, passage progressif de la gestion des affaires publiques aux organismes fédéraux des différents échelons.

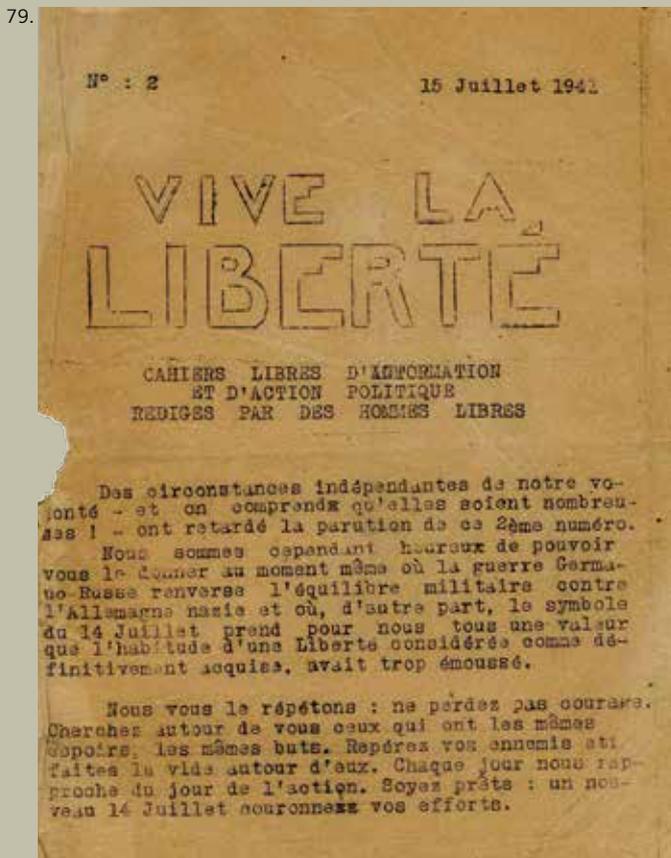
6. Le gouvernement révolutionnaire devra enfin préparer, en collaboration avec le gouvernement des autres pays libérés du fascisme et du nazisme les bases d'une fédération européenne fondée sur la liberté, la paix et la prospérité.

7. Dès que les tâches révolutionnaires auront été accomplies la constitution fédéraliste de la France sera établie par les délégués que le peuple français aura librement désignés aux différents échelons de ses institutions nouvelles et le gouvernement révolutionnaire s'effacera devant le gouvernement issu de la volonté nationale.

78. Dernière page du premier numéro du journal *Libérer et Fédérer*. Le programme d'action du mouvement y est détaillé en sept points principaux. Sur de nombreuses mesures pour la Libération, on constate que les résistants toulousains sont en phase avec le programme du C.N.R. Les différences résident essentiellement dans l'esprit fédéraliste et clairement révolutionnaire de ce texte.

L'HÉRITAGE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Dans les tracts et les journaux clandestins, la Révolution française est très présente. À travers cette évocation, les résistants souhaitent rappeler les acquis de 1789 et défendre l'idée de République créée à cette époque. Ils exhortent les Français à s'identifier aux combats des révolutionnaires : il faut reprendre les armes, lutter à nouveau pour les droits humains fondamentaux, dans la lignée du soulèvement des sans-culottes. Enfin, faire référence à la Révolution française, c'est à l'évidence souligner la lutte contre l'Ancien Régime assimilé au gouvernement de Vichy à travers son autoritarisme, l'absence des libertés individuelles et l'asservissement du peuple. Le souvenir de la Révolution française fédère véritablement la Résistance au-delà des sensibilités politiques.



79. Journal clandestin *Vive la Liberté* (n°2, 15 juillet 1941). Les auteurs se présentent comme « des hommes libres ». C'est un lien évident avec les révolutionnaires de 1789.



80.

80. Journal clandestin *Quarante-Quatre* (n°5, 14 juillet 1944). L'article « 14 juillet » commence par les deux premières lignes de *La Marseillaise*. Le reste des paroles est réparti dans la suite du texte au ton clairement guerrier.

NOUER DES CONTACTS AVEC LA FRANCE LIBRE

Sur les ondes de *Radio Londres*

La radio, un média en forte progression. La radio est un outil de communication incontournable, utilisée par la propagande officielle durant la seconde guerre mondiale. Toutefois, le poste T.S.F. (Transmission Sans Fil) est un équipement relativement cher à l'époque, ce qui explique que seulement cinq à six millions de foyers français en sont équipés en 1940.

Une arme de résistance. Les résistants se servent de la radio à plusieurs niveaux. D'abord, pour s'adresser à la population : c'est par ce moyen bien connu que le général De Gaulle lance son appel à la résistance le 18 juin 1940. Il multiplie les allocutions par la suite sur les ondes de la B.B.C. mise à sa disposition par le premier ministre britannique, Winston Churchill. Contrairement à l'idée reçue, De Gaulle ne parle pas lui-même tous les jours. Du 18 juin 1940 au 14 juin 1944, il s'adresse personnellement 58 fois (en quatre ans) aux Français. Le général De Gaulle et les Alliés exploitent aussi ce média pour instaurer des émissions françaises animées par des Français l'ayant rejoint. « Ici la France », « Honneur et Patrie » et « Les Français parlent aux Français » (émission britannique en fait) donnent des nouvelles du front, annoncent les victoires de la France Libre. Des parodies et sketches très drôles sont créés ; des poèmes et des chansons (*Liberté* de Paul Éluard, *Le chant des Partisans*, etc.) sont aussi diffusés. Tout cela permet d'entretenir le lien avec le peuple français malgré l'éloignement. Enfin, la radio sert également d'outil de communication entre la Résistance intérieure et la France Libre. Des messages sans sens apparent sont récités lors des émissions françaises : ce sont des codes annonçant certains événements (par exemple, des parachutages comme « *Le chargeur n'a que vingt balles* ») ou donnant des ordres.

Des débuts difficiles. Le succès de *Radio Londres* n'était pas une certitude. Peu de Français l'écoutent dans un premier temps. Les contraintes sont nombreuses : difficultés matérielles et financières d'avoir un poste T.S.F., méconnaissance de la B.B.C. et du général De Gaulle. On estime que seulement 2 000 personnes (sur 40 millions !) ont entendu son premier appel le 18 juin 1940. Trois journaux seulement en France l'évoquent le lendemain en quelques lignes et en pages intérieures : *Le Petit Marseillais*, *Le Petit Provençal* et *Le Progrès* à Lyon. L'écho est donc extrêmement limité, c'est presque un « non-événement » sur le moment. De plus, connaître les fréquences de ces stations radio n'est pas évident. Les Alliés parachutent progressivement en métropole des tracts informant des horaires des émissions et des longueurs d'ondes.

Écouter la radio anglaise, c'est résister. La répression de l'écoute des radios étrangères par les autorités nazies et le régime de Vichy est pourtant bien réelle : le 1er octobre 1942, la fabrication de postes T.S.F. est proscrite puis leur vente interdite. Le simple fait d'écouter est aussi un acte interdit, les sanctions peuvent d'ailleurs être très sévères. Le 10 septembre 1943, certains habitants du petit village de Boutx (Sud de la Haute-Garonne) en ont fait les frais. À 21h30, neuf personnes sont réunies autour du poste chez M. Cazeaux. Tout le monde écoute *Radio Londres* ; une quinzaine d'habitants tend aussi l'oreille depuis la rue car la fenêtre est ouverte. Trois patrouilles allemandes arrivent (initialement pour arrêter un résistant), dispersent les auditeurs en tirant des coups de feu. Plusieurs personnes sont arrêtées, interrogées à la *Gestapo* de Luchon ; certaines sont finalement relâchées. Malgré la répression et les nombreuses contraintes, le bouche à oreille fonctionne parfaitement. *Radio Londres* devient le rendez-vous incontournable de beaucoup de Français ; Charles De Gaulle acquiert une importante popularité sans que son visage soit pour autant connu.

« *Tous les soirs, on écoutait la B.B.C. à 21h15. Mais c'était brouillé par les Allemands. On écoutait difficilement. J'arrivais aussi à capter "La Voix de l'Amérique". J'écoutais à la maison ou chez le voisin qui avait un poste plus perfectionné. On écoutait en cachette, personne n'était au courant sauf ma mère.* »

Guy Marty, résistant toulousain

« Je n'ai pas entendu l'appel du général De Gaulle le 18 juin 1940 et nous ne savions pas qui il était. D'ailleurs, nous n'avons pas été les seuls : quasiment personne n'a entendu l'appel ! Par contre, mon grand-père avait fabriqué un petit poste de radio. Après l'armistice, mon père s'est mis à écouter tous les soirs la B.B.C. C'est comme cela qu'il a entendu parler de De Gaulle. »

Robert Carrière, résistant toulousain

La mise en place des liaisons

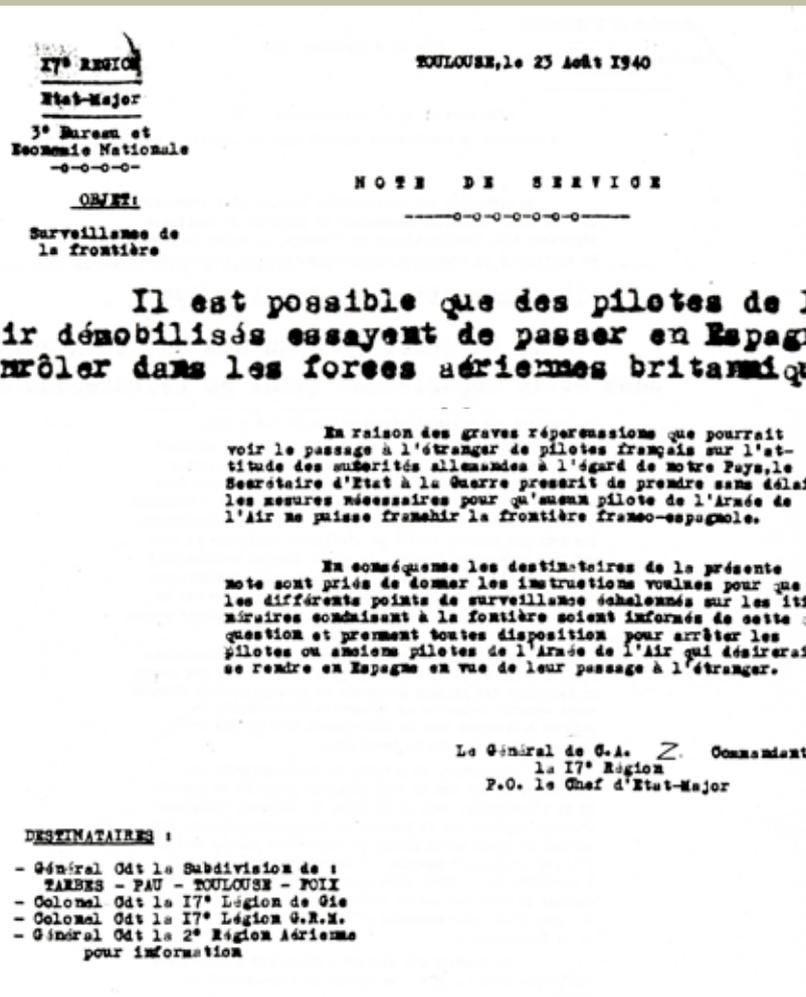
Premiers contacts avec la France Libre en Haute-Garonne. Bien souvent, les premiers engagés se tournent spontanément vers l'Angleterre, espérant que les Alliés vont résister à l'attaque nazie puis aider la Résistance. Cet espoir est renforcé par l'émergence du général De Gaulle et de la France Libre. L'attraction des résistants vers l'Angleterre est donc évidente car ils y voient l'occasion d'unir leurs forces et surtout de recevoir des moyens. Très tôt, à Toulouse et en Haute-Garonne, les résistants s'efforcent de créer des liens. L'intérêt étant réciproque, De Gaulle envoie un émissaire, Weil-Curiel, fin 1940. Il rencontre à Toulouse Georges Buisson et son épouse Suzanne, Andrée Marty-Capgras (tous résistants de la première heure, repliés sur Toulouse) et Vincent Auriol. Le contact est alors établi. Ces liens s'approfondissent au printemps 1941. Le réseau « Bertaux » reçoit la visite d'un envoyé de Londres. Les premiers parachutages d'armes et d'explosifs en Haute-Garonne en octobre et novembre 1941 à Fonsorbes lui sont destinés. L'action commune peut débuter.

Le réseau « Famille ». L'une des premières prises de contact avec la France Libre depuis la Haute-Garonne est le fait d'un groupe d'aviateurs polonais engagés dans l'armée française. Démobilisés à Toulouse, ils créent le réseau « Famille » (appelé ensuite F2) et établissent un contact radio avec Londres. Ils se chargent alors de récolter des informations et d'organiser une filière d'évasion notamment pour des personnes voulant rejoindre l'Angleterre.

Les débuts des réseaux de renseignements et d'évasion. En 1941, à Toulouse, des réseaux se spécialisent dans la collecte de renseignements afin de les transmettre à la France Libre. C'est ce que les autorités nomment la « surveillance du territoire ». On l'a vu précédemment, le réseau « Bertaux » est présent en ce domaine, tout comme les réseaux « Froment » puis « Brutus-Boyer » et « Nana ». Ils se développent après 1942 et surtout en 1943. Il en est de même pour les réseaux d'évasion, c'est-à-dire les passages clandestins par les Pyrénées. Toulouse et la Haute-Garonne deviennent, dès le lendemain de la signature de l'armistice, des points de chute et de transit grâce à une situation géographique privilégiée. Ainsi des militaires voulant rejoindre les Alliés, des évadés, des résistants tentant de s'engager pour la France Libre, puis des personnes persécutées sollicitent les premiers réseaux de résistance. Ils développent cette activité avec, par la suite, le soutien de la France Libre et des Alliés.

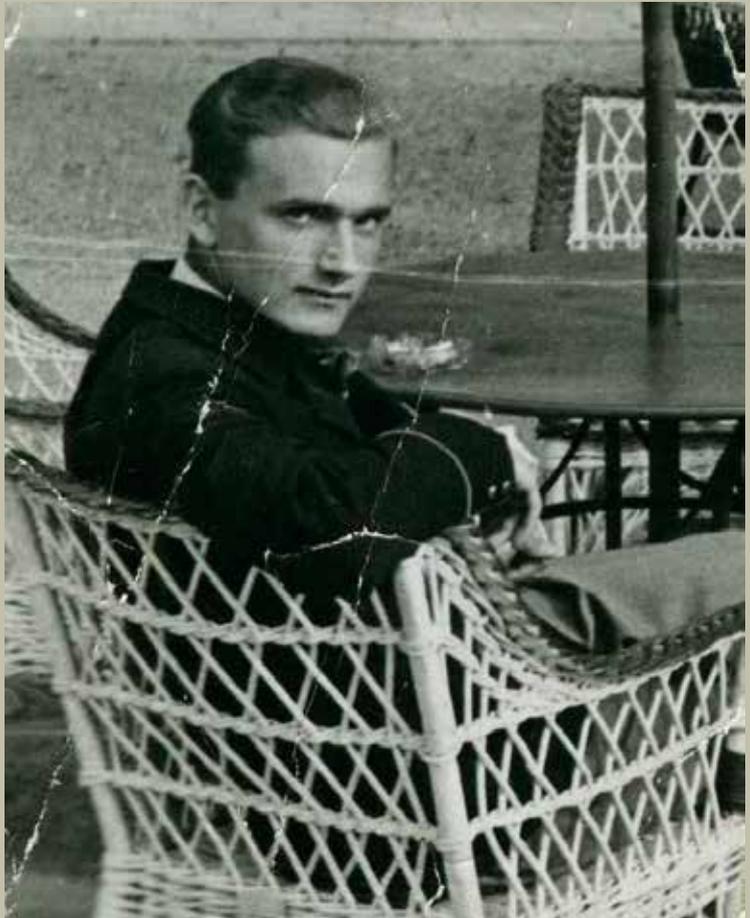
L'histoire de ces liens naissants est à l'image de l'histoire de la Résistance en général. Ce sont les besoins du moment qui font qu'on imagine des solutions. Une fois celles-ci mises en place, il faut les pérenniser, les protéger, les développer. Aucune des formes d'action ou d'engagement de la Résistance n'a été créée sur demande, toutes ont émergé spontanément, avant d'être organisées et structurées au mieux pour être les plus efficaces possibles.

88.



88. Note de service du 23 août 1940. Les autorités prennent rapidement conscience de la multiplication possible des passages clandestins par les Pyrénées. La surveillance est donc resserrée à la frontière franco-espagnole.

89. Georges Holubowitz (1921-2009) est un jeune polonais arrivé à Toulouse après la défaite de la France. Ayant combattu dans l'armée polonaise puis française, il est blessé et évacué vers le Sud en octobre 1940. Il est hospitalisé à l'hôpital Purpan plusieurs mois. Il est sollicité par un camarade pour accueillir et cacher chez lui des personnes en transit sur Toulouse avant leur passage en Espagne. Membre du réseau polonais F2, il est arrêté en mars 1944 par la Milice et livré aux Allemands. Georges Holubowitz est déporté au camp de concentration de Buchenwald. Il est libéré en avril 1945.



89.

LES PUBLICATIONS AÉROPORTÉES DE LA FRANCE LIBRE ET DES ALLIÉS

La contre-propagande de la France Libre et des Alliés cible la population française en métropole. L'objectif est de faire connaître le général De Gaulle, l'action de la France Libre et de ses alliés, d'informer les Français. Pour les toucher, de nombreux journaux, revues, tracts et autres publications sont parachutées sur le sol français par la Royal Air Force ou par les avions américains de la *United States Air Force* de 1940 à 1944. C'est le cas des 78 numéros du *Courrier de l'Air*. Au total, près de 676 millions de tracts et autres publications auraient été largués en France métropolitaine par la France Libre et les Alliés. Ces parachutages contribuent, à une certaine mesure, à créer puis entretenir les liens entre la Résistance intérieure, les Français et la France Libre malgré l'éloignement.



90. *Le Courrier des Nations Unies* (n°11, 20 juin 1944).

91. *Le Courrier de l'Air* (n°13 du 27 juin 1941).

92. Caricature publiée dans *Le Courrier de l'Air* (n°29, 1941).

S'ENTRAIDER

La Résistance de l'indignation

De l'exclusion aux déportations. Le régime de Vichy désigne rapidement les juifs comme responsables du chaos français. Clairement antisémite, il met en place sa propre politique de persécution : mise au ban de la société, interdictions multiples, spoliations économiques, propagande violente deviennent le quotidien des juifs étrangers mais aussi français. À l'été 1942, le gouvernement de Pétain décide de livrer les juifs étrangers de zone non occupée aux autorités nazies. Des familles entières sont arrêtées et internées en Haute-Garonne. Quatre convois partent en août et septembre 1942 des gares de Portet-Saint-Simon et de Longages-Noé, emmenant dans des wagons à bestiaux 910 personnes.

Les consciences se réveillent. L'indifférence et la passivité règnent face à l'antisémitisme. Les stéréotypes classiques autour des juifs sont bien réels dans notre région, comme ailleurs, sans qu'ils aient cependant une vigueur particulière. Mais lors des grandes rafles, les Français se rendent compte que le gouvernement de Vichy ne protège en rien la population face aux nazis, bien au contraire. Le départ des convois de déportation de l'été 1942 a tellement impressionné la population locale que le préfet de la Haute-Garonne le signale. La grande rafle du 26 août 1942, parce qu'elle touche des enfants, est aussi un choc. Les rapports d'opinion montrent une émotion très forte face à la brutalité des événements dont les forces de police françaises sont les seules responsables puisqu'il n'y a pas d'Allemands sur place à ce moment-là. Mais cette prise de conscience n'empêche pas la peur des représailles et un fort sentiment d'impuissance. Beaucoup n'osent pas encore agir.

Cacher des enfants. Des gens « ordinaires », mais minoritaires, protègent d'abord des enfants juifs par humanité en les cachant. Beaucoup trouvent refuge à la campagne, dans des presbytères (comme à Vacquiers), dans des orphelinats ou encore à Aspet, petit village haut-garonnais où ils sont accueillis dans la Maison des Pupilles de la Nation. À Miremont, Marinette Diu cache Elise Liberman et ses deux fils, menacés par les rafles. L'un des garçons, Jacques, intègre l'école sous une fausse identité grâce à la complicité de tout un village. Des hommes et des femmes prennent donc de gros risques sans avoir de liens avec la Résistance, sans même se définir ou se sentir « résistants ».

Dénoncer les persécutions. Des prises de position apparaissent également face aux événements. Des personnalités utilisent leur influence et osent donner leurs avis. L'archevêque de Toulouse, Monseigneur Saliège, averti des déportations, écrit une lettre pastorale et ordonne qu'elle soit lue dans toutes les églises de son diocèse lors de la messe du dimanche 23 août 1942. Il y dénonce les déportations avec des mots très durs. Pour la première fois, une figure publique importante prend position en faveur des juifs, et révèle ce que beaucoup veulent cacher ou ne pas voir. La lettre pastorale est diffusée en tracts et dans les journaux clandestins par la Résistance. Elle est lue par deux fois à la radio de Londres, le 31 août puis le 9 septembre 1942. D'autres dignitaires de l'Église prennent eux aussi position (l'évêque Théas de Montauban, l'archevêque Moussaron d'Albi) par la suite. Cette lettre pastorale a des répercussions considérables. L'opinion publique l'approuve dans son ensemble. Le préfet régional estime qu'il serait préférable de stopper les livraisons de juifs à l'occupant. Les déportations sont suspendues en Haute-Garonne du 14 septembre 1942 au 23 juin 1943. Un temps précieux que la Résistance va mettre à profit pour constituer des réseaux d'évasions et de solidarité envers ces personnes persécutées.

Écouter sa conscience. Des anonymes choisissent aussi de prendre position. L'exemple de Jean Phillippe, commissaire de police à Toulouse, est très emblématique. Il démissionne de ses fonctions en janvier 1943, ne pouvant plus supporter et accepter d'arrêter des juifs. Dans sa lettre de démission, il écrit : « *Je refuse [...] de*

95.

Vous n'aurez pas les enfants !

Sur l'ordre des Allemands, le préfet Angeli exige qu'on lui livre 160 enfants juifs de deux à seize ans. Ces enfants ont été confiés au Cardinal Gerlier par leurs parents que Vichy a déjà livrés à Hitler. Le cardinal a déclaré au Préfet : « Vous n'aurez pas les enfants. » Le conflit est ouvert, le conflit est public. L'Eglise de France se dresse contre l'ignoble Tartarin raciste. Français de toutes opinions, de toutes croyances, écoutez l'appel de vos consciences, ne laissez pas livrer des innocents aux bourreaux.

LES MOUVEMENTS DE RESISTANCE.

96.

FRANÇAIS! AGISSONS
FRANÇAIS. SOYONS
dignes de nos traditions
Protégeons les femmes
et les enfants juifs
libérés par les BOUMES

97.



95 et 96. Tracts de la Résistance alertant l'opinion sur les déportations de juifs. Ils appellent à l'indignation et à la désobéissance face à l'inacceptable.

97. Jules-Géraud Saliège (1870-1956), archevêque de Toulouse. Photographie extraite du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse*, octobre 1944.

98. L'original sur papier « pelure » de la lettre pastorale de Saliège.

98.

LETTER DE SON EXCELLENCE MONSIEUR L'ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE AU CLERGE ET AUX FIDÈLES DE SON DIOCÈSE

La Personne Humaine.

Mes Très Chers Frères,

Il y a une morale chrétienne, il y a une morale humaine qui impose des devoirs et reconnaît des droits. Ces devoirs et ces droits tiennent à la nature de l'homme. Ils viennent de Dieu. On peut les violer, il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer.

Que des femmes, des hommes, des pères, des mères soient traités comme de vils troupeaux, que les membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle.

Pourquoi le droit d'asile de nos Eglises n'existe-t-il plus ?... Pourquoi sommes-nous vaincus ?...

Seigneur ayez pitié de nous. Notre-dame priez pour la France.

Dans notre diocèse, des scènes d'apouvante ont lieu dans les camps de Nèz et de Biscabou. Des Juifs sont des hommes, des Juives sont des femmes, les étrangères sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre ces hommes, ces femmes, ces pères et ces mères de famille. Ils font partie de genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres; un Chrétien ne peut l'oublier.

France, Patrie bien-aimée, France qui porte dans la conscience de tous les enfants la tradition du respect de la personne humaine, France Chevaleresque et Généreuse, je n'en doute pas, tu n'es pas responsable de toutes ces horreurs.

Recevez, mes très chers Frères, l'assurance de mon affectueux dévouement.

JULES-GÉRAUD SALIÈGE
 Archevêque de Toulouse

Lettre lue sans commentaire dans certaines Eglises le 23 août 1943.

persécuter des israélites qui, à mon avis, ont droit au bonheur et à la vie, aussi bien que Monsieur Laval lui-même. » À Aulus-Les-Bains, petite station thermale d'Ariège, le gouvernement de Vichy assigne à résidence, dans les hôtels de la station, des familles juives étrangères réfugiées en France. Le 26 août 1942, ces personnes sont amenées par autocar au camp du Vernet d'Ariège, avant d'être déportées. Les habitants de Saint-Girons, en les voyant passer, écrivent à Pétain : « [...] la France s'est condamnée elle-même et déshonorée en appliquant un traitement aussi indigne et cruel à des hommes qui avaient cru trouver un asile dans notre pays. [...] ».

L'organisation de la solidarité par la Résistance

Faire des faux papiers. La Résistance civile et humanitaire, humaine et solidaire qui se développe en faveur des persécutés juifs est souvent le fait d'individus isolés qui écoutent avant tout leur cœur. Rapidement, des groupes et réseaux de résistance vont aussi se mobiliser et mettre leurs compétences au service de ces personnes. Leur action est d'abord tournée vers la fabrication de faux-papiers, permettant aux juifs de dissimuler leur identité pour tenter de se soustraire aux contrôles et aux arrestations. Cartes d'identité, cartes d'alimentation mais aussi faux certificats de baptême sont confectionnés à Toulouse notamment, au 45 allée des Demoiselles, à l'aumônerie générale des camps d'internement, dirigée par l'abbé Lagarde, sous la protection de Monseigneur Saliège. Le mouvement « Libérer et Fédérer » intervient également à ce niveau.

Sauvetages et évasions. L'arrêt temporaire des déportations en Haute-Garonne pendant plusieurs mois permet aux réseaux de résistance spécialisés dans le sauvetage d'enfants juifs de s'organiser. C'est le cas de l'O.S.E. (Œuvre de Secours aux Enfants), du M.J.S. (Mouvement des Jeunes Sionistes) et des Éclaireurs Israélites. Ces organismes juifs sont très actifs en Haute-Garonne en 1942. Leur but est d'évacuer les enfants hors de France. Des passages clandestins par les Pyrénées sont mis en place, avec des réussites variables. Certains enfants sont pris en charge par le S.E.R.E. (Service d'Évasion et de Regroupement des Enfants) jusqu'en Espagne. La Suisse, pays neutre, reste la destination privilégiée des filières, malgré les difficultés et surtout le danger d'un tel déplacement. Des femmes, et souvent de très jeunes filles, prennent en charge un groupe d'enfants pour les conduire jusqu'à la frontière. Mila Racine (1921-1945) est l'une d'elles. Cette jeune Russe s'est réfugiée à Toulouse puis à Luchon. Elle aide les internés du camp de Gurs (Pyrénées-Atlantiques). Elle s'engage au M.J.S. pour l'accompagnement d'enfants juifs vers la Suisse. Arrêtée, elle est déportée au camp de Ravensbrück et meurt à Mauthausen, en Autriche. Marianne Cohn (22 ans) lui succède. Cette jeune Allemande de confession juive est arrêtée en juillet 1944 lors d'un convoi à Grenoble. Elle est exécutée à Annemasse. Malgré les sacrifices et grâce à toutes ces énergies, ce sont près de mille enfants juifs de la région toulousaine qui ont été sauvés. Dans la mobilisation en faveur des persécutés en général, et des juifs en particulier, la Haute-Garonne s'est particulièrement démarquée.

Les « Justes ». Depuis 1953, ce titre est accordé par l'État d'Israël aux personnes non juives qui ont sauvé des juifs pendant la guerre. C'est la plus importante distinction de cet État décernée à titre civil. À ce jour, 79 personnes sont reconnues comme « Justes » en Haute-Garonne (et 3853 en France). Monseigneur Saliège, Jean Philippe et Marie Diu ont reçu ce titre comme les familles Mazas à Toulouse ou Fréchengues à Bordes-de-Rivière. Le père Auguste Arribat, directeur de l'école Saint-Pierre à Villemur-sur-Tarn, accueille au pensionnat des adolescents juifs réfugiés dès l'été 1942. À Montréjeau, la famille Augendre héberge chez eux Serge, le fils de leurs locataires, les Askienazy. Son frère aîné est confié à la famille Dufor. Elie Armengaud, miroitier toulousain, cache son employé, Jacques Greisalmner (juif alsacien réfugié), sa femme et sa fille dans son appartement. L'endroit étant trop petit pour faire cohabiter les deux familles, Elie et les siens vont s'installer dans leur résidence secondaire. À Boulogne-sur-Gesse, Charles Suran, responsable local de la Résistance, cache également la famille Raab.

99.

DIOCÈSE D'ORAN ✠ PAROISSE SAINT-VINCENT
 DE SIDI-BEL-ABBÈS

CERTIFICAT DE BAPTÊME

L'an mil _____
 le _____
 a été baptisé _____
 né le _____
 fil de _____
 et de _____
 demeurant _____

Le parrain a été _____
 La marraine a été _____

Certifié conforme au registre déposé aux Archives de l'Eglise de
 Sidi-Bel-Abbès est délivré par moi soussigné _____
 Curé de la dite paroisse.

Sidi-Bel-Abbès, le _____ 19____

Honoraire :

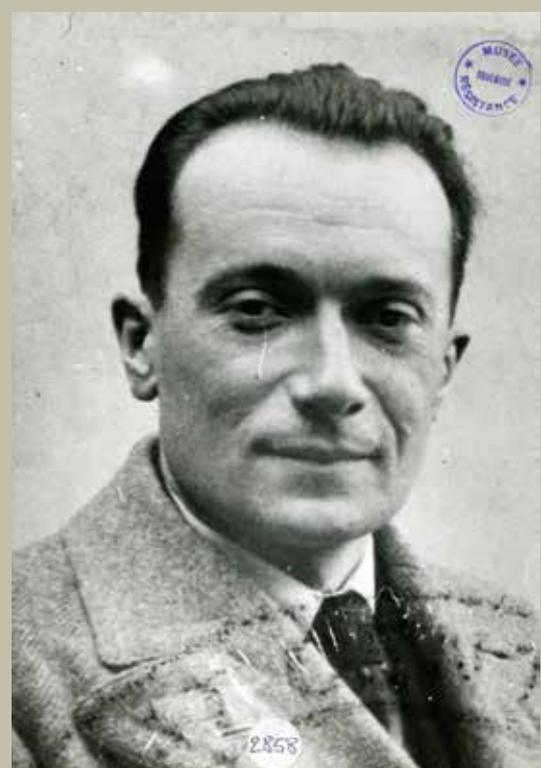
99. Ce faux certificat de baptême sert notamment à faire sortir les enfants juifs des camps d'internement avant de les cacher, en faisant croire qu'ils sont baptisés. Le document est censé venir du diocèse d'Oran, en Algérie. Or, à cette date, ce territoire français est déjà libéré par les Alliés. Vichy et les nazis ne peuvent plus vérifier l'authenticité du document. Les chefs des camps ne sont pas dupes des combines des organisations d'aide mais ferment les yeux, souvent encouragés par une enveloppe d'argent. Pour eux, un enfant sorti du camp est une bouche de moins à nourrir.

100. Henriette Pagès et son père, maire de Prades (Tarn), ont caché plusieurs familles juives originaires de Toulouse, Auch et Montauban. Ils leur fournissaient également des fausses cartes d'identité. Henriette s'installe après guerre à Revel où elle reçoit en 1997 le titre honorifique de « Juste des Nations ». Collection privé Famille Veaute-Pagès.

101. Après sa démission, Jean Phillipe (1905-1944) entre dans la Résistance. Il devient le responsable régional du réseau « Alliance ». Arrêté le 28 janvier 1943 par la Gestapo, il est jugé en Allemagne à Fribourg et fusillé à Karlsruhe le 1er avril 1944.



100.



101.

La plaque d'impression du journal *Le Franc-Tireur*

FICHE D'IDENTITÉ DE L'OBJET

Date : 6 mai 1944, n°31, édition sud.

Dimensions : 25 cm x 20 cm.

Numéro d'inventaire : 2289.

Auteur : Le mouvement de résistance « Franc-Tireur ».

Présentation

La plaque de plomb sert à imprimer des journaux. Mais sa conception est difficile : le savoir-faire d'un typographe est nécessaire pour réaliser la mise en page. L'intervention de professionnels (imprimeurs, margeurs) est indispensable à obtenir, dans le cadre d'une production ambitieuse de journaux clandestins. On est effectivement loin des premiers imprimés artisanaux rédigés à la main ou tapés à la machine. La plaque est ainsi fixée à la presse d'imprimerie et fonctionne comme un tampon, légèrement imbibée d'encre. Cela permet d'imprimer un nombre d'exemplaires important dans un délai court. Les plaques de plomb issues de la Résistance sont des objets rares aujourd'hui. Par mesure de sécurité, les résistants les détruisent après leur utilisation afin qu'elles ne constituent pas des preuves. Elles peuvent être également fondues par économie pour récupérer le plomb et façonner de nouvelles plaques.

Contexte

Le journal *Le Franc-Tireur* est publié par le mouvement de résistance du même nom. « Franc-Tireur » est créé à Lyon autour d'Antoine Avinin et Jean-Pierre Lévy. Ce mouvement n'apparaît à Toulouse qu'à l'automne 1942, quand Avinin s'y réfugie. Il réunit d'abord des résistants de divers groupes. Le premier numéro de son journal clandestin est publié en décembre 1941 grâce à un artisan imprimeur lyonnais, Henri Chevalier, qui met son atelier à disposition et engage des fonds. Bien conscients de la difficulté de pérenniser le journal, et peu sûrs de pouvoir imprimer un deuxième numéro, les responsables du mouvement décident de ne pas numéroter cette première publication. En sous-titre, il est d'ailleurs écrit : « Mensuel dans la mesure du possible, et par la grâce de la police du Maréchal ». Finalement, 37 numéros sont diffusés jusqu'en août 1944.

Pour aller plus loin

Le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation possède 11 plaques d'impression du journal *Le Franc-Tireur*, ce qui est exceptionnel. Elles ont été récupérées par Jean Naudy, l'un des fondateurs du Musée et chef archiviste à *La Dépêche du Midi* après guerre. Ces plaques ont été découvertes par hasard lors de la démolition d'un immeuble rue Bayard à Toulouse à quelques numéros du siège du journal toulousain. Elles avaient été cachées dans un faux plancher. Leur présence dans cet immeuble reste un mystère puisque l'on sait que le journal clandestin *Le Franc-Tireur* n'a jamais été imprimé dans les ateliers de *La Dépêche* pourtant, même si celui-ci, malgré une ligne officielle très proche du pouvoir de Vichy, a parfois donné quelques « coups de main » à des mouvements de résistance. On ne connaît donc presque rien de l'histoire de ces plaques. Le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation possède également le numéro 31 du journal issu de la plaque de plomb, mais il n'a pas été retrouvé avec la plaque. Le Musée a acquis cet exemplaire à l'occasion d'un don ultérieur.



LE FRANC-TIREUR

La République nous appelle Sachons vaincre !... (1792 | 1944)

Le jour où nous aurons vaincu, nous aurons reconstruit la France, nous aurons reconstruit la République. Mais pour vaincre, nous devons d'abord nous unir. Nous devons nous unir dans la République, dans la République française, dans la République libre. Nous devons nous unir dans la République, dans la République française, dans la République libre. Nous devons nous unir dans la République, dans la République française, dans la République libre.

A PROPOS DES RAIDS ALLIÉS

L'HYPOCRISIE DES TRAITRES

Les raids alliés ont été une grande victoire pour la France. Mais ils ont aussi été une grande victoire pour les traitres. Les traitres ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros. Ils ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros. Ils ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros.



LE FRANC-TIREUR

La République nous appelle Sachons vaincre !... (1792 | 1944)

Le jour où nous aurons vaincu, nous aurons reconstruit la France, nous aurons reconstruit la République. Mais pour vaincre, nous devons d'abord nous unir. Nous devons nous unir dans la République, dans la République française, dans la République libre. Nous devons nous unir dans la République, dans la République française, dans la République libre.

A PROPOS DES RAIDS ALLIÉS

L'HYPOCRISIE DES TRAITRES

Les raids alliés ont été une grande victoire pour la France. Mais ils ont aussi été une grande victoire pour les traitres. Les traitres ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros. Ils ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros. Ils ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros.



LE FRANC-TIREUR

Organe de Mouvement de la Libération Nationale

La République nous appelle Sachons vaincre !... (1792 | 1944)

Cet appel, retentissant dans tout le pays, est un appel à la République. C'est un appel à la République française, à la République libre. C'est un appel à la République, à la République française, à la République libre. C'est un appel à la République, à la République française, à la République libre.

A PROPOS DES RAIDS ALLIÉS

L'HYPOCRISIE DES TRAITRES

Les raids alliés ont été une grande victoire pour la France. Mais ils ont aussi été une grande victoire pour les traitres. Les traitres ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros. Ils ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros. Ils ont utilisé les raids alliés pour se faire passer pour des héros.

Le jour où nous aurons vaincu, nous aurons reconstruit la France, nous aurons reconstruit la République. Mais pour vaincre, nous devons d'abord nous unir. Nous devons nous unir dans la République, dans la République française, dans la République libre. Nous devons nous unir dans la République, dans la République française, dans la République libre.

S'UNIR ET COMBATTRE

*« Ce sont ceux du maquis, Ceux de la résistance
Ce sont ceux du maquis, Combattant pour la France
Bravant le froid, bravant la faim, Défiant l'horrible esclavage
Bravant Laval, bravant ses chiens, Sans jamais perdre courage
Ce sont ceux du maquis, Ceux de la résistance
Ce sont ceux du maquis, Jeunesse du pays »*

Chanson *Ceux du maquis* diffusée sur les ondes de la radio anglaise, la B.B.C.

102. Page suivante. Dessin d'Élise Lagier-Bruno publié dans l'ouvrage *Images du maquis* en 1945. Ce livre est très rare aujourd'hui, imprimé à peu d'exemplaires à l'époque.



Pourquoi entrer en résistance ?

Les modes d'actions et les armes les plus divers ont été utilisés par la Résistance, et pas toujours ceux que l'on s'imagine. Chaque résistant, à son niveau, se bat avec ses moyens et possibilités. Récits de deux hommes aux armes différentes mais aux idées communes...

ROBERT CARRIERE

Né en 1925.

Résistant toulousain déporté aux camps de Buchenwald et Dora en 1943.

« J'allais au cinéma à l'Odéon à Toulouse. [...] Là, je voyais souvent un gars qui, un jour, s'est assis à côté de moi. On a sympathisé et plus tard il m'a proposé de l'aider. Il était membre de l'Armée Secrète. Comme j'habitais chemin de Espinet, près d'un terrain d'aviation, il m'a dit d'aller relever le numéro de tous les camions allemands qui sortaient, le numéro de toutes les unités. Tous les renseignements que je pouvais prendre, je les écrivais et je les lui donnais le mercredi soir lors de nos réunions. [...] »



JOSÉ RAMOS

(1923-2010)

Réfugié républicain espagnol, guérillero dans la Résistance en Haute-Garonne et en Ariège.

« **Le premier sabotage que j'ai fait, c'était le 14 juillet pour fêter la République française. C'était la nuit, on a fait sauter deux pylônes [...]. On aurait dit un feu d'artifice. On a aussi rendu inutilisable trois locomotives de la gare de Lavelanet [...].** »



RENSEIGNER ET ESPIONNER

Informer les Alliés et la France Libre

Les réseaux de renseignements en Haute-Garonne. La collecte d'informations devient progressivement un objectif majeur de la Résistance intérieure, dans le cadre de ses liens avec la France Libre et les Alliés. Plusieurs réseaux et certains mouvements se spécialisent dans le renseignement. En Haute-Garonne, on recense le réseau « Gallia » dirigé par Maurice Jacquier (« Ambroise ») et ses sous-réseaux « Régina » et « Andromède », le réseau « Nana », le réseau « Béryl », le réseau « Goélette » (informations sur le trafic ferroviaire allemand), le réseau « Phratricie » (pour des renseignements sur la fabrication des avions à Blagnac), le réseau « Mithridate » (surveillance du littoral). Ces réseaux mènent des actions d'importance : le réseau « Andalousie », par exemple, reproduit les plans de la Poudrerie ; le réseau « Kasanga » récupère les plans de l'Arsenal et du siège de l'État-major allemand de Toulouse et les transmet aux Alliés. Beaucoup de noms différents mais qui ne doivent pas faire illusion. Souvent, le même résistant agit pour le compte de deux ou trois réseaux, parfois sans le savoir !

Les réseaux de la France Libre et des Alliés. La France Libre met en place ses propres services secrets de renseignements et d'espionnage : le B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignement et d'Action). Pour les Britanniques, le S.O.E. (*Special Operations Executive*) et l'I.S. (*Intelligence Service*) se chargent, entre autres, de cette mission. Par exemple, l'I.S. développe le réseau « Alliance » dont le chef régional est Jean Phillipe. Ces structures sont aidées par des agents français et anglais qui sont parachutés en France. Ils contribuent à implanter des réseaux en métropole. C'est le cas du réseau « Prunus » : Maurice Pertschuk, jeune lieutenant, arrive en avril 1942 et crée ce réseau qui fonctionne réellement à partir de janvier 1943. Il recrute sur tout le département. Présent à Montréjeau, Toulouse et Fonsorbes, ses activités sont nombreuses : sabotages, passages clandestins, propagande, parachutages et d'abord le renseignement militaire.

La nature des renseignements. Les informations collectées portent sur divers sujets (surtout militaires et politiques). Les troupes d'occupation, leurs équipements, leurs munitions, leurs positions et lieux de cantonnement intéressent les Alliés. À Toulouse, on s'informe aussi sur les usines produisant pour l'effort de guerre (la Cartoucherie, la Poudrerie, les usines d'aviation). Les résistants renseignent également sur l'état d'esprit des populations. Leur aide est particulièrement précieuse pour les Alliés dans le cadre de la préparation des combats de la Libération. C'est grâce à tous ces éléments, parfois d'allure anodine, que les Alliés ont pu établir les forces et les faiblesses allemandes, et donc déterminer le lieu de débarquement allié entre autres.

La transmission des informations. Elle se fait grâce à une chaîne d'interventions. Un membre du réseau collecte les renseignements et les fournit à sa hiérarchie. Le rapport doit ensuite être transmis à Londres. Il peut être porté par un agent parachuté en mission en France qui le récupère et rentre avec en Angleterre, souvent via l'Espagne. Mais ce sont surtout les liaisons radio qui sont utilisées. Elles ne sont cependant possibles qu'avec un poste émetteur-récepteur et l'opérateur radio (le technicien) capable de le faire fonctionner, de coder et décoder les messages. Dans ce but, matériels et opérateurs sont parachutés en France pour permettre aux résistants de recevoir les consignes et ordres, et de demander des moyens. Tous les réseaux cependant n'en bénéficient pas. Une liaison radio permet donc d'échanger des messages codés entre un émetteur situé en Angleterre et un récepteur mobile situé en France. L'opérateur doit respecter une procédure définie avec son centre de réception. À l'horaire fixé, il envoie son indicatif d'appel cinq ou six fois pour que la centrale à Londres puisse l'identifier. La transmission peut commencer mais elle ne peut pas durer plus de trois minutes pour des questions de sécurité. La discipline exige aussi que l'opérateur radio ne communique pas plus de trois fois depuis le même endroit et n'exerce pas cette mission au-delà de trois mois pour éviter la routine. Elle pourrait mettre en danger la sécurité de l'agent lui-même, et de tout le réseau. En France, de 1940 à 1942, 72% des opérateurs radio sont interpellés ;

103.



104.

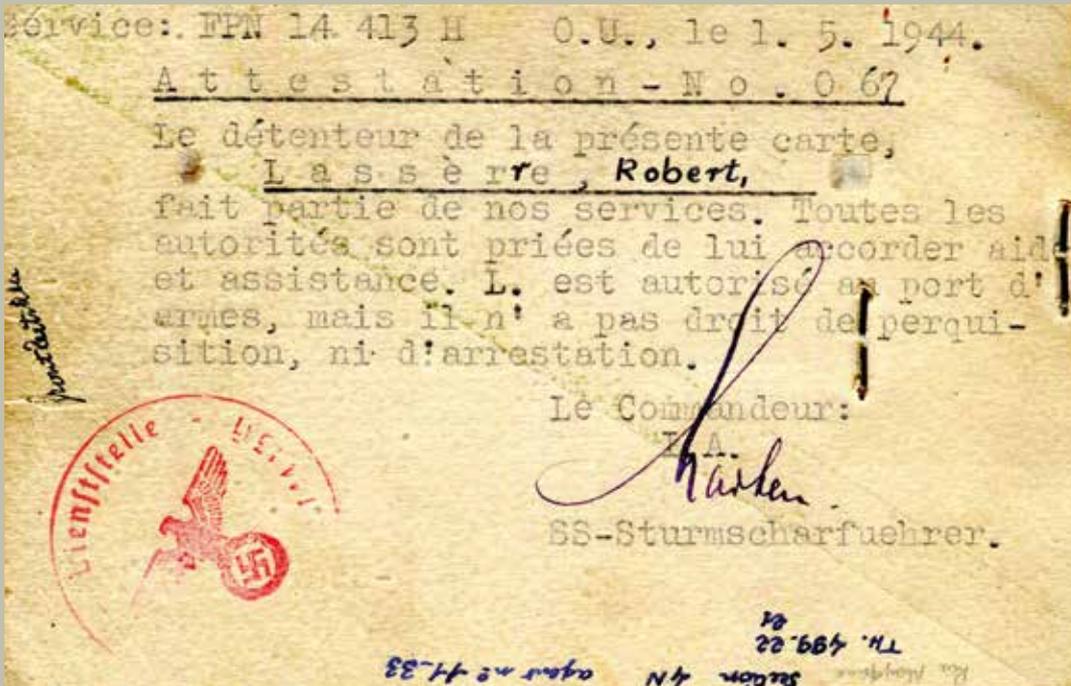


103 et 104. Deux agents du B.C.R.A. en R4 (de gauche à droite) : « Sultan » et Brigitte.

105.



105 bis.



105 et 105 bis. Carte d'agent de la Gestapo de Robert Lasserre, résistant infiltré membre du réseau « Morhange ». Pendant plusieurs mois, malgré le danger, il réunit des renseignements essentiels. Don de Mesdames Colliot et Ceccaldi-Raynaud.

la moitié est exécutée. Les nazis sont très efficaces pour les trouver. Ils utilisent de puissants radars et des camions spécialement équipés pour détecter les émissions sur un large périmètre.

Infiltrer l'ennemi

Agents doubles et informateurs. La récolte d'informations se fait également grâce à l'infiltration de résistants dans des services ennemis ou collaborateurs. Ils prennent tous les risques en intégrant le cœur du dispositif ennemi. D'autres profitent de leur situation professionnelle (dans les administrations, la police ou l'armée) pour écouter, noter, transmettre des informations et fournir des documents. C'est le cas de Marie Dauriac, l'épouse de Sylvain Dauriac. Employée des P.T.T. (Postes, Télégraphes et Téléphones) au service des abonnements téléphoniques à Toulouse, elle intercepte des renseignements qu'elle transmet aux résistants pour les prévenir d'une arrestation. Marie Dauriac est par ailleurs membre du N.A.P. (le Noyautage des Administrations Publiques) qui infiltre les administrations de l'État français pour récolter des informations. Souvent, les résistants de ce réseau sont des fonctionnaires déjà en poste au sein de ces services publics. Antoine Poggioli, par exemple, est membre du réseau « Ajax » et chef de division à la préfecture de Toulouse. Il profite de ses contacts aux Renseignements Généraux pour réunir informations et documents. Il approvisionne aussi la Résistance en « vrais faux » papiers. Pierre Bénech intègre, sur ordre, les rangs de la Milice. Un double-jeu terriblement dangereux, mais nécessaire pour obtenir les renseignements indispensables. Plusieurs policiers utilisent également leurs fonctions pour aider la Résistance : parmi eux, Maurice Espitalier (également membre du réseau « Ajax ») ou Léo Hamard, membre du réseau « Morhange ». Tous ont une importance considérable dans la collecte d'informations mais aussi pour déjouer de nombreuses opérations lancées contre la Résistance.

Le réseau « Morhange ». Créé par Marcel Taillandier (« Morhange »), ce réseau de contre-espionnage est spécialisé dans le renseignement militaire. De nombreux membres sont infiltrés au sein de la Milice, du Parti Populaire Français ou du Rassemblement National Populaire (partis d'extrême droite collaborationnistes) entre autres. Parmi les agents du réseau « Morhange », Achille Viadieu est passé maître en matière de double jeu. Il parvient à entrer au P.P.F. et au R.N.P. dont il devient le chef en Ariège, avant d'être promu chef régional. Les données qu'il récupère sont de grande importance et permettent d'éviter de nombreuses arrestations. Il fait aussi profiter le réseau de cartes de toutes les organisations de collaboration, de laissez-passer, et autres faux papiers. Il est finalement démasqué et tué le 2 juin 1944. Le réseau « Morhange » obtient aussi des informations sur la *Gestapo* toulousaine, notamment en récupérant des archives lors d'une attaque à Montgiscard le 2 janvier 1944. Ce coup d'éclat permet aussi de savoir qui la *Gestapo* surveille, et de prendre des mesures de précaution ou de sauvegarde.

106.



106 et 107. Poste émetteur-récepteur muni d'un casque (pour que l'opérateur puisse écouter le code afin de le retranscrire) et d'un émetteur d'impulsion (pour coder les messages). Un manuel d'instruction est joint au poste.

108. Ce petit appareil Minox de poche permet aux résistants de photographier en secret des documents sur des micro-films avant de les transmettre.

108.



OPERATING INSTRUCTIONS
Suitcase Set. Type 3. Mark II.

Set Serial No. 42428

Equipment:-

Suitcase containing:

- (a) Transmitter.
- (b) Receiver.
- (c) Combination Power Pack for A.C. Mains and 8v. Battery operation.
- (d) Instruction Manual.
- (e) Spares box containing:

- (i) ~~100 ft.~~ ^{200 ft.} aerial wire. 6 ft.
- (ii) 10-ft. earth wire.
- (iii) Transmitting key.
- (iv) Telephone headset.
- (v) 10 fuses (two types). + 2 1 amp fuses
- (vi) 1 Receiving valve 7Q7.
- (vii) 1 Receiving valve 7R7.
- (viii) 1 Transmitting valve EL32.
- (ix) 1 Transmitting valve 6L6G.
- (x) Screwdriver.
- (xi) Two brass pins to convert mains plug to Continental fittings.
- (xii) 4 tank coils:
 - L1 - 3 - 55 Mc/Second.
 - L2 - 4.5 - 7.5 " "
 - L3 - 6.5 - 10.0 " "
 - L4 - 9.0 - 16 " "
- (xiii) 4 Crystals:
 - 1
 - 2
 - 3
 - 4

Total Weight: 34 lbs.



8 AP 1944

109.

Déclarations avec référence (J.O. du)

Situations, nature de l'ordre et ordre conforme à l'annuaire. } au titre de la Résistance

Relation sommaire des différentes activités exercées dans la Résistance et Indiquer avec lieux et dates :

- a. Les formations ou réseaux auxquels vous avez appartenu ;
- b. Le nom des responsables (autres de ceux mentionnés pour les P.T.T.) qui vous ont contacté, nommé ou désigné à vos grades et fonctions, commandé ;
- c. Les actions contre l'ennemi auxquelles vous avez participé ; les responsabilités assumées ou les services rendus ;
- d. Nombre d'immatriculation et numéro dans chaque formation.

Je donnais des renseignements à Toulouse, à mon mari qui était au réseau Bruchet sur des installations téléphoniques pour les Allemands. Je retardais le plus possible les dates pour ces installations. Je recherchais les noms et les adresses, afin de pouvoir les prévenir des abonnés au téléphone qui étaient sur la table de contrôle des occupants. Je recevais des lettres adressées à la Gestapo par l'intermédiaire de M. Hyon - ces lettres qui devaient être distribuées à quelques-uns d'entre eux, d'autres pour photographier avant de les remettre au courrier pour pouvoir prévenir les personnes qui étaient visées. J'ai aussi agi de liaison entre les groupes Bruchet et Toulouse. Je distribuais des tracts et des journaux à l'échelle de France pour des réunions se tenant à la maison j'allais prévenir les voisins qui devaient venir à l'école. J'ai aussi agi de liaison entre les groupes Bruchet et Toulouse.

Certifié exact:

Toulouse le 15.1.51

Signature : M. Durand

110.



109 et 110. En 1951, Marie Dauriac remplit ce formulaire pour faire homologuer ses actions dans la Résistance. Elle explique comment elle tirerait profit de son travail aux P.T.T pour récupérer des lettres de son troncail contre des résistants et adressées à la Gestapo. Elle avertissait ainsi les résistants surveillés par les nazis.

REJOINDRE LES ALLIÉS

Sur les routes de l'exil

Pourquoi quitter la France ? Les filières d'évasions et les passages clandestins sont une des grandes spécificités de la Résistance en Haute-Garonne. La situation géographique du département, relié à l'Espagne et à mi-chemin entre Atlantique et Méditerranée, l'explique très largement. Toulouse devient, dès le début de la guerre, un point de passage obligé et d'accueil pour des réfugiés et des évadés potentiels. Si des filières d'évasions s'implantent rapidement en Haute-Garonne, elles ne se développent en organisations efficaces qu'à partir de 1943. L'évolution du contexte détermine le choix de certaines personnes de quitter la France pour rejoindre (via l'Espagne) l'Afrique du Nord puis l'Angleterre. Beaucoup s'engagent pour la France Libre après l'arrivée des Allemands le 11 novembre 1942 et l'occupation du département. La présence physique des nazis devient intolérable. La popularité grandissante du général De Gaulle, les victoires alliées redonnent aussi de l'espoir ; certains engagés veulent s'enrôler pour participer plus directement à la Libération aux côtés des Alliés. De plus, l'augmentation des liaisons aériennes et la présence de pilotes alliés en France rend nécessaire la mise en place de filières sur place pour les évacuer au besoin. Enfin, l'intensification de la répression menée par les nazis et la police de Vichy pousse de plus en plus de répréhensibles et de persécutés, à l'exil forcé pour sauver leur vie.

Les candidats au départ. Prendre la route des Pyrénées pour fuir la France est un choix difficile. Le chemin est long, éprouvant et périlleux. Pour certains résistants, ce choix s'impose quand le danger est trop fort et que la sécurité n'est plus possible sur le territoire français. Par exemple, Vincent Auriol et André Hauriou se réfugient à Alger en octobre 1943 pour se mettre à l'abri. Il en est de même des pilotes alliés (américains, britanniques, australiens, néo-zélandais, canadiens) dont l'avion s'est écrasé sur le sol français. Il faut impérativement les cacher, puis les faire sortir de France pour qu'ils puissent reprendre leur mission. Pour d'autres, la décision est motivée par une farouche envie de se battre pour son pays : ces résistants veulent concrétiser leur engagement en revêtant l'uniforme des Forces Françaises Libres. Quelques exemples de Toulousains : André Jamme franchit les Pyrénées et rejoint Londres en 1943. Formé comme saboteur, il est parachuté sur le territoire français en janvier 1944. Le père de Naurois (« Combat », « Témoignage Chrétien ») part lui aussi pour l'Angleterre en décembre 1942. Il atteint son but en mars 1943.

Les passeurs. Comment quitter la France ? Quand la décision de partir est individuelle, les résistants s'organisent par leurs propres moyens. Ils vont au plus près de la frontière en train, puis tentent le plus souvent d'entrer en contact avec un « passeur » qui les guide par delà les montagnes. Certains passent les Pyrénées seuls ou en groupes sans avoir recours à un soutien local mais l'entreprise est très risquée. Le passeur connaît les itinéraires, les zones dangereuses, les heures des patrouilles de la douane allemande ; montagnard aguerré, il maîtrise les conditions météorologiques et sait faire face aux aléas. Toutefois, le passeur n'est pas forcément un résistant, membre d'un groupe ou d'un réseau. Si beaucoup aident bénévolement les volontaires à l'exil, quelques-uns n'hésitent pas à se faire rémunérer. Les risques encourus sont cependant les mêmes et aussi grands pour le passeur que pour les passés en cas d'arrestation. Parfois, mais les cas sont heureusement rares, le passeur livre lui-même les candidats au départ aux troupes allemandes.

Les réseaux d'évasion. Certains passeurs sont membres de groupes de résistance. Jean-Louis Bazerque participe aussi bien à l'Armée Secrète sous les ordres du capitaine Gesse qu'au réseau « Françoise ». Ce réseau est spécialisé dans les évasions et devient incontournable en Haute-Garonne. Il est créé après le démantèlement du réseau « Pat O'Leary » et l'arrestation de son chef, Albert Guérisse en mars 1943. Son adjointe, Marie-Louise Dissart, prend sa suite avec un nouveau groupe qui porte son nom dans la clandestinité : « Françoise ». Grâce à son organisation et à l'action des passeurs, ce réseau sauve environ 700 aviateurs alliés.



GENDARMERIE NATIONALE

17^e Légion
 Compagnie de la Haute-Garonne
 Section de Saint Gaudens
 Brigade de Clerp
 N° 16 du 28/1/1948
 PROCES-VERBAL de renseignements sur la déportation de JOURDE, Maurice, de Clerp. (H.G.)

Ce jourd'hui, vingt six janvier mil neuf cent quarante six à dix huit heures :

Nous, soussignés : B A R E S, Théodore, (H.D.L.G.) et : B O U C H E M D., (Mné),

gendarme à la résidence de Clerp, département de la Haute-Garonne, revêtus de nos uniformes et conformément aux ordres de nos chefs, en patrouille et agissant en vertu d'une demande d'enquête du Délégat National du S.M.C.G. à Toulouse, en date du 11/1/1948 transmise par la Section H.G. de la même ville, relative à la découverte des activités de certains des agents de la Gestapo ayant résidé à Luchon, avons reçu la déclaration suivante de :

J O U R D E, Maurice, 51 ans, couturier à la Société Parisienne, d'entreprises, demeurant à Clerp, (H.G.), né le 29 Décembre 1895 à Cantales-Bains, (H.G.)

"Le 4 Avril 1943, vers huit heures, alors que j'effectuais le passage en Espagne d'un Français et d'un Espagnol et que je me trouvais à 300 mètres environ de la frontière Espagnole à la "Cabane de Gouaux-de-Luchon, j'ai été arrêté par trois douaniers Allemands dont j'ignore les noms et qui faisaient partie du Poste de douane de Font-de-Cazaux.

Allemand connu sous le nom de "Jou de Orgone". J'ai été frappé par ce dernier avec une telle violence que j'ai eu la poitrine enfoncée, une côte brisée, des dents arrachées et la figure tuméfiée. Il n'a cessé que lorsque je ne suis évanoui et que le sang coulait sur tout mon corps. Pour me faire revenir à la raison, il m'a trempé dans une baignoire d'eau froide. Voyant qu'il ne pouvait me faire avouer, il a abandonné l'interrogatoire, j'ai été mis en cellule et trois jours après j'ai été conduit à la prison militaire de Toulouse, où je suis resté trois semaines environ.

Le 25 ou 26 Avril 1943, j'ai fait partie d'un convoi de déportés qui s'est dirigé sur Compiègne.

Huit jours après, c'est-à-dire vers le 2 Mai, j'ai été dirigé sur le camp de BUCHENWALD où je suis demeuré cinq mois environ. Ensuite j'ai été transféré à Dachau, puis à Sachsenhausen-Aurimburg près de Berlin, où je suis resté jusqu'à la libération du camp par les troupes russes, le 4 Mai 1945.

...../.....

111 et 112. Francisco Ponzán « Vidal » est un anarchiste espagnol réfugié à Toulouse. Il organise son réseau d'évasion et travaille en lien avec « Pat O'Leary » puis « Françoise ». Il effectue lui-même des passages clandestins en accompagnant jusqu'à Barcelone des aviateurs alliés. Arrêté le 23 avril 1943 et incarcéré à la prison Saint-Michel de Toulouse, il est exécuté le 17 août 1944 en forêt de Buzet. Dans ce carnet, sont consignés tous les évacués qui ont bénéficié des services de son réseau.

113. Audition de Maurice Jourde, originaire de Clerp, le 6 janvier 1946 par la gendarmerie. Il est arrêté le 4 avril 1943 lors d'un passage à Gouaux-de-Luchon par la douane allemande. Les agents de la Gestapo de Luchon le torturent. Il est déporté ensuite à Buchenwald. Archives de la Commission d'Enquête des Crimes de Guerre Ennemis.

Entre Toulouse et les Pyrénées. Comment les réseaux gèrent les passages ? Il faut tout d'abord pourvoir aux besoins matériels de la personne convoyée en lui fournissant des faux papiers, des cartes d'alimentation, des vivres pour la traversée. Traversée qui coûte cher et que la Résistance doit financer. Le passage repose aussi sur plusieurs contributions. Les logeurs hébergent bénévolement : à Toulouse, Augustine et Stanislas Mongelard mettent à disposition leur hôtel (Hôtel de Paris rue Gambetta près du Capitole) pour accueillir des évadés. Des convoyeurs les amènent depuis Toulouse jusqu'aux passeurs recrutés le plus souvent sur place. Ces derniers habitent dans des villages de montagne; ils sont Espagnols, Andorrans ou guides de haute montagne.

Des obstacles à surmonter. Plusieurs itinéraires sont utilisés en Haute-Garonne. Dans la région luchonnaise, les passeurs empruntent le Port de Venasque, la route de Saint-Béat et la région de Burat, le col d'Astigascou ou le Port d'Oô. Depuis Toulouse, certains passages se font aussi par l'Ariège et les Pyrénées-Atlantiques, destination Barcelone. Le périple vers la liberté est donc long, rendu difficile par les conditions en montagne : l'altitude, le froid, la surveillance étroite aux frontières. La répression frappe particulièrement les évadés et les passeurs. Beaucoup sont arrêtés (notamment dans la région de Luchon où la douane allemande et la *Gestapo* sont très efficaces) puis souvent déportés. C'est le cas d'Emmanuel Sacau et de son fils à Fos, de Jean Ribes à Eup, de Jean Durand à Loures-Barousse. Maurice Dide, médecin psychiatre à l'hôpital Marchand de Toulouse, passeur et montagnard expérimenté à presque 70 ans, meurt au camp de Buchenwald en mars 1944 où les nazis l'ont déporté malgré son âge, après son arrestation.

Les Pyrénées et après ?

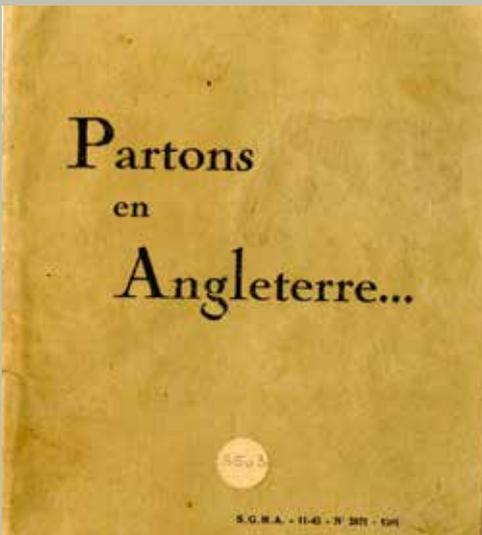
De l'Espagne à l'Angleterre. Quand l'expédition réussit, que se passe-t-il ensuite, en Espagne ? Les évadés peuvent être arrêtés par la police espagnole. Ils subissent alors souvent un temps d'emprisonnement plus ou moins long dans les camps de Franco, dont celui tristement célèbre de Miranda de Ebro. Les plus chanceux descendent vers le Sud, jusqu'à Gibraltar (territoire britannique) puis gagnent l'Afrique du Nord et de-là l'Angleterre. Le parcours est généralement plein de péripéties.

Parcours d'un Français Libre depuis la Haute-Garonne. François Metge entre en résistance en 1941 par le biais de ses collègues de la Trésorerie à Toulouse. Il décide de partir pour rejoindre les F.F.L. en Afrique du Nord en 1942 car il se sent menacé. Il franchit les Pyrénées mais il est arrêté le 4 mars 1943 par la *guardia civil* espagnole et emprisonné à Lérida. Il parvient à s'évader et passe au Portugal d'où il embarque pour le Maroc. Incorporé aux Forces Françaises Libres en juillet 1943, il effectue ses classes. Il est envoyé en Angleterre le 28 janvier 1944 et subit les interrogatoires de l'*Intelligence Service* comme toutes les nouvelles recrues arrivant à Londres. Il intègre alors l'école des cadets de la Royal Air Force.

« Ici comme en Afrique, nous poursuivons le même but : terminer le plus rapidement notre entraînement pour aller au feu et participer à la libération du pays ; et pour moi j'ajouterai libérer Toulouse ».

François Metge, le 26 février 1944, sur les ondes de la B.B.C.

114.



114 bis.

Conseils pratiques.

— Si tu as besoin d'être orienté, demande le renseignement à un policeman. Inscris l'adresse que tu cherches, sur une fiche. Quelle que soit l'excellence de ton accent le policeman est généralement Irlandais...

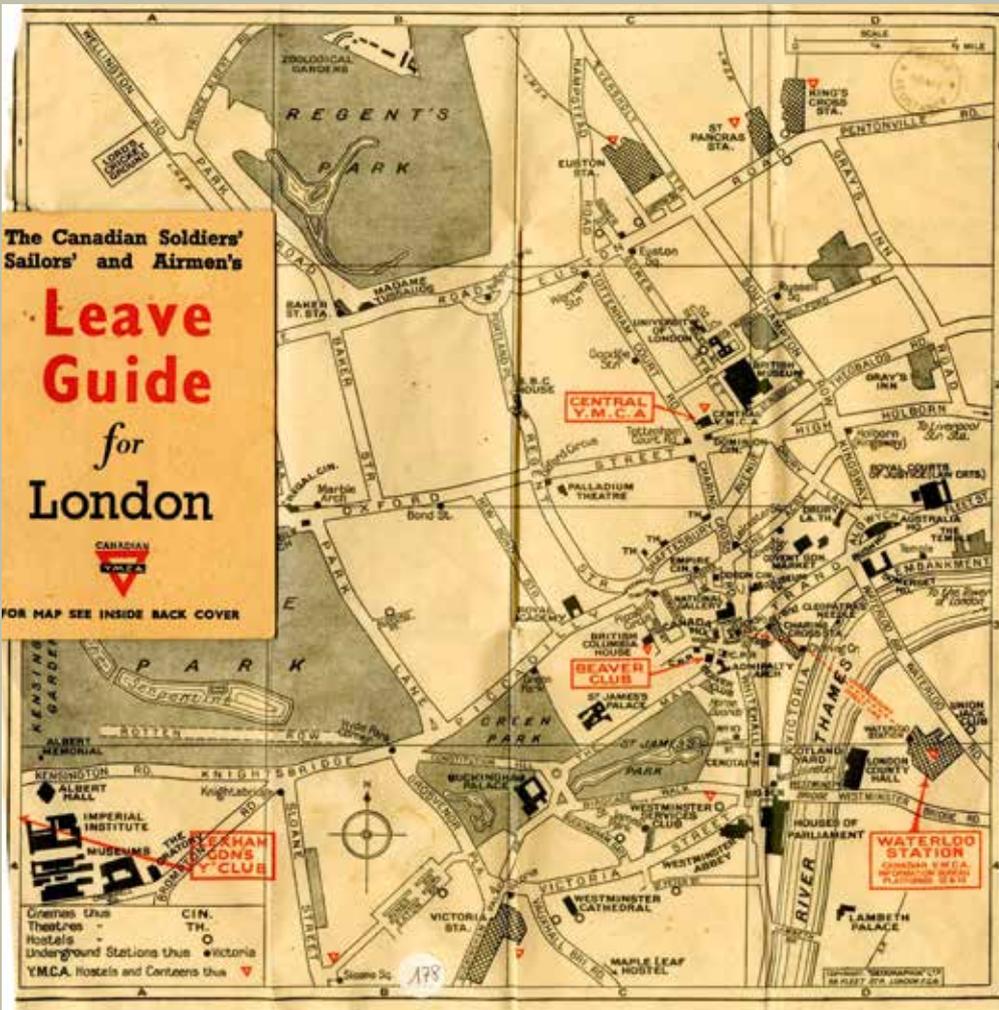
— Sur la foi de l'appellation, ne réclame pas de « French Pastries », pour ton dessert. D'ailleurs tu en auras vite fait l'expérience.

— A Londres, la cuisine qui plaira le mieux à ton palais est celle des restaurants grecs de soho. En dehors de cela tu as actuellement Prunier, si tu es très argenté ou les snacks bars dont les plats garnis satisferont ton estomac et ton porte-monnaie.

— Va visiter les quartiers démolis du centre. Médite sur la propreté avec laquelle on a aménagé ces destructions ; médite aussi sur ce fait que pas un Londonien ne te parlera le premier des malheurs de sa cité.

— Prends le « tube », mais prends garde : les rames se suivent mais ne se ressemblent pas.

115.



116.



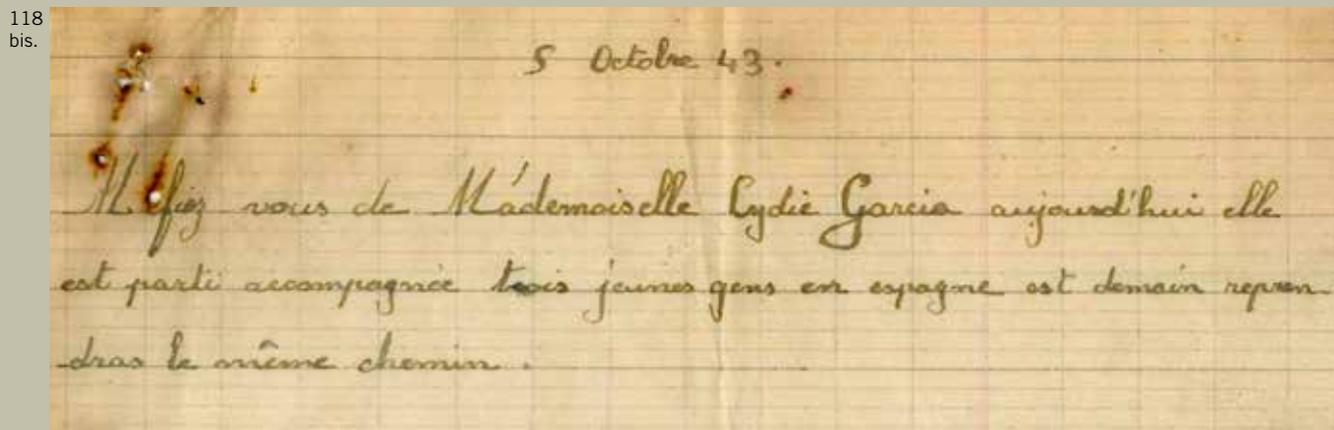
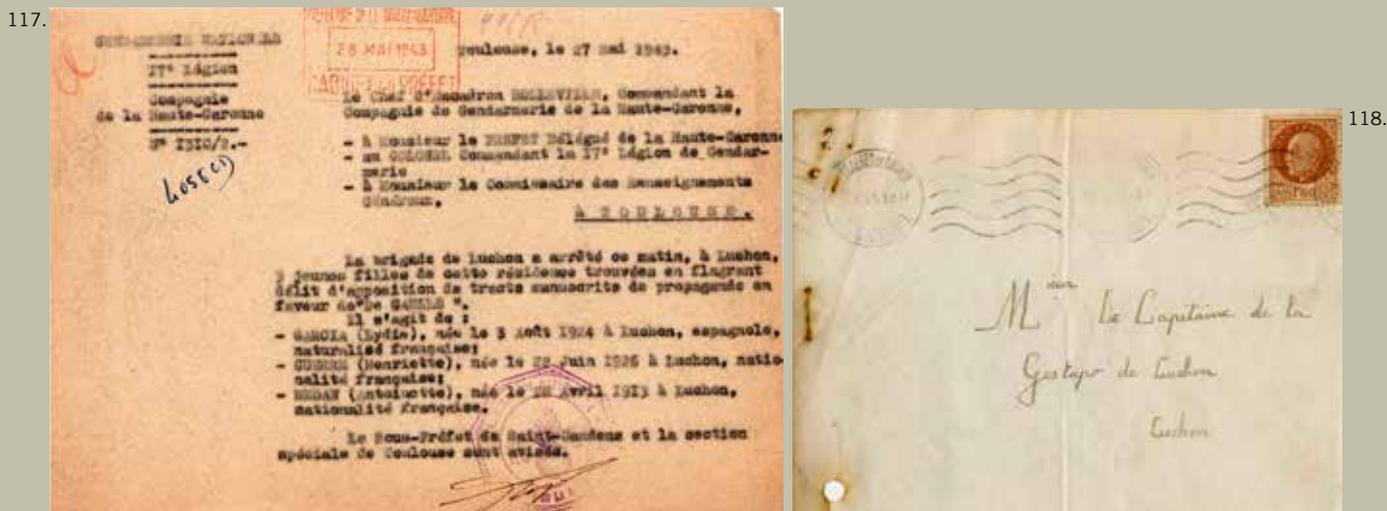
114 et 114 bis. François Metge reçoit ce carnet *Partons en Angleterre*, remis à tous les combattants des colonies françaises d'Afrique du Nord lors du départ pour l'Angleterre. Il donne des conseils sur les habitudes anglaises et des consignes sur le comportement à adopter. On veut que le Français libre représente bien son pays avec un comportement adapté. Des indications sur les grades et symboles de l'armée britannique, sur les lieux à visiter sont aussi données ainsi que des bonnes adresses pour manger et danser.

115. Plan de Londres remis à ceux qui rejoignent la France Libre. Don de M. Gouy, Français Libre.

116. Albert Mauran, Français libre, a un parcours atypique. Il décide de s'engager légalement dans la Marine Nationale en 1940 après la défaite, dans le but d'être affecté en Afrique du Nord. Il veut rejoindre l'Angleterre depuis Oran en désertant. Son projet échoue et il est interné à Mers-el-Kébir. Le débarquement allié en Algérie début novembre 1942 lui donne l'occasion d'intégrer enfin les rangs des Forces Navales Françaises Libres.

LYDIA GARCIA, JEUNE PASSEUSE DÉNONCÉE

Grâce aux archives de la Commission d'enquête des Crimes de Guerre Ennemis, il est aujourd'hui possible de connaître le sort de nombreux passeurs arrêtés par la Gestapo de Luchon ou par la douane allemande sur la frontière. Beaucoup sont interrogés à la Villa Raphaël (siège de la *Gestapo* à Luchon), transférés ensuite à la prison Saint-Michel de Toulouse puis déportés en camp de concentration en Allemagne. Le cas de Lydia (ou Lydie) Garcia est intéressant à plus d'un titre. Née en 1924 à Bagnères-de-Luchon, elle est arrêtée une première fois par la police française en mai 1943 pour avoir collé des affiches « Vive De Gaulle ». Elle est incarcérée pendant 20 jours. Lydia est dénoncée quelques mois plus tard par une lettre courte le 5 octobre 1943 : « [...] elle est partie accompagnée trois jeunes gens en Espagne est demain reprendras le même chemin ». Lydia est arrêtée par la *Gestapo* le 8 octobre. Lors de son interrogatoire, elle avoue connaître ces personnes mais nie les avoir aidées à passer. Son sort est ensuite très vite scellé par les nazis : « *HAFT* » signifie « détenu » en allemand. À 19 ans, Lydia Garcia est donc proposée à la déportation. Mais qu'est-il advenu d'elle par la suite ? Il est pour l'instant impossible de le savoir. En effet, son nom n'apparaît pas dans les registres de déportation. A-t-elle été finalement relâchée ? Seule certitude : Lydia Garcia est décédée en 1979.



117. Lettre du chef d'escadron, commandant la compagnie de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, en date du 27 mai 1943. Ce document concerne la première arrestation de Lydia Garcia. Archives départementales de la Haute-Garonne.

118 et 118 bis. Enveloppe et lettre anonyme dénonçant Lydia Garcia auprès du chef de la *Gestapo* de Bagnères-de-Luchon.

119.

ANLAGE I

Grenzpolizei-posten
Bagnères de Luchon Luchon, am 8. Oktober
Tagebuch 216/43

An
den Befehlshaber der Sicherheitspolizei
und des SD im Bereich des Militärbevollmächtigten
in Frankreich. - IV F -
Dienststelle Toulouse

FESTNAHME-MELDUNG

Name Garcia
 Vorname (Nachname unterstreichen) Lydia
 Familienstand ledig
 Geburtstag und -ort 3. August 1924
 Glaubensbekenntnis kat.
 Beruf Gelagschaftsarbeiterin
 Nationalität Französin
 Wohnort Luchon, 1, rue de Courterde
 Tag und Zeit der Festnahme 7. Oktober 1943 - 18.15 Uhr
 Grund der Festnahme Hat sich als Schlepper betätigt.
 Kerkersanstellung Wohnsitzhaftungsanstalt Toulouse.
 Name, Dienstgrad und Dienststelle des Sachbearbeiters Detlefs, St.-U.scharf. Grenzpolizei-
posten Bagnères de Luchon.
 Bemerkungen

I. A.
Detlefs
(Unterschrift)
St.-U.scharfführer
(Dienstgrad)

Verdruck 1

119 et 120. Documents officiels de l'arrestation de Lydia Garcia. À noter que le poste de la Gestapo de Luchon dépend de Foix (Ariège).

120.

Kommandeur der Sipo und des SD Toulouse
Grenzpolizeikommissariat Foix
Grenzpolizei-posten Bagnères de Luchon Luchon, den 8. Oktober 1943
216/43

HAFT

Unschriftlich mit Anlagen (1 Vernehmungeniederschrift 2-fach, eine anonyme Anzeige)

BdS. u. SD. i. B. d. Mil. Bef.
i. Frankr. E.K. Toulouse
Eins. 9 OKT 1943
B.N. 1111 Ad. 1111
Abt. 1111 Subb. 1111

dem Kommandeur der Sipo und des SD
-Einsatzkommando Toulouse-
in Toulouse

unter Uebereinstimmung der frz. St. A. Lydia Garcia, geb. 3.8.1924, mit der Bitte um Kenntniserhebung und weitere Veranlassung ueberreicht.
 Die Obengenannte ist ueberfuehrt, drei in Luchon wohnhaft gewesene junge Maenner ueber die frz./span. Grenze Gefuehrt zu haben. Sie stammt aus einer alten Schlepperfamilie. Ihr Bruder Simon G. war einer der darselbstigen groessten Schlepper.
 Sollte sie aus der Haft entlassen werden, ist zu empfehlen, ihr den Aufenthalt im Grenzsperrgebiet zu untersagen.

Der Postenfuehrer
I.V.
H.M.M.
St.-Unterscharfuehrer

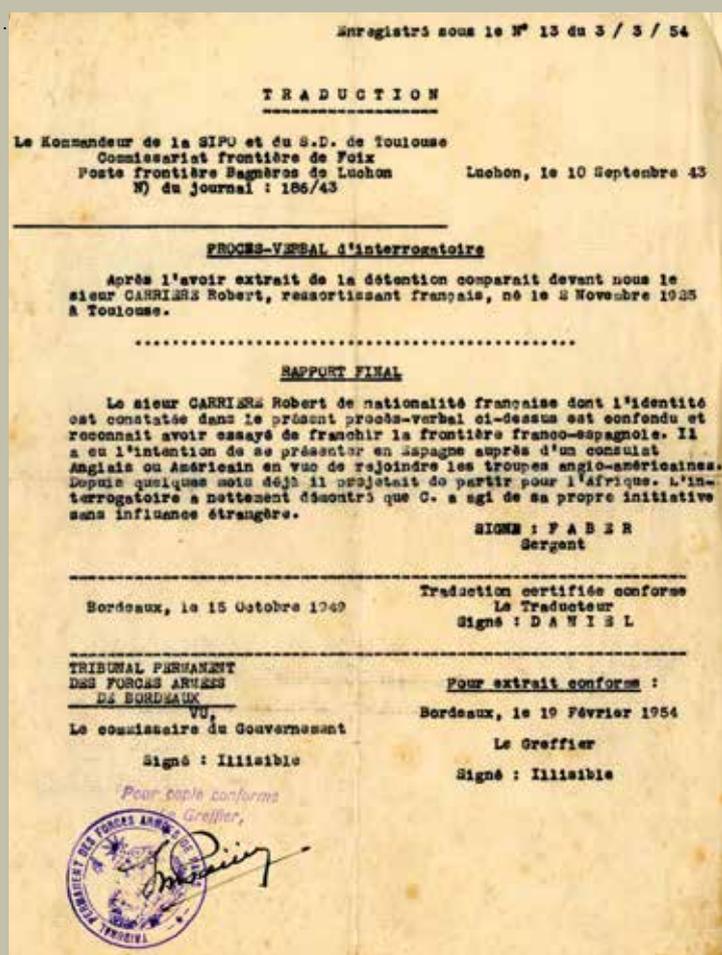
Luchon, den 8. Oktober 1943

Nachrichtlich
an das Grenzpolizeikommissariat
in Foix
mit der Bitte um Kenntniserhebung und Auswertung ueberreicht.
 Der Postenfuehrer
I.V.
H.M.M.
St.-Unterscharfuehrer

ROBERT CARRIERE, DE LUCHON À BUCHENWALD

Robert Carrière n'a pas eu la même chance que Lydia Garcia. En septembre 1943, ce résistant toulousain de 17 ans tente de franchir la frontière pyrénéenne dans la région de Bagnères-de-Luchon. Avec deux camarades, il est arrêté en forêt de Buralays par une patrouille de douaniers allemands. La Gestapo de Luchon les récupère pour les questionner. L'interrogatoire est violent : « L'officier S.S. me dit : [...] "Je ne comprends pas pourquoi vous vouliez aller en Espagne !" J'avoue que j'ai été un peu arrogant. Je l'ai regardé et je lui ai dit : "Je voulais aller en Espagne pour aller en Angleterre, rejoindre De Gaulle et combattre les Allemands". Alors là, j'ai pris la plus belle dérouillée de ma vie !! ». Comme Lydia Garcia, Robert Carrière est proposé à la déportation. Sur le compte rendu de son interrogatoire, on reconnaît encore le tampon « HAFT ». Robert Carrière est alors transféré sur Toulouse à la prison militaire pendant quinze jours. Il est ensuite transféré au camp d'internement de Compiègne puis déporté le 30 octobre 1943 vers le camp de concentration de Buchenwald. Plus de 65 ans après les faits, Robert Carrière est devenu l'un des témoins incontournables du Musée. C'est par hasard que les documents concernant son arrestation sont retrouvés parmi les archives de la Commission d'enquête des crimes de guerre, alors récemment entrées dans la collection du Musée.

121.



122.



123.

121. Traduction du premier document, faite en 1949 dans le cadre d'une procédure judiciaire demandée par le Tribunal Permanent des Forces Armées de Bordeaux.

122 et 123. Robert Carrière, avant et après sa déportation. À son retour en avril 1945, le jeune homme pèse seulement 28 kg. Il ne reste rien de son visage d'enfant, marqué par les souffrances du camp. Il n'a pourtant pas encore 20 ans.

Der Kommandeur der Sipo u. des SD, Toulouse
 Grenzpolizeikommissariat F o i x
 Grenzpolizei-posten Bagneres de Luchon
 Dienststelle
 Tagbuch Tgb.Nr. 186/43
 Luchon, am 10. September 1943

ANLAGE 1

An
 den Befehlshaber der Sicherheitspolizei
 und des SD. im Bereich des Militärbevollmächtigten
 in Frankreich. - IV F -
 Dienststelle T o u l o u s e

FESTNAHME-MELDUNG

Name C a r r i e r e
 Vornamen (Nufame unterstreichen) Robert
 Familienstand ledig
 Geburtstag und -ort 2.11.25 in Toulouse
 Charakterkenntnis Frz.
 Beruf Scholar
 Nationalität Franzose
 Wohnung Toulouse, 20, chemin Fage
 Tag und Zeit der Festnahme 9.9.43, 2 Uhr
 Grund der Festnahme Verdacht illegaler Grenzübertritt
 Einlieferungsanstalt Wahnsinnigengängnis Toulouse
 Name, Dienstgrad und Dienststelle des Sachbearbeiters F a b e r, St.U'scharführer
 Grenzpolizei-posten Bagneres de Luchon

Bemerkungen

I. A.
 F a b e r
 St.U'scharführer
 (Dienstgrad)

Vorblatt 1

9.40 Uhr an Halboberweg Salazar-Strassen. Nach Verlassen
 des Bahnhofs schlangen wir den Weg in Richtung der Grenze
 ein. Wir nahen die Landstrasse und beschleunigten immer
 auf abwechselnd die Wege. Die Eintritt der Dunkelheit ge-
 langten wir bei der Ortschaft Giers, wo wir durch die Land-
 strasse in Richtung, Übergangs-Überquerten. Die Grenzlinie
 hielt sich immer auf der Karte fest. An andere Personen
 haben wir uns nie gewandt, weil wir zu anderen Leuten nicht
 hin zuhören hatten. Auch beachteten wir uns nicht, einen
 Passierschein zu machen. In Toulouse erzählt uns auch,
 dass Passiere von 10 bis 20 000 franc verlohren. Nachher
 wir Burglady hinter uns hatten, betraten wir einen Wald-
 weg, auf dem wir von deutschen Soldaten begleitet und
 festgenommen wurden.

Ich gebe zu, wenn mir die Flucht gelungen wäre, ich
 versucht hätte, in Spanien zu einem englischen oder ameri-
 kanischen Konsulat zu gelangen. Ich hatte die Absicht,
 die amerikanische Armee einzutreten.

Es will mir tun, ich will nicht sagen und
 kann in Sache nichts mehr angeben.

Vorstehendes wurde mir auf frz. vorgelesen und ich
 genehmige es durch meine Unterschrift.

Faber *R. Carrière*
 Dolmetscher H. Oberst. St.U'scharführer

Luchon, den 10. September 1943

Schlussbericht.

Der frz. St.A. C a r r i e r e, Robert, (Paris, geb. 2.11.25) ist überführt und geständig, versucht zu sein,
 illegal die frz.-span. Grenze zu überschreiten.
 C. hatte die Absicht, sich in Spanien beim engl. oder
 amerikanischen Konsulat zu melden, um an dem engl. ameri-
 kanischen Truppen zu gelangen.
 Schon seit einigen Monaten schlug C. sich mit diesem
 Gedanken herum, nach Afrika zu gehen. Auf Grund dieses Vor-
 satzes ist anzunehmen, dass dieses sein eigentl. Ziel war,
 und von keiner anderen Seite beeinflusst wurde.

Faber
 St.U'scharführer

124,125 et 126. Documents officiels de l'arrestation de Robert Carrière. La première archive est la déposition originale de Robert Carrière en allemand et signée de sa main.

Der Kommandeur der Sipo u. des SD, Toulouse
 Grenzpolizeikommissariat F o i x
 Grenzpolizei-posten Bagneres de Luchon
 Tagbuch Tgb.Nr. 186/43
 Luchon, den 10. September 1943

HAFT

Urschriftlich mit Anlagen (1 Vernehmungsniederschrift
 2 fach, 1 Dolch, 1 Taschen-
 messer, diverse Ausweispie-
 piere.)

dem Kommandeur der Sipo u. des SD
 - Einsatzkommando Toulouse -
 in T o u l o u s e

unter Überstellung des frz. St.A. C a r r i e r e, Ro-
 bert, geb. 2.11.25 in Toulouse, mit der Bitte um Kennt-
 nisnahme und weitere Veranlassung übersehen.
 C. hatte die Absicht, illegal nach Spanien einzu-
 reisen. Durch ein engl. oder amerik. Konsulat wollte er
 weiter nach Afrika gelangen, um sich bei den Feindtrup-
 pen anwerben zu lassen.

Göpfel
 H-Oberscharführer

Luchon, den 10. September 1943

Hochrichtlich
 dem Grenzpolizeikommissariat
 in F o i x
 mit der Bitte um Kenntnisnahme und Auswertung.

Göpfel
 H-Oberscharführer

LUTTER ENSEMBLE

Au-delà des différences

Les différents visages du monde résistant. L'isolement et la dispersion sont les ennemis de la Résistance. La première de ses forces reste sa capacité à se regrouper. L'union de la Résistance est pourtant entravée par de nombreuses contraintes. Le monde résistant est d'une grande diversité : c'est un phénomène complexe qui brasse des personnalités très différentes, voire totalement opposées du point de vue professionnel, politique, social, intellectuel, religieux ou idéologique. Des médecins, des ouvriers, des cheminots, des commerçants, des artisans, des fonctionnaires... Toutes les catégories professionnelles sont représentées, avec plus ou moins d'ampleur. Des personnes de droite côtoient des communistes ; des francs-maçons s'unissent à des prêtres ; des juifs se battent aux côtés de chrétiens ; Français, Allemands, Italiens, Espagnols, Belges, Polonais... se croisent et se rencontrent dans la Résistance. Tous les âges sont représentés : les résistants les plus « mûrs » ont généralement des responsabilités importantes, de jeunes gens peuvent aussi être à la tête de maquis ou de groupes militaires. Claude Charvet en est un exemple : à 21 ans, il est nommé adjoint du chef régional des maquis en R4. Lycéens et étudiants s'engagent aussi, l'âge importe peu finalement. Ces différences n'empêchent pas un vrai esprit de fraternité et d'amitié. Mais des divergences, voire des tensions violentes, existent et perdurent au-delà de la Libération.

La place des femmes haut-garonnaises dans la Résistance. La participation des femmes dans la Résistance a longtemps été sous-évaluée voire ignorée. La faute à l'image très naïve et exclusive de la mère au foyer entretenue par le régime de Vichy mais aussi à son statut et état de dépendance dans l'avant-guerre qui persiste après la Libération. La réalité est à présent mieux établie : leur rôle a été considérable et indispensable. Les femmes sont présentes dans toutes les formes de résistance, à tous les niveaux, dans tous les réseaux et mouvements, parfois même dans des maquis et groupes de combat. Dans notre département, elles participent aussi bien à des actions de renseignements, de passages, de propagande qu'à des attentats (Rosina Bet), aux transports d'armes (Ariane Fixman, Jeanine Messerli). Elles hébergent, protègent, fournissent des faux papiers, tapent des rapports. Peu d'entre elles sont cependant chefs de groupes (le cas de Marie-Louise Dissart reste exceptionnel). Toutefois, certaines résistantes ont de lourdes responsabilités et mènent des missions dangereuses. Si les femmes sont souvent moins politisées que les hommes, leur engagement est profond et leur volonté sans faille. Elles entrent en résistance seules ou avec un membre de la famille. Beaucoup de couples toulousains et haut-garonnais jalonnent l'histoire de la Résistance (les Curvale, les Dauriac, les Phillipe, les Fonvieille, les Espitalier, les Achiary, les Mongelard). En matière de répression, il n'y a plus de différences : les femmes en sont victimes autant que les hommes. Arrêtées, internées, torturées et déportées, leurs souffrances sont identiques.

Étrangers dans la Résistance en Haute-Garonne. L'union des nationalités et des origines est aussi un élément fort de l'histoire de la Résistance en France, et particulièrement en Haute-Garonne. Nombre d'immigrés économiques (polonais, italiens) présents dès l'avant-guerre ou politiques (allemands et autrichiens antinazis, républicains espagnols, réfugiés belges et hollandais) arrivés plus récemment, deviennent résistants apportant pour certains, leur expérience de l'organisation clandestine et de la lutte. La répression particulière menée par le régime de Vichy à l'encontre des étrangers est souvent un facteur déterminant d'engagement qui relève d'un réflexe de défense et de survie. L'espoir commun qu'après la libération de la France vienne celle de leurs pays respectifs anime beaucoup d'entre eux. Intervenant dans tous types d'action, les étrangers sont notamment actifs dans les maquis (les guérilleros espagnols), les groupes francs de combats, les filières d'évasion. Mais en Haute-Garonne, c'est dans le cadre de la guérilla urbaine que leur présence est la plus marquée avec la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I., et la plus reconnue aujourd'hui. La Résistance profite de cet apport de compétences et d'effectifs, indispensable à la victoire finale. Pourtant, leurs efforts n'ont été que très peu reconnus à la Libération. Encore aujourd'hui, leur participation peine à trouver pleinement la reconnaissance qu'ils auraient dû obtenir.

127.



129.

128.



127 et 128. Rose Udave (jeune Espagnole) et Marie Santucci, deux femmes en résistance arrêtées pour détention de tracts par la police de Toulouse.

129. La Résistance réunit toutes les catégories sociales : l'ouvrier et le notable s'y côtoient. Le comte Jean d'Aligny (1909-1993) est membre du réseau « Prunus ». Il met à disposition son château à Fonsorbes qui sert d'abri, de cache et de centre radio. Arrêté sur dénonciation en mars 1943, il est déporté à Buchenwald.

130 et 131. La Résistance est une affaire de famille. Camille Vié, sa femme Jeanne et sa fille Raymonde sont les « Icare » dans la Résistance. Membre de « Franc-Tireur », du groupe Chaubet-Froment, du réseau « Nana », Camille Vié est aussi l'un des responsables du maquis de Saint-Lys. Fonds Raymonde Lamouille.

130.



131.

L'union fait la force

Les obstacles à l'unité. Transcender les différences a donc été l'un des défis et l'une des victoires de la Résistance. Bien des divergences ont cependant ralenti le processus d'unification voulu par la France Libre. Désaccords sur la stratégie, incompréhensions et méfiance, rivalités personnelles, oppositions politiques ont toujours existé et créent des tensions. Mais en 1943, un cap psychologique est franchi qui impose à tous l'idée d'union pour la Libération.

L'unification politique en Haute-Garonne. Elle se fait avec la mise en place des M.U.R. (Mouvements Unis de la Résistance) comme dans le reste de la France. Le territoire est divisé en douze régions de commandement dirigées par des directoires. La Haute-Garonne fait partie de la région R4 (Sud-Ouest). François Verdier en est le chef jusqu'à son arrestation en décembre 1943. Sa personnalité consensuelle, même s'il ne fait pas toujours l'unanimité, participe au regroupement des forces éparpillées. Après sa mort, il est remplacé par Pierre Degon du mouvement « Franc-Tireur ». Plus tard, la nomination de Jean Cassou au poste de Commissaire à la République est aussi positive : son engagement de la première heure fait de lui un personnage respecté et reconnu. L'unité en Haute-Garonne se fait aussi par la création d'un Comité Départemental de Libération (C.D.L.) clandestin, représentant le C.N.R. au plan local. Il se révèle efficace grâce à son chef, Albert Carovis. Il réunit des résistants de tous bords. Cependant, certains mouvements demeurent en marge : « Libérer et Fédérer » suit mais n'y participe pas, les partis politiques clandestins (socialiste et communiste) comptent bien s'en détacher après la Libération, et les guérilleros espagnols restent très autonomes.

François Verdier. Il est l'homme de l'unification en Haute-Garonne. Son rôle est déterminant. Nommé chef régional des M.U.R. en 1943 à la place de Jacques Dhont qui ne fait pas l'unanimité, il déploie une énergie considérable, sacrifiant sa vie privée et son travail. Sillonnant les départements de R4, développant les contacts et les liens, nommant des responsables, son autorité naturelle et sa diplomatie en font un vrai chef naturel. Tout n'était pourtant pas gagné d'avance pour Verdier. Sa nomination suscite beaucoup de critiques et de méfiances. Entré en résistance dès 1941 dans divers groupes (« Vérités », « Liberté Égalité Fraternité »), il n'appartient cependant à aucun parti politique. Mais il devient également membre de « Libération-Sud » et entretient de bonnes relations avec le mouvement « Combat ». C'est une figure qui rassemble et qui, progressivement, parvient à s'imposer. Son arrestation dans la nuit du 13 décembre 1943 par la *Gestapo* lors de « l'Opération de Minuit » est un coup d'arrêt brutal pour la Résistance haut-garonnaise et son unification.

Le volet militaire. L'élan unitaire est favorisé militairement par la formation des Corps Francs de la Libération et des Forces Françaises de l'Intérieur au printemps 1944. À de rares exceptions (le Corps-Franc de la Montagne Noire par exemple), tous les groupes militaires se placent sous l'autorité de Ravanel (au plan régional) et Vernant (pour la Haute-Garonne), notamment grâce à leurs capacités personnelles d'autorité et de persuasion. Au début de l'été 1944, le processus est donc bien engagé malgré les difficultés. Les combats de la Libération peuvent alors être lancés.

132.



132. Fausse carte de Charles Strickler résistant d'origine suisse. Réfugié à Toulouse après son évasion d'un camp de prisonniers de guerre, il est spécialiste des faux papiers d'identité et faux Ausweis (laissez-passer). Sa bonne connaissance de l'allemand lui permet d'en rédiger. Il est membre des réseaux « Allemagne Libre », « Charrette » et du Mouvement de Résistance des Prisonniers de Guerre et Déportés.

133. François Verdier (1900-1944) est d'origine ariégeoise. Commerçant, il a une entreprise prospère de machines agricoles. Franc-maçon, secrétaire fédéral de la Ligue des Droits de l'Homme, il est juge au tribunal de commerce de 1938 à 1941 jusqu'à ce que le régime de Vichy le révoque. C'est une personnalité respectée de la bourgeoisie toulousaine.

134 et 135. Manuel Continente, né à Saragosse (Espagne), est membre de la Brigade B des guérilleros du Lot. Il obtient le statut de combattants dans les Forces Françaises de l'Intérieur après guerre. C'est lui qui porte le drapeau français lors d'un défilé de guérilleros à Cajarc en avril 1944.

134.



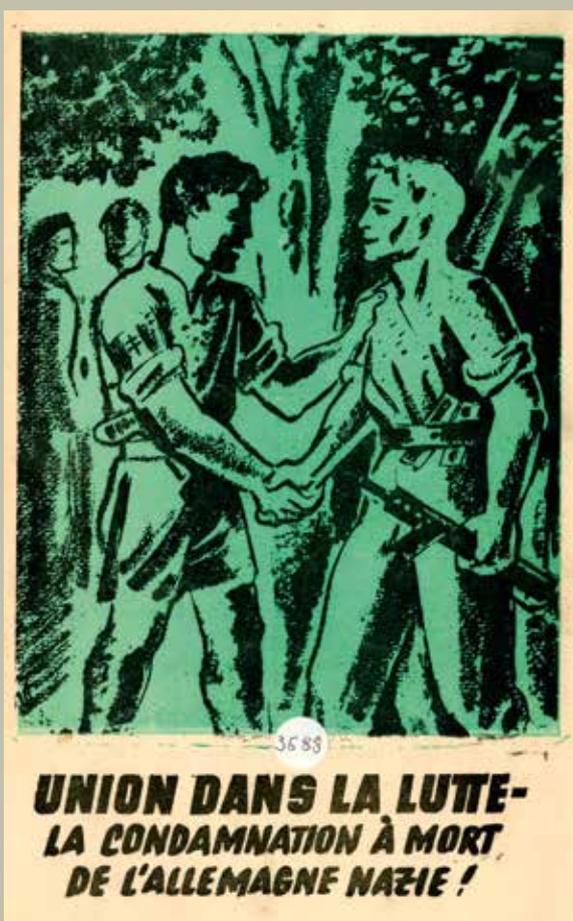
135.



LE MOUVEMENT " ALLEMAGNE LIBRE "

Résister n'est pas qu'une affaire de nationalités mais d'abord et avant tout d'idées, de convictions et d'engagements. En Haute-Garonne, la présence des étrangers dans la Résistance se manifeste par l'existence de plusieurs groupes allemands. À Toulouse, dès la fin de l'année 1940, des réfugiés communistes allemands créent le mouvement de résistance « Travail allemand » (T.A.). En parallèle, un Comité de l'Allemagne Libre Pour l'Ouest (C.A.L.P.O) apparaît avec pour objectif d'obtenir « l'unification de toutes les forces antifascistes et créer une Allemagne démocratique ». Rapidement, ces deux formations fusionnent pour devenir *Freies Deutschland* (« Allemagne Libre »). Ce mouvement développe plusieurs activités (faux papiers, infiltration des services nazis) avec le soutien des résistants locaux. Pour imprimer ses tracts, il sollicite les imprimeurs toulousains Lion, Castellvi et Suc. Il établit des liens avec les groupes communistes (Parti Communiste Français, Main d'œuvre Immigrée) mais aussi le M.N.P.G.D. de Charles Strickler et le Corps-Franc Pommiès. C'est un exemple de coopération et d'union entre les nationalités dans la Résistance. Présent pour la Libération de Toulouse, le mouvement milite ensuite pour une Allemagne dénazifiée et unie, un projet que ne soutiennent pas la France et les Alliés à ce moment-là. Le mouvement est dissout dans les mois après la Libération.

136.



137.



138.

136. Cette brochure, éditée par le comité « Allemagne Libre » pour l'Ouest, diffuse le rapport sur la première conférence d'information du comité. Elle s'est tenue à Paris le 13 novembre 1944. Le travail de ces résistants allemands, même s'il n'a pu être poursuivi dans l'après-guerre, est fondamental. Il a permis de montrer que la résistance allemande a bien existé et qu'elle a été le garant des idées démocratiques que Hitler voulait détruire en Allemagne.

137 et 138. Le mouvement produit des tracts destinés aux troupes d'occupation nazies présentes dans le département. Ils espèrent leur faire prendre conscience de l'inutilité de la guerre (« *Wist für ?* » : « Pourquoi faire ? » ; « *Wie lange noch ?* » : « Combien de temps encore ? Pourquoi ne pas conclure maintenant ? »).

Co linc est desine aut s. Gemeint!

An die deutsche Wehrmacht an der Westfront

Kameraden, Offiziere und Soldaten der Wehrmacht

Die letzte Stunde hat begonnen !

Stills um unser halb zerstörtes Deutschland eröffnen aus hunderttausend Geschützen die unerbittlichste Mörkerei der Weltgeschichte ihren letzten Feuersturm gegen den Tyrannen Adolf Hitler, der die totale Ausrottung unseres Vaterlandes und die Verklüftung Europas auf seine Fahne geschrieben hat.

Aus dem Osten, aus dem Süden, aus dem Westen, aus dem Norden herauf schwebende Bombenregengüsse mit ihren vernichtenden Lasten gegen uns und auf Deutschland vor. Hunderte und aber Hunderte Divisionen von frischen und jungen Soldaten aller Erdteile, aller Länder und Nationen mit unerschöpflichen Mengen modernster Kriegswerkzeuge Hitlers Mätern, Wägen, Linien, und Stützpunkte.

Die stärksten Kriegsschiffe aller Zeiten, tausende Landungs- und Frachtschiffe unterstützen auf allen Meeren die gigantische Vernichtungsschicht einer Welt gegen Adolf Hitler.

Die gekrönten, ausgeschweiften und verzerrten Vögel Europas schließen das Joch der Unterdrückung, die Herrschaft der Gestalt ab. Sie greifen zum Schwert, Unbändiger Haas trifft die Franzosen gegen die Mörder ihrer Brüder, Böden, die Vögelchopper ihre Klauen, den Dorn ihres Brotes, Adolf Hitler, — Ausbeute und komplett aufgespalten in Blöcke und Gruppen, tausende Kilometer voneinander getrennt, angegriffen in den Flanken und im Rücken ohne Feuerschutz, Nachschub und Reserve mit überaltertem Gerät spornlos versehen, zusammengepresst aus Kindern, Greisen und Kranken, durcheinand von bewaffneten Zwangsarbeitern, feindlichen Partisanen, von der Führung betrogen und mit dem Bewusstsein, auf verlorenem Posten dem sicheren Untergang geweiht zu sein, — so sieht nach fünf Jahren eines schrecklichen und längst verlorenen Bankrotts, die durch den Tod von Millionen Kameraden weit mehr als 1000 geschwächte deutsche Wehrmacht vor ihrer Vernichtung und damit Deutschlands die der furchtbaren Katastrophe seiner Geschichte.

Wir Patrioten der Bewegung » Freies Deutschland « haben seit Jahr und Tag unsere Kameraden der Wehrmacht anerkannt und unabhängig die Wahrheit gesagt, trotz Gefahr, Verfolgung und Tod. — Unter der Führung des National-Komitees » Freies Deutschland « haben wir in unserer geheimen Presse, unseren Flugblättern, Kettenbriefen und Lektionen in der mündlichen Propaganda, unserer zahllosen Wehrmachtsgruppen und Besatzungen,

alles das voraus gesagt, was eingetroffen ist und heute erfüllt und haben unsere Kameraden aufgefordert, sich auf ihre nationale Pflicht zu besinnen der Rettung Deutschlands, den verlorenen Krieg einzustellen, in die Heimat zurückzukehren, Hitler zu beseitigen, einen ehrenvollen Waffenstillstand herbeizuführen und zum Aufbau eines friedlichen, freien, unabhängigen, demokratischen Deutschland zu schreiten. — Ungeküht haben uns gebildet, Viele haben uns vertraut, aber nicht genug haben rechtzeitig patriotisch gehandelt.

Angeht vor den Himmelsrufern, Ungläube an die eigene Kraft, fehlendes Vertrauen zwischen müden Soldaten und Offizieren und Zwangsarbeitern über die Einheitsfront der Alliierten, das Herrschafts zu geschweigen, hemmen oft schon die Freischütten durch ihre eigene Tat seine Einheit mit in den Kampf für Deutschland gegen Hitler zu zerschlagen.

Heute hat nun die allerletzte Stunde geschlagen. Der Vernichtungssturm ist losgerochen. Hitler hat erklärt, er werde die ganze Wehrmacht, unser ganzes Vaterland opfern. Deutsche sind der Ausrottung preisgegeben, um dem sicheren Tod und dem Untergang seiner Kriegsgewinnler, Gestapoführer und Gauleiter um seines Wochens zu auszuweichen.

Wir Millionen deutscher Männer der Wehrmacht aber verneinen eine andere Botschaft.

Wir haben den mächtigen Ruf des National-Komitees » Freies Deutschland « der in der Herzen aller Deutschen dringt, die dieses Wortes würdig sind.

Wir aber, geehrt um das NKPD (National-Komitee » Freies Deutschland «), wir sind unserem Vaterland treuherzig, nicht Hitler.

Wir aber, gegen die Bewegung » Freies Deutschland « die Erklärung lang unserer Schmach gibt, wir müssen unsere Frauen, Eltern und Kinder retten, nicht Himmler, Götter und Göring.

Wir aber, vernunftbewusste deutschen Offiziere und Soldaten, wir müssen unser Leben und unser Land erretten für unsere Kinder und Kindeskinder, nicht sterben für eine Handvoll Schloser, Betrüger und Hölzer.

Wir müssen Deutschland retten, denn ihm droht Zerstörung und Unfreiheit.

3682

Was können wir heute noch tun ?

Kameraden, Offiziere, Soldaten.

Jetzt ist die feierliche Stunde in unserem Leben als Deutsche gekommen. Den Gehirnen dem Volkstribunale auferlegen um den Vaterland in seiner Not zu dienen.

Es gibt nur einen einzigen Weg, die überlebten Vorkämpfer, Partisanen, persönlichen

Vorräte, Mittelschichten und Illusionen beseitigen und den Bestand Deutschland überleben stellen. Das aber lautet : unversöhnlich teilnehmen am vaterländischen Kampf des National-Komitees » Freies Deutschland «. Denn das NKPD ist die berufene politische Führung unseres Volkes in der schweren Prüfung.

139 et 140. Sur ces deux tracts ronéotypés, des textes plus développés démontrent en quoi la guerre est déjà perdue malgré ce que dit Hitler. Ils incitent les soldats à ne plus se sacrifier pour cette cause (« Deutsche soldaten ! Schlagt euch nicht mehr für HITLER, SEIN KRIEG IST VERLOREN. » : « Soldat allemand ! Cesse de te battre pour Hitler, sa guerre est perdue ».)

DEUTSCHE SOLDATEN !

Ihr werdet in den Kampf geschickt werden gegen die Truppen der französischen Widerstandsarmee. Sie sind erkenntlich durch eine Armbrunde mit den französischen Farben blau, weiss, rot. Diese Truppen sind fränk Patriotier die zu den Waffen gegriffen haben. Ihr Ziel ist Frankreich zu befreien und die nationale Unabhängigkeit ihres Landes wieder herzustellen.

3685

DEUTSCHE SOLDATEN !

Schlagt euch nicht mehr für HITLER, SEIN KRIEG IST VERLOREN. Euer Opfer sind unnütz gebracht. Kommt mit euren Waffen und Ausrüstungsgegenständen zu uns, euer Leben wird euch damit garantiert.

Damit Schafft ihr eine Möglichkeit des Fortbestandes des nationalen Lebens Deutschlands. Ihr rettet euer Leben.

Denkt an die Zukunft und das Wohlergehen eurer Eltern, eurer Frauen und Kinder, für die ihr verantwortlich seid !

Über die inter-nationales Vereinbarung über die Behandlung der Kriegsgefangenen in wohlwollender Weise anwenden. Voraussetzung jedoch ist, dass ihr dergleichen tut. Wenn ihr dem entgegenhandelt, wenn ihr Kameraden von uns die in euere Hände fallen sollten, nicht als gefangene behandelt, wird die Vergeltung erbarmungslos sein.

DEUTSCHE SOLDATEN !

Von euren Kameraden, die in Stalingrad gekämpft haben, wurde das Nationalkomitee » Freies Deutschland « geschaffen. Unsere Armee hat mit dem Delegierten für den Westen dieses Nationalkomitees, eine Vereinbarung getroffen, der zufolge Vertreter dieses Nationalkomitees bei den Einheiten der französischen Armee zugelassen werden um diejenigen von euch zu betreuen die zu uns Kommen oder gefangen genommen werden.

Der Oberkommandierende der französischen Armee.
Vom französischen Widerstandspartei "Combat" gedruckt.

10

SABOTER

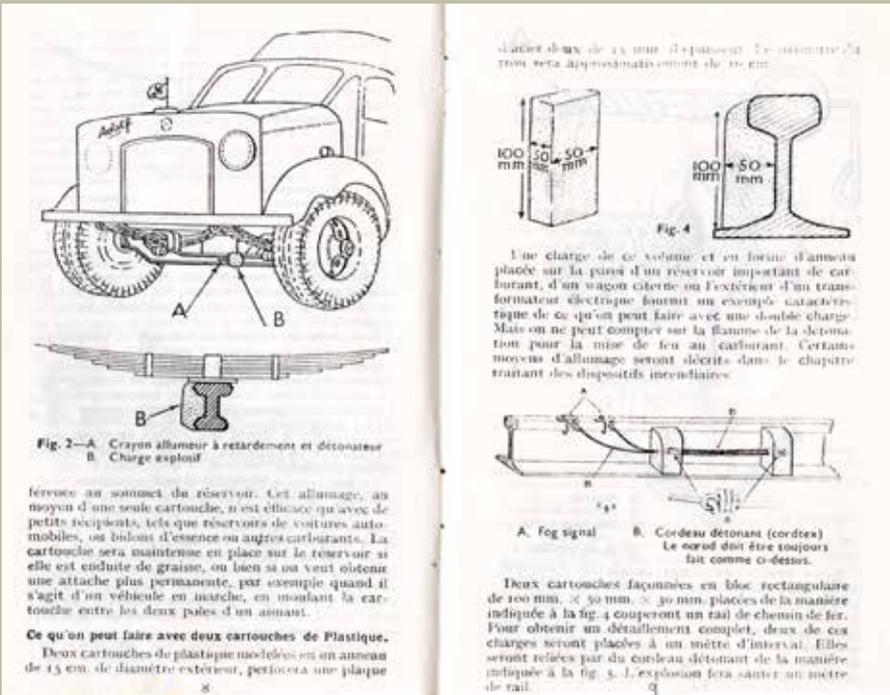
Les sabotages

L'évolution de ces actions. Le sabotage est longtemps resté dans la mémoire collective comme l'acte de résistance par excellence. Mais il faut attendre en réalité 1942 pour que de tels faits apparaissent ponctuellement en Haute-Garonne. Le 11 août 1942, une bombe explose au passage d'un train à Toulouse, près du pont d'Empalot. Avec l'arrivée des Allemands dans le département en novembre 1942, ces actions se développent à partir du printemps 1943 et surtout dans les premiers mois de 1944. La mise en place des maquis à ce moment-là contribue à la multiplication des sabotages. À partir de mai 1944, leur fréquence augmente nettement. Un climat d'insécurité pour l'occupant s'installe, alors que le département bascule dans la guérilla. Le débarquement du 6 juin 1944 est un tournant : les derniers mois sont les plus intenses avec plusieurs actions de sabotage tous les jours, partout dans le département. Le recours aux sabotages est donc plus tardif par rapport à la propagande ou aux renseignements. L'absence d'équipements et l'inexpérience des résistants en sont les principales raisons. Où trouver des explosifs ? Comment s'en servir ? Comment faire une bombe ? Rien de tout cela n'est simple et évident. Il faut du temps pour s'initier à ces pratiques et réunir le matériel. La France Libre et les Alliés parachutent des agents instructeurs ou spécialistes des explosifs pour aider les résistants locaux. C'est le cas d'André Jamme (« Commandant Castor »).

Les saboteurs. Certains groupes font des sabotages leur principale activité. Au printemps 1944, les maquis se montrent particulièrement actifs au Sud et au Nord-Ouest de la Haute-Garonne. Les guérilleros, les groupes-francs de l'Armée Secrète, les Corps-Francs de Libération et les F.T.P.F. passent à l'action. En ville à Toulouse, la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I. a à son actif un nombre impressionnant de sabotages. L'explosion du cinéma « Les Variétés » en centre-ville le 1^{er} mars 1944 reste emblématique : Enzo Godéas, David Freiman et Rosina Bet installent une bombe incendiaire dans l'une des salles. Elle explose trop tôt, blessant des spectateurs (ce qui n'était pas le but recherché), tuant Freiman sur le coup. Rosina Bet meurt le lendemain de ses blessures, Godéas est fusillé trois mois plus tard. C'est ici le cinéma en tant qu'outil de propagande qui était visé, car il diffusait des films antisémites et collaborateurs.

Les cibles des saboteurs. Les sabotages touchent des lieux stratégiques pour l'occupant dans un contexte de guerre. Naturellement, les actions se portent avant tout sur les voies de communication, les lignes électriques et téléphoniques (pylônes, lignes à haute tension) et les voies ferrées (déraillement de train, destruction de rails et de postes d'aiguillage). L'objectif est de faire des dégâts matériels (et pas de victimes civiles) pour ralentir et désorganiser les moyens de communication des nazis et leurs déplacements. Par exemple, dans la nuit du 23 au 24 mai 1944, la voie ferrée double « Toulouse-Montauban » explose au passage du train au sud de la gare de Saint-Jory. Généralement, les lignes Paris-Toulouse et Toulouse-Tarbes sont les plus ciblées. La circulation des trains est alors difficile, provoquant des retards. Les installations du Canal du Midi peuvent aussi être touchées, comme certains équipements de l'armée allemande (bâtiments, entrepôts, camions).

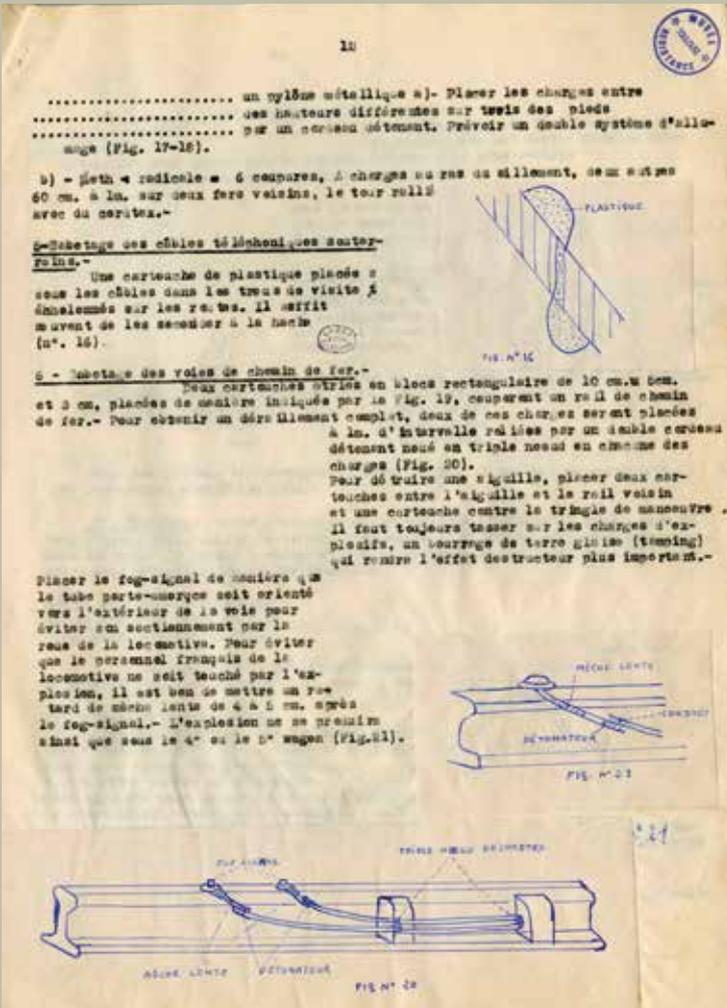
Les sabotages industriels. Plusieurs sites industriels à Toulouse et en Haute-Garonne sont réquisitionnés par l'occupant nazi et travaillent pour l'industrie de guerre allemande. Ces lieux sont la cible des résistants qui cherchent à détruire ces points stratégiques en freinant voire arrêtant les productions. C'est le cas du complexe chimique à Boussens. De nombreux sabotages ont lieu au printemps 1944 contre la Régie autonome des Pétroles, l'usine de la Compagnie Française de Raffinage et l'usine de fabrication de chlore et d'hydrogène. La Poudrerie et la Cartoucherie à Toulouse sont souvent visées par des explosions. Sur ces sites, le sabotage interne est d'ailleurs très efficace. Des ouvriers résistants (qui s'y sont parfois fait embaucher dans ce but) y détériorent le matériel pour ralentir le travail. C'est un phénomène que l'on trouve aussi dans l'industrie aéronautique à l'usine



141. Manuel d'instruction parachuté en juin 1943 par la France Libre dans un container. Il enseigne le manie- ment des explosifs et l'élaboration de bombes.

142. Page extraite d'une « Note tech- nique sur l'emploi des explosifs » rédigée en janvier 1944 par la di- rection départementale de l'Armée Secrète. À ne pas reproduire au- jourd'hui bien sûr ! Archives Daniel Latapie.

143. Attentat contre la Poudrière à l'été 1943. La photographie était des- tinée à être transmise en Angleterre comme preuve de l'action menée.



Saint-Éloi de la S.N.C.A.S.E. (Société Nationale de Construction Aéronautique du Sud-Est). On recense également des sabotages sur des avions (ailes et moteurs endommagés) en gare Raynal dès octobre 1943.

Les attentats et coups de main

Éliminer l'ennemi. Officiers de l'armée allemande, simples soldats, collaborateurs ou représentants du régime de Vichy sont la cible d'attentats. Ces actes violents sont considérés comme légitimes en temps de guerre par la Résistance. Ils ne font pourtant pas l'unanimité chez les résistants : beaucoup redoutent les représailles. L'impact sur la population n'est pas toujours positif, car ces actes impressionnent et frappent les esprits. La propagande de Vichy utilise ces événements pour discréditer la Résistance dans l'opinion. L'augmentation de ces exécutions à Toulouse, surtout en 1943-1944, installe un climat d'insécurité bien réel. Les attentats contre l'Intendant régional de Police Barthelet mené par le réseau « Morhange », ou contre le procureur Lespinasse par la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I. ont un très fort retentissement. C'est alors que le mot « terroriste » apparaît, utilisé par la propagande officielle pour dénigrer les résistants.

S'équiper, s'armer. Parmi ces actions souvent spectaculaires, il y a aussi les « coups de main » ciblant des dépôts, des entrepôts, des bureaux ou des services. Pour s'équiper, les résistants attaquent ces lieux et volent leur contenu : armes, essence, nourriture, tickets de rationnement, vêtements, documents administratifs, argent parfois. Le 20 mai 1944, le dépôt des Pétroles « Jupiter » au n°72 du Port de l'Embouchure à Toulouse est attaqué : 40 fûts de carburant sont dérobés. Le débarquement en juin 1944 accélère ces opérations toujours plus nombreuses, toujours plus risquées. Elles donnent parfois l'image de résistants « hors-la-loi » mais elles sont pourtant nécessaires pour leur subsistance et leur fonctionnement quotidien.

Libérer des camarades. Les résistants mettent parfois sur pied des opérations pour libérer des compagnons arrêtés. L'élaboration et la mise en œuvre des plans de sauvetage sont délicates. Il faut prendre d'énormes risques pour libérer une personne, en mettant en jeu la vie d'autres résistants et la sécurité de l'ensemble du réseau. Quelques épisodes rocambolesques ont pourtant lieu dans la Résistance toulousaine. La libération de Pierre Malafosse, responsable régional du réseau « Brutus », le 5 juillet 1943, relève du roman d'aventure ! Interné à la prison Saint-Michel, il est récupéré par des membres de son réseau déguisés en gendarmes. Ces derniers prétendent qu'ils doivent le transférer, document officiel (dérobé par une avocate) à l'appui. Ils l'embarquent dans une traction-avant Citroën et le conduisent en lieu sûr à Cazères où le maquis sert de base de repli. L'évasion de « Jacky » Combatalade du réseau « Morhange » n'est pas moins incroyable. Blessé et arrêté lors d'un violent accrochage avec l'occupant nazi, il est admis à la section allemande de l'hôpital Purpan à Toulouse. Il réussit à informer ses camarades qui le récupèrent à la sortie de l'hôpital le 1er juillet 1944. Habillé en ouvrier, Combatalade disparaît dans une voiture avec à son bord un commando composé de Pierre Rous, Yvon Valat et Odette Cayla, chargés de le mettre à l'abri.

144.

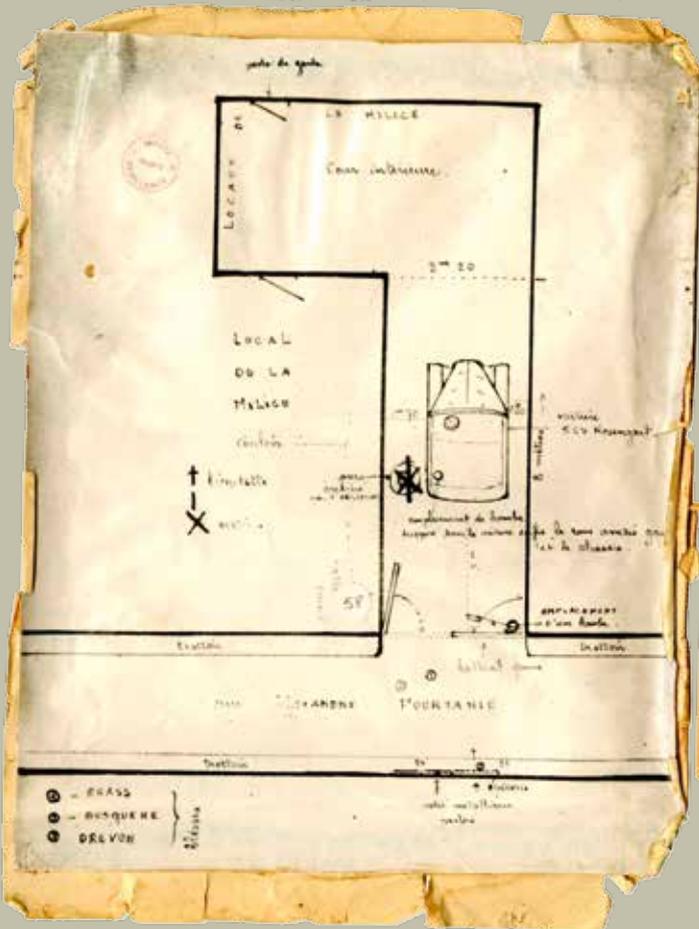


145.



144 et 145. La 35^e brigade F.T.P.-M.O.I. fait exploser la salle de restaurant de l'hôtel de l'Ours Blanc, occupé par la Gestapo, dans le quartier Victor Hugo le 3 mars 1943. Archives départementales de la Haute-Garonne.

146.



146. Compte-rendu des services de police de Vichy concernant l'attentat à l'explosif contre le siège de la Milice française à Toulouse le 3 novembre 1943, rue Alexandre Fourtanié. Cette opération est menée par la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I. D'après ce plan, il semblerait que deux bombes aient été utilisées, dont une placée sous une voiture introduite dans la cour intérieure du bâtiment. Don de M. Busset.

147. Bombes artisanales fabriquées par la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I. L'artificier était Sevek Michalak (« Charles »). Le corps de la bombe est un tronçon scié d'un tuyau de canalisation soudé en son fond et rempli de poudre, de clous, d'explosifs. Une plaque boulonnée percée d'un simple trou permet d'introduire la mèche à consumer pour déclencher l'explosion. Les résistants utilisent les rares ressources à leur disposition, à défaut de « vraies » grenades ou de « vraies » bombes. Cette fabrication artisanale leur joue parfois des tours car elle peut se montrer défectueuse.

147.



MARCEL LANGER ET LA 35^e BRIGADE F.T.P.-M.O.I.

Mendel Langer (« Marcel » dans la Résistance), juif polonais, fuit les persécutions et immigre en Palestine, puis à Paris et à Toulouse en 1931. Militant communiste, il s'engage dans les Brigades Internationales en Espagne en 1936. Après la défaite des républicains espagnols, il est interné aux camps d'Argelès et du Vernet d'où il s'évade fin 1941. Son entrée en résistance est une évidence avec l'invasion de la zone non occupée par les nazis. Langer fonde alors une unité combattante F.T.P.-M.O.I. Elle porte le nom de « 35^e brigade » en souvenir de la 35^e division de Langer lors de la guerre civile espagnole. Ce groupe est composé majoritairement de jeunes étrangers et s'engage dans la lutte armée. Le 2 décembre 1942, la 35^e Brigade fait sauter un camion de l'armée allemande place du Capitole. C'est sa première action militaire. Le 12 décembre, ces résistants abattent une sentinelle allemande, première exécution visant l'armée d'occupation à Toulouse. Leurs opérations de guérilla et de sabotages, malgré les immenses difficultés matérielles, se multiplient. Mais Langer est arrêté le 6 février 1943 en gare Saint-Agne à Toulouse lors de la réception d'une valise d'explosifs. Il est emprisonné à la prison Saint-Michel, condamné à mort lors d'un simulacre de procès et guillotiné le 23 juillet 1943. Après son décès, la brigade continue ses actions en 1943, malgré de nombreuses interpellations. L'unité venge la mort de son chef le 10 octobre 1943 en exécutant le procureur Pierre Lespinasse, avocat général qui avait obtenu la peine capitale contre Langer. Aucune autre peine de mort n'est ensuite prononcée à Toulouse par la Section Spéciale, les magistrats toulousains redoutant les représailles.

148.

RENSEIGNEMENTS SUR LE CONJOINT
Déclaration faite par le titulaire de la carte

Nom: Mendel
Prénoms: Lucien
Né le: 15.5.1908
à: Berlin
Nationalité: Espagnole

Prénoms	Date et lieu de naissance	Nationalité
<u>Lucien</u>	<u>15.5.1908</u>	<u>Espagnole</u>

ENFANTS (copie de la carte d'identité)

Lieu de résidence et adresse au moment de la remise de la carte
5 rue des Terres Blanches

Le présent carte étant à dure limite (voir tableau) par suite de la validité du contrat de travail l'intéressé devra produire un nouveau certificat de travail visé par le Main d'Oeuvre Etrangère et faire prererger sa carte d'identité à la Préfecture sans condition de dossier autre que ce- lui de l'Office du Travail

Mode d'acquisition de cette nationalité: par mariage (rayez les mentions inutiles).
Situation de famille: célibataire (rayez les mentions inutiles)

148. Carte d'identité de travailleur étranger de Mendel Langer, saisie lors de son arrestation. Archives départementales de la Haute-Garonne.

149.

*un National
(un juif) de
la Haute
Garonne*

*Affaire courte:
LANGER Mendel, inculpé de
détention d'explosifs.*

Scellé N° 4.

P.V. 12907/43-11

*contenant: 1° une carte de tabac au nom de
LANGER; 2° une carte de vêtements et d'articles de toilette; 3° une
carte individuelle et alimentaire; 4° une carte d'identité
d'usage au nom de LANGER (Mendel); 5° une carte de
logement; 6° une carte comportant les inscriptions suivantes:
Non la plupart illisibles; 7° trois réceptifs d'armes carabines;
8° trois certificats médicaux; 9° des papiers, dont certains de
photographies; 10° un fragment de papier comportant pour
lequel un plan et le nom de M. CHAPUIS à Toulouse.*

Toulouse le 7 Février 1943
Le Commissaire de Police à Toulouse
J. Mendel

150.

29/

*Le Directeur de Police de Sécurité
GÉNÉRAL
Toulouse.*

*des Services
de Recherches*

P. V. N° 907/43

*Aff. courte LANGER Mendel, inculpé
de détention d'explosifs*

Scellé N° 5

*Une valise marron contenant
vingt-cinq cartouches d'abandon
E.S. de 160 grammes, fixées en
position de tir au nom de LANGER Mendel
D'une part, et à l'adresse de M. CHAPUIS
22 rue de la République, à Toulouse, et d'autre part
une étiquette avec l'adresse M.S.
Une étiquette avec l'adresse M.S.
Une étiquette avec l'adresse M.S.
Une étiquette avec l'adresse M.S.*

Mendel

Le Commissaire de Police Mobile

(1) Nature de délit.

151.

**Au Tribunal spécial
de Toulouse**

**UN JUIF POLONAIS
est condamné
A MORT
pour détention d'explosifs**

Toulouse, 11 mars. — A l'audience du tribunal spécial institué à la cour d'appel de Toulouse et présidé par M. Fau, président de chambre, a comparu aujourd'hui un juif polonais, Mendel Langer, 39 ans, ajusteur-fraiseur à Toulouse, 13, rue des Pénitents-Blancs, accusé de détention d'explosifs.

D'après ses explications, Langer avait été chargé, le 6 février dernier, par un ami, dont il n'a pas révélé le nom, d'aller à la gare Saint-Agne prendre livraison d'une valise, et cette valise lui avait été effectivement remise de la main à la main, à l'arrivée du train de Bayonne, par un voyageur qu'il a dit lui être inconnu.

Mais ses allures et ses allées et venues avaient paru suspectes à un gardien de la paix de service à la gare. Langer fut aussitôt arrêté, et, la valise ouverte, il fut constaté qu'elle contenait des cartouches d'explosifs, lesquelles auraient été fabriquées à Pauilhé (Pyr.-Or.)

Sur le réquisitoire sévère de M. Lespinasse, avocat général, et après une plaidoirie de M. Arnal, ancien bâtonnier, il a été condamné à la peine de mort.

152.



149 et 150. Documents liés à l'incarcération de Langer à la prison Saint-Michel de Toulouse en février 1943. Archives départementales de la Haute-Garonne.

151. Article publié dans *La Dépêche* du 12 mars 1943. Langer est inculpé « d'activités terroristes et détention d'explosifs ». La Section Spéciale de la cour d'Appel de Toulouse le condamne à mort le 21 mars 1943. Ce procès est l'occasion pour le régime de Vichy de désigner ces « terroristes » étrangers, juifs et communistes, qu'il dénonce dans sa propagande. Archives départementales de la Haute-Garonne.

152. Portrait de Mendel Langer.

153. Tableau de Thomas Gleb, ancien de la brigade. Offert au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation, il représente l'histoire de la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I., le procès et l'exécution de Langer, la mort de l'avocat général Lespinasse et les combats de la Libération.

153.



149.

S'ARMER

Les forces armées de la Résistance

Les organisations paramilitaires. L'arrivée des Allemands dans le département est un tournant pour la mise en place de groupes paramilitaires. Avant cela, l'action militaire consistait surtout à cacher des armes. Des militaires de carrière prennent souvent ces initiatives. La situation change après novembre 1942 pour aboutir finalement à la création des F.F.I., réunion de l'ensemble des forces armées de la Résistance, au printemps 1944. Mais avant cette étape, plusieurs types d'organisations paramilitaires ont évolué en Haute-Garonne, se juxtaposant parfois avant leur unification. Dépasser les méfiances, les particularismes et les rivalités individuelles se révèle alors bien difficile.

L'Armée Secrète et ses groupes-francs. Créée par la volonté des mouvements nationaux, et notamment de « Combat », l'A.S. réunit différents groupes paramilitaires (les groupes-francs) et adopte une organisation en armée fin 1943. Au niveau régional, elle est d'abord dirigée par le capitaine Pélissier (« Carton »). Elle met en place plusieurs maquis et arme les groupes francs qui sont plus ou moins autonomes. Ils mènent des actions directes de harcèlement de l'occupant, de sabotages, de coups de main. Parmi ces groupes-francs, le groupe « Casa », du nom de son chef Léon Teboul, et celui de Raymond Viadiou (« Vira ») sont les plus actifs. En Haute-Garonne, les effectifs de l'A.S. sont estimés à plus de 2000 combattants. Elle est donc la première force résistante paramilitaire du département avant d'être intégrée dans les Corps-Francs de la Libération en avril 1944 dont elle forme la structure.

Les Francs-Tireurs et Partisans Français. Cette force armée est contrôlée par le Parti Communiste et issue de son mouvement, le Front National pour la Libération nationale, à partir du printemps 1942. Composés d'abord de communistes et de syndicalistes, les F.T.P.F. recrutent plus largement en 1943 avec l'arrivée des réfractaires au S.T.O. Leur action s'amplifie alors avec des sabotages toujours plus nombreux sur les voies de communication. Enfin, parmi ces combattants F.T.P., on peut inclure les guérilleros et les éléments de la M.O.I. qui se montrent particulièrement efficaces.

Les Corps-Francs. En Sud-Ouest, deux Corps-Francs se distinguent : le Corps-Franc Pommiès (à cheval sur le Gers, les Hautes-Pyrénées et l'Ouest de la Haute-Garonne) et le Corps-Franc de la Montagne Noire (autour de Revel, à cheval sur le Tarn et la Haute-Garonne). Le premier est créé par le commandant André Pommiès. Son projet aboutit fin 1942 avec l'aide de l'organisation « Camouflage du Matériel » (C.D.M.) qui fournit des armes. Il devient alors possible d'instaurer des commandos d'une trentaine d'hommes (corps-francs), encadrés par des militaires professionnels, comme le souhaite Pommiès. Mais tout cela reste assez théorique car le passage à l'action concrète est tardif. Avant le débarquement, le Corps-Franc Pommiès recrute et forme. Ses actions de guérilla et de sabotages ont surtout lieu au moment des combats pour la Libération à laquelle il prend une part très importante. De son côté, le Corps-Franc de la Montagne Noire se révèle plus précoce, notamment parce qu'il monte ses propres opérations. Il bénéficie aussi du soutien de Londres. Un opérateur radio et un instructeur militaire lui sont envoyés. Composé d'environ mille combattants, le C.F.M.N. est dirigé par le Toulousain Roger Monpezat (« Quercy », « Commandant Roger ») et Henri Sévenet (« Commandant Mathieu »). C'est donc l'un des plus importants groupements militaires de R4. Implanté en région montagneuse sur plusieurs départements (Haute-Garonne, Tarn, Aude), son organisation de vie au quotidien se rapproche de celle des maquis.

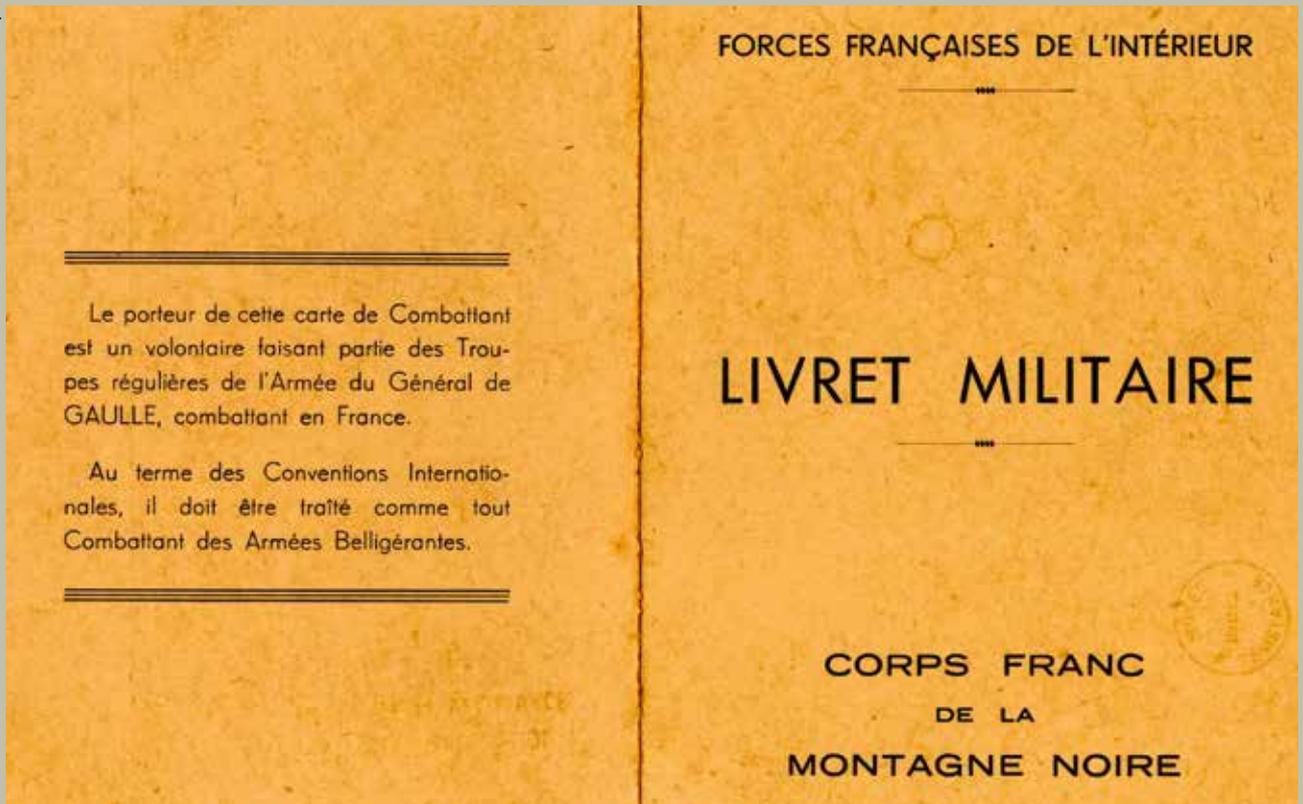
154.



155.



156.



154 et 155. Insigne et brassard du Corps-Franc de la Montagne Noire. Avec ces symboles, les résistants se positionnent et agissent en armée régulière, loin de l'image des « terroristes » orchestrée par la propagande.

156. Livret militaire pour un membre du Corps-Franc de La Montagne Noire. Dans le texte sur la partie gauche, les résistants se considèrent comme des soldats à part entière qui doivent être traités comme tels par leurs ennemis, ce qui ne sera jamais le cas.

157. Une unité de combattants du Corps-Francis Pommiès à la Libération.

157.



Maquis et maquisards

L'aventure des maquis en Haute-Garonne. Les premiers maquis se forment à partir de 1943. L'instauration du S.T.O. par le régime de Vichy en février amène vers la Résistance des jeunes réfractaires. Pour la France, 250 000 requis manquent à l'appel, cachés chez des parents ou dans des fermes. Mais, seule une minorité d'entre eux saute le pas : 30 à 40 000 deviennent résistants. Inexpérimentés, ces jeunes doivent être encadrés et formés. Pris un temps au dépourvu face à cet afflux de volontaires, les M.U.R. décident d'en faire des soldats. Mais le quotidien se révèle difficile pour ces jeunes souvent livrés à eux-mêmes dans un environnement peu favorable.

Vivre au maquis. Le maquis est un campement situé dans un endroit souvent escarpé, en hauteur, dans les bois. Le maquis de Rieumes cantonne par exemple dans la forêt de Fabas. Le quotidien y est rude, en hiver notamment car on y vit, on y dort à la belle étoile, plus rarement dans des cabanes. Pour des raisons de sécurité, le maquis est mobile : il faut se déplacer souvent, marcher longtemps. Plusieurs problèmes se posent : se chauffer (faire du feu sans se faire repérer est risqué), se soigner, et surtout se nourrir. Les maquisards comptent le plus souvent sur l'aide des paysans et fermiers locaux. La faim peut donc être facteur de tensions. Enfin, l'ennui et la longueur des journées sans action sont aussi une contrainte. Si le quotidien peut être ponctué de séances d'entraînement et de formation, l'attente et la patience sont généralement de mise. Pour se distraire, les maquisards jouent, organisent des conférences... Le maquis prend alors des allures de camp scout. Ceci explique aussi les profonds sentiments d'amitié et de fraternité qui se développent. On est cependant loin de l'image idéalisée. À l'époque, ils ne sont pas toujours bien accueillis par la population, car ils donnent une image brouillonne de la Résistance. Les choses changent progressivement par la suite.

Le problème de l'armement. La plupart des maquisards n'ont jamais fait la guerre et ne sont pas des soldats. Sans formation, ils sont inefficaces contre l'occupant nazi, adversaire bien équipé et aguerri. L'entraînement aux techniques et à la stratégie militaire s'impose. Les chefs leur apprennent à manier les armes... quand ils en ont ! On est alors parfois obligé de « mimer » les combats. Le manque de moyens touche les maquis, mais aussi toutes les forces armées de la Résistance. Les Alliés et la France Libre représentent le principal fournisseur grâce aux parachutages. Mais cet apport, bien réel, se révèle insuffisant et souvent inégalement réparti entre les divers groupes, suscitant souvent de l'incompréhension et un fort sentiment d'injustice.

Les parachutages. Des containers sont largués par des avions partis d'Angleterre ou d'Afrique du Nord. Ils contiennent des tracts, de l'argent, des médicaments, des vêtements, de la nourriture, et bien sûr des munitions et des armes. Ces parachutages sont possibles à condition de réunir plusieurs critères. Les résistants doivent trouver et faire homologuer des terrains. La Haute-Garonne en dispose de nombreux. Tous portent des noms de code : à Aspet, le terrain s'appelle « Mangue » ; à Revel, c'est le terrain « Mélisse » ; près de Saint-Lys, il s'appelle « Homère ». Les résistants doivent ensuite écouter la radio anglaise pour entendre le code qui annonce la date et l'heure du parachutage. « *Le parapet du pont est en acier* » informe par exemple d'un largage sur le terrain « Patriote », autre nom de code. Enfin, une équipe se charge de récupérer et cacher les containers. Les opérations se déroulent le plus souvent de nuit. Parfois, pour certaines opérations (exfiltrer un résistant ou un agent particulier, ou amener au contraire une personne), de petits avions « tout-terrain » se posent acrobatiquement. Leurs pilotes profitent de la pleine lune pour atterrir dans des champs. Ces opérations périlleuses constituent aussi un grand risque pour les résistants au sol. Elles nécessitent une telle logistique que la France Libre crée des services spécialisés : le C.O.P.A. (Centre d'opérations de parachutages et d'atterrissages) puis le S.A.P. (Service des atterrissages et parachutages).

158.



159.



158 et 159. Les Alliés et la France Libre parachutent dans des containers pour armer et équiper les résistants. Ici, on distingue un flacon de poison, une boîte de Nescafé, des cartouches, des bandages.

160. Mode d'emploi pour manipuler, monter, démonter une mitrailleuse Sten Mark II. Don de M. Cheval.

161. Quelques membres du maquis « Roger ». Ce maquis dépend du secteur I de l'A.S., au Nord du département (cantons de Grenade, Léguevin, Cadours). Le chef du secteur I est Albert Carovis et le responsable du maquis est Pierre Touron « Roger ». Le maquis est très actif avant la Libération lors d'actions de guérilla.

87

MITRAILLETTE STEN (MARK II) CALIBRE (9 mm.)

1. Description Générale
 La mitrailleuse STEN est une arme très efficace pour le combat de près mais quoiqu' effective à une assez longue portée ne saurait être substituée au fusil de guerre. L'extérieur n'a pas été ligué mais le canon et le mécanisme sont néanmoins de bonne fabrication et assurent le bon fonctionnement de l'arme.
 On peut s'en servir pour le tir coup par coup ou par rafales selon les circonstances.

2. Munitions
 La mitrailleuse STEN se charge avec la cartouche LUGER 9 mm. (Parabellum). On trouve des munitions de ce type de fabrication américaine, belge, anglaise et allemande.
 Quatre chargeurs complets sont fournis avec la mitrailleuse.

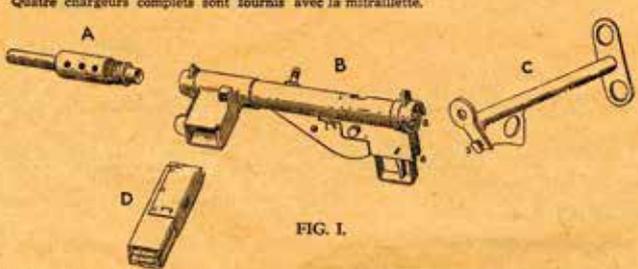


FIG. I

3. Montage (voir Fig. I et II)
 Pour faciliter l'emballage la mitrailleuse est livrée démontée. Ses quatre parties sont:—
 (A) Canon avec cylindre de refroidissement.
 (B) Corps.
 (C) Crocette.
 (D) Chargeur.

Pour assembler (A), (B) & (C)
 S'assurer que le gainé du chargeur (2) est dans la position montrée sur le dessin, c'est-à-dire horizontale et à angle droit avec le corps de la mitrailleuse. Tenant le cylindre de refroidissement (1) visser le canon au corps. Si vous éprouvez une résistance, lever le cliquet du cylindre de refroidissement (3). Visser à fond mais éviter de bloquer.
 Ensuite tenant la crocette (c) avec la partie triangulaire perforée (4) en bas, engager le bouton (5) dans la glissière (6) qui se trouve immédiatement derrière et au dessus de la gâchette (7). Appuyer sur le bouton ressort (8) et engager la crocette à fond, c'est-à-dire jusqu'à ce que le bouton s'encastre dans l'orifice correspondant de la crocette.

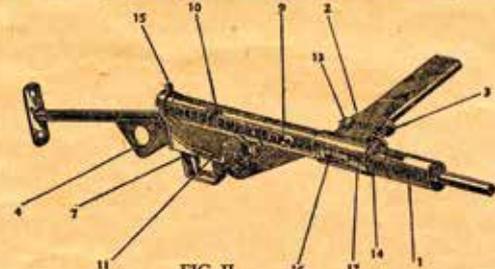


FIG. II

4. Préparations pour armer la mitrailleuse
 Ramener le levier d'armement (9) jusqu'à ce qu'il soit en face du cran de sûreté (10). Le lever et le tourner à gauche jusqu'à ce qu'il s'engage dans le cran de sûreté. La mitrailleuse est maintenant en état de sûreté.
 Vous décidez maintenant si vous désirez tirer coup par coup ou par rafales. Pour tirer par rafale, appuyer sur le bouton A situé sur le côté droit de la mitrailleuse (11). Pour le coup par coup appuyer sur le bouton B situé sur le côté gauche. On recommande le coup par coup, car le tir est plus juste et économique. Quoique l'on doive appuyer sur la gâchette pour chaque coup, avec un peu de pratique, l'on arrive à une cadence rapide de tir. Si la mitrailleuse est sur "automatique" il faut se rappeler que si l'on maintient le doigt sur la gâchette, il en résulte que l'on décharge le contenu du chargeur. L'on peut naturellement assurer le contrôle de l'automatique en appuyant et lâchant rapidement la gâchette, mais ceci demande beaucoup de pratique.
 Avec la main gauche insérer un chargeur dans la gaine (2) s'assurant que les balles sont en direction de l'avant. Engager le chargeur à fond et s'assurer qu'il est retenu en essayant de le retirer. Les chargeurs fournis sont déjà chargés. Pour les recharger voir les instructions pour se servir de l'appareil à charger (Fig. IV).
 Avec la main gauche, dégager le levier d'armement du cran de sûreté et le laisser s'engager en avant jusqu'à ce qu'il soit dans la position armée. La mitrailleuse est maintenant prête pour tirer.

7. LA RESISTANCE - Reproduction fac-similé

160.

161.



Une mitraillette STEN

FICHE D'IDENTITÉ DE L'OBJET

Nature : Pistolet mitrailleur Sten Mark II (objet démilitarisé).

Date : 1944 ?

Numéro d'inventaire : 195.

Caractéristiques : Calibre 9 mm, longueur 76,2 cm, poids 3 kg environ.

Présentation

Le pistolet mitrailleur Sten est une arme de fabrication britannique des années 1940. Son nom vient des deux initiales de ses inventeurs (Shepherd et Turpin) et des deux premières lettres de « England » ou « Enfield ». Il est composé notamment d'un canon en acier, d'une crosse creuse qui se plie, d'un chargeur latéral (une de ses principales caractéristiques). Le premier modèle, Sten Mark I, est produit jusqu'en juin 1941 puis est remplacé par le Sten Mark II, plus court, plus léger et plus maniable. Quatre millions d'exemplaires auraient été fabriqués jusqu'en 1945, son coût étant assez limité et sa production est très simple.

Contexte

Fabriquée à partir de 1941, cette mitraillette est peu élaborée, facile à démonter et à entretenir. Cette simplicité fait dire à l'époque qu'elle peut être faite par n'importe quel garagiste ! Autre atout : elle pouvait être aisément dissimulée, et sa manipulation était aisée. Très efficace à courte portée (surtout jusqu'à 50 m), le P.-M. Sten est très populaire auprès des soldats britanniques et des résistants français. Certains maquis en sont réellement équipés après le débarquement car il est alors parachuté en plus grande quantité devenant l'arme la plus distribuée en France par les Alliés. Les résistants les récupèrent dans des containers et peuvent ainsi disposer d'une puissance de feu leur permettant d'affronter plus facilement leurs adversaires. Mais la Sten a aussi servi dans l'autre camp ! Les miliciens utilisent cette arme quand ils en saisissent lors d'arrestations de résistants. Cela leur permet de s'équiper, chose que les nazis ne veulent pas faire. Néanmoins, ces utilisateurs apprennent rapidement qu'il faut la manier avec un minimum de précautions. Deux problèmes apparaissent : elle pouvait s'enrayer facilement, et surtout, une fois armée, elle pouvait déclencher une rafale de balles à l'improviste. Si l'arme tombait au sol, ou lors d'un choc trop violent, elle pouvait vider son chargeur toute seule.

Pour aller plus loin

La mitraillette Sten est une des armes symboliques de la Résistance en France. On l'associe systématiquement à l'image du maquisard. Pourtant, la plupart des résistants ne s'en sont servis que tardivement. Ils utilisent essentiellement des fusils et des pistolets que certains ont caché après l'armistice de juin 1940 et malgré l'interdiction de conserver chez soi ces armes. D'autres s'équipent en s'emparant des armes de l'ennemi. Mais finalement, l'armement des résistants est très insuffisant et dérisoire puisque les parachutages ne concernent que certains groupes dans certaines zones. De plus, ils ne se sont généralisés qu'à la toute fin de la période. Jusqu'au bout, les combattants sont plus nombreux que les fusils. Leurs seules armes restent leur courage et leur détermination.



RÉSISTER AU QUOTIDIEN

« Je trahirai demain, pas aujourd'hui.

Aujourd'hui arrachez-moi les ongles

Je ne trahirai pas !

Vous ne savez pas le bout de mon courage

Moi, je sais. »

Poème de Marianne Cohn (1922-1944), résistante juive allemande fusillée à Annemasse.

ÉTAT FRANÇAIS

CARTE D'IDENTITÉ

3824

Série 5-4^e No. 267

Nom CLERMONT

Prénoms Fernand
Etienne

Nationalité français

Profession Industriel

Né le 28 juil 1899

à Laurentaine Dépt Pyrénées



Domicile Rue Rossini, 21 - Nice (M^e)

SIGNALEMENT

Age 45
Cheveux brun
Moustache brun
Yeux brun
Signes particuliers —

Nez { Dos — Base —
Dimension —
Visage ovale
Teint maigre

Le Titulaire

Clermont



15
FRANCS

EMPREINTE DIGITALE



Nice le 10 mai 194

Le Commissaire de Police

Pourquoi entrer en résistance ?

Entrer en résistance bouleverse le quotidien. Des gens ordinaires vivent alors des événements extraordinaires. Ils découvrent des univers inconnus et étranges, souvent violents. Deux résistants se rappellent leurs expériences douloureuses de la clandestinité et leurs conséquences terribles.

RAYMONDE BOIX

(1920-2015)

Résistante toulousaine déportée au camp de Ravensbrück en 1944.

« Il y avait une part de danger mais aucun de nous ne pensait à ce qu'il pouvait entraîner ni à ce qu'il pouvait advenir de nous. On continuait car nous l'avions décidé, pour notre pays [...]. Ce fut cependant un jour terrible que ce 10 octobre 1943. J'étais dans une planque avec deux camarades [...] et trois hommes des Brigades spéciales de la Préfecture de Police ont surgi. J'ai reçu des coups de pied, j'ai été plaquée contre un mur. On m'a poussé dans une horrible traction-avant et j'ai eu l'impression d'entrer dans un tunnel noir [...]. »



CONCHITA GRANGE, ÉPOUSE RAMOS

Née en 1925.

Résistante toulousaine déportée au camp de Ravensbrück

Libérée en avril 1945, elle pèse 38 kg.

« On nous a mis dans des wagons à bestiaux, des trains de marchandises. Nous avons eu de la chance, nous étions seulement 35 femmes dans mon convoi. Les hommes, par contre, étaient plus de 500. Alors ils ont été entassés entre 80 et 100 par wagons. En juillet 1944, sous la chaleur, ces wagons étaient des fours roulants. D'ailleurs, la soif a été plus terrible que la faim. »



VIVRE DANS LA CLANDESTINITÉ

Changer d'identité

Le sacrifice de soi. La première des difficultés pour les résistants est de ne pas se faire repérer. Leur activité illégale les oblige à agir en cachette et à se réunir dans des lieux ou à des moments peu ordinaires. Tout ceci est susceptible d'attirer l'attention, d'attiser la curiosité d'un voisin, de la police. Le but des résistants est de se rendre invisibles, de se fondre dans la masse, d'adopter une vie qui semble être celle de tout le monde. La sécurité de chaque résistant en dépend : la sienne, mais aussi celle de celui ou ceux que l'on rencontre sans vraiment les connaître. Ainsi, le passage parfois total à la clandestinité est nécessaire pour se protéger et protéger les autres. Si certains parviennent à maintenir une vie normale et à mener ainsi une double activité (c'est par exemple le cas de Marie-Louise Dissart qui continue son métier de couturière presque jusqu'à la Libération), d'autres abandonnent leur travail, leur identité, leur famille pour disparaître. C'est une rupture totale avec son existence. D'autres habitudes s'apprennent : le silence, la dissimulation, la méfiance.

Les faux papiers. Nouveau nom, nouvelle adresse, nouveau métier, le résistant clandestin devient quelqu'un d'autre, grâce aux faux papiers, aux faux laissez-passer qui lui permettent de circuler plus facilement et de se fondre dans une nouvelle vie inventée. Il est alors vital de se procurer le matériel adéquat (le papier, les tampons à voler souvent avec l'aide d'une secrétaire de mairie ou d'un gendarme) et de trouver un faussaire capable de reproduire à l'identique ces documents. Odette Cayla, membre du réseau « Morhange », profite par exemple de son poste à la Préfecture pour fournir des papiers officiels, déjà signés et tamponnés qu'il n'y a plus qu'à remplir.

Le « pseudo ». C'est le surnom choisi par un résistant pour cacher son identité. Certains, après la Libération, les conservent car c'est leur nom de guerre. Dans notre mémoire collective, François Verdier, chef de la Résistance régionale, reste « Forain ». Le pseudo peut donc être un simple nom ou prénom, mais peut aussi prendre des aspects surprenants, en étant inspiré de la mythologie, de la littérature, de la nature même ! Jean-Louis Bazerque était « Le Sanglier », Claude Charvet était « Souris ». Il n'est pas rare non plus qu'un résistant possède plusieurs pseudos. Ainsi, Raymond Naves était à la fois connu sous les faux noms de « Grange » et de « Leverrier ». Ces doubles noms entraînent parfois des confusions pour la police, et même encore aujourd'hui pour certains historiens. En Haute-Garonne, deux résistants qui ne se connaissent pas, se rejoignent par leurs pseudos : Henri Lenfant est devenu « Vidal » ; René Vidal, très jeune résistant, est devenu « Lenfant ». Dans certains réseaux de renseignements, les agents sont classés sous des appellations plus techniques comme celle des espions. Les membres du groupe « Morhange » sont répertoriés agent X-1, X-2, X-3, etc. Ainsi, le chef du réseau, Marcel Taillandier (« Morhange » ou « Ricardo ») est X-1, Achille Viadieu (« Ginou ») est X-2.

Prudence, discipline et discrétion

Les règles de sécurité. Les premiers résistants sont souvent arrêtés à cause d'imprudences. Être résistant, c'est se méfier des autres, ne pas trop en dire, taire ce que l'on fait, ne pas se vanter ou se confier. Le risque de dénonciation est trop important. Des consignes strictes sont à appliquer : par exemple, si lors d'un rendez-vous, la personne attendue est en retard, il est interdit de patienter, même quelques minutes. Tous les codes, signes ou mots de passe déterminés au préalable doivent être respectés. En cas de changement, le résistant doit y voir une potentielle menace.

Le cloisonnement. C'est la séparation hermétique et indispensable entre les membres d'un même groupe. Les différents agents ne se connaissent que sous leur nom d'emprunt ou leur pseudonyme mais rarement sous

163.

Aurignac le 13. 2. 44

Ma chérie

Il me vient de temps
 en temps et moi et c'est du coin
 du feu que je t'écris ces deux
 mots. Je t'embrasse un effort que
 c'est long sans nouvelles et
 je commence à m'ennuyer un peu
 et une tâche d'être à deux
 toi pour t'attendre. Je vais
 dans au garage vers à deux
 le temps me a jette pas
 une tâche, il fait un froid
 de long. Je me suis pas
 de coin du feu ou du la
 fourrière. Je n'ai pas mis
 les pieds dans un café depuis
 mon arrivée, je t'expliquai
 d'ailleurs pourquoi. J'ai
 été voir chez l'officier et fait
 c'est tout et mes lettres un
 dehors du garage.

Mais venant de temps
 en temps et moi et c'est du coin
 du feu que je t'écris ces deux
 mots. Je t'embrasse un effort que
 c'est long sans nouvelles et
 je commence à m'ennuyer un peu

fourrière. Je n'ai pas mis
 les pieds dans un café depuis
 mon arrivée, je t'expliquai
 d'ailleurs pourquoi. J'ai

164.

163. Sylvain Dauriac est contraint de quitter Toulouse après les nombreuses arrestations qui ont eu lieu en décembre 1943 et janvier 1944. Il se met « au vert » chez sa mère à Aurignac mais le temps lui paraît long. Lettre du 13 février 1944 adressée à sa femme Marie Dauriac.

164. L'attirail du faussaire résistant : tampons, cachets et encres.



leur véritable identité. De plus, l'organisation d'un réseau ou d'un mouvement est conçue pour que tous les membres ne se rencontrent pas. Le résistant, en bas de la hiérarchie, n'a qu'un seul contact (deux maximum) et ne côtoie pas normalement d'autres personnes. Il n'est censé connaître que son chef direct, parfois celui ou celle avec qui il doit agir. Moins on en sait, moins on est susceptible d'en dire si on est arrêté et torturé.

Communiquer en sécurité

Astuces et moyens insolites. Utiliser les moyens de communication traditionnels, comme le courrier ou le téléphone, est impossible pour les résistants. Ils mettent en place des outils parallèles, parfois originaux. On transporte les messages dans les guidons des vélos, dans des valises à double fond, sous des légumes dans des cageots attachés à un porte-bagages, dans les poussettes et landaus des bébés. Ariane Fixman (« Régine ») dissimule des grenades sur elle alors qu'elle est enceinte ! Lors de rendez-vous, on se transmet des documents discrètement en se faisant passer pour des amoureux, ou cachés sous un journal ou un manteau. Des messages codés sont aussi lus depuis *Radio Londres*. Ils annoncent un parachutage, un événement ou donnent un ordre. Par exemple, les phrases « *Le père Noël a reçu la croix de guerre* » et « *Le poète réclame du beefsteak* » ont annoncé des parachutages sur le secteur de Saint-Martory en Haute-Garonne, prévus après le débarquement du 6 juin 1944 en Normandie. Ces phrases sont souvent absurdes, drôles et incompréhensibles. Seuls ceux qui connaissent le code peuvent les interpréter.

Les agents de liaison. La transmission de messages, de documents, d'informations et de consignes est primordiale : c'est sur elle que repose toute la communication entre résistants. Pour ce faire, ils mettent en place des agents de liaison. Ce sont souvent des jeunes filles et des jeunes garçons qui sont chargés de ces missions ; ils parcourent des kilomètres à pied et en vélo pour remettre des messages, porter des ordres de mission, des rapports tapés par des secrétaires (qui sont souvent aussi agents de liaison).

La « boîte aux lettres ». C'est un lieu public ou privé (le bar d'une connaissance, la boutique d'un ami, le bureau d'un collègue, le domicile d'un proche), soit une vraie boîte aux lettres d'un immeuble. Le propriétaire et/ou la concierge sont alors informés et complices. Un résistant fait déposer par un agent de liaison des messages dans une « boîte aux lettres ». Le contenu est ensuite récupéré par l'agent de liaison d'un autre résistant. On dit qu'une « boîte aux lettres » est « brûlée », lorsqu'elle est repérée et surveillée par la police. En général, les résistants s'en aperçoivent à l'occasion d'une arrestation en ce lieu. Il faut alors prévenir les autres résistants qui connaissent et utilisent la « boîte aux lettres », puis en changer. C'est le cas en janvier 1944 de celle du réseau « Mithridate » à Toulouse, rue de la Colombette, qui est investie par la *Gestapo*.

Les réunions. Ces moments sont particulièrement importants mais très risqués : se retrouver ensemble dans un lieu public constitue un énorme danger pour les résistants. Une arrestation collective peut avoir de lourdes conséquences (réseau démantelé, arrestations en cascade, etc.). Si la police connaît le lieu de rendez-vous, elle peut tendre un piège aux participants. La réunion se déroule à certains domiciles (pour plus de discrétion même s'il faut se méfier des voisins) ou dans des lieux publics (mais la durée est alors forcément limitée pour ne pas éveiller les soupçons). On appelle ces lieux des « PC ».

E.M. Secteur 2
à
E.M. Depl F.F.I.

16 8 44

Nous vous confirmons les points essentiels de la conversation de ce jour entre Berthier et Acide.

I) Nous vous avons remis deux documents concernant la réorganisation du secteur

A) Satisfaction sera donnée à Acide et ses camarades quant à la réorganisation du secteur.

B) Acide confiera le commandement des unités armées FFI du sous-secteur comprenant l'ancienne zone commandée par Bouais et Portet à ce dernier étant entendu que ce sous-secteur (qui comprendra en outre le canton de Verfeil) et son chef restent sous les ordres d'Acide.

En ce qui concerne le canton de Verfeil Acide régularisera la question avec Rogers.

C) Il ne saurait être question de détacher le secteur 2 du Département de la Hte Garenne ni de le mettre sous le commandement d'un autre C.D. que celui dudit département.

II) EX Parachutages :

A) Veuillez intervenir d'urgence auprès de la Région et de l'officier allié qui s'occupe de cette question afin que les quatre terrains suivants homologués dans notre secteur par le Copa ou une autre voie, reçoive d'urgence des largages car nous ne possédons plus qu'un matériel dérisoire à force de ponctions de tous genre. (1 FM et 30 Sten)

1) Patriote : homologué par le Copa en mars ou avril dernier
Phrases: Virgile est au fond du Verger
Le parapet du pont est en acier
Suspendu puis repris depuis le mois de juillet (début)

2) Sand : homologué ~~par le Copa~~ par le Copa en 1943
Phrases: Le bûcheron a les mains calleuses
Il épluche sa banane
Suspendu peut être repris et même fonctionner en homo avec Patriote comme principal.

3 et 4 : Ces deux terrains ont été proposés et homologués à la diligence de Libérer et Fédérer. Nous avons pris bonne note que cette organisation ayant été incorporée aux FFI et n'ayant aucun recrutement dans notre secteur, les deux terrains en question passent sous notre contrôle et notre responsabilité à charge pour nous de remettre une partie du matériel reçu à Libérer et Fédérer de Toulouse. Mais aussi faut-il que les terrains fonctionnent.

Phrases: Alphonse visitera Juan-les-Pins
Y goûter la brioche

Alphonse visitera Juvisy
Fermez le compteur.



165. Rapport clandestin du 16 août 1944 entre l'État-major du secteur II et l'État-major F.F.I. Plusieurs personnes sont citées : « Berthier » est en fait Jean-Pierre Vernant, chef départemental des F.F.I., « Acide » est Marcel Nahmias, originaire de Bessières. Il est le chef du secteur II de l'A.S. (parties nord et nord-est du département). « Bouais » est Jean Pottier, l'adjoint de Nahmias. Quant à la personne désignée sous le nom de « Rogers », il est probable que cela soit un agent britannique qui fait le lien avec les Alliés. Le rapport consigne les messages codés qui seront lus prochainement à la radio et qui annonceront un parachutage : « *Virgile est au fond du verger* » ; « *Il épluche sa banane* » etc.

166. Conchita Grangé (née en 1925 en Espagne) vit en Ariège où elle devient agent de liaison en 1943. Elle transmet des messages ou des armes sur le porte-bagage de son vélo et fait le lien entre deux maquis français et un maquis espagnol. Elle pose ici (à gauche) avec une autre agent de liaison une semaine avant son arrestation par la Milice. Elle est déportée au camp de Ravensbrück en juillet 1944.

ÊTRE DISCRÉDITÉ ET TRAQUÉ

La guerre des nerfs

Seul dans la lutte. Dans cette vie clandestine, le résistant est isolé. S'il peut compter sur l'aide de son groupe, il reste le plus souvent seul face à lui-même, face au silence nécessaire pour protéger les siens, face à sa peur. L'ennemi est partout, il peut surgir à tout moment. Pour résister, il faut donc être capable de supporter la pression, le stress d'une vie illégale, transgressive. Il faut aussi savoir ne jamais céder à la facilité, à une nouvelle routine. Toujours être vigilant, sans relâche, mais ne jamais paraître inquiet.

La propagande officielle contre la Résistance. Dans la presse, dans les actualités filmées et sur des affiches, à la radio, les résistants sont désignés comme les ennemis du pays. Les autorités les qualifient de « terroristes ». Dans les journaux contrôlés, le mot « résistants » n'est jamais utilisé mais on présente ces hommes et ces femmes comme des criminels, des bandits. Le but est de discréditer les actions de la Résistance et de dissuader la population de toute forme d'aide. Pour cela, la propagande officielle prétend que tous ces « terroristes » sont étrangers et juifs, raison suffisante selon elle pour ne pas soutenir la Résistance, censée représenter « l'Anti-France ».

L'opinion publique face à la Résistance. Au début, les Français comprennent peu l'idée de « résistance ». La population est résignée face à la situation. Si elle ne soutient pas les mesures répressives contre les résistants, elle préfère cependant détourner le regard. Beaucoup n'approuvent pas les exécutions de soldats allemands car les représailles peuvent toucher les civils. Certaines actions résistantes sont mal comprises notamment à cause de la propagande. Mais plus le temps passe, plus les Français réalisent la politique de collaboration du gouvernement de Vichy. Les outrances de cette politique les coupent peu à peu du régime. Fin 1942-début 1943, l'opinion devient clairement hostile aux Allemands. Leur violence qui s'ajoute à celle des autorités vichystes, finit par provoquer un sentiment de rejet. Dans les mois précédant la Libération, les rapports de police indiquent que la population s'est totalement rangée à la cause résistante. Cette position peut se traduire par des aides ponctuelles d'habitants en faveur de résistants : cacher, héberger, nourrir, ravitailler. La méfiance envers la Résistance disparaît.

La pression psychologique. Les autorités n'hésitent pas à menacer la population de représailles si elle aide la Résistance. Voilà pourquoi les nazis frappent durablement les esprits avec des actes symboliques. René Vidal, policier et membre du réseau « Morhange » à Toulouse, est arrêté puis pendu à Calmont. Son corps est exposé sur la place du village pendant quatre jours avec la pancarte : « *Je suis un déserteur de la police française et j'ai combattu avec les terroristes.* » Les nazis interdisent de toucher au corps. Si un tel « spectacle » dissuade certaines personnes de s'engager dans la Résistance ou de la soutenir, il achève surtout de retourner la population contre les auteurs de ces horreurs. Par la suite, les exactions du printemps et de l'été 1944 commises par les troupes d'occupation sont un grand choc. Des civils sont massacrés et tués sans raison dans certains villages. Le traumatisme est d'autant plus grand que ces crimes sont souvent les rares contacts que les villageois aient pu avoir avec l'occupant.

La menace permanente

Les ennemis nazis. Plusieurs services policiers traquent la Résistance. La *Gestapo*, police secrète d'État du parti nazi, est particulièrement chargée de la chasse aux résistants et agit avec une extrême violence. L'armée

167.



167 et 167 bis. Exemple de la propagande de Vichy contre la Résistance. Diffusé très largement, ce tract présente les résistants comme des assassins qui tueraient en prétextant se battre pour la France. Il est aussi sous-entendu que ces « criminels » ne sont pas de « vrais » Français, et qu'ils sont les marionnettes des communistes, de l'Union soviétique, argument développé également au verso du tract. Ce tract a été également imprimé sous forme d'affiche fin 1941.

168. De Gaulle et les Alliés sont régulièrement la cible des tracts de la propagande officielle qui s'emploie à les présenter comme des menteurs, des traîtres, des lâches. Fonds Huguette Jalade.

168.



L'ISLE-EM-BUDON MAI 1941

**ILS COMMETTENT LEURS CRIMES
ENVELOPPÉS
DANS LES PLIS DE NOTRE DRAPEAU**

ILS SABOTENT

Mais ce sont des Français qu'ils tuent car les convois des troupes d'occupation sont bien protégés.

ILS ASSASSINENT

et des inconscients payent pour eux. Des femmes et des enfants souffrent de restrictions plus sévères.

Des trains de prisonniers libérables font demi-tour.

ILS TRAHISSENT

Le "Times" du 1^{er} août, avoue qu'à bord du "Potomac", Anglo-Saxons et Russes se sont partagé le Monde; l'Europe a été adjugée aux Soviets et à leurs agents, les Communistes.

ILS VEULENT

ajouter aux massacres de la guerre étrangère les horreurs de la guerre civile.

167 bis.

régulière, la *Wehrmacht* n'est pas censée intervenir contre la Résistance à la base mais le développement des maquis l'entraîne dans cette lutte. De plus, la *Wehrmacht* dispose d'une police militaire interne : la *Feldgendarmerie*. Elle participe aux actions menées par la *Gestapo*, comme certaines divisions de la S.S. (la *Das Reich*), véritable armée politique.

Les ennemis français. Le régime de Vichy dispose de la police nationale et de la gendarmerie pour arrêter les résistants. Il développe aussi l'emprisonnement mais surtout l'internement administratif avec des camps très nombreux dans le Sud de la France. À partir de 1943, il participe avec zèle à la répression aux côtés des nazis. Laval, président du Conseil, s'oriente vers un durcissement de cette politique à l'automne, en créant les tribunaux d'exception, les cours martiales et les sections spéciales. Ces juridictions jugent plus sévèrement les résistants. La cour martiale, (février 1944) condamne systématiquement à mort lors de procès expéditifs et à huis clos. À Toulouse, les sentences sont exécutées immédiatement dans la cour de la prison Saint-Michel par un peloton de G.M.R. (Groupes Mobiles de Réserve). Vichy crée ensuite la Milice (janvier 1943), fer de lance de la répression. Les miliciens se forment une réputation terrible : ils se livrent à des passages à tabac, sèment la peur, font pression sur la population et parfois assassinent sans raison. Avant la Libération, ils participent aux opérations contre les maquis de Rieumes, Betchat et Grenade, avec l'occupant. En Haute-Garonne, ils incendient et pillent certains villages, comme au Born, le 28 juin 1944. Des civils y sont exécutés. Sur Toulouse, la « brigade sanglante » de l'Intendant Régional de Police Pierre Marty particulièrement efficace est contre les résistants. Ses méthodes brutales, sans scrupules, extrêmement violentes, font de lui un ennemi redoutable. Enfin, composée de policiers allemands mais aussi d'un nombre important d'agents français recrutés sur place, la *Gestapo* utilise également les services d'indicateurs français. Elle parvient à infiltrer des espions dans des groupes résistants. Plusieurs réseaux tombent à cause d'agents doubles. Le réseau « Prunus » est ainsi démantelé grâce au travail de Robert Moog. De plus, les résistants sont particulièrement exposés aux dénonciations, phénomène à ne pas sous-estimer en France. Entre appât du gain et conviction idéologique, de nombreuses personnes écrivent aux autorités pour dénoncer un voisin aux déplacements, rencontres ou activités « suspects » ou simplement parce qu'on ne l'aime pas.

La pression sur la famille. Les ennemis des résistants espèrent les faire craquer en arrêtant, emprisonnant, torturant même leurs proches. Les épouses sont d'ailleurs souvent des cibles. Lors de « l'Opération de Minuit », plusieurs d'entre elles (Juliette Espitalier, Yvonne Curvale) sont interpellées alors que leurs maris échappent à l'arrestation. Elles sont déportées. Dans le Sud du département, la *Gestapo* de Luchon multiplie les perquisitions, les fouilles, les vols au domicile des personnes arrêtées pour intimider la famille. Enfin, après l'arrestation d'un proche, il faut parfois fuir et se cacher pour éviter les représailles. Marie Dauriac abandonne son domicile et trouve refuge chez des amis après l'arrestation de son mari à Toulouse en février 1944.

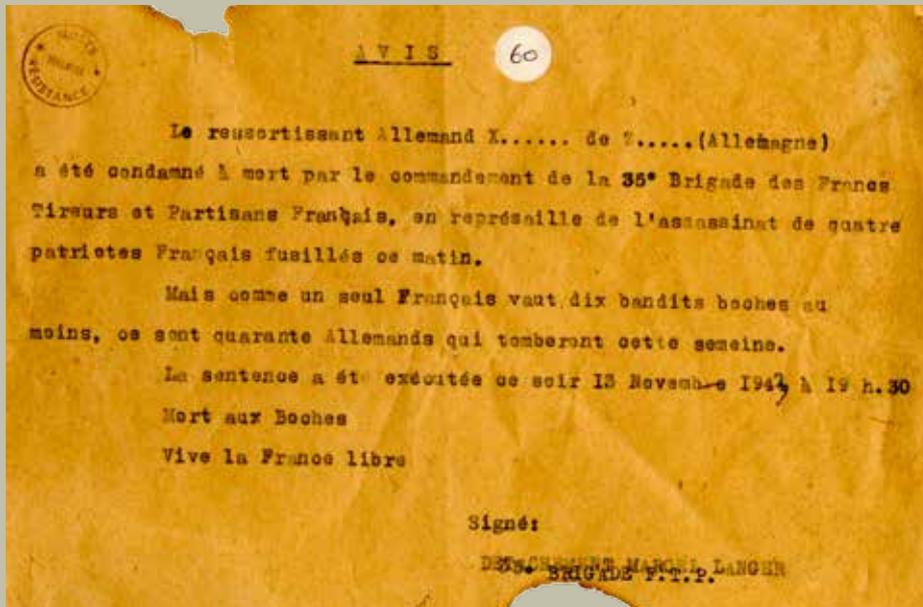
Le danger. C'est une notion variable selon les résistants. Pour les plus jeunes, le danger reste longtemps abstrait ; il ne se concrétise que lorsque l'arrestation survient. Pour beaucoup d'autres, la vie clandestine suscite une tension constante qui use jour après jour. La conscience d'une arrestation imminente est bien présente chez eux : Jean-Pierre Vernant, Léon Achiary entre autres, décident de plonger totalement dans la clandestinité suite à des menaces répétées. D'autres les ignorent et poursuivent leur mission qu'un basculement dans la clandestinité totale rendrait plus difficile encore. C'est le cas de François Verdier et Raymond Naves qui sont interpellés après avoir été pourtant avertis du danger.



169. La Résistance répond au dénigrement de ses ennemis. Tracts et journaux clandestins servent à dénoncer la répression féroce et à ériger en martyrs certains résistants. Le journal *Combat* (n°57, mai 1944) salue la mémoire de « Hubert Arnaud », résistant toulousain, fusillé à Bordelongue (Toulouse) en novembre 1943 après sa condamnation à mort par le tribunal militaire allemand. Son vrai nom était Hubert Arlet.

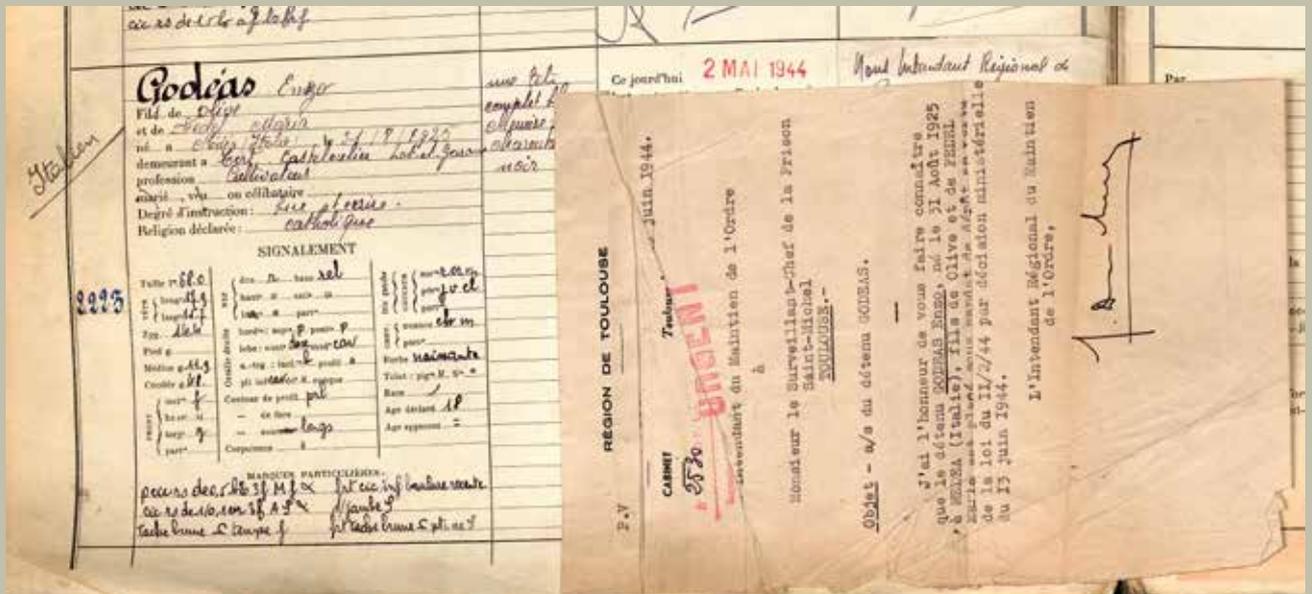
170. Les résistants ne font pas que subir la répression. Ils mènent aussi la vie dure à leurs ennemis. Ils vengent leurs camarades arrêtés, exécutés. Les résistants rendent coup pour coup aux autorités. Tract diffusé par la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I. à Toulouse.

170.



171. Enzo Godéas (1925-1944), membre de la 35^e brigade F.T.P.-M.O.I., est arrêté après l'attentat contre le cinéma « Les Variétés » du 1^{er} mars 1944. Il est l'un des six résistants fusillés dans la cour de la prison Saint-Michel entre février et juin 1944 après sa condamnation à mort par la cour martiale. Registre d'écrou de la prison Saint-Michel. Archives départementales de la Haute-Garonne.

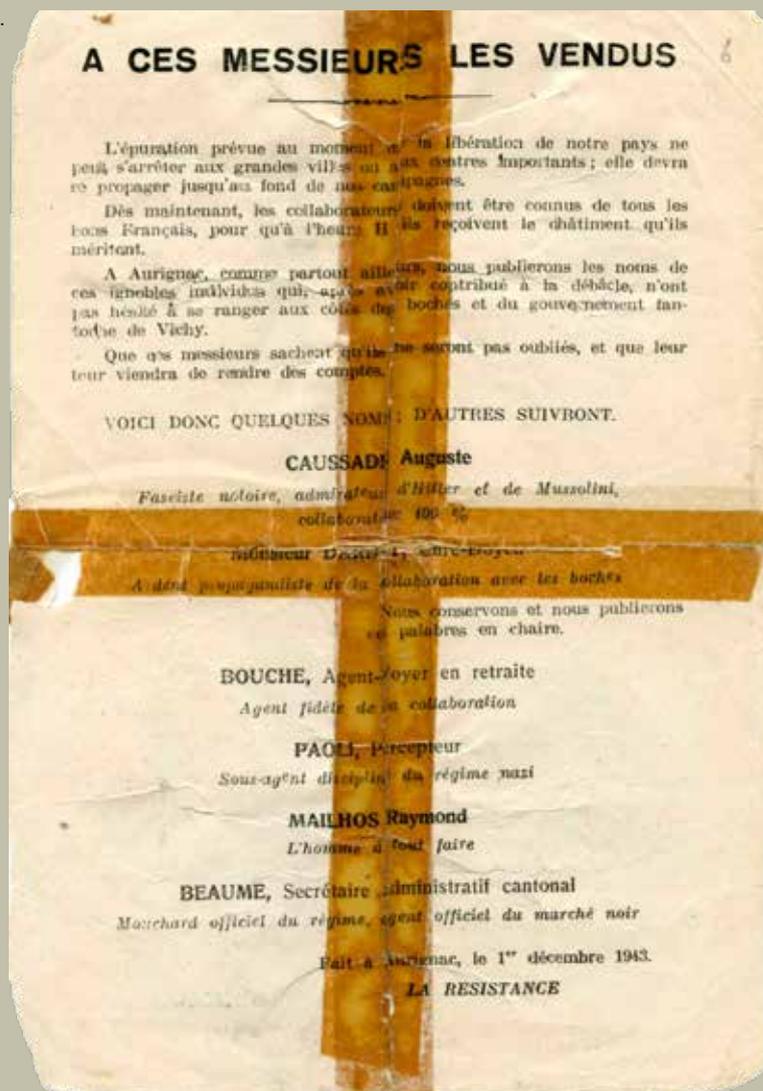
171.



RÉSISTANTS CONTRE COLLABORATEURS

Pour la Résistance, l'ennemi est autant nazi que français. Les collaborateurs sont une menace lorsqu'ils dénoncent des résistants ou prennent part à la répression. Les attentats touchent donc aussi bien des soldats, des officiers allemands que des miliciens ou des collaborateurs reconnus. Les rôles alors s'inversent : les résistants mènent leur propre répression. À partir de l'automne 1943, ils leur envoient des lettres et des tracts de menaces mais aussi des petits cercueils taillés dans le bois. Une guerre psychologique se met en place. La peur change de camp : entre août 1943 et mai 1944, cinq miliciens sont abattus par la Résistance en Haute-Garonne. Après la mort de René Vidal, pendu à Calmont, le réseau « Morhange » répond de manière identique. Il exécute deux collaborateurs. Sur l'un des corps, on peut lire « *Je suis un traître à mon pays. J'ai vendu des patriotes. Réseau Morhange* ». Le réseau se montre particulièrement actif dans cette traque aux « collabos ». On appelle ses membres des « chasseurs de traîtres ». Ils enlèvent, interrogent, jugent avec de vrais magistrats dans la clandestinité, au château de Brax, des collaborateurs exécutés par la suite. Ces méthodes peuvent faire débat, d'autant qu'elles n'ont pas empêché les exécutions sommaires. Cependant, certains enlèvements sont directement ordonnés par la France Libre depuis Alger. Ils ont permis de neutraliser certains ennemis et d'en dissuader d'autres.

172.



173.

172. Les menaces formulées par les résistants sont publiques, comme dans cette lettre ouverte de la Résistance d'Aurignac (Sud de la Haute-Garonne). Elles sont bien sûr destinées aux collaborateurs mais aussi à la population. Le jeu d'intimidation vient aussi de la Résistance pour convaincre certains de renoncer à collaborer. Ici, l'épuration lors de la Libération est déjà clairement envisagée. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

173. Tract de menace adressé aux collaborateurs français et distribué par la Résistance. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.



174. Enveloppe et lettre de menace envoyées par la Résistance. Le cadre noir rappelle le papier à lettre bordé d'un liseré noir utilisé lors d'un deuil. Cette lettre annonce donc bien une issue funeste à son destinataire.



175. Objets aujourd'hui insolites, ces cercueils confectionnés par des résistants étaient un mauvais présage pour ceux qui les trouvaient dans leur boîte aux lettres, ou au moins une incitation forte à réfléchir sur la suite de leur engagement pour la collaboration.

SUBIR LA TORTURE ET L'EMPRISONNEMENT

Les résistants à l'épreuve

« 24 février 1944, 9 heures du matin ; je viens de me lever ; on sonne ; j'ouvre ; quatre hommes sur le palier, le chef revolver au poing. « - Monsieur Dauriac ? » me demande le chef avec un fort accent allemand. « - C'est moi. - Police allemande, nous venons vous arrêter. » Ils entrent aussitôt dans l'appartement, un dans chaque pièce. Le chef reste avec moi, me fouille. [...] Il fouille toute la pièce [sa chambre], bouleverse tout ; ses compagnons opèrent de la même façon dans les autres pièces. [...] Je demande à embrasser la petite [...] ; j'en profite pour lui glisser mon portefeuille et le trousseau de clés. »

Sylvain Dauriac, résistant toulousain

Le choc de l'arrestation. Effectuée au domicile du résistant, sur son lieu de travail ou en pleine rue, l'arrestation est un choc brutal. L'irruption de l'ennemi suscite l'effroi, la stupéfaction, l'abattement. Fauché comme en pleine course, le résistant est d'abord sonné, accablé par le piège qui se referme sur lui, incapable de réagir.

Des arrestations qui tournent mal. Dans certains cas, l'issue de l'arrestation est dramatique. Par exemple, Markus Heineken est abattu à Toulouse par la *Gestapo* le 10 mars 1944, aux 45 allée des Demoiselles. Surpris au petit matin dans son lit, Heineken attrape ses lunettes alors que les nazis investissent sa chambre ; un soldat allemand croit qu'il prend une arme et le tue. Ariane Fixman meurt elle aussi alors que trois miliciens l'attendent dans son appartement, rue de la Pomme à Toulouse, le 22 juillet 1944. Une bagarre éclate entre les miliciens et les deux autres résistants qui l'accompagnent. Ariane est alors abattue.

« L'opération de Minuit ». C'est sans doute le plus vaste coup de filet réalisé en Haute-Garonne et l'un des pires épisodes pour la Résistance locale. La *Gestapo* se méfie des fuites et des résistants infiltrés. Elle prépare donc l'opération depuis Montpellier pendant de longues semaines. Grâce à des dénonciations, dans la nuit du 13 au 14 décembre 1943, la *Gestapo* frappe un grand coup : 110 personnes sont interpellées dans tout le département, dont 26 à Toulouse. Des responsables importants de la Résistance tombent à cette occasion et notamment François Verdier. Presque toutes les personnes arrêtées sont déportées.

Conséquences des arrestations. Elles font souvent basculer la vie d'un réseau ou d'un groupe entier. Par mesures de sécurité, il faut changer de planque, déplacer, cacher ou détruire des documents, « mettre au vert » certains membres en danger. Quand des chefs sont arrêtés, toute l'organisation doit être modifiée pour remplacer les membres tombés, reconstituer les services disparus, rétablir les codes de sécurité. Certains réseaux n'y survivent pas d'ailleurs et disparaissent.

Interrogatoires et tortures. L'arrestation est généralement suivie d'interrogatoires, accompagnés souvent de tortures. Ils servent à la fois à obtenir des informations et à briser physiquement et psychologiquement le résistant. Il doit pourtant essayer de tenir le plus longtemps possible pour que ses camarades aient le temps de comprendre la menace et de s'y adapter. Ne pas parler, ne rien avouer, ne pas trahir les siens devient son obsession mais son angoisse aussi. Les séances de tortures peuvent d'ailleurs être espacées et se répéter jour après jour. Le résistant attend qu'on l'extrait à nouveau de sa cellule et que recommencent ses souffrances. À Toulouse, les interrogatoires sont réalisés au siège de la *Gestapo*, dans les caves, rue Maignac (aujourd'hui rue des Martyrs de la Libération). Certains résistants, décédés à force de coups et de sévices, sont d'ailleurs enterrés sur place. Six corps, dont ceux de Léo Hamard et Stefan Boltar, sont retrouvés à la Libération dans les jardins de la *Gestapo*. À Luchon, certains membres de la *Gestapo* se montrent aussi particulièrement violents : de nombreux survivants se souviennent après guerre avec effroi d'Ernest Buttner, véritable tortionnaire surnommé « Cou de cigogne ».

PROCESS-VERBAL

N° 2.822/35 A

L'An mil neuf cent cinquante, le Douze Janvier

Nous, LAPONTE, Emile, Inspecteur Ppal à la 8ème
Brigade de P.J à TOULOUSE
O.P.J

Vu la Commission Rogatoire ci-jointe, en date du
21 décembre 1949, délivrée par M. L'AVEISSIERE, Juge d'In-
struction au Tribunal Militaire de BORDEAUX...
Et relative à la procédure suivie contre les mem-
bres du X.D.S de TOULOUSE, inculpés de crimes de guerre

Affaire: C/ les Membres du K.D.S de TOULOUSE

Avons fait comparaitre devant nous M. HARTER, Ray-
mond, Ingénieur, 46 ans, demeurant à TOULOUSE 2 Rue E. Ver-
niolle, lequel, après avoir prêté serment de dire la
vérité, a déposé comme suit:

AUDITION de

M. HARTER, Raymond, 46 ans " J'ai été arrêté le 13 février 1944, par la Gest
Ingénieur, 2 Rue Emmanuelle, à Th. et quart à la sortie du Café "Le père LEON, Fla
ce Esquirol. En même temps que moi, un autre agent
du réseau a été arrêté (Son nom de guerre était DAVID)
Le détachement qui m'a amené Rue Maignac était
composé de 4 agents de la Gestapo. L'après midi, j'ai été
interrogé Rue Maignac par 2 civils. J'ai été durement
frappé à coups de pied sur tout le corps, et à coups de
poing, pendant deux heures. Ils me demandaient des rense-
gnements au sujet du Réseau "BRUTUS" auquel j'apparte-
nais. Ils me réclamaient le Code de transmission radio.
Enfermé dans le sous-sol, ils m'ont repris le lendemain,
m'ont désabillé et enchaîné sur une table, les membres
attachés aux pieds de la table. Ils m'ont alors frappé
sur les reins et les fesses avec un manche à balai et u
nerf de boeuf pour éviter que le sang ~~xxxix~~ leur gicle
dessus, ils ont posé sur mes fesses une toile de sac
mouillée. La séance a duré toute la matinée. Ils m'ont
amené à la Prison St Michel dans la soirée et le lende-
main on m'a ramené Rue Maignac où j'ai subi de nouvel-
les tortures. Pendant deux jours j'ai été interrogé
avec les mêmes procédés. Au cours de l'une de ces séan-
ces, devant mon refus de reconnaître que j'étais le ra-
dio du réseau, ils m'ont mis en présence du dernier pos-
te que je m'étais servi et qui nous avait été volé par
CHOPIN, qui faisait partie de notre équipe de surveil-
lance et qui était en ce moment là en relations avec
la Gestapo. A ce moment là, j'ai dû avouer. CHOPIN a été
arrêté à la Libération et condamné aux travaux forcés.
----- A un nouveau interrogatoire, j'ai été pendu à une
poulie, attaché par les pieds, matraqué dans cette posi-
tion et à plusieurs reprises ils m'ont laissé choir sur
sol, bien entendu chaque fois la tête portait. Un autre
jour, j'ai été suspendu par les mains que j'avais liées
derrière le dos, toujours brutalement frappé. Les séances
ne duraient pas moins de deux heures chacune. Au cours
d'un autre interrogatoire ils ont essayé de m'acheter
en m'offrant une somme d'argent, pour travailler avec
eux, afin de trouver tous les agents du réseau que je
pouvais connaître, ils me proposaient ce marché, parce
qu'ils avaient été informés de mes nombreux déplacements.
Comme j'ai refusé, ils m'ont attaché à plat ventre
sur la table et m'ont encore frappé avec un baton. Je
porte encore sur le corps de nombreuses traces des sé-
vices que la Gestapo m'a fait subir. Du fait de ces mau-
vais traitements, je suis réformé à 75% dont 65 pour la
perte de vision de l'oeil gauche et 10% pour des troubles
de l'équilibration acoustique ainsi qu'en fait foi la
pie du certificat que je vous ~~présente~~ établis par le Cen-
tre de Réforme de TOULOUSE. J'avais oublié de vous dire
aussi qu'ils me servaient les poignets au moyen de plan-
chettes fixées à la table par des Vis. Je n'ai pas pu
identifier aucun des agents allemands qui m'ont torturé.

J'ai quitté TOULOUSE en convoi, le 27 mars en
direction de COMPIEGNE, où nous sommes arrivés le 31 mar
J'en suis reparti le 28 avril pour arriver au début de
Mai au camp de AUSCHWITZ. J'en suis reparti en convoi
vers le 12 mai pour arriver à BUCHENWALD le 15 mai; j'ai
quitté ce camp au début du mois de décembre pour aller
à REYCHAU en Kommando de travail situé au Nord Est de
Prague. Là, j'ai été libéré par les partisans Tchèques le
8 Mai 1945. J'ai été ensuite rapatrié en France où j'ai
été hospitalisé et j'ai été mis en convalescence un an
et demi.

Je n'ai jamais été jugé, ni en FRANCE, ni en Alle-
magne, par un Tribunal Allemand.

Lecture faite, perimée e/t signé

L'Inspecteur Ppal de P.J



176 et 176 bis. Sorti régulièrement de sa cellule à la prison Saint-Michel, Raymond Hartner subit plusieurs séances de tortures à la Gestapo de Toulouse : coups de poing, de pied, frappé avec un manche à balai ou un nerf de bœuf, suspendu par les mains attachées dans le dos, pendu à une poulie par les pieds... Rien ne lui est épargné. Les agents de la Gestapo font également pression sur lui en lui proposant de l'argent en échange d'informations. Au final, Raymond Hartner conserve des séquelles irréversibles : perte de la vision de l'œil gauche, trouble de l'équilibre acoustique, etc. Archives de la Commission d'Enquête des Crimes de Guerre Ennemis.

177. Lucien Béret (1907-1943) est membre du C.A.S. et du réseau « Brutus ». Postier employé au bureau de tri de la gare Matabiau, il intercepte des messages destinés en fait à la Gestapo. Il est arrêté à son domicile, devant ses enfants, le 9 octobre 1943 et conduit au siège de la Gestapo, à Toulouse. Sa femme est sans nouvelles pendant près de quinze jours. Longuement torturé, Lucien Béret décède vraisemblablement le 17 ou le 18 octobre 1943. Photographie extraite du Bulletin municipal de la ville de Toulouse publié en octobre 1944.

Entre les murs

Les lieux d'enfermement en Haute-Garonne. Deux camps d'internement sont ouverts et gérés par le gouvernement de Vichy : celui de Noé (à 40 kms au sud de Toulouse) et du Récébédou (commune de Portet-sur-Garonne). Officiellement baptisés « camps-hôpitaux », ils regroupent rapidement (surtout Noé), tous ceux que Vichy a désigné comme « l'Anti-France ». Des étrangers, des familles juives, des opposants politiques, des communistes, des résistants y sont internés parfois de façon totalement arbitraire, sans motif. Sur Toulouse, la prison militaire Furgole et la prison Saint-Michel sont utilisées successivement pour enfermer des résistants. La caserne Compans-Caffarelli a aussi servi de lieu de détention. Les résistants arrêtés (hommes et femmes) dans le reste du département sont systématiquement transférés à Toulouse, et généralement emprisonnés à Furgole et surtout à Saint-Michel. Cette prison devient le principal lieu d'enfermement pendant l'occupation nazie où se retrouvent toutes les personnes arrêtées par la *Gestapo*. Elle monopolise d'ailleurs trois ailes de la prison (les deux autres restent sous le contrôle des autorités françaises) : c'est le quartier allemand, surveillé par des soldats allemands.

L'expérience de l'enfermement. La majorité des résistants arrêtés découvrent l'univers carcéral. C'est un choc pour ces femmes et ces hommes qui n'ont, pour beaucoup, jamais été privés de leur liberté. Ils doivent donc s'adapter à un environnement étranger, hostile, où ils côtoient diverses personnes (parfois des droits communs, incarcérés pour des crimes et délits). Apprendre à cohabiter, à supporter la promiscuité, l'entassement, le manque d'hygiène et de nourriture est une épreuve. D'autant plus quand le corps est meurtri par les blessures et les sévices, et l'esprit dévoré par l'inquiétude et l'angoisse.

Dans la cellule... Celles de la prison Saint-Michel sont prévues pour deux personnes, mais les résistants y sont entassés souvent à plus de six, dormant à même le sol. La méfiance est de mise entre ces quatre murs : un « mouchard », indicateur de la *Gestapo*, peut être présent parmi les détenus. Cela n'empêche pas la naissance d'amitiés entre des prisonniers solidaires. On tente de s'occuper, de trouver des échappatoires, de se distraire. Des poèmes et chants sont récités ; des conférences s'organisent parfois, des moments de prières aussi pour briser la monotonie de l'enfermement.

Les liens avec l'extérieur. Les résistants doivent trouver en eux les ressources pour supporter ces conditions. Mais cela n'est encore rien face aux camps de concentration. Car, en prison, on est encore en France, on peut donc parfois recevoir des nouvelles et des colis de sa famille, savoir ce qui se passe à l'extérieur. Au fil du temps, cela devient cependant de plus en plus dur de communiquer dans la prison Saint-Michel et hors de ses murs. L'isolement y est progressivement complet. Les prisonniers d'un même réseau ne peuvent avoir de contacts entre eux. Les détenus se transmettent les informations en se parlant de fenêtres en fenêtres, ou en frappant les canalisations en code de morse.

De rares évasions. Albert Braun s'évade de la prison Furgole le 31 juillet 1943 après avoir creusé pendant des semaines les poutres de chêne du plafond à l'aide d'un couteau. Accédant ainsi au grenier, il passe par le toit et, aidé de deux camarades, disparaît dans la nuit.

ÉTAT FRANÇAIS
Sécurité Publique
Service des Étrangers

NOTICE INDIVIDUELLE D'INDESIRABLE
DIRIGÉ SUR LE CENTRE DE NOÉ EN ATTENDANT
SA DESTINATION DÉFINITIVE

NOM : HERNANDEZ
PRÉNOMS : Christobal
DATE ET LIEU DE NAISSANCE : 18.12.1906 à Barcelone (Espagne)
de Laurent et de Ousann Bernardine
NATIONALITÉ : Espagnole
CONFESSION : catholique
DATE D'ENTRÉE EN FRANCE : 11.7.43
Est-il d'un séjour non autorisé par le commissaire général étranger de son pays d'origine :
PROFESSION : manoeuvre
RESSOURCES :
DERNIER DOICILE : Montflanquin (Lot et Garonne)
SITUATION DE FAMILLE (à préciser les attaches françaises) : marié
SITUATION MILITAIRE : (mentionner s'il a été d'un vol non autorisé et s'il a effectivement participé à des opérations ou d'un vol non autorisé en présence d'un chef de sa section le 14 juin 1943.)
L'inspecteur : *M. J. J.*

Conduit au Camp de NOÉ, le 23-7-43 pour activités communistes
A la disposition du Parquet de Toulouse

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
CENTRE DE SÉJOUR SURVEILLÉ
DE
NOÉ
(HAUTE-GARONNE)

Date d'entrée en France : 11.7.43
Date d'entrée au camp : 23.7.43

Vernot le 21/11/43

Fiche Individuelle

SIGNALEMENT

Age 37 ans
Taille 1.70
Sexe m.
Cheveux chât.
Sourcil
Yeux gris
Nas nez
Bourbe rasé
Front m. b.
Menton l.
Visage ovale

Nom Hernandez
Prénoms Christobal
Nationalité Espagnole Religion cath.
Profession manoeuvre
Adresse Montflanquin (Lot et Garonne)
Né le 18.12.1906 à Barcelone
Père de Hernandez
et de Guineas Bernardine

	INDICE	RECHERCHES
1	10	
2	10	
3	10	
4	10	
5	10	

Situation de famille (enfants)
1 Marie
2 Christophe
3
4
5

Né le 18.12.1906 à Barcelone
Noms de baptême Gabriel - Alfonso
Personne détenue en cas d'excédent M. Duboucq
Montflanquin Lot et Garonne
Titres universitaires None
Connait-il la française ? non par Langue maternelle Esp.
Préféré quel pays pour l'internement 11.5
Date de capture 23.7.43

EMPREINTES DIGITALES ET SIGNATURE
M. J. J.

178 et 179 bis. Christobal Hernandez, réfugié républicain espagnol, est arrêté pour « activités communistes » et transféré au camp d'internement de Noé le 23 juillet 1943. Archives départementales de la Haute-Garonne.

180. Photographie de la prison Saint-Michel, juste après la Libération.



LES MESSAGES SECRETS DE JEANINE MESSERLI

Jeanine Morisse, épouse Messerli, est née 1921 à Auch (Gers). Étudiante aux Beaux-arts à Toulouse, « Niquou » entre en résistance et devient agent de liaison pour le réseau « Prunus » en 1943. Elle transporte des armes, des postes émetteur-récepteur, des messages entre le chef du réseau et l'opérateur radio. Dénoncée, elle est arrêtée le 13 avril 1943 à Toulouse par la *Gestapo*. Elle est internée à la prison militaire Furgole puis transférée à la prison de Fresnes à Paris en mai 1943. D'abord sans nouvelles de sa famille, « Niquou » reçoit finalement des lettres et des colis. Elle écrit des messages secrets sur des lamelles de tissu cachés dans les ourlets du linge qu'elle envoie à sa mère depuis la prison. Sur ces fragments, Jeanine décrit ses conditions de détention. Ces mots sont surtout des refuges pour elle, où elle exprime toute son affection à ses proches. Jeanine est finalement déportée au camp de Ravensbrück en janvier 1944.

181.



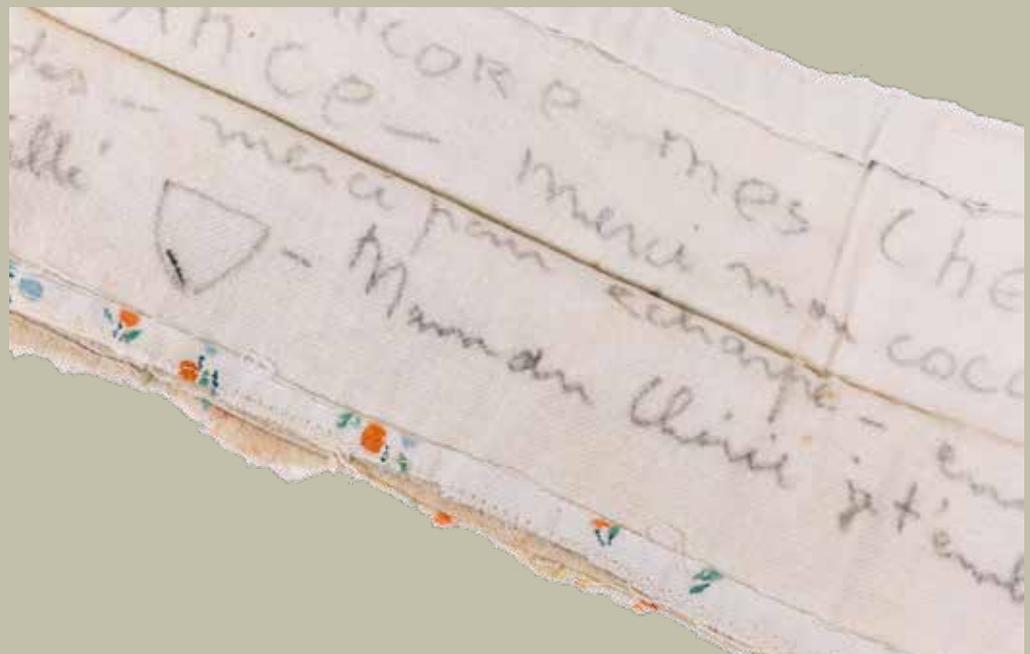
Extraits des messages secrets :

« [...] cellule privilégié / eut permission / ouvrir ma fenêtre / quand je VEUX / (avons eut colis / + rouge [Croix-Rouge] - eau / chaude de temps / en temps- ne vous inquiétez / pas. Tout le monde / très chic- la guerre ne peut / plus durer à / bientôt mes chéries / crois que nous ne / serons pas jugés / le Bon Dieu est si bon si bon- / Mamie me fais / toute petite dans / tes bras- mon Coco chérie [la sœur de Niquou] je / pense tant à / toi. »

« Dieu coco je te confie mami / envoyé photo mon coco ma mami mon papa / j'ai un très bon moral / ne voyagez plus vous êtes ma vie / bises pour oncles tantes »

« nouvelle cellule est dans le 3^e bâtiment avant dernière fenêtre. 4^e étage. et on peut parler aux gens qui passent dans le chemin qui encercle Fresnes. J'aurais été si heureuse de vous [voir] ».

182.



MOURIR EN FRANCE

Exécutés, massacrés et tombés au combat

La mort omniprésente. La mort devient un élément incontournable de l'univers des résistants. Elle est totalement partie prenante de leur quotidien. Il est très difficile, voire impossible, de déterminer avec précision combien de femmes et d'hommes ont été victimes de la répression. Environ 35 000 personnes en France ont été tuées pour des faits de résistance sous l'Occupation, dans les prisons et camps du *Reich*. Cela comprend les résistant(e)s abattus lors de missions, morts sous la torture, tués lors des combats de la Libération, exécutés sommairement ou disparus.

Quelques drames en Haute-Garonne. Le bilan est lourd : 617 personnes exécutées, 416 internées. Du haut responsable au simple résistant, les nazis ne font aucune différence en matière de répression. Le 17 mars 1944, René Galache et René de Raymond, membres d'un groupe-franc de l'A.S., partent en mission pour récupérer armes et matériel dans un garage dans le quartier des Sept Deniers (Toulouse). Dénoncés, ils sont abattus par les agents de la *Gestapo*. Plusieurs résistants trouvent eux aussi la mort en partant ou en revenant d'opérations : le passeur Jean-Louis Bazerque est pris dans une fusillade à Larroque le 13 juin 1944 ; Marcel Taillandier meurt le 11 juillet 1944 à Saint-Martin-du-Touch, intercepté lors d'un banal contrôle d'identité qui tourne mal. D'autres sont éliminés froidement par les nazis : 15 résistants détenus à la prison Saint-Michel sont ainsi exécutés au bois de la Reule, à Castelmaurou, le 27 juin 1944. Leurs bourreaux les ont obligés à creuser leur fosse au préalable. Ces exécutions arbitraires concernent des personnes arrêtées puis mises à mort sommairement sans jugement. Effectuées souvent dans des endroits reculés, elles se multiplient dans les derniers mois de l'occupation avec la montée en puissance de la Résistance et la fébrilité des troupes nazies. Pour ces personnes sauvagement assassinées, il est parfois bien difficile de savoir ce qui s'est passé et où se trouvent les dépouilles après la guerre.

Une disparition toujours inexplicquée. Qu'est devenue par exemple Henriette Achiary ? Cette militante socialiste est contrainte de quitter Toulouse après que son époux Léon (membre du C.A.S.) ait échappé de justesse à une arrestation. Elle trouve refuge à Paris où elle est finalement arrêtée. Mais on ne sait ce qu'il est advenu d'elle par la suite : morte sous la torture, achevée dans un bois ou décédée dans un wagon lors de sa déportation ? Combattants de l'ombre, certains résistants disparaissent dans la nuit de l'occupation.

Les morts de la Libération. Jusqu'aux derniers instants de l'occupation, des résistants perdent la vie. Lors des combats qui libèrent Toulouse, on dénombre 35 victimes essentiellement tuées par des miliciens et non des soldats allemands. C'est le cas de Jacques Guillemin-Tarayre : désigné pour prendre la tête du journal *La République* à la Libération, il est torturé et assassiné par des francs-gardes le 18 août 1944. André Teperman est aussi abattu par un milicien le 25 août 1944. Six jours après la Libération, la ville est toujours secouée par des heurts. Des miliciens retranchés tirent depuis les toits. Voulant protéger la population, un groupe de résistants dont fait partie André Teperman, prend position pour les déloger. Mortellement touché, il est le dernier mort de la Résistance et sans doute l'un des plus jeunes à Toulouse et en Haute-Garonne. Issu d'une famille de réfugiés juifs polonais, Teperman utilise une fausse carte d'identité qui le vieillit de quelques années pour pouvoir entrer dans la Résistance. Il a à peine 16 ans quand il tombe place Belfort.

Condamnés à mort

Les lieux d'exécution en Haute-Garonne. La prison Saint-Michel n'est pas simplement un lieu de détention. Procès et exécutions s'y déroulent. Sections spéciales, tribunaux militaires et cours martiales y siègent

186.



186. Le 11 juin 1944, huit patriotes sont amenés par la *Gestapo* de Toulouse à Pibrac à proximité de la forêt de Bouconne et sont abattus. Leurs corps sont abandonnés dans le fossé dont celui du jeune Marchand. Archives de la Commission d'enquête des Crimes de Guerre Ennemis.

187. Le 28 juin 1944, à Toulouse, quartier Roseraie, sept jeunes résistants sont pris au piège par la *Gestapo* alors qu'ils viennent récupérer des armes dans un dépôt. Ils sont fusillés immédiatement sur place comme René Vaisse.



187.

188. Le maquis de Saint-Lys est attaqué par l'occupant nazi le 12 juin 1944. Neuf maquisards tombent au combat dont le chef, Jean Chaubet. Les corps sont inhumés au cimetière de Bonrepos-Aussonnelle les 14 et 15 juin 1944.

189. Lucien Cassagne (1891-1944) est musicien, membre du Théâtre du Capitole et du Conservatoire de Toulouse. Il participe à l'instauration du Comité Départemental de Libération. Il est abattu dans la nuit du 19 août 1944, à la sortie de la réunion clandestine du C.D.L. Accompagné Jean Cassou, leur voiture tombe sur l'un des derniers barrages allemands dans la ville. Les soldats tirent, Cassagne meurt sur le coup ainsi que le chauffeur de la voiture ; Cassou, grièvement blessé, est laissé pour mort.

188.



189.

permettant ainsi une application immédiate de la sanction. D'autres résistants sont jugés entre les murs de la prison mais sont finalement fusillés en périphérie de Toulouse. Quelques jours après la Libération, en septembre 1944, trois fosses sont découvertes au lieu-dit « Bordelongue » (aujourd'hui l'échangeur de Langlade au sud du périphérique toulousain). Les Allemands y ont jeté les corps de 27 résistants exécutés entre novembre 1943 et avril 1944 suite à leur condamnation devant le Tribunal militaire de Toulouse.

Les avis d'exécution. Ces affiches rouges ou jaunes bordées de noir sont placardées sur les murs pour annoncer les exécutions de résistants, les otages pris et les menaces de représailles. Elles servent à dissuader, à faire peur. Mais à la longue, elles sont inefficaces. Elles font des résistants exécutés des martyrs ; certaines sont lacérées ou recouvertes d'inscriptions, actes qui sont d'ailleurs à leur tour très vite réprimés. Certains avis d'exécution sont aussi publiés dans la presse locale.

Des familles dans l'ignorance. La famille du condamné apprend souvent l'exécution d'un fils, d'un mari ou d'un père, par la presse ou par les avis d'exécution. Si le résistant a adressé une dernière lettre, elle ne parvient aux proches que quelques jours voire quelques semaines après sa mort. Son contenu est, en effet, soumis à la censure. Une série d'interdictions est imposée à la famille : rassemblements ou manifestations d'hommage, diffusion de la dernière lettre, pose d'une plaque ou d'un nom sur la tombe. Il arrive également que la dépouille ne soit pas restituée et que le corps soit inhumé dans une fosse commune. C'est donc une répression indirecte qui s'exerce sur les proches, une manière de maintenir la terreur même après la mort.

Les lettres de fusillés. Dernière faveur accordée aux prisonniers condamnés à mort, plusieurs lettres de résistants fusillés à Saint-Michel sont aujourd'hui connues. Elles traduisent l'immense courage, l'absence de regrets, le sacrifice pour la France et l'étonnante sérénité de ces hommes face à la mort.

« Toulouse, le 18 avril 1944. Très chers parents, cette lettre va vous causer une très grosse peine, car c'est malheureusement la dernière que je vais vous écrire. En effet, quand vous la recevrez, je ne serai plus de ce monde, puisque demain matin, je serai fusillé par les troupes allemandes. [...] ».

Charles Boizard (1922-1944)

condamné le 18 avril 1944 et fusillé le lendemain à Bordelongue

« Nous avons fait un excellent repas, le dernier, tous les neufs, en bons camarades et en bons Français. Personne ne s'est plaint. Nous avons accepté notre sort avec courage... Je suis prêt à affronter la mort. J'ai fait mon examen de conscience, je meurs en bon Français, je me suis montré toujours attaché à ma France, si belle et que j'aime tant. [...] ».

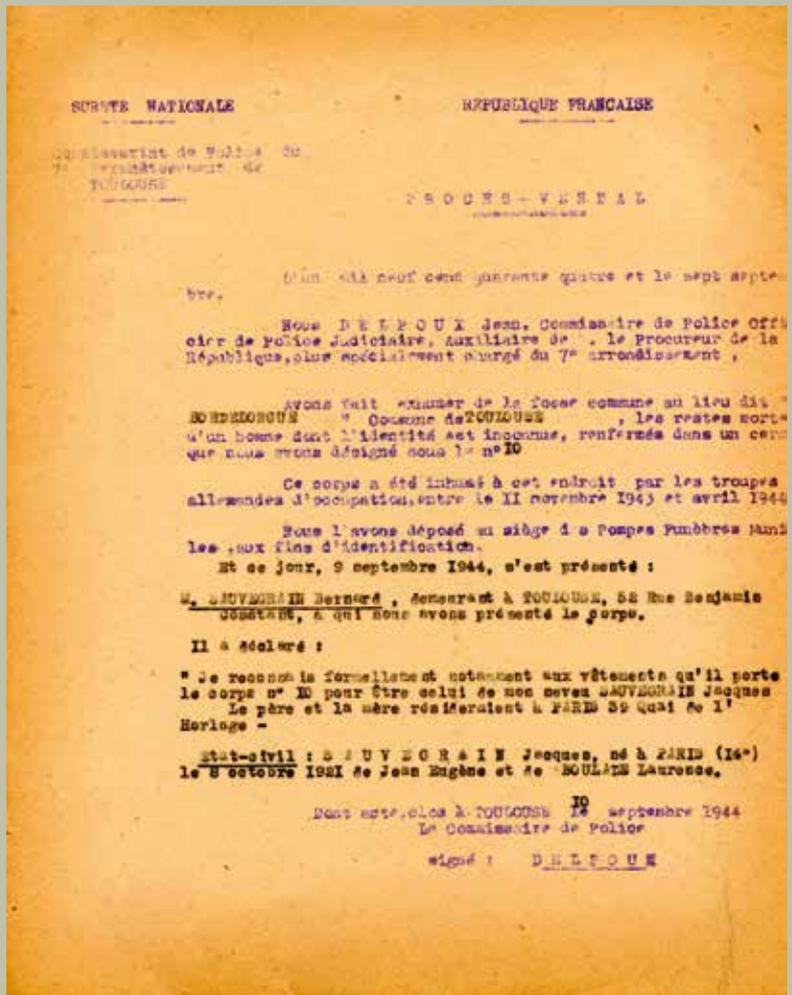
Paul Mathou (1923-1944)

**arrêté le 12 avril 1944 après l'attaque de son maquis et fusillé le 15 mai 1944
à Bordelongue**

« [...] Adieu, parents adorés. Je meurs content et fier, sans pleurer, sans gémir, car je vais retrouver les héros innombrables de la Libération. [...] Je meurs la tête haute, comme un humble artisan de la Libération ».

Louis Sabatié (1924-1944)

fusillé à la prison Saint-Michel le 17 février 1944

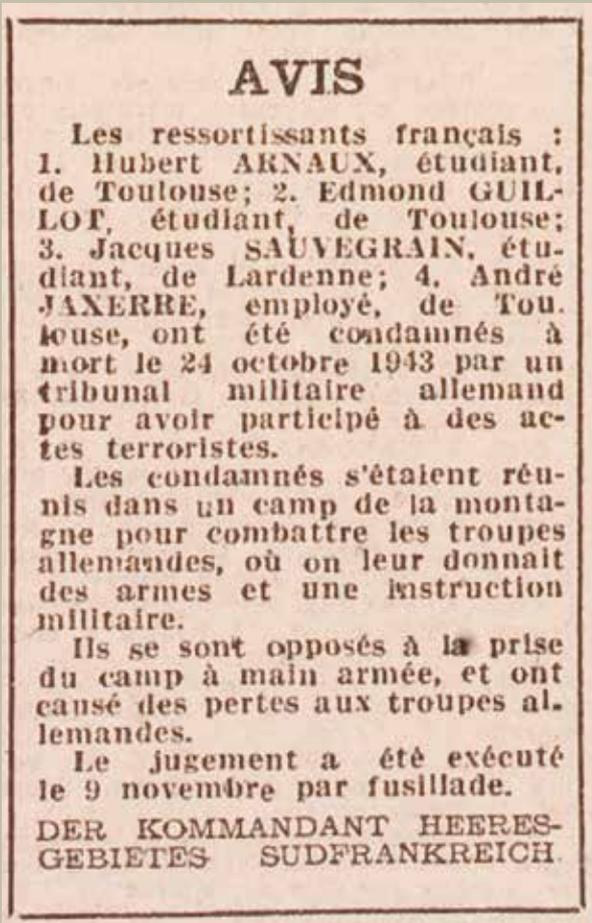


190.



190. Plaque commémorant la mémoire des six fusillés de la prison Saint-Michel et de Mendel Langer, le seul à avoir été guillotiné. Elle est apposée sur l'un des murs extérieurs de la prison.

192.

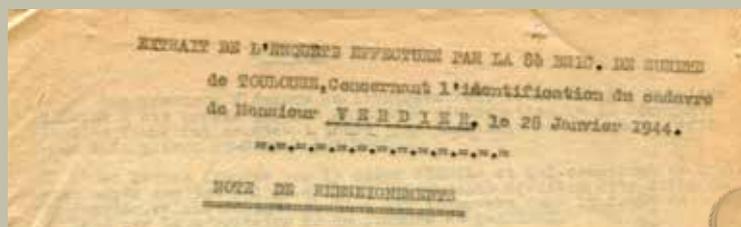


191 et 192. Quatre étudiants toulousains font partie des fusillés de Bordeslongue : Jacques Sauvegrain, Hubert Arnaud, Edmond Guyaux et André Jaxerre. Ils sont arrêtés lors de l'attaque par les nazis du maquis « Bir-Hakeim », en Aveyron, puis détenus à Saint-Michel. Condamnés à mort, l'avis d'exécution paraît dans La Dépêche le 13 novembre 1943 (Archives départementales de la Haute-Garonne). Après guerre, quand leurs corps sont retrouvés, les familles doivent les identifier. Archives de la Commission d'Enquête des Crimes de Guerre Ennemis.

LE CALVAIRE DE FRANÇOIS VERDIER

François Verdier, chef de la Résistance en R4, est arrêté à son domicile lors de « l'Opération de Minuit ». C'est un coup très dur pour les résistants locaux. Il est immédiatement amené à la *Gestapo* de Toulouse pour subir de terribles interrogatoires. Durant un mois et demi, Verdier est quotidiennement extrait de sa cellule de la prison Saint-Michel. Sauvagement torturé, il ne craque pas, et ne livre aucune information. Durant sa détention, il écrit plusieurs mots accompagnés de dessins. Ces lettres, le plus souvent adressées à son épouse Jeanne (Verdier ignore qu'elle est elle-même détenue), témoignent de l'angoisse, de la tension et de l'ignorance dans laquelle il vit alors. « 23 janvier : toujours sous la menace, je vis au secret des jours insensés. Votre précieux souvenir me tient lieu de tout [...] ». Une opération est envisagée pour le faire libérer en cas de transfert mais les résistants sont pris de vitesse. L'état de Verdier est tel qu'il est en fait intransportable. Ses bourreaux décident de l'achever et l'emmènent le 27 janvier 1944 en forêt de Bouconne. Là, il est exécuté d'une balle dans l'abdomen. Les nazis font ensuite exploser une grenade dans sa bouche. Un garde forestier trouve le corps. Deux incompréhensions planent toujours autour de cette exécution : pourquoi Verdier n'a-t-il pas été transféré sur Paris puis en Allemagne comme le laissait supposer son statut de chef et puisqu'il n'a pas parlé ? Pourquoi ses bourreaux ont-ils mutilé son cadavre ? Peut-être pour effacer les marques de leur acharnement ou pour frapper les esprits par l'horreur de ce geste. Peut-être les deux à la fois.

193.



suit: Le 27 Janvier 1944, à 16h, le service a été informé de ce qui
Le même jour au matin, une détonation avait été perçue dans la
forêt de BOUCONE. Peu de temps après un garde forestier avait découvert
au bord du chemin forestier, le corps d'un homme dont le crâne avait
été déchiqueté par une déflagration.

TOULOUSE
Un transport sur les lieux a permis de constater que la victime
était vêtue d'un gilet en tissu et d'un costume confectionné par "MAHRE"
sur la ceinture du pantalon, à l'intérieur, le nom de "VERDIER"
est écrit sur une étiquette cousue.
Mr MAHRE a reconnu ces vêtements pour être ceux qu'il avait con-
fectionnés pour un sieur VERDIER demeurant à TOULOUSE 34, rue Jean
Ariand.
Le Docteur de service a procédé à l'examen du corps. Au plus de
l'écoulement de la boîte crânienne et de la disparition complète de
la face il a relevé à la base du thorax l'orifice d'entrée d'un pro-
jectile. L'orifice de sortie se trouve dans la région lombaire gauche.
Le projectile, une balle de calibre 11 s/a a été retrouvée dans les
vêtements.
Les investigations du service ont permis d'identifier ainsi le
corps découvert dans la forêt de BOUCONE.
- VERDIER Léon, Jean François, né le 7 Septembre 1900 à
LEZAR (Ariège) de Paul et de..... Marié à
LAFORGUE Jeanne le 27/4/1932 à STALLES (Gers).
Deux enfants - Industriel, 44 à TOULOUSE, 34,
rue Jean Ariand.



194.

ÊTRE DÉPORTÉ

Vers l'inconnu

Disparaître dans la « Nuit et le Brouillard ». La déportation politique est le fait, par l'occupant nazi, de déplacer des résistants (femmes et hommes) contre leur volonté hors des frontières nationales. Ils sont ensuite dirigés vers des camps de concentration en Allemagne et en Autriche. Le 7 décembre 1941, le décret *Nacht und Nebel* (« Nuit et Brouillard ») instaure la déportation comme une mesure spéciale de répression : les ennemis les plus dangereux du *Reich* doivent disparaître dans le secret absolu. De décembre 1942 à septembre 1943, la déportation politique est privilégiée pour rendre la répression plus « discrète » et éviter ainsi de juger les résistants en France. Elle prend réellement de l'ampleur à partir de janvier 1943, puis jusqu'à la Libération, elle devient un phénomène de masse. Jusqu'au dernier moment, les nazis font partir des convois vers l'Allemagne. L'ultime convoi de déportés politiques quitte la France le 18 août 1944 (Paris est libéré le 25). Depuis Toulouse, les derniers déportés sont partis le 30 juillet 1944. Au total, 86 000 personnes (hommes ou femmes, français ou étrangers) ont été déporté(e)s depuis la France, par mesure de répression. Cela inclut bien sûr les résistants, mais aussi les opposants, et parfois même des prisonniers de droit commun (trafiquants du marché noir ou autre). 60% d'entre eux sont revenus. En Haute-Garonne, il y a eu 1370 déporté(e)s dont 1068 à Toulouse.

Le wagon. Avant d'être déportés, les résistants sont regroupés dans des camps d'internement près de Paris, conçus comme des réservoirs pour alimenter les convois. Bon nombre des déportés partis depuis la France sont ainsi passés par le camp de Compiègne, dans l'Oise, où sont formés les convois de déportation. Puis c'est le départ. Les déportés sont entassés dans des wagons à bestiaux, parfois à plus de 100 pendant et plusieurs jours sans recevoir ni à boire ni à manger. Le train est la première épreuve imposée aux déportés ; elle génère une tension terrible et une grande angoisse. Nombreux sont ceux qui meurent ou deviennent fous pendant ce transfert qui peut durer trois à quatre jours, trois ou quatre nuits.

Le convoi du « Train Fantôme ». Le 2 juillet 1944, au moment où le calendrier s'accélère pour les Allemands, les derniers internés du camp du Vernet d'Ariège et des prisonniers de Saint-Michel (700 hommes et 66 femmes) sont entassés dans des wagons à bestiaux en gare Raynal à Toulouse pour être déportés en Allemagne. Sous une chaleur caniculaire, le convoi se dirige d'abord vers Bordeaux puis Angoulême mais les voies et les ponts sont en partie détruits par les résistants et les Alliés. Revenu sur Bordeaux, le convoi y reste bloqué pendant près d'un mois, les hommes sont enfermés dans la synagogue, les femmes au Fort du Hâ. Le 9 août, le convoi repart sur Toulouse puis roule vers Lyon pour remonter par la vallée du Rhône. Stoppé des journées entières sur des voies désaffectées, il subit des mitraillages alliés qui ignorent la présence de détenus. Le 18 août, les prisonniers sont contraints de marcher 17 kms pour rejoindre un autre train en gare de Sorgues, près d'Avignon. Là, certains d'entre eux s'évadent grâce à l'aide courageuse des cheminots et de la population. Après 57 jours de souffrance, les déportés arrivent cependant au camp de Dachau le 28 août 1944. Les femmes sont transférées à Ravensbrück une semaine plus tard. Une odyssee terrifiante et une errance de huit semaines pour ce train dans le Sud de la France qui est, pour cette raison, surnommé le « Train Fantôme ».

L'arrivée au camp. C'est un choc incomparable par rapport à ce que les résistants ont déjà vécu. Épuisés par le voyage, les déportés ne sont pas préparés à découvrir un tel univers car beaucoup s'imaginent être envoyés dans des prisons ou dans des camps de travaux forcés. Mais ce qu'ils découvrent n'a absolument rien à voir.

196.

Vous seriez bien aimable de faire
 prévenir les personnes suivantes qui
 nous sommes dirigés sur l'Allemagne.

Madame Gampel 94 Boulevard Rochechouart
 Paris 18^e

Madame Ferrac
 45, rue de la Cité ouvrière (Toulouse)

Madame Dauriac
 X 10, rue Caranvan (Toulouse)

Donc que nous avons quitté Compiègne
 le 27 avril 44

A. v. p.

197.

Tuesday 27 avril 1944
 Madame
 Habitant sur les bords du chemin de fer ligne
 Compiègne à Soissons (ligne) un train de prisonniers
 civils est parti et de ce train, un inconnu m'a
 fait un papier par les bancs ainsi rédigé :

faire prévenir à l'adresse dont provient
 ces mots, qu'il a quitté Compiègne le 27 avril 1944
 direction Allemagne
 sans signature

Mme Broggi Suptite
 Tache d'aine par vic sur ligne (ligne)

198.



199.



196 et 197. Certains déportés dissimulent papier et crayon dans le wagon. Ils écrivent en toute hâte un rapide message et le lancent par la lucarne. C'est ce que fait Sylvain Dauriac le 27 avril 1944 en quittant Compiègne. Une riveraine, Mme Broggi, prend le risque de ramasser le petit morceau de papier, tombé sur le ballast. C'est totalement interdit par l'occupant et passible de graves sanctions. Elle expédie pourtant le message aux adresses inscrites sur le papier. Ce sont celles des épouses de quelques résistants déportés avec Dauriac. Sans ce mot, elles n'auraient pas su le transfert de leur mari en Allemagne. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

198 et 199. Au camp, la gamelle est vitale pour le déporté ; elle lui permet de recevoir sa ration de soupe. Pour ne pas se la faire voler, le détenu est obligé de dormir avec, calée sous sa tête. Gobelet du camp de Buchenwald (don de Jean Durand). Gamelle « Quart Sternback » du camp de Mauthausen (don de M. Lefèvre).

« Quand on a passé cette porte de Ravensbrück, après ce que nous venions de passer dans le train, ce froid, ces projecteurs, ces hurlements, ces chiens, ces mitraillettes, on a eu l'impression de rentrer dans un cauchemar. On a été pris dans l'angoisse, dans la peur. Je me souviendrai toujours de ce passage, cela a été affreux. On a eu l'impression de quitter le monde des humains pour basculer dans quelque chose d'absolument inhumain [...] ».

Jeanine Messerli, résistante toulousaine déportée à Ravensbrück

Devenir un numéro. À leur arrivée, les déportés sont immédiatement dépouillés de tout ce qui leur appartient (vêtements, photographies, bijoux, souvenirs personnels). Il leur est interdit de posséder quoi ce soit. Puis c'est l'épreuve de la douche glacée puis brûlante, la tonte intégrale et la « désinfection » au grésil. Ils reçoivent alors leur tenue composée d'une chemise et d'un pantalon rayés, d'un calot et des galoches (souvent de simples claquettes qui blessent les pieds). Pas de sous-vêtements, ni de quoi se protéger du froid. La distribution est aléatoire : les nazis se contrefichent de donner les bonnes tailles de vêtements aux déportés qui se retrouvent donc affublés de guenilles informes, récupérées parfois sur les détenus décédés et envoyés au crématoire. Toutes ces étapes participent au « dressage » du déporté, contribuent à l'humilier et l'avilir. Têtes rasées et ainsi habillés, les *haftling* (« détenu » en allemand, nom officiel donné par l'administration des camps nazis aux déportés) se ressemblent tous, impossible de les différencier. Leur individualité est niée, jusqu'à leur identité : en recevant leur matricule, ils deviennent de simples numéros. L'objectif des nazis est la déshumanisation totale des êtres, avant leur mise à mort.

Le convoi des « déportés tatoués ». Ce convoi spécial constitue une forme de répression en lui-même. 1655 détenus politiques sont désignés (notamment Sylvain Dauriac et Raymond Naves, résistants toulousains) probablement pour venger la mort de Pucheu, ministre de Vichy. Parti depuis le camp d'internement de Compiègne le 27 avril 1944, c'est l'un des rares convois de déportés politiques de France à être envoyé en Pologne, et à arriver dans le complexe d'Auschwitz-Birkenau. Ce complexe regroupe un centre d'extermination (Birkenau), deux camps de concentration (Auschwitz 1 et Monowitz) et une centaine de camps annexes de travail. Tous les déportés passés par ces camps de concentration ont été tatoués, juifs sélectionnés avant la chambre à gaz ou résistants déportés. Mais ce tatouage du numéro matricule n'a eu lieu qu'à Auschwitz, et pas dans les autres camps de concentration.

L'univers des camps

L'extermination par le travail. Les premiers camps de concentration ouvrent en Allemagne dès le printemps 1933, juste après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, pour enfermer les opposants politiques allemands. Puis, avec la guerre, toutes les nationalités s'y mélangent. Cette main d'œuvre inépuisable, servile et très bon marché est alors utilisée dans l'effort de guerre nazie et louée à certaines entreprises allemandes. Seuls les déportés encore capables de travailler, encore utiles aux nazis, restent en vie. Les plus faibles sont éliminés progressivement. Plus que des « camps de travail », ces camps de concentration sont en réalité des « camps d'extermination par le travail » car les tâches effectuées par les déportés, longues et épuisantes, ne peuvent aboutir qu'à leur mort. Après un passage en quarantaine, les détenus sont répartis dans des blocks où ils s'entassent pour dormir et dans des *kommandos* de travail où ils passent toute la journée. Ce travail est harassant et se fait sous la terreur constante des S.S. et des *kapos* (détenus désignés comme chef de *block*). La durée quotidienne, si elle peut varier selon les saisons, est de plus d'une dizaine d'heures par jour. En tout cas, le travail s'effectue bien souvent jusqu'à la nuit tombée, quelles que soient les conditions météorologiques et la température, été comme hiver.

200.



200. Blocs de pierre extraits de la carrière de Mauthausen. Dans ce camp, les déportés creusent la carrière de granit et portent ces blocs très lourds dans leurs bras, ou sur une épaule, tout en haut d'un escalier de 186 marches inégales. Beaucoup tombent écrasés sous le poids de la pierre, ou bousculés par les S.S., sans arriver au sommet de l'escalier.

201. S.S. et *kapos* exercent une violence systématique, extrême, gratuite et arbitraire. Dessin extrait du recueil de Jan Komski.

202. Le travail dans les camps : assécher des marais, creuser des tranchées ou des tunnels, pousser des wagonnets, etc. Des tâches exténuantes qui exigent une énergie très importante, incompatible avec l'état physique des déportés. Dans ces conditions, ils ne peuvent que mourir. Dessin extrait du recueil de dessins de Jan Komski.

203. L'extrême maigreur des déportés à la libération du camp de Dachau permet de comprendre que leur quotidien se résume uniquement à survivre jour après jour. Photographie mise à disposition par M. Grenier.



203.



201.



202.

Aux limites de la survie. Le travail épuisant n'est pas la seule cause de la terrible mortalité dans les camps. Une accumulation de paramètres explique que la durée de vie d'un détenu peut varier de quelques jours à quelques semaines, voire plusieurs mois. Les conditions d'hygiène sont épouvantables : les déportés sont recouverts de vermine et de poux, propices au développement des maladies et infections. Ensuite, la fatigue ne quitte jamais le déporté. Le manque de sommeil (seulement quelques heures par nuit) et l'absence de soins contribuent à son état d'exténuation constant. La faim et la soif sont aussi volontairement entretenues par les nazis. Sous-alimentés, les déportés sont constamment affamés et leur amaigrissement est impressionnant. Pour les nazis, il est inutile de les maintenir en vie en les nourrissant bien : de nouveaux convois arrivent sans cesse et les déportés sont ainsi toujours renouvelés. Rapidement, une très grande majorité des déportés tombe dans une déchéance physique et psychologique profonde qui les laisse sans réaction, plus morts que vivants. Ils sont épuisés, hagards, très proches de la mort. Ces détenus, devenus « inutiles » pour les nazis, sont éliminés lors des « sélections », pour être assassinés.

Une violence permanente. Au vu de l'état physique et moral des déportés, contrôler cette « population » n'est pas difficile. L'emprise est presque totale grâce au climat qui règne au camp : mort omniprésente, coups, souffrances continuelles, humiliations, délation et mise en concurrence des déportés, crainte des sélections et des « transports noirs ». Les détenus sont de plus soumis à l'arbitraire de leurs gardes. Les S.S., véritables gardiens des camps, ont droit de vie et de mort sur eux ; les *kapos* sont chargés de commander les autres détenus. Très souvent, ce sont des « triangles verts », c'est-à-dire des détenus de droit commun au comportement très violent. Ils ont également le droit de frapper les déportés, de leur hurler dessus et de les tuer mais ils restent soumis à l'autorité des S.S.

Briser l'espoir. Tout est donc prévu, calculé pour favoriser l'agressivité et les affrontements entre détenus qui luttent pour leur survie. Les bagarres sont d'ailleurs quotidiennes au camp et dans le *block*. Le système concentrationnaire est donc fait pour rendre impossible toute résistance, toute solidarité. Il veut rendre les déportés passifs, soumis, amorphes et déshumanisés. Entassés les uns sur les autres, les déportés doivent surmonter la promiscuité, l'absence d'intimité, le mélange des nationalités et des opinions, mais aussi les interdictions innombrables et les appels interminables. L'absurde et la loi du plus fort règnent au camp.

Résister malgré tout. Les nazis n'ont pourtant pas réussi à briser toute fraternité ni tout esprit de résistance. Certains déportés (une minorité seulement) parviennent à s'extirper de cet enfer. Ils ne renoncent pas à ce qu'ils sont, à leurs idées et à leur combat. Une nouvelle résistance commence alors. Comment ? En ralentissant ou sabotant le travail ; en aidant et protégeant un camarade ; en partageant sa maigre ration ; en affirmant son humanité et sa personne ; en créant des échappatoires (se raconter des souvenirs, réciter des poèmes et des prières, etc.) ; en voulant témoigner de l'horreur (dessiner, écrire puis cacher ses productions pour les soustraire à la surveillance des nazis). Les survivants, s'ils ont souvent eu beaucoup de chance, ont pu aussi revenir des camps grâce à leur volonté farouche de ne pas se soumettre et de refuser l'avalissement.

204.



205.



Certains déportés confectionnent secrètement de petits objets. Ils témoignent ainsi leur fraternité en les offrant à des camarades. Pour un tel acte, les risques sont énormes : voler du matériel, réaliser un objet en cachette, le conserver sur soi.

206.



204. Bague et médaillon fabriqués par une camarade déportée de France Echerbault, résistante française au camp de Ravensbrück.

205. Portefeuille fabriqué par Eugène Thomas et offert à Sylvain Dauriac à Buchenwald. Il porte son matricule et son numéro de block. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

206. Petit coffret en tissu fabriqué à Ravensbrück à Noël 1943.

207. Drapeau français avec une croix de Lorraine confectionné par France Echerbault et ses camarades à la libération de Ravensbrück.

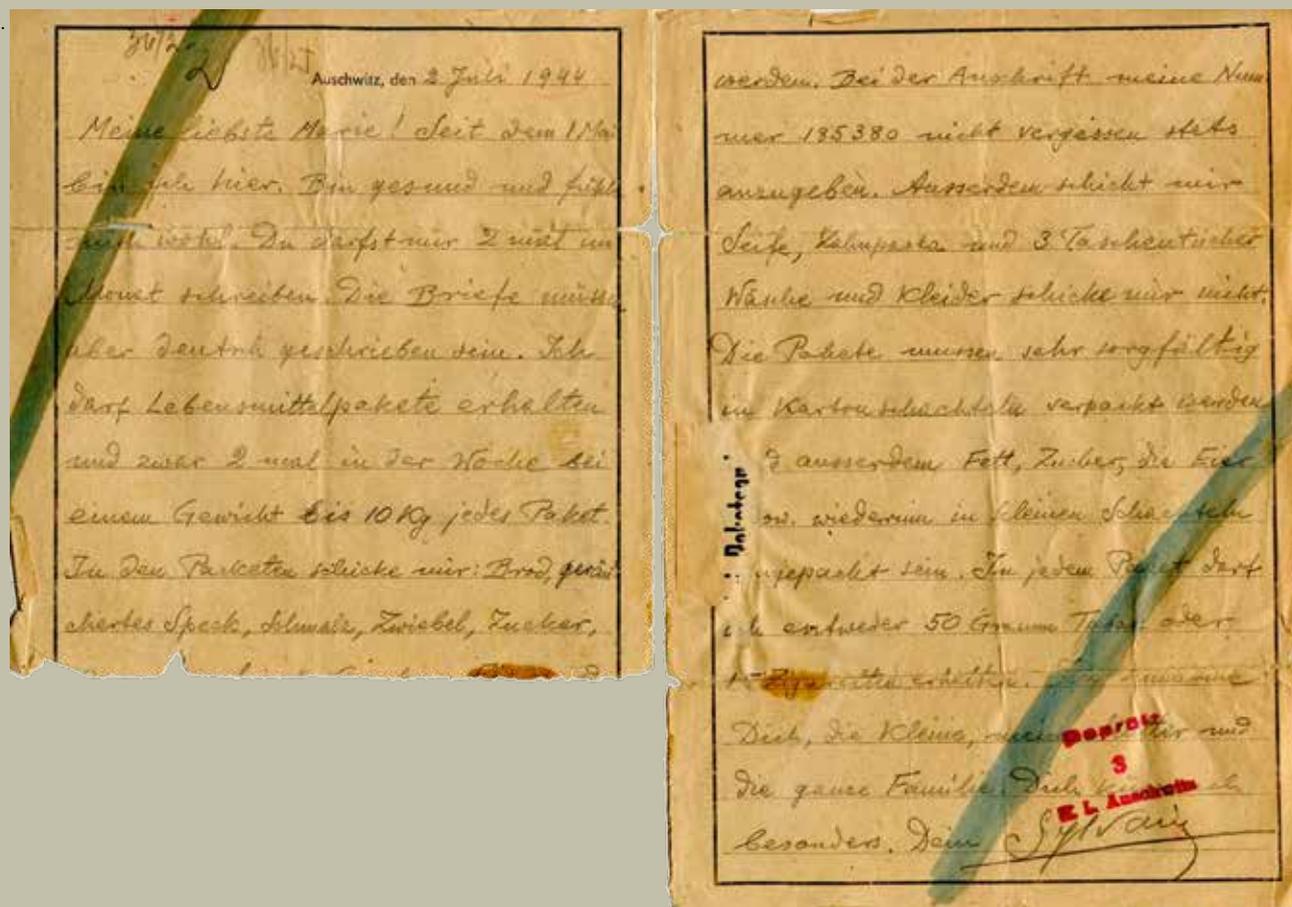


207.

SYLVAIN DAURIAC : LETTRES D'AUSCHWITZ

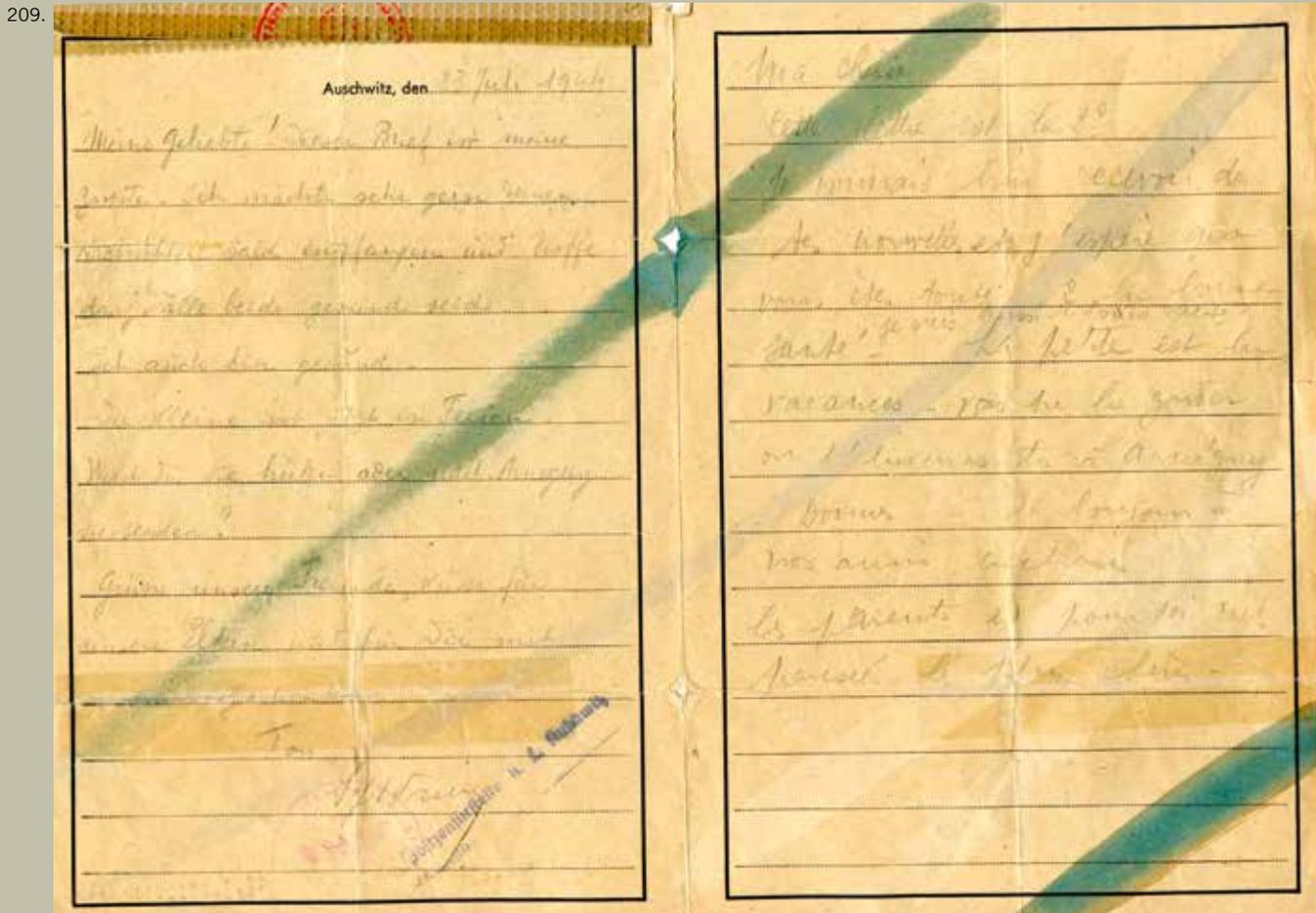
Sylvain Dauriac fait partie du convoi des « déportés tatoués » du 27 avril 1944. Il arrive à Auschwitz le 30 avril 1944 et devient le matricule 185 380. Il fait une crise de paludisme et est admis au *Revier* (le block pour les malades). Pendant ce temps, ses camarades sont finalement transférés au camp de Buchenwald en Allemagne. Dauriac reste à Auschwitz jusqu'au 1er octobre 1944 (puis rejoint à son tour Buchenwald). Il écrit deux lettres à sa femme Marie. Ce sont des documents rares et étonnants. On est surpris que les déportés puissent écrire depuis l'enfer concentrationnaire. Mais que révèlent ces lettres ? Leur contenu est en fait très banal, et ne reflète en rien la réalité du camp. Sylvain ne donne aucune information sur sa vraie situation. Il se contente d'expliquer à Marie comment lui écrire et lui envoyer des colis. Le courrier est bien sûr censuré et manipulé par les nazis. Ils donnent l'ordre aux déportés d'écrire (parfois même ce sont eux qui dictent ou qui les font recopier), ce qui explique que ces lettres soient écrites en allemand. Les nazis fournissent papiers, enveloppes, crayons et surveillent évidemment la rédaction de ces courriers. Ils obligent les déportés à dire que tout va bien, à parler des colis, à demander des nouvelles de la famille, à adresser des salutations. L'objectif est de faire croire que les camps de concentration sont de simples prisons. Après une vérification des contenus par l'administration du camp, les lettres sont envoyées à Berlin, à l'Inspection Centrale des camps pour un nouveau contrôle avant d'être remises à la poste civile.

208.



208. Première lettre du 2 juillet 1944. Dauriac n'écrit pas sur papier libre mais sur une sorte de formulaire à remplir, créé à cet effet. C'est un triptyque imprimé qui se plie en trois volets (cela évite d'utiliser une enveloppe). Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

« Ma très chère Marie, Depuis le 1er mai, je suis ici. Je suis en bonne santé et en forme. Tu peux m'écrire deux fois par mois. Les lettres devront être rédigées en allemand. Je peux recevoir des paquets de nourriture, mais seulement deux fois par semaine et pour un poids de 10kg maximum pour chaque paquet. Dans les paquets, envoie-moi du pain, du lard fumé, du saindoux, des « oignons », du sucre, [...] Dans l'adresse, n'oublie pas de toujours indiquer mon numéro 185 380. Autrement, envoie-moi du savon, du dentifrice et trois mouchoirs. N'envoie pas de linge ou d'habits. [...] Je t'embrasse, ainsi que les enfants, ma mère et toute la famille. Et toi plus particulièrement. Sylvain. »



« Ma chérie,
 Cette lettre est la 2^e. Je voudrais bien recevoir de tes nouvelles et j'espère que vous êtes toutes deux en bonne santé. Je suis aussi en bonne santé. La petite est en vacances. Vas-tu la garder ou l'enverras-tu à Arnéguy ? Donne le bonjour à nos amis. Embrasse les parents et pour toi mes pensées les plus chères. Sylvain. »

209. Deuxième lettre du 23 juillet 1944. Particularité : le contenu de la lettre est traduit sur la partie droite du document. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

En raison de la lenteur du processus de vérification et des difficultés d'acheminement du courrier, Marie reçoit ces lettres en septembre et octobre 1944. Sylvain n'est déjà plus à Auschwitz-Birkenau, mais à Buchenwald, en Allemagne. Marie l'ignore évidemment et écrit à son mari. Il ne recevra jamais ses lettres.

La tenue d'une résistante déportée

FICHE D'IDENTITÉ DE L'OBJET

Nature : Veste de la tenue de déportée d'une résistante française, France Echerbault.

Date : 1944.

Donateur : Famille Echerbault.

Date du don : 25 février 2015.

Présentation

France Echerbault est née en avril 1922 en Mayenne. Résistante, elle est arrêtée en avril 1943 puis déportée depuis Paris le 29 août 1943 au camp de Ravensbrück. Là, elle devient le matricule 22 371. 70 ans après la libération des camps, en février 2015, son fils décide de confier les documents de sa mère au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation dont sa veste de déportée. Elle porte son matricule et son insigne, le triangle rouge avec la lettre « F » désignant pour les nazis un déporté politique français, ce qui est le cas des résistants.

Contexte

À son arrivée au camp, le déporté perd tout : son identité, ses vêtements, ses cheveux, ses effets personnels. Il devient un numéro. Il porte sur sa tenue rayée, son matricule cousu qui remplace son nom et qu'il doit connaître par cœur et en allemand. Il est « placé » dans une catégorie à travers l'insigne jointe au numéro. Une hiérarchie s'établit dans le camp entre les déportés selon les « triangles » qu'ils portent : vert pour les droits communs, jaune pour les juifs, rose pour les homosexuels, rouge pour les politiques, violet pour les témoins de Jéhovah, etc. Leur aspect est misérable d'autant plus que les déportés ont la tête rasée. De plus, impossible de choisir sa taille : la tenue est souvent une tenue trop grande, trop longue, trop petite. Elle est l'objet de règles absurdes et sadiques instaurées par les nazis. Un déporté peut être puni, battu ou tué pour une tenue non réglementaire (un bouton manquant ou la veste non boutonnée jusqu'en haut). Devant un S.S., le déporté doit enlever son calot, et se découvrir en signe de respect. Enfin, le *häftling* n'a pas le droit d'ajouter d'autres éléments à sa tenue : pas de signe personnel, pas de papier, de tissu, de paille sous la veste pour se protéger du froid notamment. Même un fil de fer utilisé comme ceinture peut être refusé et devenir le prétexte d'une punition pour vol ou sabotage.

Pour aller plus loin

Les nazis ont créé un univers défini par des conditions extrêmes et basé sur quelques principes fondamentaux : l'isolement des déportés par rapport au monde extérieur, l'anéantissement des esprits et des corps par le travail exténuant, les coups, la privation de nourriture, l'absence de soins, la terreur quotidienne, la perte de dignité humaine, l'extermination des détenus. La négation de l'individu, à travers son élimination et son avilissement, est un élément fondamental du camp qui marque à jamais le déporté survivant. Considéré comme un « sous-homme », un *stück* (pièce, morceau), sa déshumanisation doit être totale. Pour les S.S., sa vie n'a aucune valeur. La tenue du déporté en est un témoignage fort : l'attribution du numéro matricule supprime l'identité de la personne ; la disparition des particularités (à travers les cheveux rasés par exemple) détruit l'individualité, l'humanité de chaque personne. L'humiliation est donc permanente pour le déporté.



TOURNER LA PAGE DE LA RÉSISTANCE ?

« Pour chaque résistant, la Résistance a été une façon de vivre, un style de vie, la vie inventée. [...] Si chacun de ceux qui ont vécu cette expérience la veut définir pour lui-même, il lui donnera un nom. Certains diront : aventure. Moi, ce moment de mon existence, je l'appelle, pour moi : le bonheur. »

Jean Cassou (1897-1986), résistant français.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS

CARTE DE RAPATRIÉ

TITRE PROVISOIRE D'IDENTITÉ

VALABLE jusqu'au



Au cas où votre résidence ne figure pas sur cette carte, indiquez au dos de cette carte l'adresse actuelle

SERVICE DU FICHIER 16, Rue d'Artois
PAYE
3000 Francs

Requ Vestiaire 16, Rue d'Artois

(8) CACHET S

(79) CACHET S SANTE



*Lutcha
26.5.45
Dr Mihal*

1655

ATTENTION! - Ne perdez pas cette carte, elle affirme votre qualité de rapatrié

Comment gérer l'après-Résistance

Souffrances, sacrifices, don de soi, traumatismes ont marqué le parcours de chaque résistant. Après la guerre, la vie peut-elle reprendre son cours normal quand on a vécu des moments intenses et aussi douloureux ? Nos témoins se rappellent une Libération pas seulement synonyme de joie, mais aussi teintée d'amertume. Ce qui ne les a pas empêchés de s'investir dans de nouveaux engagements par la suite.

SYLVETTE GAILLARD-DAURIAC

Née en 1930.

Nièce de Marie et Sylvain Dauriac, résistant toulousain déporté à Auschwitz et Buchenwald, rentré en à Toulouse en mai 1945.

« **Quand il [S. Dauriac] est rentré, il ne supportait plus rien. Il a fallu me mettre en pension. [...] Malgré tout, il a repris le travail en décembre 1945, puis il s'est engagé à la direction de la Fédération des déportés. Il s'est présenté aux élections locales aussi... Il a voulu témoigner très vite également. C'était peut être un défouloir. Ça lui faisait du bien de parler. Il se purgeait en quelque sorte [...].** »



GEORGES HOLUBOWITZ

(1921-2009)

Résistant à Toulouse et déporté au camp de Buchenwald.

« Je témoigne seulement depuis une dizaine d'années devant des élèves de collèges et de lycées. Maintenant, je le fais volontiers car j'ai espoir que ces jeunes puissent profiter de nos témoignages pour essayer de comprendre ce qui s'est passé à cette époque-là et ce qu'il faut faire pour que cela ne se renouvelle pas. »



SORTIR DE L'OMBRE

Les visages de la Résistance

Entrer dans la lumière. Fin août 1944, à la Libération, les résistants sortent de la clandestinité. L'armée des ombres peut enfin apparaître aux yeux de tous, sans danger, et assumer au grand jour son combat. Quelle vision ont alors les Français de la Résistance et des résistants ? Que savent-ils de leurs actions, de leurs engagements ? Que découvrent-ils ? Que leur donne-t-on à voir ? Les résistants s'imposent à la population de manière évidente et naturelle. La France abattue, humiliée et traumatisée par quatre ans d'occupation et de collaboration a besoin de héros. La confusion est d'ailleurs assez grande entre les résistants de longue date et ceux qui se sont engagés au dernier moment, parfois par un opportunisme bienvenu. Mais pour l'heure, pas de distinctions, seulement une volonté impérieuse de célébrer les nouvelles gloires de la France.

Les figures emblématiques. Malgré la clandestinité, les résistants ont tenté de se raconter à leurs compatriotes. À travers les articles des journaux clandestins et autres écrits, les allocutions sur *Radio Londres*, ils décrivent leurs actions, mettent en valeur leurs engagements, leurs résultats et leurs victoires. Ils insistent aussi sur la répression et les coups durs dont ils sont victimes. Tout cela contribue à convaincre et mobiliser la population en leur faveur mais aussi à construire une représentation de la Résistance, à créer un imaginaire qui lui est propre. Dès la Libération, des figures emblématiques incarnent le résistant par excellence. C'est le cas de Jean Moulin bien sûr, et surtout du général De Gaulle. Presque totalement inconnu avant la guerre, les Français ont appris peu à peu à connaître son nom et sa voix. À la Libération, ils découvrent pour la première fois son visage. Il s'impose alors comme le chef de toute la France, unanimement regroupée autour de la Résistance.

Les symboles. Au moment de la Libération, les résistants prennent forme et corps, et renvoient une image très précise, esquissée dans la clandestinité puis consolidée dans l'immédiat d'après-guerre. On présente alors le résistant exclusivement comme un combattant, comme un maquisard. Les résistants se mettent souvent en scène de cette façon-là, pour montrer qu'ils sont les soldats d'une armée comme une autre. Pour preuve, les membres du Corps-Franc de la Montagne Noire défilent au pas cadencé dans les rues de Revel le 14 juillet 1944 devant une population médusée. Fin août 1944, des défilés militaires sont aussi organisés lors des fêtes et cérémonies célébrant la Libération et la Résistance. Ceux de Toulouse sont très importants et solennels, mais c'est aussi le cas à Saint-Gaudens, Montréjeau ou Rieumes. Des symboles très simples mais efficaces se mettent en place et contribuent à la construction du mythe résistant : la croix de Lorraine et le « V » de victoire par exemple.

Les figures haut-garonnaises. Parmi ces résistants qui sortent de l'ombre, en Haute-Garonne, plusieurs figures s'imposent et notamment ceux qui ont subi la répression. Raymond Naves et François Verdier sont les premiers à être reconnus et célébrés. Mais c'est aussi le cas des maquisards tombés lors des combats de la Libération ou lors d'attaques nazies sur les maquis. Des funérailles officielles sont organisées à Toulouse dans les jours et les semaines suivant la Libération. D'autres personnalités résistantes émergent aux yeux de la population de Toulouse et du département : ce sont surtout les membres des Comités locaux et départementaux de Libération. Ils deviennent les représentants du pouvoir et de l'ordre public. Pierre Bertaux, Albert Carovis, Raymond Badiou n'avaient jusqu'alors jamais exercé de mandats politiques et n'étaient pas connus de la population. Ce sont à présent des personnages publics qui doivent se faire connaître et reconnaître de tous.

211.



212.



213 bis.

LES OBSÈQUES de notre camarade CASSAGNE

C'est en présence d'une grande affluence que s'est déployé le long cortège des obsèques de Lucien Cassagne.

À 16 heures, précédé des tambours et des clairons de l'armée de l'air, qui scandent la marche funèbre du cortège, le corbillard, drapé de noir, sort de la cour du Capitole. Devant lui, sont portées les grandes et belles couronnes du parti socialiste, de la ville de Toulouse, de la direction et du personnel de Monoprix, du comité départemental de libération et du spectacle. Viennent ensuite le drapeau du parti socialiste, la délégation des F. F. I., et, enfin, le corbillard dont le cercueil disparaît sous les couronnes offertes par la famille de Cassagne et ses amis.

En larmes, la fillette du mort ouvre le deuil, accompagnée de ses parents et suivie des personnalités officielles au premier rang desquelles se trouve M. Badiou, maire de Toulouse. Et l'interminable cortège se déploie par la rue Lafayette en direction de Terre-Cabade, salué, rue d'Alcoa, par les troupes françaises, qui dressaient en formations serrées vers les boulevards, et par la population qui se masse respectueusement le long des rues.

Toulouse socialiste a rendu ainsi un suprême hommage à notre ami Lucien Cassagne, héros de la Résistance, mort pour la France.

M. POUCRAUDON
de « Mouvement de Libération Nationale » (M.L.N.)

M. VIALATU
de « Combat » (M.C.B.)

Mlle. DURBA
de la « Résistance Française » (R.F.)

M. COSTANTINI
de Mouvement National de Résistance des Prisonniers de Guerre et Espagnols

214.

Toulouse tout entière honore les morts de la Résistance

Les obsèques des héros de la libération

Les obsèques des braves tombés sous les balles des derniers nazis allemands et des miliciens se sont déroulées hier matin au milieu d'une foule comme Toulouse en avait rarement vue de rassemblée.

Non seulement la place Saint-Etienne où se déroulait la cérémonie était comble, mais dans toutes ses avenues étaient massés en rangs serrés des milliers et des milliers de curieux. De curieux ! Non ! On dirait presque de fidèles tellement cette foule était émue et recueillie en proie à une émotion manifeste.

LA CÉRÉMONIE

Bientôt de tous les points arrivaient les délégations des différents groupements : les « Jeunes », les « Résistants », les « Combattants », de la police, de la Croix-Rouge, des cheminots ; un groupe d'Espagnols précédés du drapeau espagnol et d'autres, d'autres encore portant les uns des drapeaux, les autres des fleurs, en gerbes ou en couronnes.

Les cercueils des héros de la libération sont rangés sur le parvis de la cathédrale et sont recouverts de fleurs et de feuillage.

Les autorités : commissaire de la République, commandant militaire, le maire de Toulouse sont présents.

Lorsque dix heures sonnent à la tour de Saint-Etienne, Mgr l'Archevêque de Toulouse, accompagné de son Auxiliaire, sacent de la cathédrale, entourés de leur clergé et un court officier mortuaire se déroule devant lequel le bourdon de Saint-Etienne agène son glas.

Après l'absoute donnée par Mgr de Comminges devant la foule qu'on sent profondément émue, les cercueils sont chargés sur les autos ; dans d'autres autos prennent place les familles des victimes et les autorités et le cortège se dirige par la rue de Metz vers l'Arc de triomphe du parvis Saint-Etienne, précédé par la musique de l'air qui joue des airs funèbres.

A L'ARC DE TRIOMPHE

L'immense cortège va défilé devant les restes de ceux qui sont tombés pour la libération de Toulouse et de la France et à qui nous devons la purification de nos quartiers en attendant celle de tout le territoire national. Défilé bien ému, devant ce monument qui perpétue la mémoire de ces autres sauveurs du pays que furent les combattants de 14-18.

À 11 h. 30, cette très impressionnante cérémonie était terminée.

DANS LA FOULE

Il nous faut signaler combien, au cours de cette matinée de deuil, la foule émue, qui se berna à honorer quelques bons braves et leurs compagnons de captivité, se fit si brillante, si fière et si une femme rose accédait par des gardes mobiles.

La rencontre de ce groupe et de la grande foule pouvait être critique. Il n'en fut rien ! On se berna à honorer quelques bons braves et leurs compagnons de captivité. Mais aucune menace, aucun geste insultant ne furent lancés à leur adresse. Cette réserve très remarquée par les assistants ne fut pas sans mérite sans doute.

C'est dans ce tout droit que Toulouse a honoré hier matin les héros de la Résistance.

LES OBSÈQUES de notre camarade

213.

211. Défilé des guérilleros de la 9^e Brigade après la Libération à Bagères-de-Bigorre.

212. Cérémonie rendant hommage aux résistants tués au combat. Les principaux représentants militaires et politiques de la Résistance sont présents : Raymond Badiou, Serge Ravel, Pierre Bertaux (tête tournée), Albert Carovis, Paul Macouire, Jean Cassou. Photographie prise sur le parvis de la cathédrale Saint-Étienne à Toulouse en 1945.

213 et 213 bis. À la Libération, on célèbre l'héroïsme des résistants morts (par exemple Lucien Cassagne). C'est l'occasion de fédérer une population en perte de repères autour de la Résistance et de ses héros. Extrait du journal *L'Espoir* du 23 août 1944.

214. Quelques membres du Comité Local de Libération de Toulouse, le conseil municipal d'alors. Nouveauté : des femmes accèdent enfin à la reconnaissance en y siégeant. Extrait du *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* d'octobre 1944.

Poursuivre son engagement

Continuer la guerre. Certains résistants conservent leur « uniforme » de soldats en s'enrôlant cette fois-ci officiellement dans l'armée française aux côtés des Alliés. Ils deviennent alors pleinement militaires, réalisant l'union souhaitée et espérée dans la clandestinité des Forces Françaises Combattantes. Ils participent à la poursuite de la Libération en Europe. En Haute-Garonne, les nouvelles autorités incitent d'ailleurs les combattants volontaires F.F.I. à signer un contrat d'engagement afin de vider Toulouse et sa région d'éléments parfois agités. Deux régiments de Haute-Garonne sont ainsi créés : le premier est notamment composé de F.F.I. du Sud du département (avec des membres du maquis de Boulogne-sur-Gesse) ; l'autre est envoyé en Ariège afin de surveiller la frontière. Mais l'exemple le plus marquant reste celui de la colonne Schneider, constituée en septembre-octobre 1944. Ses éléments constitués autour des Corps-Francis Pomiès notamment, participent aux derniers combats de la Libération jusqu'en Alsace et en Allemagne. Enfin, des troupes font mouvement vers les poches de l'Atlantique où quelques Allemands tiennent jusqu'en mai 1945.

Créer des associations. Elles permettent aux résistants revenus à la vie civile de maintenir un lien entre eux, d'entretenir l'amitié et la camaraderie développées pendant la clandestinité. De nombreuses associations, fédérations et amicales sont créées : quasiment chaque réseau, chaque groupe, maquis ou mouvement instaure ce genre de structures. Elles permettent aussi d'aider les familles de victimes financièrement mais surtout moralement. Enfin, ces associations ont la volonté de continuer à porter les valeurs et les idées de la Résistance dans cette nouvelle société libérée et à reconstruire.

Devenir un responsable politique. Passer du statut de soldats, de combattants à celui d'hommes politiques est un défi, comme celui d'être à la hauteur de nouvelles missions sans s'y être forcément préparés. Les résistants, contrairement à la période clandestine, doivent maintenant gérer tout un pays. Ils doivent faire face à des problèmes matériels immenses : le pays est détruit par la guerre, il faut reconstruire, relancer l'économie et l'industrie. Les transports sont désorganisés, la main d'œuvre manque et la question du ravitaillement reste primordiale. Les mesures adoptées immédiatement ne sont pas assez efficaces, la population s'impatiente alors que le rationnement (mais aussi le marché noir) perdure. Durant l'hiver 1944-1945, Toulouse reste gravement touchée par la pénurie. Enfin, la gestion de « l'après-Vichy » se révèle épineuse. L'épuration, d'abord spontanée, doit être contrôlée et reprise en main rapidement par les nouveaux représentants légaux. Dans sa violence initiale, elle laisse de profondes traces ; dans sa phase « légale », elle déçoit majoritairement les résistants par son insuffisance tant par le nombre de personnes visées que par la faiblesse des peines prononcées. Dans ce contexte, l'identité française est bien difficile à reconstruire, d'autant plus que l'épuration totale est impossible (tous les fonctionnaires de Vichy ne peuvent être remplacés à un moment où on a justement besoin d'eux et de leurs connaissances administratives). Enfin, les nouvelles autorités résistantes ont à prendre en charge le rapatriement des « absents », autre question douloureuse. En 1945, près d'un million de prisonniers de guerre et presque 700 000 travailleurs français sont toujours en Allemagne. Des dizaines de milliers de déportés attendent aussi d'être aidés pour rentrer chez eux. Les résistants sont donc confrontés à des difficultés colossales. Les ont-ils toujours bien mesurées et anticipées avant la Libération ?

215.

Elections au Conseil Général
TOULOUSE - Canton Centre

Parti Socialiste S.F.I.O.

Sylvain DAURIAC

*Employé
 Déporté de la Résistance
 Secrétaire de la Section Toulousaine
 du Parti S. F. I. O.*

Imprimerie du Commerce - Toulouse.

217.

**ASSOCIATION
 DES RÉSISTANTS DE 1940**

" ESPERER - PERSÉVÉRER "

SIÈGE SOCIAL :
 8, Boulevard Canal — TOULOUSE
 Téléphone : 270.33

- 2 -

N° DE LA CARTE	N O M	Prénoms	ADRESSE	OBSERVA-TIONS
108	BOUDORIS	Bernard	12 N. des Paradoxeux	
117	BLANCHIN	Marcel	12, R. de la République	
121	BATAILLE(Mme)		14, Rte de Paris	
122	BATAILLE(Mr.)		" "	
138	de SOUREFOY	Antoine	22, N. Ozenne	
144	BILLERES	André	10, Imp. Varsovie	
157	DOS	Hubert	7, Rue Lambic	
176	BARRAZA	René	10, N. Berthelot	
187	DAQUE	Henri	Adresse inconnue	
191	BUISSON	Robert	23, N. du Printemps	
197	Cte BEGOUIN	Henri	2, N. Clémence Isaura	
	C			
2	CALLERAT	Auguste	Enclou S. Bennefoy	251-08
3	CORVALE	Albert	2, N. de Strasbourg	212-16
16	CHADOURNE		56, Av. des Cottages	
36	CAILLAVEL	Auguste	22, N. Leyde	384-51
68	CANTANGI	Roger	64, A. des Demoiselles	
70	CAPPARE			
89	CAZENAVE	Robert	3, N. des Martyrs de la Libération	

216.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
 Région de Toulouse

N° 83

MILICES PATRIOTIQUES

Les autorités militaires sont priées de laisser passer et de laisser circuler librement

M. Ribet Charles

Toulouse, le 1^{er} Juin 1946
 Le Chef départemental des F.F.I.

Charles Tanana



215. Poursuivre son engagement résistant en assumant des responsabilités politiques comme Sylvain Dauriac qui se présente par exemple aux élections cantonales dans l'immédiat d'après-guerre. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

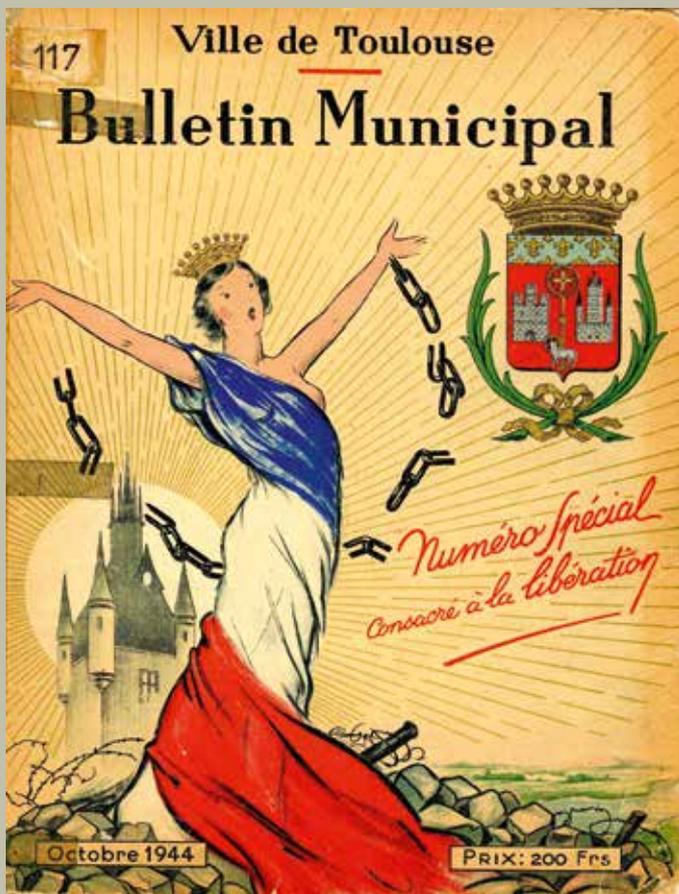
216. Certains résistants intègrent les Milices patriotiques (ou gardes civiques). Rattachées au C.D.L., elles deviennent une sorte de police du peuple, censées surveiller le marché noir, ou arrêter les collaborateurs. Leurs actions suscitent souvent le débat, elles disparaissent en quelques mois, traduisant un affaiblissement du pouvoir des résistants dans l'après-Libération. Cette carte appartenait à Charles Ribet, professeur résistant originaire de Lévis.

217. Sur Toulouse, plusieurs associations ou amicales regroupant des « anciens » résistants se mettent en place assez vite après la Libération. Le groupe « Liberté Égalité Fraternité » crée ainsi « L'Association des résistants de 1940 ».

L'IMAGE DU RÉSISTANT À LA LIBÉRATION : HÉROS ET MARTYR

En octobre 1944, le *Bulletin municipal de la ville de Toulouse* publie un numéro spécial consacré à la Libération. C'est l'occasion de présenter à la population les figures incontournables de la Résistance locale. Les Toulousains découvrent ainsi leurs noms et leurs visages. La publication rend hommage aux résistants morts pendant l'occupation ou lors des combats de la Libération. La première page donne le ton et traduit l'ambiance des semaines d'après-Libération, empreintes de recueillement, de deuil mais aussi de célébration des héros : « *Aux Martyrs de la guerre 1939-1945. Aux morts, aux torturés, aux déportés, aux veuves, aux orphelins. À tous ceux que la barbarie nazie marqua.* » Évidemment, le sacrifice de François Verdier est d'abord évoqué, comme celui de Raymond Naves. Leurs biographies ouvrent le Bulletin. Ils font ainsi véritablement figures de martyrs suprêmes en raison de leurs importantes responsabilités dans la clandestinité. Plusieurs pages sont ensuite consacrées aux neuf maquisards tués lors de l'attaque du maquis de Saint-Lys. Les portraits de résistants morts sous la torture, fusillés ou déportés sont aussi reproduits : Lucien Béret, le capitaine Pélissier, Robert Borios, Henri Lion, Maurice Fonvieille, Adolphe Coll, Jean-Louis Bazerque, etc. Cependant, aucune femme résistante victime de la répression n'est honorée dans cette brochure qui exalte uniquement des héros masculins, présentés comme des modèles français. Les résistants étrangers, pourtant nombreux, sont aussi absents de la publication ou présentés comme français, à l'image de Mendel Langer rebaptisé Marcel Langer.

218.



219.

...d'autres Martyrs!..



Jacques GUILLEMIN-TARAYES
Rédacteur en chef de la « République »
dans le clandestin
assassiné par la Milice le 19 août 1944

...parmi tant d'autres!..



André ETCHEVELLPO
de « Liberté et Égalité »
Président de la C. F. T. C.
tué par la Milice à Montauban

Le 12 juin, la formation abandonnait sa position première pour se retirer à la ferme du Candé. A l'heure où le mouvement de repli était presque terminé et où il ne restait au domaine de Gagen qu'une arrière-garde, une colonne allemande composée de SS, du régiment « Deutschland » division « Das Reich » attaquait Gagen.

Le combat, inégal, se poursuivit de 19 h. 20 à 22 h. Sans quartier, sans grandeur, sans cette générosité dans la bravoure qui honore le vainqueur, les Allemands tuèrent, pillèrent, incendièrent. La population civile éprouva leur fureur. Douze habitants de Saint-Lys et des environs du magasin forest assésés. Des



AUTOFAGE Ars - 25 ans - Sapeur-pompier de la Ville de Toulouse, membre du parti socialiste. Résistant actif ; sa connaissance des armes clandestines lui avait valu d'être désigné aux fonctions d'armurier-instructeur. Son altruisme, sa conduite exemplaire, son courage lui avaient valu l'amitié de tous.

enfants, des femmes, des vieillards payèrent de leur vie la secrète sympathie qu'ils portaient aux soldats de la Libération.

Les maquisards qui sont tombés étaient restés à l'arrière pour assurer le repli de leurs camarades et veiller sur le dernier matériel à transporter.

Il se sent luttes jusqu'à la dernière cartouche, ils ont lutté jusqu'au dernier souffle.

Et cela n'est pas une image.

Neuf résistants, neuf combattants.

En somme, neuf héros.

Voici leurs noms :



BOUSSQUAYROL Assid - 21 ans - Étudiant en médecine. Chef de troupe des Éclaireurs de France. Chef de groupe France. Collaborateur de François Verdier il organisa, sous la direction du Docteur Baudot, le service de Santé.



VII. Assid - Cluses - Ouvrier chaudronnier. Militant syndicaliste. Propagandiste de la Résistance. Était parti au magasin avec son fils Jean. Sa femme était devenue prisonnière chez nous ceux qui l'approchaient. D'un dévouement à toute épreuve, travailleur infatigable, combattant dévoué, il est resté parmi les derniers sur les lieux du combat et est tombé héroïquement aux côtés de Chaubert et de Lanes.

Voilà ces hommes.

Ces hommes ont aimé la France au point de lui donner leur sang pour qu'elle continue à vivre.

Ils étaient tous des républicains, des démocrates, des généreux. Leur altruisme imprime tous alike, à nous Français, le désir permanent du Nouveau.

Leurs chères voix qui se sont tues ont encore en nous des résonances qui sont des ongles.

Il importe de les décrire.

Lucien YIGUER,
Chef départemental de « France au Combat »
Président de l'Amicale des Anciens Combattants de Napès de Saint-Lys



Le dernier adieu

Photo commémorative par l'Amicale des Anciens Combattants de Napès de Saint-Lys

exhiber leurs papiers. Ce sont Jean CASSOU, SEGAUD, Lucien CASSAGNE et le chef leur COURTINADE. Ils reviennent de la dernière réunion clandestine du C.D.L., où les dernières dispositions ont été prises pour la journée du lendemain. CASSAGNE a déjà sur sa manche le brassard tricolore des Forces Françaises de l'Intérieur. Un Allemand vérifie les papiers, les lève naturellement, lorsque, tout à coup, d'un violent coup de crosse appliqué sur la tête, par derrière, CASSOU est abattu sur le trottoir. Ses compagnons s'écartent vivement et partent alors en courant dans la rue Rospaillière. Mais COURTINADE, atteint par les balles, tombe inerte, tandis que CASSAGNE est touché à son tour 30 mètres plus loin. SEGAUD, indemne, peut seul s'échapper ; par les petites rues, il gagne rapidement un refuge. Et c'est alors, sur les trois corps étendus, que les Allemands donnent libre cours à leur rage, en les fusillant à bout portant.

La colonne partie, une ambulance qui passe peu après ramasse CASSOU qui respire encore.



Capitaine Paul ESCUDIE
tué le 19 août 1944
en combattant pour la libération de Toulouse

CASSAGNE et COURTINADE restèrent là jusqu'au matin.

La nuit était éteinte toute la nuit ; nuit de bataille qui fut aussi une nuit d'espoir. Efforts dans leurs agissements, les cris des agents, les citoyens attendaient le jour avec impatience, tandis que dans la rue, nos vaillants maquisards, brisés de fatigue, mais volontaires et obstinés, traquaient l'ennemi sans arrêt.

Ils savaient que la liberté serait le prix de leurs efforts et qu'un avenir meilleur était là, qui serait la récompense de leurs souffrances et de leur endurance.

Et leur sang coula généreusement dans tous les quartiers. Trente-six d'entre eux, restèrent couchés sur ce sol toulousain qu'ils avaient défendu jusqu'à la limite de leurs forces pour que la bête germanique ne revienne plus le souiller.

A l'Hôtel Dieu, infirmiers, infirmières et infirmières, sœurs de charité se dépensèrent sans compter. Eux aussi méritent le bon combat qui rendit à la vie combats de nos héros.

Avec le jour, les colonnes allemandes se re-



Lucien CASSAGNE
Secrétaire Général du Parti Socialiste Clandestin
Chef départemental de « France au Combat »
tué par les Allemands
dans la nuit du 19 août 1944

REVENIR DES CAMPS

Revoir la France

La libération des camps. L'Armée Rouge libère progressivement des territoires à l'Est de l'Europe : le 27 janvier 1945, les soldats soviétiques entrent dans Auschwitz-Birkenau presque entièrement vidé de ses déportés. Les S.S. les ont déplacés vers d'autres camps au cœur de l'Allemagne, dans des conditions dantesques. Les Alliés anglo-américains atteignent les camps de l'Ouest en Allemagne et en Autriche, en avril 1945. La plupart des déportés sont donc « libérés » quand les soldats alliés arrivent jusqu'à eux. Mais peut-on parler réellement de « libération » ? Les S.S. ont souvent fui le camp, abandonnant les détenus à leur sort. Dans certains cas, ils tentent de faire disparaître les traces de leurs crimes en exécutant les survivants. Le plus souvent, face à l'arrivée imminente des Alliés, les nazis ont aussi contraint les déportés à marcher pendant des dizaines de kilomètres pour échapper aux libérateurs. Durant ces « marches de la mort », les détenus épuisés qui s'arrêtent ou tombent sont abattus froidement au bord de la route. Les S.S. abandonnent finalement les derniers survivants au dernier moment ou quand leurs munitions manquent.

L'état sanitaire des déportés. Si les autorités alliées connaissent depuis longtemps l'existence des camps, les soldats sur le terrain découvrent avec effroi l'état lamentable des survivants auquel rien ne pouvait les préparer. Ils ressentent un fort sentiment d'impuissance et de désarroi face à ces morts-vivants. Puis la prise en charge s'organise : des antennes médicales sont ouvertes, des hôpitaux de fortune sont montés. La Croix-Rouge aide aux premiers soins. Malgré cela, beaucoup de déportés meurent dans les heures et les jours qui suivent leur libération. Trop faibles, trop amaigris, ils décèdent car les soins et les premières rations de nourriture distribuées ne sont pas adaptés. Certains déportés meurent d'indigestion, leur corps n'étant plus habitué à être normalement alimenté. Les maladies se propagent vite : pour endiguer les épidémies, les Alliés sont obligés de brûler des bâtiments entiers. Le camp de Bergen-Belsen est passé au lance-flamme. La mortalité est terrible à la libération des camps : des fosses communes sont creusées à la hâte pour ensevelir les corps et tenter de sauver les vivants.

Les « absents ». Les autorités françaises doivent prendre en charge le retour de leurs ressortissants. Dès 1943, la France Libre à Alger crée le Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés dirigé par le résistant Henri Frenay. Avec la création du Gouvernement Provisoire de la République Française en juin 1944, le Commissariat devient un Ministère. En avril-mai 1945, plus de deux millions de personnes attendent de rentrer (prisonniers de guerre, travailleurs français, requis du S.T.O. et déportés). Ce sont majoritairement des déportés politiques car la plupart des juifs déportés de France ont été exterminés dès leur arrivée dans les centres d'extermination en Pologne. Tous ces rapatriés sont englobés, sans distinction, sous le terme des « absents ». La situation très particulière des déportés, environ 50 000 sur un total de deux millions, est ainsi gommée.

La gestion du rapatriement. D'abord débordées, les autorités parviennent à faire rentrer jusqu'à 40 000 personnes par jour fin mai 1945 ; environ 200 000 ont été rapatriées à la mi-mai 1945. Début juillet 1945, le rapatriement massif est considéré comme terminé. Les retours sont organisés en camions, avions (jusqu'au Bourget) et trains qui transitent le plus souvent par la Belgique, Lille et enfin Paris. Toutefois, certains déportés rentrent par leurs propres moyens, se soustrayant à la prise en charge officielle et aux formalités mises en place pour l'accueil des « absents ».

L'accueil en France. Les déportés sont orientés vers des centres d'accueil qui les enregistrent, vérifient leur identité, délivrent des certificats. Les plus faibles et les malades sont transférés dans des hôpitaux militaires. Chaque survivant passe une visite médicale. Il reçoit des vêtements, des tickets de rationnement, un peu d'argent

224.



225.

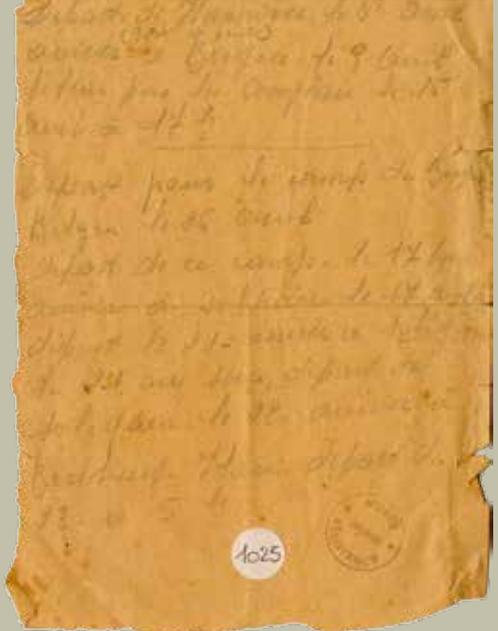
224. La République du Sud-Ouest du 7 juin 1945. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

225. Déportés français libérés à Buchenwald. Au premier plan, assis à gauche, Eugène Thomas est l'ancien député socialiste du Nord réfugié en Haute-Garonne à Saint-Martory. Membre du réseau « Brutus » et du C.A.S., il est déporté le 22 janvier 1944 à Buchenwald. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

226 et 227. Jeanne Phillipe, l'épouse du résistant toulousain Jean Phillipe, est arrêtée le 21 août 1943 par la Gestapo. Internée à la prison Furgole puis à Saint-Michel, elle est déportée en janvier 1944 à Ravensbrück. Sur ce petit bout de papier, elle note les étapes de son évacuation puis de sa libération. Subissant une « marche de la mort » à partir du 6 avril 1945, elle est libérée le 15 au camp de Bergen. Elle rentre à Paris le 26 mai 1945.



226.



227.

228. Carte de rapatrié délivrée à Jeanne Phillipe à l'hôtel Lutétia (Paris). Le document liste tous les effets qu'elle a reçus (vêtements, savon, tickets) à son retour.



228.

et un titre de transport pour rentrer dans sa famille. Une aide minime, inadaptée, pour des personnes qui reviennent d'un enfer... La plupart des déportés est accueillie à l'hôtel *Lutétia* à Paris. Là, bon nombre de familles obtiennent, pour la première fois, des informations sur un disparu. Des listes sont affichées dans le hall d'entrée ainsi que des photographies de personnes recherchées. Malgré cette prise en charge spéciale pour les déportés, leur retour est très difficile, l'accueil peu satisfaisant car les mesures ne sont pas adaptées à leur situation. Personne n'imaginait l'extrême gravité de leur état physique et leur détresse morale. Ce qui a suscité alors beaucoup d'incompréhension, des maladroites et donc des tensions de la part des soignants, des personnes chargées de l'accueil et souvent des familles aussi.

Un impossible retour ?

Retrouver les siens. Après leur passage dans les centres d'accueil ou à l'hôtel *Lutétia*, les survivants se dispersent en province et rentrent chez eux. À Toulouse, les déportés arrivent à la gare Matabiau et sont orientés, en face, vers l'hôtel *Victoria*. Quand leur retour est annoncé, la famille les attend parfois sur le quai. Pour d'autres, c'est la surprise de voir revenir vivant quelqu'un qu'on n'attendait plus. Le choc et l'émotion sont immenses pour les proches. Le déporté ne ressemble plus à celui que l'on a connu avant, ni physiquement ni psychologiquement. On ne comprend pas ce qu'il a vécu, et on ne cherche parfois pas à savoir ce qu'a été sa déportation, en incitant les survivants à « oublier » et à passer à autre chose.

Une réinsertion difficile. Après les joies des retrouvailles, les survivants prennent conscience d'une réalité nouvelle et inconnue. Le pays pour lequel ils se sont battus n'est plus le même. Les gens et la société ont évolué séparément et de façon différente ; presque un an s'est écoulé entre la Libération et leur arrivée en France. Beaucoup de déceptions entourent ainsi leur retour : l'épuration est jugée insuffisante, les résistants qui occupent des postes de premier plan ne sont pas ceux qu'ils espéraient, leur accueil n'a pas été à la hauteur de leurs espoirs. L'incompréhension voire l'indifférence que l'entourage peut manifester face à leur histoire est aussi source de rancœur et de souffrance. Se réadapter est donc une nouvelle épreuve qui dépend de la personnalité du déporté bien sûr mais aussi de sa situation familiale et professionnelle, du soutien qu'il peut recevoir de ses proches. Certains parviennent à reprendre une vie d'apparence normale en se mariant, en fondant une famille, en reprenant une activité professionnelle. Le souvenir du camp est pourtant présent à chaque instant. D'autres ne réussiront jamais à s'en détacher, et à « guérir » totalement de leur expérience concentrationnaire. Mais peut-il en être réellement autrement quand on a subi pendant des mois la torture, l'humiliation, la faim, le froid, la saleté ? Quand la mort devient si omniprésente que l'on n'y fait plus attention ?

Les séquelles physiques et morales. La réinsertion est d'autant plus difficile que les séquelles sont importantes. À leur retour, les déportés pèsent à peine une trentaine de kilos pour la plupart. Leur affaiblissement est considérable, ce qui implique des soins et des convalescences souvent longues. Les survivants rencontrent des problèmes pulmonaires, digestifs ; certaines déportées sont désormais stériles suite à des expériences « médicales » dont elles ont été victimes au camp, ou lié aux traumatismes physiques endurés. Si la majorité guérit au final, des rechutes de santé sont possibles, parfois des années après la Libération. Enfin le traumatisme psychologique est incommensurable. Les nuits des survivants sont souvent peuplées de cauchemars. Le moindre détail peut immédiatement les ramener au camp (une odeur, un bruit). Le sentiment de culpabilité du survivant ronge beaucoup d'entre eux : pourquoi suis-je rentré moi, plutôt que mes camarades ? L'ai-je mérité ?

HENRI DESBALS

martyr de Buchenwald



La place que nous conservons dans nos rangs fraternels à Henri Desbals demeure à jamais vide ; malgré le silence infranchissable qui, depuis dix-huit mois, mettait entre lui et nous tant d'années, nous avons gardé l'espoir de le voir reprendre à nos côtés ce combat que la mort n'a pas terminé et qui fut celui de toute sa vie. Issu d'une famille où de père en fils, on sert le socialisme sans lui demander autre chose qu'un peu plus de bonheur et de justice pour les autres, il était entré de bonne heure aux Jeunesses socialistes où rapidement son dévouement, son bon sens, son désintéressement l'avaient placé aux postes où les risques sont à la mesure des responsabilités. Il fit partie de cette génération qui donna au socialisme tant de soldats et tant de chefs, à la Patrie tant de martyrs.

Au sein de l'organisation adulte, ses qualités lui valurent l'estime de tous les militants qui l'appréciaient pour la droiture de sa vie, la rigidité de ses principes, la loyauté de son caractère. La confiance de la population toulousaine le fit entrer tout jeune au conseil municipal dont il fut le benjamin ; dans l'assemblée communale, son activité fut constamment inspirée par la volonté d'appliquer dans les murs étroits de la cité les méthodes d'un socialisme constructif et réalisateur. Les habitants des faubourgs trouvèrent en lui un défenseur vigilant et averti, car fils du peuple, c'était surtout à la classe ouvrière qu'il manifesta sa sollicitude. C'était pour elle que, à force de travail, il s'était élevé — lui que la nécessité avait arraché aux bancs de l'école primaire — à la connaissance des problèmes les plus épineux que pose l'administration d'une grande ville : urbanisme, hygiène, éducation, finances etc.

La défaite ne fit pas de lui un vaincu. Il puisa dans les malheurs de la France et de la République une énergie et une foi renouvelées. Dans les rangs de « Libérer et Fédérer », au coude à coude avec de nombreux socialistes que la mort effrayait moins que la servitude, il mena la vie dangereuse des combattants sans uniforme et sans grade. Comme tant d'autres, il fut pris dans les filets de la trahison.

Le 13 décembre 1943, la Gestapo, sur les dénonciations de mauvais Français, arrêta à son domicile Henri Desbals ; sans nul doute, c'était le socialiste le plus résistant que les nazis voulaient atteindre. Après un court séjour dans les geôles et les camps allemands de notre pays, notre ami fut embarqué pour l'Allemagne. Ses compagnons de misère nous ont dit les souffrances atroces qu'il endura pendant quatre jours, leur furent infligées : le froid acharné et que les barbares avaient commencé ; s'il est arrivé à Buchenwald, Henri Desbals, qui les épreuves du voyage avaient durement éprouvé, tomba gravement malade. Malgré sa vitalité et son courage, en février 1944, il fut tué.

Nous ne reverrons plus sa frêle silhouette si mobile, nous n'entendrons plus sa voix et son rire si jeunes ; la flamme de son regard s'éteint mais si nous ne reposera plus sur nous comme un chaud rayon de l'affection dont il était si prodigue pour ses amis. Le parti socialiste, la C. G. T., perdent en lui un militant qui leur faisait honneur ; nous, ses camarades, nous perdons un compagnon incomparable.

A sa femme et à sa fille qui pleurent, nous renouvelons le témoignage de notre vigilante et désolante sympathie

Le Comité directeur de « Libérer et Fédérer ».

229. Résistant toulousain, membre de « Libérer et Fédérer », H. Desbals meurt le 8 mars 1944 à Buchenwald. Après les joies du retour, les nécrologies et les hommages se succèdent dans la presse. *Liberté soir* du 7 juillet 1945.



p.p. 18 mai

DOCTEUR LIANDIER
MÉDECINE GÉNÉRALE
ACCOUCHEMENTS
 De 13 h. 1/4 à 16 heures
 110, AVENUE DES MINIMES, 110
 TOULOUSE
 Téléphone 225-94

*Zanna
 à l'effet de
 la 10/11/45*

*M. Sauvignie Docteur Liandier
 110 Avenue des Minimes Toulouse
 Cordialement mes vœux de
 Monsieur Sylvain Dauriac
 Départ de la Résistance
 40 rue Coramien Toulouse
 Allant de Hypotension, Anémie
 Cachexie
 Hépatite
 Pêcheur que son état nécessite
 un repos supplémentaire à un
 mois
 Toulouse le 15/5/45
 Affianchi*

230 et 231. Sylvain Dauriac rentre à Toulouse le 18 mai 1945. Sa femme est informée de son arrivée par un télégramme. Un mois plus tard, son médecin lui délivre un certificat médical. Dauriac souffre de cachexie, d'hypotension, d'insuffisance hépatique qui l'obligent à prolonger sa convalescence. Fonds Sylvette Gailard-Dauriac.

232 et 233. Les visages émaciés, les cheveux coupés ras de Conchita Ramos et Guy Marty à leur retour des camps. Conchita a été prise en photo de profil par un membre de sa famille afin de montrer son amaigrissement.



LES ADIEUX DE JEAN SAINT-ARROMAN

Jean Saint-Arroman est né en octobre 1925 à Escatalens (Tarn-et-Garonne). Employé à la gare de Montauban, il est agent de liaison dans la Résistance. Il porte des messages entre le maquis de Montech et un professeur de musique à Montauban. Lors d'une mission chez ce professeur, Jean est arrêté en mai 1944. À ce moment de l'occupation, les résistants interpellés dans la région sont presque systématiquement transférés vers les services de la Gestapo de Toulouse. Détenu à la caserne Compans-Caffarelli puis à la prison Saint-Michel, le jeune résistant apprend finalement qu'il va être déporté. Il écrit alors à ses parents le 14 juin 1944 pour les informer de son transfert. Malgré sa situation, sa lettre demeure pleine d'enthousiasme (n°234). Le 15 juillet 1944, il est déporté depuis le camp d'internement de Compiègne vers le camp de concentration de Neuengamme, dans le Nord de l'Allemagne. Il devient le matricule 36 424. Au printemps 1945, le camp est libéré par les troupes britanniques. Jean Saint-Arroman est vivant mais gravement malade. Il annonce pourtant son retour à sa famille dans une lettre datée du 1er mai 1945. Mais il meurt du typhus le 19 juin 1945 à l'hôpital de Neuenkirchen avant son rapatriement.

234.

Toulouse le 14 juin
Chers Parents
Au hasard je vous
envoie ces quelques mots.
Je pars pour une destination
inconnue par l'air cartonné
ment. de moral est bon
de suis parmi de très
bons et nombreux copains,
un mot de 80 k qui est parti
le 14 mai au matin à 2^h.
J'ai maigre, je suis
beau garçon ~~et~~ pale, mais
heureux. J'espère que du l'un
va bien. Les que la petite
gamine a été d'embrasse
tout le monde. papa, maman
damelle, ~~bon~~ ~~l'heure de la~~
famille.

234
bis.

Vous devez aussi acheter un
petit cochon. Les oies doi-
vent être belles. Papa doit
travailler le jardin triste-
ment. Qu'il ait du courage
je suis la bientôt. Je
vous ferai connaître mon
nouveau lieu s'il m'est
possible pour recevoir
des colis de vivres.
Ayez Bon Courage.
A Bientôt.
Gros Baisers sur
tout a maman
qui me manque beau-
coup
Jeannot

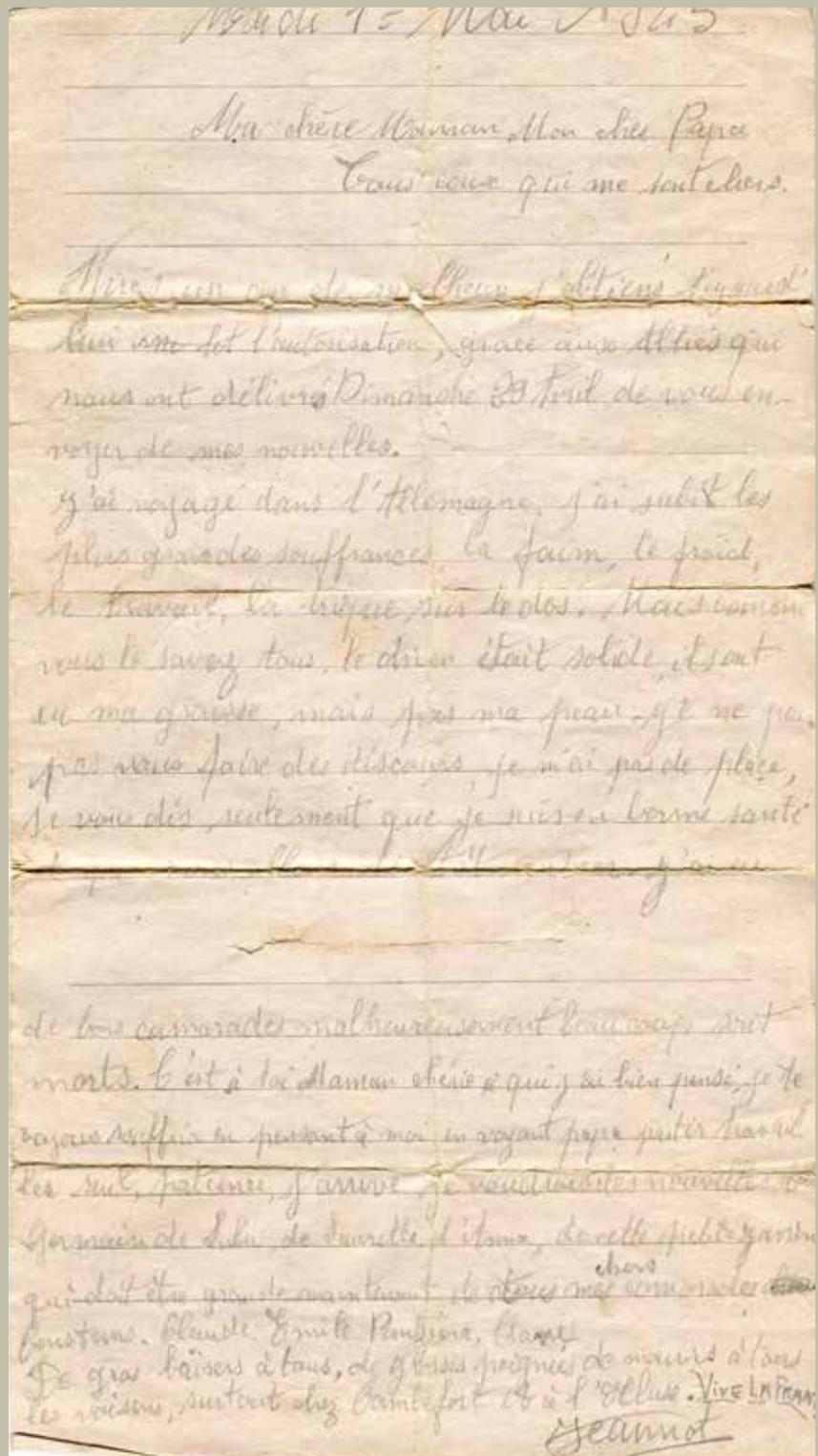
234 et 234BIS. Lettre de Jean Saint-Arroman écrite à la prison Saint-Michel et adressée à ses parents en date du 14 juin 1944.



235. Portrait de Jean Saint-Arroman.

236. La dernière lettre de Jean Saint Arroman adressée à ses parents le mardi 1^{er} mai 1945. Les sévices vécus par les déportés sont perceptibles à travers ses mots. Toutefois, son tempérament volontaire et positif est toujours bien présent.

Ces documents ont été donnés par l'un de ses proches, Jean-Claude Melet, au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation en décembre 2013.

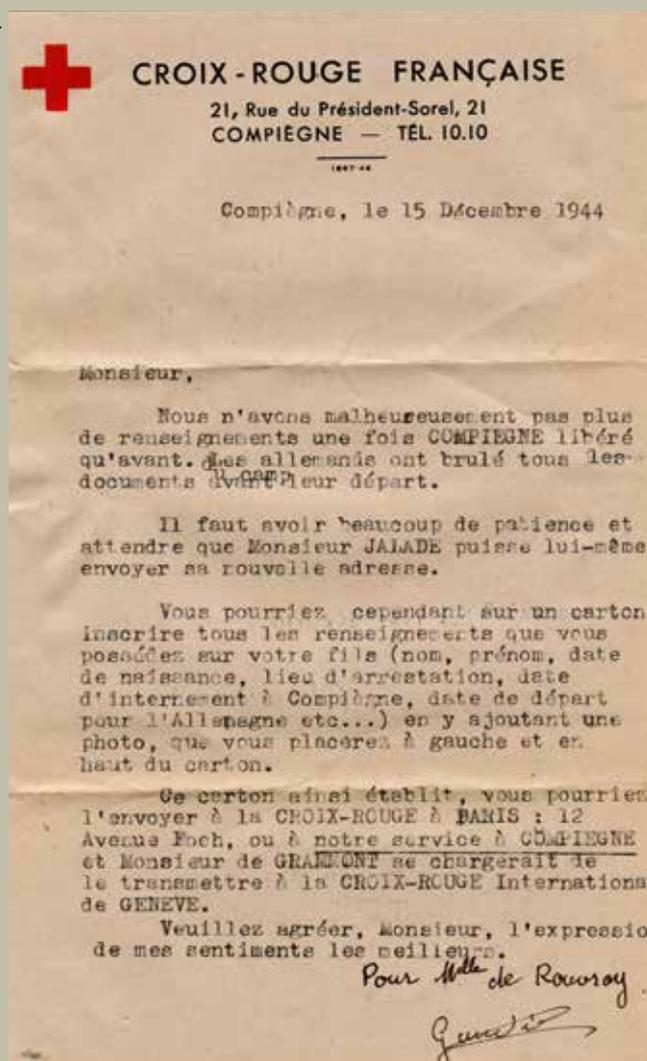


« Après un an de malheur, j'obtiens l'autorisation, grâce aux Alliés qui nous ont délivrés dimanche 29 avril, de vous envoyer de mes nouvelles. [...] j'ai subi les plus grandes souffrances : la faim, le froid, le travail, la trique sur le dos. Mais comme vous le savez tous, le chien était solide, ils ont eu ma graisse mais pas ma peau [...] J'ai eu de bons camarades malheureusement, beaucoup sont morts. C'est à toi maman chérie à qui j'ai bien pensé, je te voyais souffrir en pensant à moi, en voyant papa partir travailler seul, patience, j'arrive [...] ».

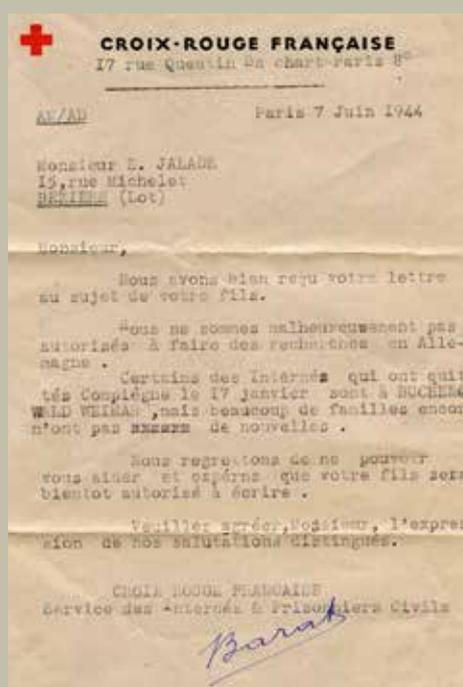
OÙ EST MARCEL JALADE ?

Marcel Jalade est un résistant de la première heure à Béziers. Agent de liaison, il devient membre des F.F.I. de l'Héroult début 1943 puis devient l'adjoint du chef régional de l'Action Ouvrière des M.U.R. Il est arrêté par la Gestapo lors d'une mission à Montpellier le 21 juillet 1943. Transféré à Compiègne, il monte dans le wagon à bestiaux qui doit le déporter au camp de Buchenwald le 16 janvier 1944. Atteint d'asthme et de santé fragile, il pense ne pas pouvoir survivre à la déportation et décide de s'enfuir durant le transfert. Les S.S. l'abattent lors de son évasion. Nous connaissons aujourd'hui le parcours de Marcel Jalade mais, à l'époque, ses parents ignorent tout. Avant même la Libération, ils multiplient les démarches pour trouver leur fils. Pendant presque un an, Émile Jalade et son épouse supposent que Marcel a été déporté (et est arrivé) à Buchenwald. Mais à la libération du camp en avril 1945, Marcel est introuvable. Il n'apparaît sur aucune liste de survivants ou de rapatriés. Les époux Jalade se tournent donc vers des camarades de détention de leur fils ou vers leurs épouses, pour récolter la moindre information. Ils écrivent même au général De Gaulle... Finalement, début mai 1945, l'espoir s'éteint : Marcel est en fait mort depuis longtemps. De nombreuses familles comme les Jalade restent en souffrance après la guerre. Incapables de faire leur deuil, elles subissent l'absence d'informations, l'ignorance qui entoure parfois le sort de certains résistants.

237.



238.



239.



239. Portrait de Marcel Jalade.

237 et 238. Réponses de la Croix-Rouge Française à Émile Jalade en date du 7 juin 1944 et du 15 décembre 1944. Ces documents traduisent bien l'absence totale d'informations des familles quand leurs proches sont arrêtés puis déportés. Cette ignorance est voulue et entretenue par les nazis.

RECOMMENCER UNE VIE NORMALE

Retour à la vie quotidienne

Quitter ses « habits » de résistants. La Libération est synonyme d'un retour à la normale pour la majorité des résistants n'assumant pas de responsabilités politiques. Après avoir vécu pendant des mois voire des années une situation extraordinaire, inédite et peu commune, cette nouvelle étape peut être déstabilisante. Ils sont comme des soldats qui reviendraient du front, mais ils doivent se démobiliser tout seuls, du jour au lendemain.

Rentrer dans le rang. En choisissant la Résistance, ces femmes et ces hommes ont rompu avec la légalité. La clandestinité leur a imposé de changer leurs habitudes de vie, d'abandonner familles, amis et métiers. Les bouleversements sont donc importants. La Libération les ramène à leur vie d'avant. Ne plus transgresser, revenir dans la légalité, accepter d'être à nouveau un simple citoyen, un Français comme un autre (d'autant plus quand on a eu des responsabilités parfois importantes dans la Résistance) est loin d'être évident. Il faut redevenir un mari, une épouse, un père, une mère, un fils, une fille ; il faut reprendre le cours normal de sa vie, reprendre une activité professionnelle, renouer des liens sociaux, amicaux, amoureux... Ces choses-là peuvent sembler banales, trop ordinaires à certains. C'est d'autant plus vrai pour les femmes : la Résistance au sein de laquelle elles ont été nombreuses à s'engager, a été pour elles une occasion de s'émanciper. Malgré leur implication et leurs sacrifices, les premiers temps de la Libération les renvoient dans leur foyer et à leur vie de ménage.

Des réactions diverses. Dans cette phase de transition vers un retour à la normale, les résistants adoptent des attitudes variables. Certains revendiquent avec force et fierté leur engagement dans la Résistance ; d'autres au contraire banalisent leurs actions, limitent leur rôle et les risques encourus. La plupart assume évidemment leurs combats avec simplicité et modestie avant de tourner la page. Ou du moins essayer, car la Résistance est une expérience qui marque à vie. Beaucoup en gardent un souvenir ému, nostalgique, souvent idéalisé au fil des années.

« Pendant des années, j'ai vécu dans un milieu où il y avait de la fraternité et de l'amitié. C'est mon souvenir le plus cher. Nous étions unis. J'étais avec les miens. Les Français Libres, c'était une grande famille. »

Albert Mauran, Français Libre dans les Forces Navales de la France Libre

La nostalgie d'une époque. La Résistance a été une grande découverte pour beaucoup de ses membres à bien des égards. Découverte de nouveaux lieux, de nouvelles façons de vivre ; rencontres inattendues de gens différents que l'on aurait jamais eu l'occasion de connaître. La Résistance a suscité exaltation, passion, euphorie parfois. Au lendemain de la guerre, il est souvent difficile d'oublier la griserie du combat, de faire le « deuil » des solidarités et profondes amitiés nées durant la clandestinité.

Des lendemains difficiles

Souvenirs douloureux. Qu'en est-il pour les résistants ? Certes, ils n'ont pas connu l'épreuve de la déportation. Mais quels sont les souvenirs qui les marquent ? La normalité est délicate à retrouver quand on a vécu des épisodes éprouvants et parfois exaltants. Peut-on réellement tourner la page de cette période quand on a été torturé, quand on a vu mourir ses camarades, quand on a tué parfois ? La prise en charge psychologique n'existe pas à l'époque, comme la réflexion sur les traumatismes mentaux. Il faut donc apprendre à vivre avec ce passé et à l'affronter seul, sans aide. C'est d'autant plus vrai pour les déportés.

243.

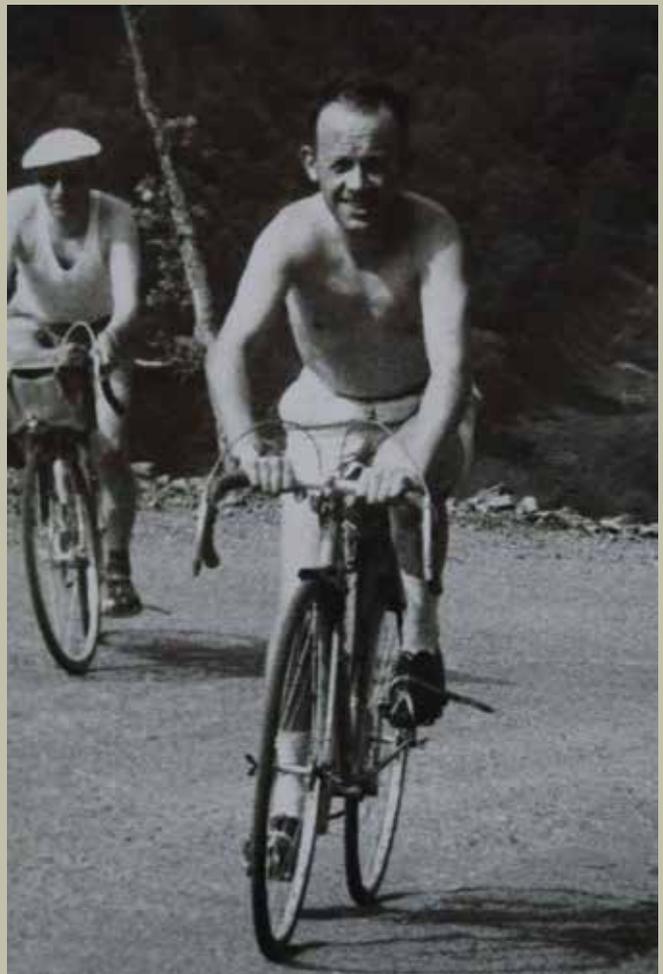


244.

245.

Candidats au baccalaureat dispensés de l'oral

Certains candidats au baccalauréat sont dispensés des épreuves orales, par décret du 11 juin. Ce sont les engagés volontaires ou mobilisés dans les armées françaises ou alliées, les prisonniers de guerre, les détenus et déportés, les résistants, les personnes contraintes au S. T. O., les victimes des lois d'exception.



246.

243 et 244. La vie reprend ses droits : Sylvain et Marie Dauriac réapprennent la vie à deux quelques semaines après le retour de déportation de Sylvain. La photographie a été prise à Aulus-Les-Bains en août 1945, où Sylvain est en convalescence. Leur nièce, Sylvette, se marie avec André Gaillard, lui-même résistant, le 2 juillet 1949. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

245. Lors du retour des déportés au printemps et à l'été 1945, des dispositions spéciales sont prises pour permettre aux rapatriés de reprendre une vie normale. C'est notamment le cas pour passer des examens et des concours. Les rescapés peuvent s'y présenter avec un délai. Journal *Liberté* du 25 juin 1945.

246. Après une longue convalescence, Robert Carrière redevient le sportif et le passionné de vélo qu'il était avant-guerre.

« Pour un déporté, reprendre une vie normale est impossible. On fait seulement de « l'à peu près ». J'admire ceux qui ont pu mais je doute. On vit en essayant d'être comme tout le monde. Quand on est jeune et que l'on subit des choses pareilles, on est forcément disloqué jusqu'à la fin de sa vie. »

Jeanine Messerli, résistante déportée

Des déceptions. On l'a dit précédemment, elles sont nombreuses. Au niveau du retour à la vie civile, le manque de reconnaissance parfois de la population (en comparaison notamment avec celle manifestée auprès des soldats de la première guerre mondiale) peut être source de frustrations et de désillusions.

« En mars 1945, je suis revenu à Toulouse, en permission. Quelle déception ! Les gens méconnaissaient totalement la France Libre. Je marchais dans les rues avec mon uniforme de Français Libre, et on m'arrêtait pour me demander ce que c'était. Quand j'expliquais, on me disait "Vous étiez en Angleterre ! Vous avez eu de la chance alors, vous ne manquiez de rien !" C'est une déception qui me marque encore aujourd'hui ».

Albert Mauran, Français Libre dans les Forces Navales de la France Libre

« Après la Libération, ça a été la déception. Tous ces gens que l'on avait connus dans la Résistance, sublimés en quelque sorte, ils reprenaient leur vraie personnalité finalement. On ne retrouvait plus cette intensité des choses. Cela m'a beaucoup marqué. Certains n'étaient plus les mêmes. »

Raymonde Lamouille, résistante toulousaine

De plus, l'unité construite avec tant de sacrifices dans la clandestinité se fragilise vite dans l'après-guerre. Les désaccords politiques et les divisions entre individus apparaissent dans le monde résistant et prennent le pas sur tout le reste. Le retour d'un fonctionnement démocratique avec les élections notamment en 1945 provoque l'affaiblissement du pouvoir résistant qui ne parvient pas à s'installer durablement. Le C.D.L., les C.L.L., les F.F.I., les Milices patriotiques disparaissent peu à peu alors que les partis politiques traditionnels reviennent en force. Tout cela engendre naturellement des déceptions chez les résistants qui voient s'éloigner les changements profonds espérés pour lesquels ils ont tant donnés. Pourtant la Résistance et/ou la Déportation ont marqué durablement leur vie. Résistants et déportés ne tournent pas et ne veulent pas tourner cette page de leur existence.

« Résistance R4 ». Certains résistants toulousains et haut-garonnais créent en 1976 la revue historique *Résistance R4*. Les articles évoquent des épisodes et des thèmes de la Résistance locale. C'est une façon pour eux de perpétuer leur engagement, de rester dans cet univers et ce passé qu'ils ont connus. Cette série, remarquable par la qualité des textes, s'arrête pourtant au bout de douze numéros, par manque de moyens. Faute d'intérêt aussi de la part de la population qui, pour une large part, se détourne du message et du souvenir de la Résistance à la fin des années 1970, ne voulant y voir qu'une assemblée d'anciens combattants, uniquement tournés vers le passé.

Conséquence de ces illusions perdues et de ces rancœurs, de nombreux résistants se replient sur eux-mêmes et ne font plus entendre leur voix. Les commémorations perdent même de l'ampleur. La création des associations et fédérations, mais aussi de plusieurs récompenses, titres et médailles va permettre de compenser ces sentiments contrastés de l'après-Libération.

ÊTRE RECONNU, DÉCORÉ, HONORÉ

Les premières formes de reconnaissance

Elles sont généralement organisées par les résistants eux-mêmes et les nouveaux représentants du pouvoir politique, issus du monde de la clandestinité. Cette reconnaissance se manifeste sous différents aspects : médailles, discours, fêtes, cérémonies, commémorations, prises d'armes et défilés militaires, etc.

Les cérémonies et premiers monuments en Haute-Garonne. Dès la fin de l'occupation, la population s'unit à travers les nombreuses cérémonies d'hommage aux victimes. Elles sont organisées partout en France, et bien sûr en Haute-Garonne. Les obsèques des héros de la Libération participent aussi à ce climat de recueillement et de souvenir. Les funérailles à la cathédrale Saint-Étienne de Toulouse des maquisards tombés à Saint-Lys rassemblent une foule importante le 23 août 1944. À L'Isle-en-Dodon, le monument aux morts est fleuri par le commandant Paul Marcouire dès la fin du mois d'août 1944 en mémoire des résistants tombés lors de l'attaque du maquis de Meilhan le 7 juillet 1944. Les monuments aux morts de la Première Guerre Mondiale deviennent naturellement les premiers lieux de commémorations. Ils existent déjà et permettent de faire le lien entre ces combattants à une génération d'écart. Bientôt, les noms des résistants morts au combat viennent compléter la liste des soldats tombés sur les champs de bataille de la Grande Guerre. En forêt de Bouconne, l'hommage à François Verdier se met rapidement en place dès janvier 1945 et se perpétue depuis. Enfin, dans les petites communes et villages où des civils ont été victimes de l'arbitraire nazi, les premières stèles et monuments sont érigés. À Buzet-sur-Tarn, dès l'automne 1944, une cérémonie rend hommage aux habitants exécutés mais aussi aux résistants fusillés. Le 19 août 1945, à Toulouse, le premier anniversaire de la Libération est l'occasion de grandes célébrations. Toutes les figures incontournables de la Résistance locale sont présentes. L'union est alors toujours de mise.

Les noms de rue. L'une des premières décisions prises par la nouvelle équipe municipale à Toulouse est de débaptiser l'avenue du maréchal Pétain dès septembre 1944. À la place, c'est le nom de François Verdier qui est choisi. Aujourd'hui, l'avenue reliant le Monument aux Morts et le Grand Rond s'appelle toujours les allées « Forain » François Verdier et cet exemple se retrouve dans de nombreuses communes du département. Le chef de la Résistance locale n'est pas le seul : entre 1944 et 1947, 41 rues majeures ou avenues toulousaines sont baptisées des noms de résistants disparus (Raymond Naves, les frères Lion, Achille Viadieu, Silvio Trentin). Des plaques commémoratives complètent aussi ce nouveau paysage mémoriel à Toulouse (36 sont apposées dans les années d'après-guerre). Le souvenir des résistants martyrs s'inscrit donc sur les murs et dans l'espace public. Ce phénomène se poursuit d'années en années, dans tout le département. Aujourd'hui, plus de 150 rues et lieux à Toulouse portent le nom d'un « héros de la Libération », d'un résistant « mort pour la France ».

Les médailles et décorations. La reconnaissance des combats et sacrifices des résistants passe par la création de titres honorifiques, plus solennels et institutionnels. Des décorations spécifiques sont créées à Londres par le général De Gaulle avant même la fin de la guerre : la Médaille de la Libération et la Médaille de la Résistance (février 1943). En 1954, se rajoute la Médaille du Combattant Volontaire de la Résistance. Ce sont les seules décorations récompensant un engagement dans la lutte clandestine. La Médaille de la Résistance n'est plus attribuée depuis mars 1947. Environ 44 000 personnes l'ont reçue ainsi que 18 collectivités (comme la ville d'Oyonnax) ; 20 000 ont été décernées à titre posthume. On constate donc que les résistants de l'Intérieur, au début, doivent se contenter d'honneurs mis en place par la France Libre. C'est ainsi le cas pour le titre de « Compagnon de la Libération ». Créé le 16 novembre 1940 par De Gaulle, l'Ordre de la Libération est composé de « Compagnons », c'est-à-dire des résistants, des Français Libres, des unités combattantes mais aussi des communes ayant contribué militairement à la Libération du pays. 1038 personnes portent ce titre mais la Résistance



251.



252.

versité de Toulouse.
UN MUSEE DE LA RESISTANCE
 Le Centre des intellectuels a pris l'initiative de créer à Toulouse un musée de la Résistance, dont le but est de recueillir, dès à présent, tous les documents, souvenirs, reliques, archives et imprimés ayant trait à la Résistance dans le Midi et plus particulièrement dans le sud-ouest.

250. Les épouses et proches des maquisards tombés à Saint-Lys lors des obsèques officielles à Toulouse. Fonds Raymond Lamouille.

251. La plaque « Rue des maquisards » a été apposée sur la commune de Saint-Gaudens.

252. Juste après la Libération, une volonté très forte d'ancrer la Résistance et sa mémoire dans l'espace public se développe. La décision de créer un Musée de la Résistance dès 1945 en est un exemple. Article publié dans le journal *Liberté* du 3 juillet 1945.

253. Un an après la Libération, les commémorations sont importantes à Toulouse et célèbrent les résistants morts. Article extrait du journal *La Victoire* du 20 août 1945.

253.

août 1945
Hommage aux héros de la Résistance
 Les plaques destinées à commémorer les patriotes tombés dans les combats d'août 1944, portent les noms suivants :

René GALACHE	37, rue des Troènes.
De Raymond-Cahuzac	37, rue des Troènes.
Marcel HENNEQUIN	45, allées de Demoiselles.
Léon HAMMARD	2, rue Maignac (siège Gestapo).
Lazare FRIDMAN	2, rue Maignac (siège Gestapo).
Lucien BERET	2, rue Maignac (siège Gestapo).
BUCHOTZ	rue A-Fourtanier (siège Milice).
WOLF	rue A-Fourtanier (siège Milice).
René VAYSSE	22, avenue Joseph-Lebrix.
Henri HILAIRE	22, avenue Joseph-Lebrix.
ROBERT VIDAL	22, avenue Joseph-Lebrix.
Bernard MERIC	22, avenue Joseph-Lebrix.
Raymond VERDIER	22, avenue Joseph-Lebrix.
René PETER	22, avenue Joseph-Lebrix.
Zec GOTESMANN	pont St-Michel (ang. pont de Tunis).
Aimé CARRIE	Parc Toulousain.
Jacques ABNAL	Parc Toulousain.
Manuel SERRA	2, place Saint-Michel.
Thomas BAUER	11, rue de la Pomme.
Arianne FIXMANN	11, rue de la Pomme.
David FREIMANN	Cinéma Variétés.
Rosine BET	Cinéma Variétés.
Paul VABRE	P.T.T. Saint-Cyprien.
Jean NOUMAN	angle bd Riquet et allées J.-Jaurès.
PUJOL	angle bd Riquet et allées J.-Jaurès.
Jacques ANJOLET	Cité Bonnefoy.
Henri ROUX	11, rue de la Colombette.
Henri TANIÈRE	14, rue Traversière-de-Calais.
Lucien CASSAGNE	Bd de Strasbourg (a. r. Roquelaine).
Guil. COURTIENADE	Bd de Strasbourg (a. r. Roquelaine).
Jean AILLET	65, boulevard Matabiau.

Souvenirs

intérieure y est sous représentée tout comme les femmes résistantes (seulement six ont reçu cette distinction). Des oublis mais aussi des manquements existent donc dans l'après-guerre. Obtenir le statut de « Combattant au titre de la Résistance » n'est en rien automatique : de longues démarches administratives attendent souvent le résistant avant qu'une reconnaissance officielle lui soit délivrée.

Une reconnaissance à acquérir

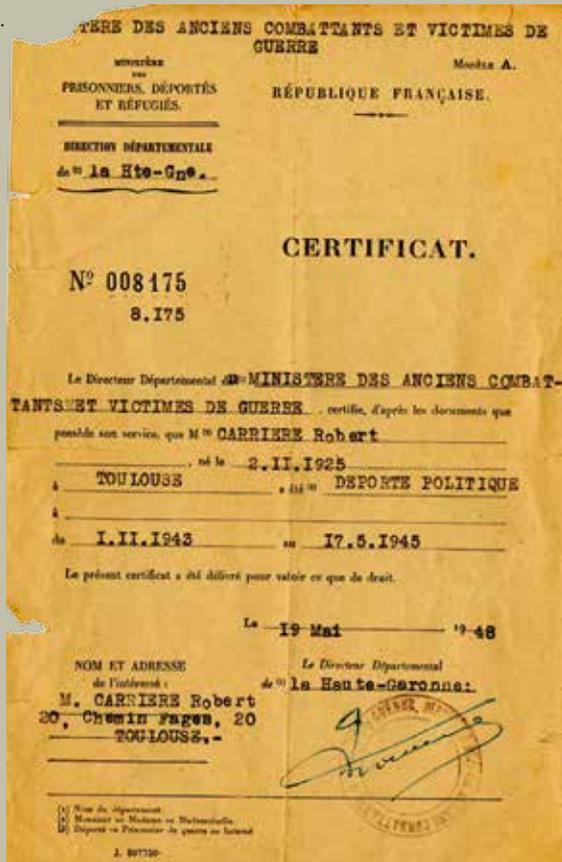
Prouver ses actions résistantes. Avoir combattu, s'être engagé ne suffit pas pour recevoir de droit un titre ou une médaille. La reconnaissance, que beaucoup de résistants estiment pourtant logique, ne s'acquiert qu'après avoir prouvé concrètement quels furent leur parcours individuel et leurs faits d'armes dans la Résistance. Ce qui suscite souvent un fort sentiment d'amertume. Les enquêtes sont pourtant nécessaires pour démasquer d'éventuels imposteurs. Pour se voir attribuer la « carte verte », celle du Combattant Volontaire de la Résistance, le résistant doit fournir des témoignages de camarades l'ayant côtoyé dans la lutte. Le résistant est donc rattrapé une dernière fois par la clandestinité, période de sa vie difficile à illustrer avec des documents ou des archives « d'époque » puisque la Résistance n'en produisait quasiment pas pour sa protection. Ces démarches peuvent donc être fastidieuses et prendre des années. Certains résistants accèdent à ce statut seulement à la fin des années 1950, voire bien au-delà. Elles sont d'ailleurs plus compliquées quand les familles cherchent à faire reconnaître le parcours d'un proche disparu. Sans dépouille, sans traces, sans savoir ce qu'il est advenu de lui, la reconnaissance posthume du résistant est longue à obtenir.

Les « oubliés ». Certains résistants se trouvent mis de côté dans l'après-guerre en raison de leur appartenance politique ou sociale. Beaucoup sont alors déçus du manque de reconnaissance, voire de l'ingratitude dont ils font l'objet. Il leur faudra souvent des années, parfois des décennies, pour que leur lutte soit valorisée, considérée à juste titre. L'engagement des femmes dans la Résistance est ainsi très peu mis en avant dans l'après-guerre. Dans la mémoire collective, leur participation est longtemps minimisée ou occultée. Un exemple : Marie-Louise Dissard n'est d'abord reconnue et honorée à Toulouse qu'avec le baptême d'un lycée professionnel qui porte son nom. Mais cette figure pourtant incontournable de la Résistance toulousaine reste largement méconnue. Récemment, son rôle est revalorisé à travers plusieurs travaux de recherches et des ouvrages. Une rue en périphérie de la ville est baptisée de son nom, puis une plaque est enfin apposée en 2011, rue de la Pomme, là où se trouvaient sa boutique et le centre du réseau « Françoise », dans Toulouse. De la même façon, les résistants étrangers sont souvent amalgamés à la Résistance française après la Libération. Des combattants F.T.P.-M.O.I. deviennent des Partisans Français et certains noms sont francisés. L'exemple de Mendel Langer, entré dans l'Histoire sous le nom plus français de Marcel Langer, est révélateur. Mais il en est de même pour d'autres membres de la 35^e brigade : Rosina Bet, jeune Italienne auteur avec David Freiman et Enzo Godéas de l'attentat contre le cinéma « Les Variétés » en mars 1944, est rebaptisée « Rosine » Bet, aussi bien sur la plaque commémorant l'événement à l'entrée de l'actuel cinéma que sur la place qui porte son nom à Toulouse (quartier La Roseraie). La reconnaissance passe donc parfois par certains arrangements, subis par les résistants et imposés dans un contexte de reconstruction de l'identité française. Aujourd'hui, la mémoire tente de rattraper ces oublis, pour que la reconnaissance à laquelle ont droit ces résistant(e)s ne soit pas seulement celle des titres, des décorations ou des statuts, mais pour qu'ils aient la place qu'ils méritent dans nos souvenirs collectifs et notre Histoire.

254.



256.



254. Carte de combattant volontaire de la Résistance homologuant les services de France Echerbault. Don famille Echerbault.

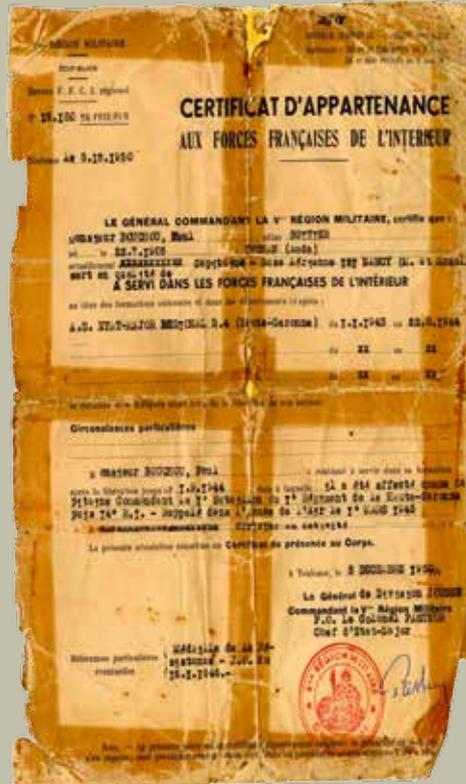
255. Certificat d'appartenance aux Forces Françaises de l'Intérieur délivré en décembre 1950 à Paul Bouchou, résistant toulousain. Fonds Nicole Bouchou et Andrée Marty.

256. En mai 1948, Robert Carrière reçoit enfin un certificat officiel du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, lui donnant le statut de déporté politique.

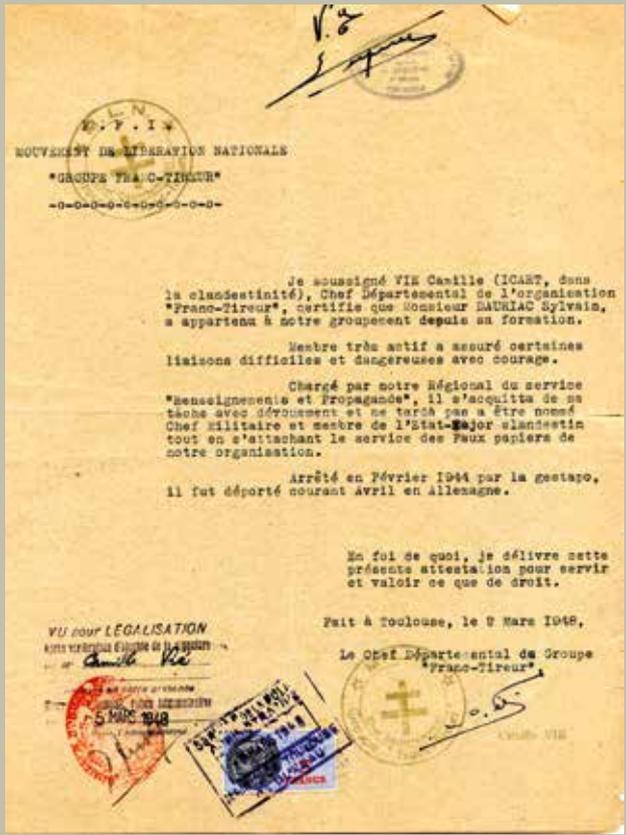
257. Attestation rédigée en mars 1948 par Camille Vié et versée au dossier de Sylvain Dauriac en vue de son obtention du statut officiel de résistant. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

258. Dans l'après-guerre, des avis de recherche sont publiés pour retrouver la trace de résistants disparus. Article découpé dans la presse toulousaine et conservé par Pilar Garcia, dans le cadre de ses recherches sur son frère, Francisco Ponzan « Vidal ». Fonds Pilar Garcia.

255.



257.



258.



FRANCISCO PONZÁN "VIDAL", HONORÉ À TITRE POSTHUME

Déporté en camp ? Exécuté au bord d'une route ? Transféré dans une prison, dans un camp ? Aucun témoignage ni aucun document ne renseigne parfois sur le sort de certains résistants. Les familles sont dans l'ignorance. Elles ont pourtant besoin de savoir ce qui s'est passé, afin de faire leur deuil. Leur but est aussi de faire homologuer le parcours résistant de ce proche pour qu'il obtienne à titre posthume un statut officiel et une reconnaissance légitime. Une façon pour la famille d'entretenir la mémoire du disparu mais aussi d'obtenir pensions et subventions qui aident financièrement sa veuve et ses enfants. Pilar Garcia, la sœur de Francisco Ponzán « Vidal », cherche cette reconnaissance. Francisco fait partie des 54 résistants de la prison Saint-Michel, fusillés et brûlés par les nazis le 17 août 1944, à Buzet-sur-Tarn. Pendant longtemps, l'identification des victimes est difficile. Pilar ne sait pas ce qu'est devenu son frère. Elle le pense déporté en Allemagne et entreprend des recherches en ce sens. Puis le témoignage d'un gardien de la prison remet tout en cause. Il lui permet de comprendre que Francisco a été extrait de sa cellule pour être massacré à Buzet. Une fois la vérité établie, Pilar n'a de cesse de faire vivre la mémoire de « Paco » et obtient en son nom les plus hautes distinctions qu'un résistant peut acquérir pour ses faits d'armes. Attestations, cartes d'interné ou de combattant volontaire, certificats sont aujourd'hui conservés au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation grâce au don de Pilar Garcia.

259.



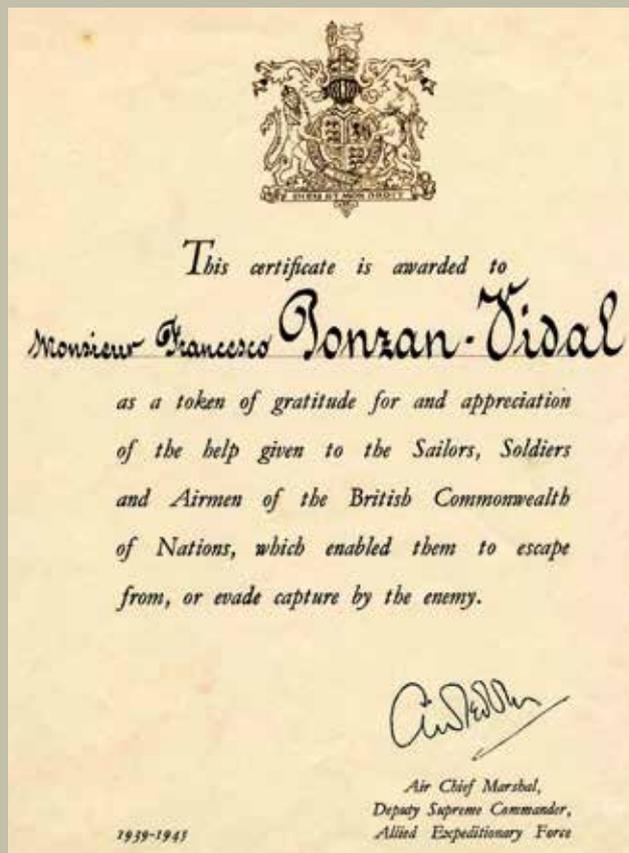
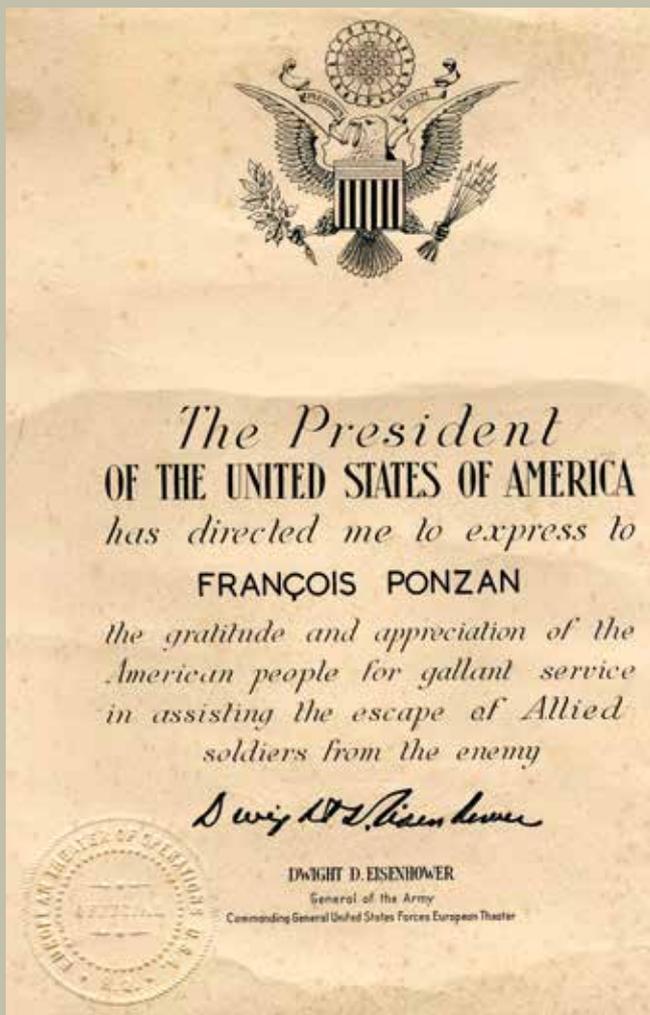
259. Francisco Ponzán « Vidal » garde le pseudonyme de « Vidal » dans la clandestinité. Sa sœur le surnomme aussi affectueusement « Paco ».

260.



261.





260. Carte de combattant volontaire de la Résistance délivrée à titre posthume en juillet 1953.

261. Carte d'interné résistant délivrée à un « ayant cause », c'est-à-dire Pilar Garcia, pour son frère Francisco en novembre 1951.

262 et 263. Francisco Ponzán a, durant la Résistance, aidé un grand nombre de pilotes et aviateurs alliés (américains, britanniques, canadiens, etc.) à franchir les Pyrénées grâce à sa filière d'évasion. Il reçoit après guerre des titres et des récompenses venant des Nations alliées pour rendre hommage à son courage.

264. Ces trois médailles ont été remises à titre posthume à Ponzán.

264.



TÉMOIGNER

Raconter la Résistance

Les premiers récits de guerre. Les premiers récits de l'occupation apparaissent dans la presse de la Libération. Les drames vécus par la Résistance y sont majoritairement décrits, mais assez peu la Résistance en elle-même, sa quotidienneté, ses actions. L'un des premiers témoignages est en fait celui d'un non-résistant mais d'un témoin de ce temps. En effet, dès 1945, Roland Dorgelès publie *Carte d'identité. Récit de l'Occupation*. Journaliste parisien très connu replié dans le Comminges pendant la guerre, Dorgelès décrit la vie et l'ambiance des villages de Salies-du-Salat et de Montsaunès (où il réside). Il présente divers personnages : le photographe collabo, les jeunes maquisards, les habitants solidaires des résistants, etc. Il y témoigne de plusieurs exactions des nazis dans la région, notamment le drame de Marsoulas.

Les procès de l'après-guerre. Le jugement de criminels de guerre nazis ou de collaborateurs français dans l'après-guerre est aussi l'occasion pour des anciens résistants et des anciens déportés de raconter ce qu'ils ont vécu. L'exemple emblématique reste celui de Marie-Claude Vaillant-Couturier, résistante déportée, qui témoigne lors du procès de Nuremberg en 1946. En Haute-Garonne, aucun grand procès n'a été organisé. L'Intendant de Police Pierre Marty a bien sûr été jugé, comme un certain nombre d'agents français de la *Gestapo* de Toulouse et des collaborateurs. Si la presse locale a largement relayé ces événements, ils ne furent pas l'occasion d'importantes prises de paroles des victimes face aux accusés. Cependant, à la fin des années 1940 et durant la décennie suivante, un grand nombre de témoignages sont recueillis dans le cadre d'enquêtes judiciaires. La Commission d'enquête des Crimes de Guerre Ennemis est créée dès octobre 1944 pour rechercher les coupables des crimes perpétrés dans chaque département par l'occupant nazi et les collaborateurs. Les policiers auditionnent des témoins de ces crimes mais aussi des victimes qui racontent les tortures infligées. En Haute-Garonne, près de 450 personnes sont entendues. Des femmes et des hommes racontent les circonstances de leur arrestation, comment ils ont été frappés, blessés, mutilés lors des interrogatoires, les conditions de leur détention et, pour certains, leur parcours de déporté. Aujourd'hui, ces archives sont une source précieuse pour comprendre les pratiques terribles de ceux qui traquaient les résistants. Derrière la froideur d'une audition officielle ou d'une archive, l'accumulation des témoignages dévoile une réalité poignante et émouvante, au plus près de la dure réalité subie, loin des idéalisations héroïques postérieures.

Raconter la Déportation

Pourquoi témoigner ? Pour les survivants des camps, le témoignage est essentiel. Beaucoup l'envisagent comme une continuité de leur expérience concentrationnaire et de leur engagement. Plusieurs raisons ont poussé les déportés à parler à leur retour. La première d'entre elles, et sans doute la plus importante, est la promesse faite au camp aux camarades qui n'ont pas eu la chance de s'en sortir. Le survivant témoigne au nom des victimes pour qu'elles ne tombent pas dans l'oubli. Pour les déportés morts en camp, pas de tombes ni de sépultures décentes, ils sont « des privés de cimetières ». Parler d'eux est une façon d'honorer leur mémoire. Les survivants sont particulièrement sensibles à cet aspect. Mais témoigner, c'est aussi raconter pour s'opposer encore une fois (une dernière fois ?) au projet des nazis. Les bourreaux ont voulu supprimer toutes les traces de leurs crimes, afin qu'il n'y ait plus aucun témoin pour raconter les camps. Rentrer et témoigner, c'est se revendiquer comme une preuve, comme un témoin indiscutable des horreurs perpétrées par l'Allemagne d'Hitler. Enfin, le témoignage doit faire connaître, faire savoir aux « autres » (ceux qui ne l'ont pas vécue) ce que fût la Déportation. Non pas pour qu'ils puissent la comprendre, mais pour qu'ils sachent jusqu'où l'Homme peut aller, à la fois dans le pire (les horreurs subies) et le meilleur (la fraternité entre eux). Très tôt, les déportés ont conscience de l'importance

2.622/50 C

cinquante Vingt cinq Janvier

à TOULOUSE. AGUIER André Inspecteur à la Sème S.R.P.J.

21-12-1949

les K.D.G. de délivrée par monsieur LAVHICIERRE, Juge d'Instruction au Tribunal Militaire de BORDEAUX.

TOULOUSE. Crimes de guerre.

les K.D.G. de TOULOUSE

Crimes de guerre

Mme Vve GAYRAL née BONNEFON Anne, 65 ans, s.p., 17 rue Rossini à TOULOUSE.

Madame Veuve GAYRAL née BONNEFON Anne, 65 ans, sans profession, demeurant 17 rue Rossini à TOULOUSE.

« Mon mari, GAYRAL Jean Georges Marius né le 6 Mai 1902 à TOULOUSE, a été arrêté le 3 Mars 1943 à BOURG-MADAME (F.O.) par des agents de la Gestapo dont j'ignore les noms. Il lui était reproché d'appartenir à un groupement de Résistance, en particulier il était Chef du magasin des GARIBES (Ariège) et il servait d'agent de liaison. »

« Après son arrestation, il a été amené à LA TOUR DE CARRE (Ariège) et delà à la Citadelle de BENSIGNAN où il a été interrogé par 4 membres de la GESTAPO qui l'ont atrocement frappé. En particulier, ils lui ont cassé des chaises sur le dos. Pendant 6 ou 10/ les interrogatoires ont continué dans les

mêmes conditions. Par la suite, il a été amené à PARIS rue des SAUSSURES où il a été à nouveau interrogé toujours avec les mêmes brutalités. Par la suite, il a été dirigé vers COMPIEGNE où il serait arrivé aux alentours du 20 Mars 1943. Il a été condamné à mort pour avoir préparé une évasion. Cette peine a été commuée aux travaux forcés à perpétuité. C'est ainsi que le 23 Avril 1943, il a été transféré au camp de MANTHAUSEN où il est resté tout le temps de sa déportation et où il servait de "Cobaye". Il a été libéré dans ce camp le 6 Mai 1945 par les troupes américaines. Il a été rapatrié le 21 Mai 1945. Il est décédé à notre domicile le 28 Juin 1946 des suites des traitements subis, en effet, il a ramené du camp la Tuberculose, une hypertrophie du foie et le cancer.

« Je suis titulaire d'une pension de Veuve de guerre. Lecture faite, persiste et signe.

L'Inspecteur de P.J.

265 et 265 bis. Anne Gayral raconte les séquelles physiques de son mari Jean Gayral à la suite à sa déportation et comment il en est mort après son retour des camps. Audition du 25 janvier 1950. Archives de la Commission d'Enquête des Crimes de Guerre.

266, 266 bis et 267. Jeanne Verdier, l'épouse de François Verdier, est interrogée par la presse toulousaine après son retour de Ravensbrück. Son témoignage de déportée est publié dans le journal *Liberté soir* du 10 avril 1945. Photographie de Jeanne Verdier (chapeau blanc) dans les années 1950 avec Sylvain Dauriac et Jean Durand, eux aussi survivants des camps (n°267). Jean Durand devient ensuite président du Conseil départemental de la Résistance en Haute-Garonne.

« Les déportées mouraient tout naturellement si j'ose dire d'épuisement. Elles s'éteignaient. Vous vous endormiez. En vous éveillant, vous vous aperceviez que votre voisine était morte, morte de fatigue, du manque de nourriture ».

Madame François Verdier revenue à la liberté nous dit :

Quelle était votre existence ?

— Atréc. D'abord nous étions mélangées avec des criminelles allemandes. Nous n'étions pas entre déportées politiques. Et c'étaient ces criminelles qui commandaient ! On nous obligeait à exécuter des travaux bien au-dessus des forces d'une femme : Coudre des arceaux, les charrier, par exemple. Et la nourriture était insuffisante. Les vols nous arrivaient à peu près vides. On vivait dans un milieu surpeuplé. Pas de place. On était envahi de poux. Les déportées mouraient tout naturellement, si j'ose dire d'épuisement. Elles s'éteignaient. Vous vous endormiez. En vous éveillant, vous vous aperceviez que votre voisine était morte, morte de fatigue, du manque de nourriture. Ce camp avait été bien dégrisé : Le camp de la mort lente. On y mourait tous les jours. Aucun soin, Pas de remède, rien.

— Est-ce que les Américains ont constaté le traitement que vous avez subi ?

— Oui. Quand les Canadiens sont venus nous chercher, ils n'ont pas réalisé tout d'abord l'horreur de notre situation. Ils ne pouvaient en croire leurs yeux.

— Qui gouvernait le camp ?

— Des SS. On peut affirmer que ce sont des brutes sadiques. Ils se vengeaient de leurs défaites sur ses femmes. On sentait qu'ils étaient heureux de nous faire souffrir. A certains endroits ils obligeaient les détenues à faire le tour du camp à genoux !

— Dans votre camp les morts ont dû être nombreuses ?

— Le pourcentage est effrayant. Peut-être la moitié des déportées. Peut-être davantage. Celles qui n'avaient pas une grande force morale, ne résistaient pas.

Mme Verdier, qui possédait déjà 66 kilos, en a perdu 14. Ceci se passe de tout commentaire.

Et Mme Verdier évoque la joie qui l'avait étreinte lorsqu'elle a vu arriver les grands chars blancs de la Croix-Rouge. Elle ne pouvait croire à la liberté. Elle a traversé toute l'Allemagne. En Suisse l'accueil fut délirant. On criait : « Vive la France ! ». A Lyon ce fut une réception inoubliable.

Les déportées ne pouvaient manger tout ce qu'on leur offrait. Elles étaient enfin libres ! Elles étaient rentrées de nouveau dans la vie !

Nous avons pris congé de Mme Verdier après l'avoir remerciée de son aimable accueil. Elle voudra bien excuser ces lignes hâtives qui ne donnent qu'une idée bien imparfaite de notre entretien ému. Mais nous tenons à ce que ses nombreux amis sachent que, malgré sa grande fatigue, elle garde un moral ferme. Sa santé ébranlée redeviendra normale. Ce n'est qu'une question de jours et de soins. Ils ne lui manqueront pas. Ses amis intimes y veilleront.

REVENUE A LA LIBERTÉ Madame Verdier nous dit :

L'épouse de notre camarade François Verdier, un des grands chefs de la Résistance, — toute la clandestinité connaissait le nom de Forain, son pseudonyme — est rentrée samedi à Toulouse. Des amis l'avaient accueillie à la gare et lui avaient apporté le témoignage fervent de leur affection profonde.

Nous avions un vif désir de nous entretenir avec Mme François Verdier. Mais, par un scrupule qui tout le monde comprendra, nous avons tenu d'abord à lui laisser reposer quelques jours. Les Françaises qui rentrent du camp de Ravensbrück sont épuisées. Ce camp allemand a été un séjour atroce pour nos compatriotes. On l'avait surnommé le camp de la mort lente et ce nom était mérité.

Mme François Verdier a bien voulu nous recevoir. C'est avec une vive émotion que nous l'avons revue. Mme Verdier a un moral magnifique. Elle était malade émue que son interlocuteur.

Nous lui avons posé de nombreuses questions que nous voudrions développer, mais que nous sommes forcés de résumer.

— Combien de temps a duré votre séjour dans cet enfer nazis ?

— Du 3 février 1943 au 5 avril 1945.

(Voir la suite en 2^e page)

LA FIN
des hostilités en Europe



de la transmission pour les générations à venir. C'est eux qui popularisent le slogan « *Plus jamais ça* » à travers les associations qu'ils créent.

Les premiers témoignages. Ils apparaissent dans la presse au printemps 1945. Des journalistes suivent l'avancée des troupes alliées et relatent dans les journaux l'ouverture des camps. Ils expriment l'effroi et la stupéfaction de découvrir ces lieux et l'état des survivants. De plus, quand les déportés rentrent, certains sont sollicités pour raconter leur expérience. Francesco Fausto Nitti publie aussi dès 1944 un livre qui relate l'épisode du « Train Fantôme ». *8 Chevaux, 70 Hommes* est l'un des premiers témoignages sur la déportation, le voyage en lui-même plus que sur les camps précisément.

Trouver les mots. Les déportés qui, les premiers, ont souhaité et ont eu le courage de parler des camps, se sont heurtés à de nombreuses difficultés. Une question s'est rapidement imposée à eux : celle du vocabulaire à utiliser. Que dire des camps ? Faut-il tout raconter ? Comment ne pas choquer les gens ? Comment expliquer avec des mots simples ? Ils réalisent que le langage courant est souvent inadapté pour traduire avec justesse l'expérience concentrationnaire. Avoir faim au camp n'a rien à voir avec la faim que l'on peut ressentir quotidiennement. Face à l'incompréhension des personnes auxquelles ils s'adressent, les déportés se demandent donc si la Déportation n'est pas un vécu indicible, irracontable.

Le silence des témoins. Au début, les survivants ressentent le besoin de raconter pour exorciser leurs souffrances, les évacuer. Mais à l'époque, aucun soutien psychologique n'existe. Pas de prise en charge par des spécialistes, pas de structures adaptées pour faire face aux traumatismes et séquelles de l'âme. Beaucoup de déportés se trouvent donc désemparés face à l'incompréhension de leur entourage. Les proches n'ont parfois pas la volonté, le courage ou l'envie de revenir sur ce passé, d'écouter les récits terribles et choquants du déporté. Pire, certaines personnes, parfois même dans les familles, doutent des récits des rescapés. Pour ces gens, si des déportés sont revenus, c'est que la situation dans les camps n'était pas aussi dure qu'ils le disent. Sinon, ils seraient tous morts. Ces déclarations blessent considérablement les déportés. Progressivement isolés, ils se replient sur eux-mêmes, comprennent que la société qui les accueille à leur retour n'est pas prête à intégrer leur histoire. Si les premiers déportés rentrés en France ont bénéficié d'un accueil souvent chaleureux, l'enthousiasme diminue assez vite. Près de dix mois après la fin de l'occupation et l'explosion de joie de la Libération, les difficultés perdurent et accaparent l'esprit des populations. Lassitude et indifférence s'installent progressivement dans l'opinion publique face aux déportés et leurs témoignages. Beaucoup de survivants décident finalement de se taire, sauf entre eux.

Associations, Fédérations et Amicales. Les déportés vont trouver soutien et réconfort auprès des autres camarades rentrés des camps. Ce n'est qu'entre eux qu'ils parviennent à parler librement de leur vécu. Très vite, certains survivants se concertent donc pour créer des structures réunissant les anciens déportés. Ces décisions sont prises parfois avant même la libération du camp et leur retour en France. Un premier groupe de déportés libérés à Buchenwald créent là-même une structure qui deviendra ensuite la Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance. En octobre 1945, c'est la F.N.D.I.R.P. qui est créée à son tour par Henri Manhès et Marcel Paul, deux anciens déportés de Buchenwald. L'Union Nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles de disparus (U.N.A.D.I.F.) voit ensuite le jour. Des antennes départementales de ces deux structures existent partout en France. De plus, chaque camp possède une amicale d'anciens déportés qui contribue à l'entretien de la mémoire. Celle de Mauthausen est, par exemple, l'une des premières instaurées dans l'après-guerre. Ces amicales, à l'origine réservées aux déportés et à leurs familles, se sont ensuite ouvertes aux « amis », preuve du regain d'intérêt récent de la société.

Sténotype de Discours
G. BOESSIGNE

(Sténotypie pour le M.N.C.R.)

GRANDE MANIFESTATION D'INFORMATION
organisée par
Le Mouvement National contre le Racisme,
la Ligue Internationale contre l'Antisémitisme
l'Association Nationale des Victimes du Nazisme ;
avec la participation
des Mouvements et Partis de la Résistance.

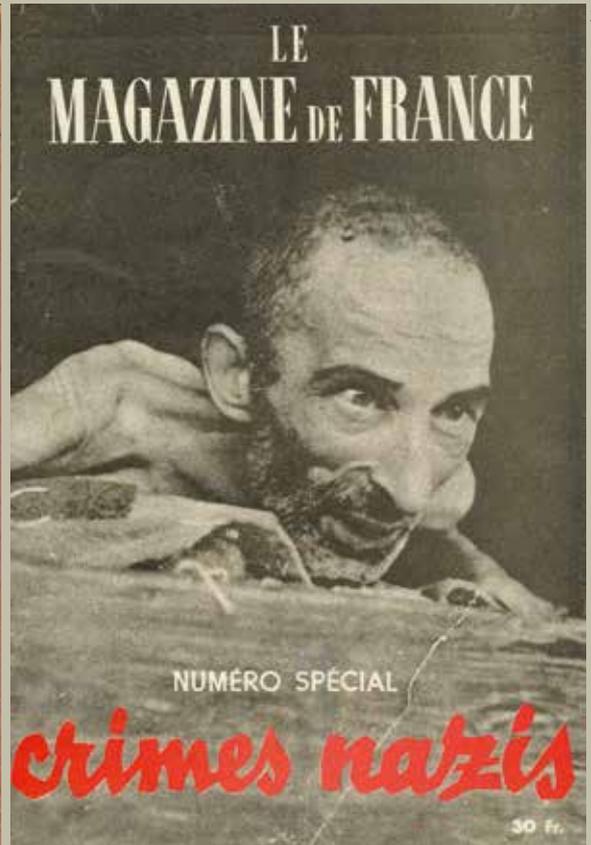
Salle du Cinéma "VARIÉTÉS"
DIMANCHE 13 MAI 1945 (9 h.30)

**" LES RESCAPÉS DES
CAMPES DE LA MORT
VOUS PARLENT "**

Présidence d'Honneur : Monseigneur **SALIEGE**,
Archevêque de Toulouse.

Présidence effective de M. **DOTTIN**,
Recteur de l'Université de Toulouse.

Secrét. Gén. l
M. **PABOQ**, ~~Président~~ du Mouvement National contre le Racisme :
Mes chers Amis,
Le Mouvement National Contre le Racisme, la Ligue Internationale contre l'Antisémitisme, l'Association Nationale des Victimes du Nazisme ont pris l'initiative de cette Grande Réunion d'Information, dans le but d'éclairer l'opinion toulousaine sur les atrocités commises dans les Campes de la Mort.
Ces mouvements apolitiques de la Résistance ne placent au-dessus des partis. Ils sont décidés à poursuivre la lutte jusqu'à la disparition totale du racisme et de son expression politique : le fascisme. (APPLAUSISSEMENTS)
En effet, les Démocraties ne pourront s'instaurer aussi longtemps que subsisteront ces deux fléaux.
Nous avons eu une grande joie du retour de nos camarades dé-



268. Le 13 mai 1945, une conférence est organisée pour la première fois à Toulouse sur la Déportation. Elle s'intitule « Les rescapés des camps de la mort ». Plusieurs déportés survivants rentrés dans les premiers rapatriés racontent les souffrances lors de leur déportation afin d'« [...] éclairer l'opinion toulousaine sur les atrocités commises dans les camps de la mort. »

La présente carte donne droit au port de l'insigne UNADIF

Département de **HAUTE-GARONNE**
Section Locale de **TOULOUSE**

DÉPORTÉ
Qualité **INTERNE**
FAMILLE

Biffer les mentions inutiles

UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE DÉPORTÉS INTERNÉS ET FAMILLES DE DISPARUS
31, Rue de Boulainvilliers, 31
PARIS-XVII

NOM **AUBA** N° **41**
Prénoms **SIMONE**
Née le **27.10.1903** à **PUTERNAUX**
Profession
Domicile **13 Rue de L'ORIENT TOULOUSE**

le **17 JANV 1944**
Le Président Départemental

Le Titulaire: *[Signature]*

Cachet de l'Association Départementale

269. La découverte de l'univers concentrationnaire passe essentiellement par les médias de l'époque qui jouent un rôle très important dans la construction de la représentation de la Déportation. Couverture d'un numéro spécial du Magazine de France sur les « crimes nazis » (mai 1945).



271. Congrès National de la F.N.D.I.R. à Toulouse en avril 1959. Fonds Sylvette Gaillard-Dauriac.

Le journal *L'Espoir* et la mort de Raymond Naves

FICHE D'IDENTITÉ DU DOCUMENT

Nature : Journal *L'Espoir*, n°226.

Date : 25 avril 1945.

Dimensions : 60 x 42 cm.

Destinataire : La population toulousaine.

Présentation

Le journal *L'Espoir* est publié pour la première fois à partir du 23 août 1944, trois jours après la Libération de Toulouse. C'est le journal du Parti socialiste. Il est dirigé par deux grandes figures de la Résistance toulousaine : Paul Debauges et Raymond Badiou, qui devient le maire de Toulouse à la Libération. Badiou remplace en fait Raymond Naves, initialement choisi pour prendre la tête de la ville. Le journal et sa rédaction sont donc particulièrement touchés par l'annonce de la mort de Naves. L'utilisation du cadre noir (symbolisant le deuil) et du titre (simple et brutal) témoignent bien de l'émotion ressentie.

Contexte

Au printemps 1945, les camps de concentration en Allemagne sont libérés par les Alliés. Progressivement, les déportés survivants rentrent chez eux. Les Français attendent, espèrent et guettent leur retour. Cette mobilisation se fait essentiellement à travers la presse locale. On suit avec intérêt le rapatriement des déportés à travers les colonnes des journaux. L'enthousiasme est alors important : on s'intéresse à ce retour comme à un feuilleton à épisodes. On attend de lire les retrouvailles heureuses des rapatriés avec leurs proches. Les Français sont appelés à se mobiliser pour aider les rapatriés en donnant de l'argent, des vêtements. Des fêtes, des bals, des manifestations sportives, des collectes, des ventes sont organisés. C'est un véritable appel à la solidarité nationale. Mais au fil du temps, on comprend que beaucoup de déportés ne reviendront jamais. Plus les semaines passent, plus l'espoir diminue. Bien des personnes manquent à l'appel laissant de nombreuses familles dans l'angoisse et l'attente. Dans la presse, les articles annonçant avec joie le retour de certains déportés sont remplacés par ceux annonçant la mort de tant d'autres. La population réalise l'immense mortalité qui régnait dans les camps.

Pour aller plus loin

Qui était Raymond Naves ? Né en 1902, ce professeur de lettres de la Faculté de Toulouse est membre du mouvement « Combat », du Parti socialiste clandestin et de « France Au Combat ». Il est arrêté le 24 février 1944 comme Sylvain Dauriac, dont il était proche. Déporté dans le « convoi des déportés tatoués », il meurt à l'infirmerie du camp de concentration d'Auschwitz 1 en mai 1944. Naves, figure incontournable de la Résistance toulousaine, avait été désigné pour être le maire de Toulouse à la Libération. Il devait donc faire partie des cadres dirigeants après guerre issus de la Résistance. Depuis son arrestation, personne n'a de nouvelles de lui (comme des autres résistants arrêtés le même jour). Au printemps 1945, cela fait plus d'un an de silence. On ignore tout de son sort, mais l'espoir de le voir revenir perdure. Eugène Thomas annonce le décès de Naves quand il rentre de Buchenwald. Une confusion cependant subsiste : l'éditorial affirme que Naves est décédé à Buchenwald. Ce n'est qu'un mois plus tard, quand Dauriac arrive à Toulouse en mai 1945, qu'il rétablit la vérité en révélant que Raymond Naves est mort en réalité à Auschwitz, à ses côtés.

Conclusion

Au terme de cet ouvrage, à la lecture de ces parcours et de leurs mémoires, quelles conclusions et quels enseignements peut-on tirer aujourd'hui de ces engagements dans la Résistance ? En quoi leur connaissance et leur mémoire peuvent-elles nous aider à mieux lire et comprendre notre présent ?

Les six années de la guerre, et plus encore les quatre années de la Résistance, représentent encore aujourd'hui, trois quart de siècle après les faits, une part importante de notre mémoire collective. Les références, plus ou moins fondées ou pertinentes, à la Résistance sont fréquentes, régulières. L'exemple de nos aînés est régulièrement convoqué, pour justifier de telle ou telle attitude, ou appuyer tel ou tel propos. Ce temps mémoriel reste fort. Pourtant, il reste très inégal, et parfois même déséquilibré, selon les groupes ou les représentations de personnes auxquelles il est fait référence. Surtout, il a été variable au fil du temps, fluctuant. Pendant longtemps, la mémoire de la Résistance s'est confondue presque exclusivement avec les maquisards, ces hommes armés, naturellement Français, et qui s'étaient battus les armes à la main face à l'ennemi et l'envahisseur nazi. Puis à cette période d'héroïsation de la Résistance s'est progressivement substituée une autre, plus critique, où le regard notamment sur les collaborateurs a amené parfois certains à ne considérer dans ce temps que la collaboration et la lâcheté. Le sort terrible des juifs, en France et en Europe, s'est peu à peu imposé, ramenant la collaboration et Vichy dans notre (mauvaise) conscience, et rappelant enfin à la mémoire ces femmes et ces hommes, Justes de Nations, qui ont sauvé des vies. En fait, les deux ont eu lieu. L'engagement de la jeunesse par le fracas des armes et des combats guerriers est une réalité, tout comme l'a été cette résistance civile, humanitaire, dans le silence des caches et des greniers. Tant d'autres formes ont vu le jour, se sont exprimées. Cet ouvrage a tenté modestement d'en rendre compte.

Mais quels qu'en soient les motivations, les ressorts, les mécanismes, aucune de ces généralisations sur la Résistance ne peut rendre compte de toutes les formes d'engagements, de tous les parcours individuels, de toutes ces énergies fondatrices qui ont nourri les rangs de la Résistance. Aux côtés des maquisards réfractaires, les femmes, les étrangers, les « moins jeunes » forment aussi de larges pans des troupes de la Résistance, reconnus ou encore anonymes. Marie-Louise Dissard « Françoise » a près de soixante ans quand elle prend la tête du principal réseau d'évasion et de renseignement allié en France. Mendel Langer, communiste polonais, a déjà connu bien des engagements, et notamment aux côtés des républicains espagnols, avant de créer un groupe de combat à Toulouse. Maurice Fonvieille, Sylvain Dauriac sont tous deux des anciens combattants de la Première Guerre Mondiale, militants engagés et reconnus quand ils décident de « faire quelque chose » à un âge déjà avancé. Toutes, tous, se sont engagés pourtant avec la même force, le même désintéressement que d'autres plus jeunes, tels Robert Carrière, Guy Marty ou Conchita Ramos, adolescents ou jeunes adultes, parfois insoucians ou inconscients. Peu importe en réalité. Dans la Résistance, l'âge n'était pas un critère pour savoir et vouloir s'engager, ou pour être accepté par ses pairs, pas plus que la nationalité, l'origine ou le milieu social.

Depuis plusieurs années, grâce aux recherches historiques, à l'ouverture de nouveaux fonds d'archives, grâce aussi au travail de mémoire mené par les musées et les centres de recherche, une lecture plus équilibrée s'est peu à peu imposée, qui s'éloigne des stéréotypes récurrents

ou des clichés convenus. Elle cherche aussi à dépasser la simple connaissance des noms, des faits et des dates, pour ouvrir et mener une réflexion sur le sens même de la Résistance, et tenter d'en comprendre les motivations profondes. Chaque engagement cache un mystère intime toujours renouvelé, qui a fait que des femmes et des hommes ont accepté, en conscience, de tout risquer dans un combat que Jean Cassou, qui fut ici à la tête d'un des premiers réseaux clandestins, qualifiait lui-même d'« absurde » parce que contraire à toute la logique de ce temps. Mais la Résistance n'avait pas à être logique, puisqu'elle était avant tout un principe moral. Mais pour exister, pour « être », celui-ci devait se traduire par des faits, des engagements. Sans actes, pas de Résistance.

Revenir sur les parcours individuels permet de mettre en évidence le fait que chacune, chacun, est venu à son heure dans ce grand mouvement, pour y participer à sa manière. Les horizons, les univers, les motivations ont différé. Rien n'était écrit à l'avance. L'engagement reste pourtant toujours le même : absolu, sans compromis ni retour en arrière possible. On ne résiste pas « pour un temps ». Il n'y a que deux motifs qui peuvent y mettre fin. Le premier, terrible, est l'arrestation, c'est à dire la fin de tout, ou le début d'autre autre combat, d'une autre résistance, intérieure celle-là. L'autre, c'est la joie de la Libération de cet été 1944, qui permet d'ailleurs souvent de continuer le combat et l'engagement, librement, sous d'autres formes.

L'histoire de la Résistance est donc une histoire de spécificités, de cas uniques, d'individualités. Mais si tout ou presque distingue les résistants les uns des autres, un point pourtant les rassemble, les réunit tous. C'est ce sentiment qu'ils ont tous en eux, exprimé nettement ou parfois plus diffus, que dans ce qui les pousse alors à agir, il y a quelque chose de plus grand qu'eux-mêmes, qui les dépasse et qui les porte. Aragon, qui invoque dans son poème La Rose et le Réséda « *celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas* », nous avait en fait dit tout ce que nous avons besoin de comprendre sur le sens même de la Résistance :

*« Quand les blés sont sous la grêle,
Fou qui fait le délicat,
Fou qui songe à ses querelles,
Au cœur du commun combat ».*

Les résistants furent des femmes et des hommes conscients de leurs différences, parfois même de leurs divisions. Mais ils étaient aussi des individus profondément convaincus que ce qui les rassemblait était infiniment plus fort que ce qui les séparait. Au moment où d'autres nuées, d'autres orages, d'autres menaces frappent au cœur même des principes de notre République, cet enseignement-là est peut-être le bien le plus précieux de tout l'héritage qu'ils nous ont transmis.

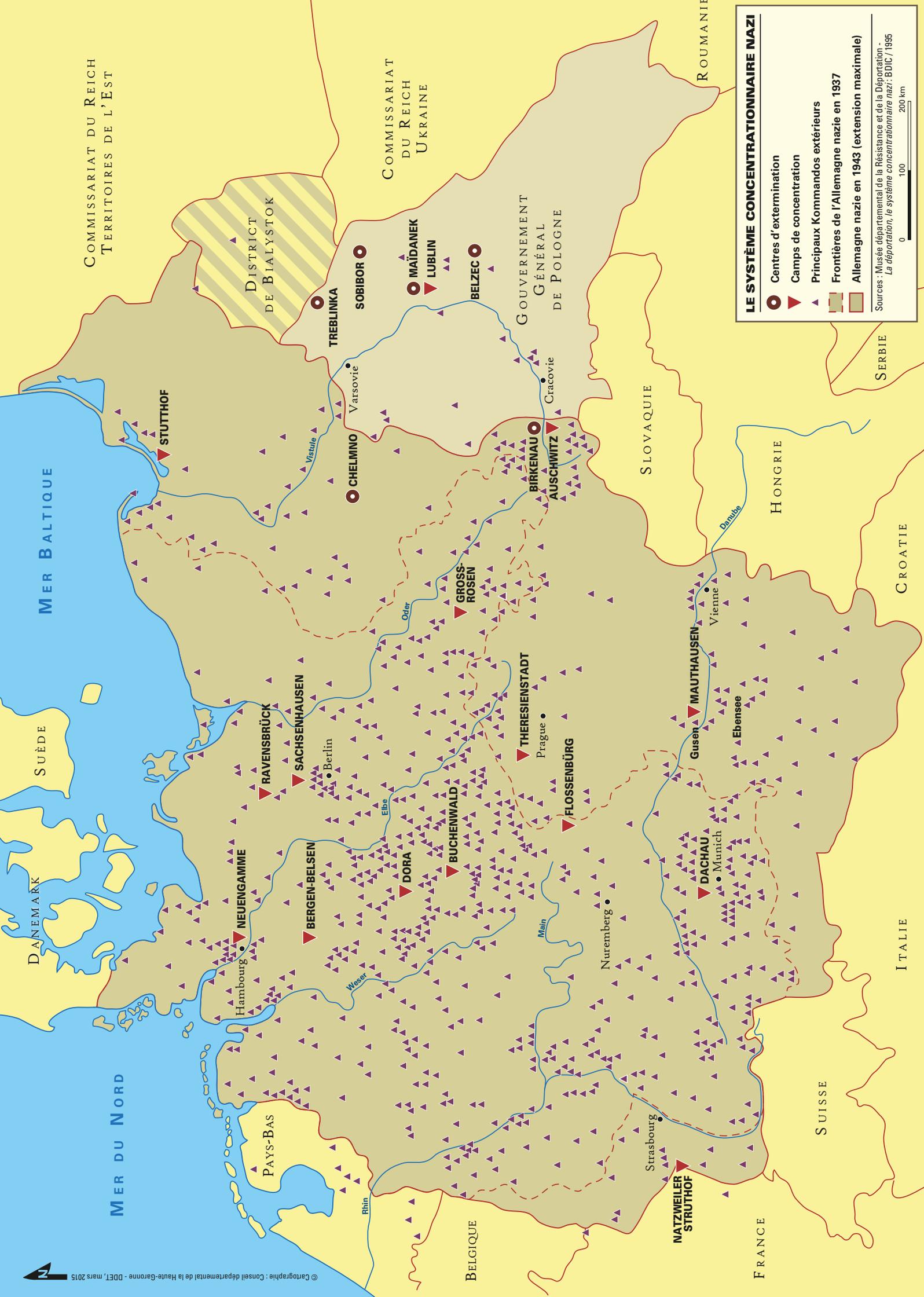
Il nous appartient de maintenir vivant cet esprit de la Résistance, et de le porter à notre tour. Il est le garant de notre Liberté.

BILAN DE LA DÉPORTATION POLITIQUE DEPUIS LA FRANCE

Les résistants transférés depuis la France sont déportés en wagons à bestiaux vers les camps de concentration, c'est-à-dire d'extermination par le travail, qui sont situés essentiellement en Allemagne et en Autriche. Chacun de ces camps principaux possède son propre réseau de camps annexes, les *kommandos*, disséminés sur tout le territoire, et qui font fonctionner la machine de guerre nazie. Les femmes résistantes déportées, environ 8 000 pour notre pays, passent toutes par le camp de Ravensbrück. Les déportés juifs, dits « raciaux », sont acheminés dans les mêmes conditions vers des centres d'extermination (au nombre de six) en Pologne pour y être assassinés dès leur arrivée dans les chambres à gaz.

À des milliers de kilomètres de la Haute-Garonne, nos combattants de l'ombre, arrachés à leur famille et à leur pays, découvrent un univers hallucinant, un monde presque parallèle en dehors du temps. Mais cet univers-là est pourtant bien présent dans l'espace : le système concentrationnaire nazi est à l'échelle du continent européen. Les camps sont présents dans chaque pays, dans chaque région, à proximité immédiate des villes et des villages. Impossible de les ignorer.

Depuis la France, il y a eu 162 000 personnes déportées pendant la guerre. 86 000 étaient des résistants et des opposants, déportés vers les camps de concentration, 76 000 étaient des juifs (ainsi que plusieurs centaines de Tziganes), vers les centres d'extermination.



LE SYSTÈME CONCENTRATIONNAIRE NAZI

- Centres d'extermination
- ▲ Camps de concentration
- ▲ Principaux Kommandos extérieurs
- Frontières de l'Allemagne nazie en 1937
- Allemagne nazie en 1943 (extension maximale)

Sources : Musée départemental de la Résistance et de la Déportation - La déportation, le système concentrationnaire nazi; BDIC / 1995

0 100 200 km

GÉOGRAPHIE DES MAQUIS HAUT-GARONNAIS

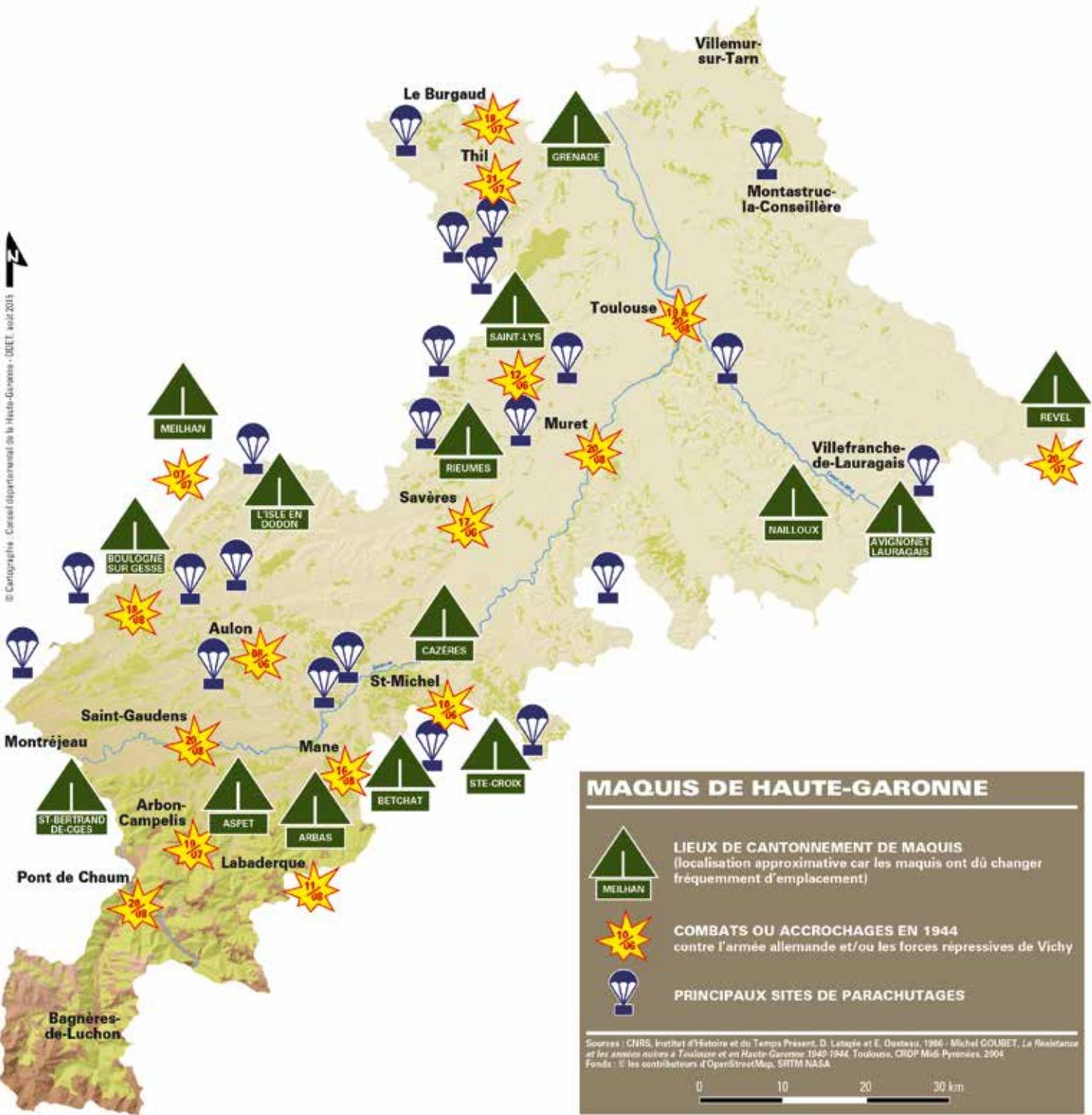
Depuis la seconde guerre mondiale, le mot « maquis » est devenu synonyme d'un lieu situé dans la forêt, dans la montagne ou à la campagne, peu accessible, et où se regroupent et se cachent des résistants, appelés alors les maquisards. La géographie locale se prête particulièrement à l'implantation de ces maquis. Il y en avait beaucoup en Haute-Garonne, des vallées pyrénéennes jusqu'au Nord du département. C'est dans les zones sud et sud-ouest que l'on trouve le plus de groupes armés. La réalité est toutefois contrastée sur le terrain : un maquis peut à la fois désigner un groupe mobile d'une quinzaine d'hommes à peine mais aussi des unités plus importantes, mieux équipées et entraînées.

Voici quelques exemples...

- **Le maquis de Saint-Lys.** Dès l'annonce du débarquement en Normandie, près de 160 hommes (venus essentiellement de Toulouse) se regroupent dans ce maquis qui devient l'un des plus importants du département. Il est attaqué le 12 juin 1944 par les nazis de la division S.S. *Das Reich*. 12 civils et 9 maquisards sont tués, dont leur chef Jean Chaubet.

- **Le maquis d'Aspet.** Son chef est Pierre Alibert. Ce maquis au Sud du département est l'un des mieux organisés. Il réussit à bloquer la route entre Tarbes et Saint-Gaudens, puis à capturer des soldats allemands à Saint-Bertrand-de-Comminges et à les garder prisonniers à Juzet-d'Izaut lors de la Libération.

- **Le maquis Bidon V** est créé par Lachaux à Arbas. Ce maquis (Sud du département) est renforcé mi-juillet par des éléments venus de Salies-du-Salat.



MAQUIS DE HAUTE-GARONNE

-  **LIEUX DE CANTONNEMENT DE MAQUIS**
(localisation approximative car les maquis ont dû changer fréquemment d'emplacement)
-  **COMBATS OU ACCROCHAGES EN 1944**
contre l'armée allemande et/ou les forces répressives de Vichy
-  **PRINCIPAUX SITES DE PARACHUTAGES**

Sources : CNRS, Institut d'Histoire et du Temps Présent, D. Létayès et E. Oustau, 1986 ; Michel COUBET, *La Résistance et les années noires à Toulouse et en Haute-Garonne 1940-1944*, Toulouse, CRDP Midi-Pyrénées, 2004
Fonds : © les contributeurs d'OpenStreetMap, SRTM NASA

0 10 20 30 km

SIGLES

A.J. : Armée Juive.

A.N.A.C.R. : Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance.

A.S. : Armée Secrète. Organisation résistante militaire créée dès 1941 sous l'impulsion de Henri Frenay, chef du mouvement « Combat », en zone non occupée. Elle recrute essentiellement ses membres parmi les officiers. Elle a à sa charge la collecte d'informations et les évasions vers la France Libre, dans notre région via les Pyrénées.

B.C.R.A. : Bureau Central de Renseignement et d'Action (services secrets de la France Libre).

B.B.C. : « British Broadcasting Corporation ». Radio anglaise.

C.A.L.P.O. : Comité de l'Allemagne Libre pour l'Ouest.

C.A.S. : Comité d'Action Socialiste.

C.D.L. : Comité Départemental de Libération.

C.D.M. : Camouflage du Matériel.

C.F.L. : Corps-Francs de la Libération.

C.F.M.N. : Corps-Franc de la Montagne Noire.

C.F.L.N. : Comité Français de Libération Nationale. Héritier du Comité National Français créé à Londres par le général De Gaulle, le C.F.L.N. est instauré en 1943. Il est remplacé le 3 juin 1944 par le G.P.R.F.

C.F.P. : Corps-Franc Pommiès.

C.L.L. : Comité Local de Libération.

C.N.R. : Conseil National de la Résistance.

C.O.P.A. : Centre d'Opérations de Parachutage et d'Atterrissage.

C.O.S.O.R. : Comité des Œuvres Sociales de la Résistance.

C.V.R. : Combattant Volontaire de la Résistance.

F.A.C. : Mouvement « France Au Combat ».

F.F.I. : Forces Françaises de l'Intérieur. Créées au printemps 1944 pour unifier les unités militaires des divers mouvements de Résistance. Il y a trois principaux groupes qui les composent : O.R.A., A.S. et F.T.P.

F.F.L. : Forces Françaises Libres. Combattants qui luttent à l'extérieur de la France, notamment à Londres et à Alger. Les F.F.L. sont formées dès l'été 1940 par le général De Gaulle sur la base de quelques unités militaires rapatriées en Angleterre.

F.N. : Front National (mouvement de résistance du Parti communiste).

F.N.D.I.R. : Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance.

F.N.D.I.R.P. : Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes.

F.T.P.-M.O.I. : Francs Tireurs Partisans-Main d'Œuvre Immigrée. Mouvement de résistance armée organisé par le Parti communiste regroupant des travailleurs de toutes nationalités résidant en France. Dans la région, c'est la 35^e Brigade F.T.P.-M.O.I « Marcel Langer » qui a opéré.

F.U.J.P. : Front Uni des Jeunesses Patriotiques.

G.M.R. : Groupes Mobiles de Réserve.

G.P.R.F. : Gouvernement Provisoire de la République Française. Institué en remplacement du C.F.L.N. en juin 1944 et présidé par le général De Gaulle.

I.S. : *Intelligence Service* (service anglais de renseignements).

L.E.F. : Groupe de résistance toulousain « Liberté Égalité Fraternité ».

L.F. : Mouvement de résistance toulousain « Libérer et Fédérer ».

M.L.N. : Mouvement de Libération Nationale.

M.N.P.G.D. : Mouvement National des Prisonniers de Guerre et Déportés.

M.P. : Milice Patriotique. Groupe de résistants assurant le maintien de l'ordre à la Libération.

M.R.P.G.D. : Mouvement de Résistance des Prisonniers de Guerre et Déportés.

M.U.R. : Mouvements Unis de la Résistance. En 1943, Jean Moulin réussit à unifier les principaux mouvements de la Résistance (« Combat », « Libération Sud » et « Franc-Tireur ») en une seule organisation.

N.A.P. : Noyautage des Administrations Publiques.

P.P.F. : Parti Populaire Français (parti collaborationniste).

R.N.P. : Rassemblement National Populaire (parti collaborationniste).

S.O.L. : Service d'ordre légionnaire (organisme précédant la Milice).

S.T.O. : Service du Travail Obligatoire. Instaurée le 16 février 1943 par le régime de Vichy, la loi impose aux jeunes hommes nés entre 1920 et 1922 de partir travailler pour le *Reich*, le plus souvent en Allemagne.

U.N.A.D.I.F. : Union Nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles.

LEXIQUE

Block : Baraque des déportés. Lieu où les détenus dorment et vivent quand ils ne sont pas en *kommando*, c'est-à-dire au travail.

Camp d'internement : Lieux d'enfermement où le régime de Vichy emprisonne arbitrairement et sans jugement les résistants, les étrangers, les communistes, les syndicalistes, les francs-maçons, les juifs français ou étrangers, etc.

Camp de concentration : Ces camps nazis sont principalement situés en Allemagne et en Autriche. Les nazis y déportent leurs « ennemis », les opposants politiques. Plus que des « camps de travail », ces camps de concentration sont en réalité des « camps d'extermination par le travail » car les tâches effectuées par les déportés sont longues et épuisantes.

Centre d'extermination : Lieux où les nazis déportent les juifs et les Tsiganes (hommes, femmes, enfants). Il y avait six centres d'extermination, tous situés en Pologne : Chelmno, Treblinka, Sobibor, Maïdanek, Belzec et Auschwitz-Birkenau. Le mot « camp » impliquant une notion de stationnement pour les déportés, l'expression « centre d'extermination » est préférable à celle de « camp d'extermination ». Dans un centre d'extermination, aucun déporté ne reste : à de très rares exceptions près, tous les juifs sont gazés dès leur arrivée, sauf à Birkenau où ont lieu les « sélections » destinées à alimenter en déportés le complexe des camps de concentration alentour.

Collaboration : Politique d'entente avec l'occupant nazi mise en œuvre par le gouvernement de Vichy ; attitude complice de certains Français qui acceptent, travaillent et participent à la politique nazie ou à sa police.

Crime de guerre : « *Les crimes de guerre sont les violations des lois et des coutumes de guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation pour des travaux forcés, ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements de prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens publics ou privés, la destruction sans motif des villes et villages où la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires.* » Article 6b des Accords de Londres signés le 8 août 1945 par les Alliés.

France Libre : Nom qui désigne le mouvement impulsé par Charles De Gaulle pour continuer la lutte hors des frontières de la France.

Häftling : « Détenu » en allemand. Nom donné par l'administration des camps nazis aux déportés.

Kapos : Détenus choisis par les nazis pour encadrer et surveiller les autres déportés dans les camps de concentration. Le *kapo* a le droit de vie ou de mort sur les déportés.

Kommando : Le terme désigne une équipe de travail forcé composée par des déportés au sein du camp, mais aussi un camp dépendant d'un grand camp de concentration.

KZ : Abréviation de *Konzentrationslager*. Désigne les camps de concentration dans les documents officiels nazis. La dénomination «KL» apparaît par la suite.

Maquis : Lieu situé dans la forêt, dans la montagne ou à la campagne, peu accessible, où se regroupent et se cachent les résistants (les maquisards).

Milice : Organisation paramilitaire instaurée par le régime de Vichy en janvier 1943 pour mener la répression contre la Résistance.

Mouvement de Résistance : Organisation clandestine « de masse » créée pour faire évoluer l'opinion. L'action d'un mouvement est essentiellement politique. Tous les mouvements avaient leur journal clandestin.

R4 : Sur la carte de la France de la Résistance, R4 désigne la région militaire qui correspond à la région toulousaine. Cette France-là a été découpée en 12 régions militaires calquées sur les régions créées par Vichy en 1941. Chaque chef militaire a autorité sur toutes les unités combattantes dans sa région et exerce des pouvoirs de contrôle et de coordination.

Prisonnier de guerre : Soldat de l'armée française capturé par l'armée allemande lors des combats de 1940 et emprisonné en Allemagne dans des *oflags* ou des *stalags*. Les prisonniers de guerre sont protégés par la Convention de Genève de 1929. Ils doivent être soignés, nourris et hébergés correctement. Les officiers et sous-officiers ne sont pas tenus de devoir travailler.

Réfractaire : Jeunes Français (surtout des hommes) qui refusent d'aller travailler en Allemagne dans le cadre du S.T.O. Certains entrent en résistance et rejoignent les maquis.

Réseau de résistance : Structure organisée secrètement sur le modèle militaire, ne groupant que les personnes nécessaires à son action. Celle-ci se développe vers le renseignement, le sabotage et les passages clandestins de personnes.

Résistance intérieure : Ce terme désigne l'ensemble des résistants agissant sur le territoire français (en métropole) et qui subissent le régime de Vichy et l'occupation nazie.

Revier : Dans le vocabulaire concentrationnaire, ce mot désigne l'infirmerie ou l'hôpital du camp.

S.S. : *SchutzStaffel* ou « échelon de protection ». Garde personnelle d'Hitler devenue la troupe d'élite du *Reich*. Ces fanatiques prennent de plus en plus d'importance et deviennent une véritable armée politique, les *Waffen S.S.*

Stück : « morceau » en allemand. Terme utilisé par les S.S. au quotidien pour désigner les déportés et signifier l'absence d'importance qu'ils accordent à ces hommes et ces femmes en niant leur humanité.

Les publications du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation

Crédits photographiques :

Toutes les illustrations (objets, archives, photographies, journaux, dessins, etc.) sont issues de la collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation sauf autres crédits et droits mentionnés en légende.

Références bibliographiques

- CUBERO José, *La Résistance à Toulouse et dans la région R4*, Bordeaux, Sud-Ouest, 2005.
- ESTEBE Jean, *Toulouse 1940-1944*, Mesnil-sur-L'Estrée, Perrin, 1996, 353p.
- GOUBET Michel, *Toulouse et la Haute-Garonne dans la guerre 1939-1945, La vie quotidienne en images*, Le Coteau, Editions Horvath, 1987, 175p.
- GOUBET Michel, *La Résistance et les années noires à Toulouse et en Haute-Garonne 1940-1944*, Toulouse, CRDP Midi-Pyrénées, 2004, 261p.

Conception et impression

Conseil départemental de la Haute-Garonne - PAO / Imprimerie CD31

Pour aller plus loin :

Retrouvez sur le site Internet du musée

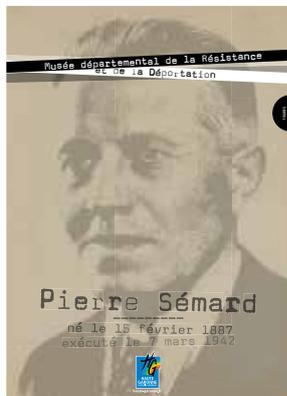
musee-resistance.haute-garonne.fr

toutes nos autres publications en téléchargement libre.

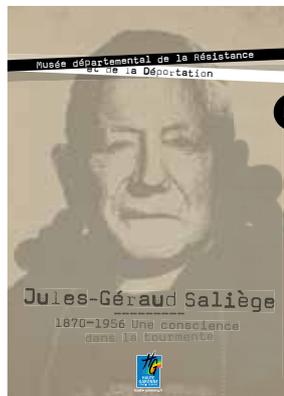
Retrouvez également tous les témoins du Musée et de nombreuses vidéos dans la rubrique « Ressources ».

Publication du Conseil départemental de la Haute-Garonne,
1 boulevard de la Marquette - 31090 Toulouse cedex 9
Achevé d'imprimer : mai 2016
ISBN : 979-1-09-206512-1
Publication gratuite
Dépôt légal : mai 2016

PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES



PIERRE SÉPARD



JULES-GÉRAUD SALIÈGE

Une conscience dans la tourmente



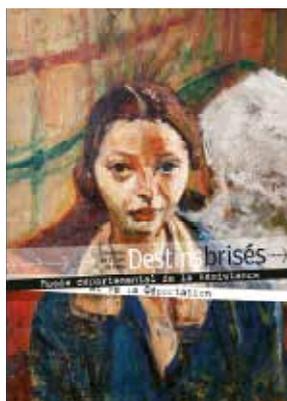
« CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS »

La Résistance invente une nouvelle société.



LA PRISON SAINT-MICHEL

Un lieu de mémoire au cœur de Toulouse



DESTINS BRISÉS

Peintres de l'École de Paris



TRACAS, FAMINE, PATROUILLE

Une chronique de la vie quotidienne des Haut-Garonnais pendant la 2^e guerre mondiale



HUMOUR INTERDIT

Dessins de la seconde guerre mondiale

Musée départemental de la Résistance
et de la Déportation

